
Organe d'examen des politiques commerciales**EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES****RAPPORT DU SECRÉTARIAT****PANAMA**

Le présent rapport, préparé pour le troisième examen de la politique commerciale du Panama, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé au Panama des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Angelo Silvy (tél.: 022 739 5249), Mme Eugenia Lizano (tél.: 022 739 6578) et Mme Stephanie Dorange-Patoret (tél.: 022 739 5497).

La déclaration de politique générale présentée par le Panama est reproduite dans le document WT/TPR/G/421.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Panama. Ce rapport a été rédigé en espagnol.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	8
1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	14
1.1 Principales caractéristiques de l'économie.....	14
1.2 Évolution économique récente.....	18
1.2.1 Croissance et structure de l'économie	18
1.2.2 Politique budgétaire	22
1.2.3 Politique monétaire	25
1.2.4 Balance des paiements	28
1.3 Évolution des échanges et des investissements	31
1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services	31
1.3.1.1 Évolution du commerce des marchandises	31
1.3.1.2 Composition du commerce des marchandises	32
1.3.1.3 Répartition géographique des échanges de marchandises	34
1.3.2 Commerce des services	35
1.3.3 Tendances et structure de l'IED	36
2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT.....	40
2.1 Cadre général	40
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale	41
2.3 Accords et arrangements commerciaux	43
2.3.1 OMC.....	43
2.3.2 Accords régionaux et préférentiels	44
2.3.3 Autres accords et arrangements	47
2.4 Régime d'investissement	47
3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE.....	52
3.1 Mesures visant directement les importations.....	52
3.1.1 Procédures douanières	52
3.1.2 Évaluation en douane.....	56
3.1.3 Règles d'origine.....	57
3.1.4 Droits de douane	57
3.1.4.1 Structure et niveaux.....	57
3.1.4.2 Consolidations tarifaires.....	59
3.1.4.3 Contingents tarifaires	60
3.1.4.4 Droits préférentiels	60
3.1.4.5 Concessions tarifaires.....	61
3.1.5 Autres impositions et droits visant les importations.....	62
3.1.6 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation	64
3.1.6.1 Prohibitions et restrictions.....	64
3.1.6.2 Licences d'importation	66
3.1.7 Mesures commerciales spéciales	67

3.1.7.1 Mesures antidumping et compensatoires.....	68
3.1.7.2 Mesures de sauvegarde	69
3.2 Mesures visant directement les exportations	70
3.2.1 Procédures et prescriptions concernant les exportations	70
3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation	71
3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation	71
3.2.4 Incitations à l'exportation	72
3.2.4.1 Régimes douaniers pour les opérations industrielles (régime de ristourne des droits de douane, régime de reconstitution des stocks en franchise douanière et régime d'admission temporaire)	72
3.2.4.2 Zones franches et régimes d'investissement spéciaux.....	73
3.2.4.2.1 Régime de zones franches.....	73
3.2.4.2.2 Autres zones franches.....	74
3.2.4.2.3 Zone franche de Colón.....	76
3.2.4.3 ROIN/RIN	77
3.2.4.4 CEFA	79
3.2.4.5 Programme de promotion et de modernisation agricole et agro-industrielle (PROMAGRO)	80
3.2.4.6 Certificat de crédit fiscal	81
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation	81
3.2.6 Promotion des exportations.....	81
3.3 Mesures visant la production et le commerce	82
3.3.1 Incitations	82
3.3.1.1 Incitations financières et en matière de crédit	82
3.3.2 Normes et règlements techniques.....	83
3.3.3 Mesures sanitaires et phytosanitaires	86
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix	89
3.3.4.1 Politique de la concurrence.....	89
3.3.4.2 Contrôle des prix	91
3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation	93
3.3.6 Marchés publics	94
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle	98
4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	102
4.1 Agriculture, sylviculture et pêche.....	102
4.1.1 Caractéristiques, objectifs et cadre institutionnel	102
4.1.2 Instruments de politique.....	104
4.1.2.1 Mesures visant les importations	104
4.1.2.2 Mesures visant les exportations	106
4.1.3 Mesures de soutien interne	107
4.2 Industries extractives et énergie	111
4.2.1 Électricité	111

4.3 Secteur manufacturier.....	115
4.4 Services	117
4.4.1 Services financiers.....	117
4.4.1.1 Caractéristiques générales	117
4.4.1.2 Banques et autres établissements financiers.....	118
4.4.1.2.1 Caractéristiques du marché	118
4.4.1.2.2 Cadre juridique	120
4.4.1.3 Assurance	126
4.4.1.3.1 Caractéristiques du marché	126
4.4.1.3.2 Cadre juridique	127
4.4.1.4 Marché des valeurs	130
4.4.2 Télécommunications.....	132
4.4.3 Transports	136
4.4.3.1 Transport aérien	137
4.4.3.2 Transport maritime	139
4.4.4 Tourisme	145
5 APPENDICE – TABLEAUX	149

GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Commerce des marchandises par principaux produits, 2013 et 2020	33
Graphique 1.2 Commerce de marchandises par partenaire commercial, 2013 et 2020	34
Graphique 2.1 Procédure législative	41
Graphique 2.2 Accord commerciaux en vigueur au Panama en 2021.....	44
Graphique 3.1 Distribution des taux de droits NPF, 2021.....	59
Graphique 3.2 Procédure d'adoption de mesures antidumping et compensatoires, 2021.....	68
Graphique 3.3 Procédures d'enquête en matière de sauvegardes, 2021	69
Graphique 3.4 Processus d'élaboration des normes et règlements techniques	85
Graphique 3.5 Données sur la propriété industrielle, 2014-2020	101
Graphique 4.1 Production d'électricité par source, 2014-2021.....	114
Graphique 4.2 Accords sur les services aériens	137
Graphique 4.3 Opérations portuaires par type de fret, 2014-2021.....	143

TABLEAUX

Tableau 1.1 Indicateurs économiques de base, 2013-2021T2	14
Tableau 1.2 PIB par type de dépense, 2013-2020	19
Tableau 1.3 Finances du secteur public non financier (SPNF), 2013-2020.....	24
Tableau 1.4 Principaux indicateurs monétaires, 2013-2021T2.....	26
Tableau 1.5 Balance des paiements, 2013-2021T1	28

Tableau 1.6 Commerce des services, 2013-2020 et premier trimestre de 2021	35
Tableau 1.7 Montant de l'IED et flux d'IED par secteur, 2013-2020 et premier trimestre de 2021	36
Tableau 1.8 IED par secteur (stock), 2013-2020.....	37
Tableau 1.9 IED au Panama par pays d'origine, 2013-2020.....	38
Tableau 2.1 Zones franches/ZLC et risques recensés par les autorités	43
Tableau 2.2 Programme d'élimination des droits Panama-MCCA.....	45
Tableau 2.3 Programmes d'élimination des droits négociés par le Panama.....	46
Tableau 2.4 Plafond de l'IED, 2014-2021	48
Tableau 2.5 Mesures d'incitation octroyées dans la Cité du savoir	49
Tableau 2.6 Indicateurs des sociétés SEM, 2014-2021	49
Tableau 2.7 Avantages fiscaux et exonérations tarifaires pour les SEM et EMMA	50
Tableau 2.8 Étapes à suivre aux fins de la constitution d'une entreprise.....	51
Tableau 3.1 Marchandises retenues en douane, 2014-2021.....	55
Tableau 3.2 Prescriptions relatives à l'importation en fonction du régime douanier, 2020	56
Tableau 3.3 Structure des droits NPF, 2013 et 2021	58
Tableau 3.4 Lignes tarifaires pour lesquelles les droits NPF sont supérieurs aux droits consolidés, 2021	59
Tableau 3.5 Analyse des droits de douane appliqués dans le cadre des accords commerciaux du Panama avec d'autres pays, 2021	61
Tableau 3.6 Autres impositions et droits visant les importations, 2021.....	63
Tableau 3.7 Recouvrement des impôts, 2014-2020	64
Tableau 3.8 Restrictions ou prohibitions à l'importation, 2021.....	65
Tableau 3.9 Importations prohibées pour des raisons phytosanitaires, 2014-2021	66
Tableau 3.10 Produits dont l'exportation est assujettie à un contrôle ou à une procédure spéciale de la Direction des ressources aquatiques du Panama (ARAP)	71
Tableau 3.11 Avantages fiscaux, 2021.....	73
Tableau 3.12 Commerce extérieur de la ZLC, 2014-2020	76
Tableau 3.13 Incitations fiscales accordées dans le cadre du ROIN ^a	78
Tableau 3.14 Type d'entreprise, 2021.....	83
Tableau 3.15 Législation régissant le système national de la qualité, 2021	84
Tableau 3.16 Statistiques sur la concurrence, 2014-2021.....	91
Tableau 3.17 Entreprises publiques et mixtes, 2014 et 2021	93
Tableau 3.18 Méthodes de passation des marchés publics utilisées entre 2014 et 2021	95
Tableau 3.19 Indicateurs des marchés publics, 2014-2020.....	97
Tableau 3.20 Méthodes de passation des marchés publics utilisées par l'ACP en 2021	98
Tableau 3.21 Indicateurs des marchés publics de l'ACP, 2014-2021	98
Tableau 3.22 Principales caractéristiques de la protection des droits de propriété intellectuelle, 2021.....	99
Tableau 3.23 Valeur des marchandises saisies pour violation des droits de propriété intellectuelle, 2014-2020	101
Tableau 4.1 Principaux indicateurs du secteur agricole, 2014-2020	102

Tableau 4.2 Soutien interne au secteur agricole, 2014-2020.....	107
Tableau 4.3 Entreprises publiques et mixtes du secteur électrique, 2021	112
Tableau 4.4 Limites imposées à l'intégration des activités du secteur électrique.....	113
Tableau 4.5 Soutien public aux entreprises de distribution et de commercialisation de l'électricité, 2014-2021	113
Tableau 4.6 Incitations en faveur de la production d'électricité propre ou renouvelable, 2014 et 2020	115
Tableau 4.7 Principaux indicateurs du secteur manufacturier, 2014-2020.....	115
Tableau 4.8 Structure du système financier panaméen, 2020	117
Tableau 4.9 Système bancaire national et Centre bancaire international du Panama: indicateurs de liquidité, ratio de fonds propres et rentabilité, 2014-2021.....	119
Tableau 4.10 Indicateurs du secteur des télécommunications, 2014-2020.....	133
Tableau 4.11 Classification des services de télécommunications, 2014-2021	134
Tableau 4.12 Trafic aérien international à Tocumen, 2014-2020	139
Tableau 4.13 Registres de la marine marchande panaméenne	140
Tableau 4.14 Registre des navires, 2014-2020	140
Tableau 4.15 Indicateurs du canal de Panama, 2014-2020.....	144
Tableau 4.16 La pandémie et son impact sur les activités du canal de Panama, avril-juin 2019 et avril-juin 2020	144
Tableau 4.17 Contribution de l'ACP au Trésor national et à d'autres institutions de l'État, 2014-2020	145
Tableau 4.18 Indicateurs du tourisme international, 2014-2020.....	145
Tableau 4.19 Principales incitations accordées aux entreprises touristiques, 2014-2020.....	147

ENCADRÉS

Encadré 1.1 Mesures économiques adoptées par le Panama pour faire face à la pandémie de COVID-19 (mars 2020-août 2021).....	16
Encadré 3.1 Fonctions et attributions de l'ANA, 2020	52
Encadré 3.2 Types de déclaration.....	53
Encadré 3.3 Régimes d'admission	55
Encadré 3.4 Conventions dont le Panama est signataire, 2021.....	65
Encadré 3.5 Régimes douaniers pour les opérations industrielles.....	72
Encadré 3.6 Principales caractéristiques des ZLP, 2021	75
Encadré 3.7 Avantages fiscaux accordés dans le cadre du RIN, 2021	79
Encadré 3.8 Institutions chargées de l'élaboration des mesures sanitaires et phytosanitaires, 2021	87
Encadré 4.1 Modalités du soutien par produit	108
Encadré 4.2 Législation relative à la prévention du blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive.....	121
Encadré 4.3 Décisions bancaires adoptées entre 2013 et 2021	121
Encadré 4.4 Décisions bancaires adoptées pour modifier les prêts afin d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19	124

APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par section du SH, 2013-2020.....	149
Tableau A1. 2 Importations totales de marchandises, par section du SH, 2013-2020.....	151
Tableau A1. 3 Exportations de marchandises, par partenaire commercial, 2013-2020.....	154
Tableau A1. 4 Importations de marchandises, par partenaire commercial, 2013-2020	155
 Tableau A2. 1 Mesures commerciales notifiées à l'OMC, 1 ^{er} janvier 2014- 30 septembre 2021	156
 Tableau A3. 1 Analyse récapitulative des taux NPF, 2021	158
Tableau A3. 2 Importations soumises à des contingents tarifaires, 2019 et 2020	160
Tableau A3. 3 Marchandises et services exemptés de l'impôt sur la cession de biens meubles et la fourniture de services (ITBMS), 2021.....	162

RÉSUMÉ

1. Le Panama a une économie de petite taille, relativement ouverte, qui dépend largement des services, en particulier ceux liés au commerce extérieur, puisque, grâce au canal de Panama et au développement des zones franches, il est l'un des centres de distribution et de réexportation de marchandises les plus importants du monde. Cela explique pourquoi, en 2019, l'ensemble des exportations et importations de marchandises et de services équivalaient à 82% du PIB. Les services ont représenté 70% du PIB au cours de la période considérée. En 2020, les services les plus importants ont été les suivants: le commerce de gros et de détail; les transports, l'entreposage et les communications; l'intermédiation financière; et les services immobiliers, les services fournis aux entreprises et les services de location. Tous ces services sont, d'une manière ou d'une autre, liés au commerce international. La structure du commerce des marchandises du Panama est particulière: il faut distinguer le commerce du territoire douanier panaméen à proprement parler, et les échanges commerciaux réalisés par le biais de la Zone franche de Colón, par laquelle transitent les trois quarts de la valeur des échanges totaux de marchandises. Pendant la période à l'examen, le type de marchandises exportées par le Panama a enregistré une importante évolution. Jusqu'en 2018, les exportations de marchandises étaient dominées par les produits agricoles et alimentaires mais, depuis 2019, les exportations de produits des industries extractives (plus précisément le cuivre), auparavant inexistantes, ont fait leur apparition et ont représenté 56% du total des exportations de marchandises en 2020. Cela s'explique par la mise en exploitation d'une mine de cuivre sur le territoire panaméen en 2019.

2. L'économie panaméenne a connu une croissance rapide entre 2013 et 2017 mais, à partir de 2018, elle est entrée dans une phase de croissance moindre, la dynamique engendrée par les travaux d'élargissement du canal de Panama s'étant essoufflée. Après cette période d'expansion, l'économie du Panama s'est fortement contractée en 2020, à savoir de 17,9%, en raison des effets de la pandémie de COVID-19. L'activité économique a continué d'être affectée par la pandémie au cours des premiers mois de 2021, avec une contraction du PIB réel de 8,5%. Pendant la majeure partie de la période considérée, le principal moteur de la croissance économique a été la demande intérieure, en particulier la formation brute de capital fixe. En 2020 et 2021, les autorités ont mis en œuvre une série de mesures dans les domaines budgétaire, fiscal, monétaire et financier pour atténuer les effets de la pandémie.

3. C'est le dollar des États-Unis qui a cours légal au Panama; le pays ne dispose donc pas d'instruments de politique monétaire. Il n'a pas de banque centrale à proprement parler qui exerce des fonctions comme l'émission de monnaie, l'administration des réserves bancaires, la réglementation du crédit ou encore l'octroi de prêts en dernier ressort. La parité du taux de change nominal dollar/monnaie nationale (le balboa) est maintenue. Les taux d'intérêt nationaux et la masse monétaire sont déterminés par les forces du marché et influencés par les taux d'intérêt internationaux et par la politique monétaire adoptée par la Réserve fédérale des États-Unis. Il n'existe pas de mécanismes de contrôle des taux d'intérêt, ni de taux de réserves obligatoires sur les dépôts bancaires, ni de restrictions relatives aux flux de capitaux depuis ou vers le système bancaire. Au cours de la période à l'examen, les taux d'intérêt ont été relativement stables, en raison principalement des liquidités découlant des flux de capitaux internationaux, sous la forme d'investissements étrangers directs (IED) pendant les premières années de la période considérée, et de prêts à la suite de la crise sanitaire.

4. En l'absence de politique monétaire proprement dite, la politique budgétaire revêt une importance capitale comme instrument de gestion macroéconomique. Ainsi, toute variation du taux de change réel doit être compensée par des politiques budgétaires ou d'autres politiques ayant un effet sur le niveau des prix. Depuis 2008, le Panama applique une règle budgétaire selon laquelle le pourcentage de la dette nette par rapport au PIB ne doit pas dépasser 40%. Cet objectif a été renforcé en 2018; toutefois, à la suite de la pandémie, il a été reformulé de manière à autoriser des déficits budgétaires plus élevés jusqu'en 2025. Malgré la règle budgétaire, en raison de l'augmentation des dépenses, principalement des dépenses en biens d'équipement, les finances publiques ont affiché un solde déficitaire tout au long de la période considérée, dépassant les limites prévues par la loi presque tous les ans. En 2020, le déficit a considérablement augmenté en raison de la diminution des recettes et de l'augmentation des dépenses liées à la pandémie. L'objectif premier de la politique budgétaire reste d'accroître les recettes. Le ratio dette publique/PIB a augmenté au cours de la période considérée, pour atteindre plus de 69% en 2020. Compte tenu de l'absence de risque de change, la dette panaméenne peut être placée sur les marchés internationaux

à des taux relativement bas. Cela a facilité la mise en œuvre des mesures adoptées pour contrer les effets négatifs de la pandémie.

5. Le compte courant de la balance des paiements panaméenne a été déficitaire pendant la période allant de 2013 à 2019; ce déficit reflète principalement le déséquilibre de la balance du commerce des marchandises et il a été financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, qui résulte principalement des flux d'IED. En 2020, en raison de la forte baisse des importations de marchandises et de services causée par la pandémie, qui a été plus importante que la baisse des exportations, le compte courant a enregistré un excédent de plus de 1 200 millions d'USD. La détérioration de la situation budgétaire et de la balance des paiements a conduit le Panama à demander une aide financière au FMI, dans un premier temps pour répondre aux besoins immédiats liés à sa balance des paiements, puis, en 2021, pour se prémunir contre des chocs extérieurs extrêmes.

6. L'objectif de la politique commerciale du Panama est d'améliorer les résultats des exportations de marchandises et de services, ainsi que d'attirer les investissements étrangers. La stratégie de promotion des exportations vise à améliorer la qualité des exportations, à tirer parti des accords commerciaux et à accéder à de nouveaux marchés. En 2020 et 2021, deux nouveaux régimes spéciaux ont été créés pour attirer davantage d'investissements étrangers dans les activités agricoles et dans les services nécessaires au soutien du secteur manufacturier (Régime spécial EMMA). En outre, l'investissement continue d'être encouragé dans les secteurs traditionnellement bénéficiaires, en offrant de nouvelles mesures d'incitations, en facilitant l'accès à la résidence permanente et en maintenant la stabilité juridique. Les zones franches et les régimes connexes sont des éléments centraux de la politique du Panama en matière de commerce extérieur et d'investissement; ces régimes devraient contribuer à la diversification de l'économie et à une plus grande intégration du pays dans les chaînes de valeur internationales.

7. Le Panama est Membre de l'OMC depuis 1997. Il accorde au moins le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à tous ses partenaires commerciaux. Le système multilatéral revêt une grande importance pour le pays, dont l'économie est fortement tributaire des activités liées au commerce international; il plaide donc pour un système commercial multilatéral inclusif et fondé sur des règles. En 2015, le Panama a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges et depuis 2017, il accorde un traitement préférentiel aux services et fournisseurs de services des pays les moins avancés (PMA). Le pays soutient les négociations sur les services et les initiatives visant à éliminer les distorsions dans l'agriculture et la pêche; il participe également aux discussions sur les nouvelles questions liées au commerce. Depuis le précédent examen, effectué en 2014, le Panama a régulièrement notifié ses mesures commerciales et connexes. En ce qui concerne le règlement des différends, depuis 2014, le Panama n'a pas été impliqué dans des différends en tant que plaignant, mais une procédure a été engagée à son encontre.

8. Le pays participe à plusieurs accords commerciaux, y compris le Marché commun centraméricain (MCCA) et l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). Six accords commerciaux sont entrés en vigueur pendant la période à l'examen: avec l'Association européenne de libre-échange (AELE) en 2014; avec le Mexique en 2015; avec Trinité-et-Tobago en 2016; avec Israël en 2020; et avec la République de Corée et le Royaume-Uni en 2021.

9. Le Panama accorde le traitement national aux investissements étrangers, qui ne nécessitent ni autorisation ni enregistrement. Il n'existe aucune restriction au rapatriement des capitaux investis ou au transfert des dividendes, des intérêts et des autres bénéfices à l'étranger. Toutefois, les transferts de fonds, à l'exception des dividendes rapatriés, sont généralement soumis à une retenue fiscale. Le Panama encourage l'emploi de ressortissants nationaux dans les entreprises établies dans le pays.

10. Bien que son régime d'investissement soit fondamentalement ouvert, le Panama applique certaines restrictions à l'investissement. Les investissements nationaux et étrangers sont interdits dans la transmission d'électricité et les services postaux, deux activités pour lesquelles il existe un monopole d'État. Les investissements privés ne sont pas non plus autorisés dans les gisements de sel et les salines, car ils sont la propriété de l'État et leur exploitation nécessite une concession. Les investissements étrangers restent interdits dans les médias et le commerce de détail, avec quelques exceptions dans le secteur du tourisme, et les étrangers ne sont pas autorisés à acheter des terrains dans certaines régions du pays. Les IDE sont également limités dans le transport aérien et routier, ainsi que dans les services de radio et de télévision en clair.

11. Les procédures d'importation et d'exportation n'ont pas beaucoup évolué pendant la période à l'examen. Le recours à un courtier en douane est toujours nécessaire pour les importations, mais il est facultatif pour les exportations et les réexportations. Le guichet unique du commerce extérieur, un bureau où sont effectuées différentes formalités, ne peut être utilisé que pour les procédures d'exportation (et de réexportation). La procédure d'évaluation des marchandises n'a pas non plus évolué au cours de la période considérée. Le Panama utilise principalement la valeur transactionnelle.

12. Depuis 2018, le Panama utilise, sous réserve de certaines exceptions, le tarif d'importation centraméricain, qui est basé sur le Système harmonisé (SH) de 2017. Le pays utilise des droits *ad valorem* pour 99,7% de son tarif douanier. Au cours de la période 2013-2021, la moyenne simple des droits NPF appliqués est tombée de 7,6% à 6,9%, en raison de l'augmentation de la proportion de lignes tarifaires en franchise de droits, qui est passée de 34,5% à 45,5%. Il s'agit de l'une des principales évolutions concernant le tarif douanier au cours de la période considérée. Le droit moyen appliqué aux produits agricoles (définition de l'OMC), qui est passé de 13,7% en 2013 à 15,3% en 2021, reste nettement supérieur au droit moyen appliqué aux produits non agricoles (5,3%). Le Panama a consolidé l'ensemble de son tarif douanier à des taux qui vont de 0% à 260%. Outre les droits de douane, les produits importés, comme les produits nationaux, sont soumis aux impôts indirects en vigueur, ainsi qu'à la redevance administrative pour services douaniers (TASA).

13. Comme en 2014, le Panama continue d'octroyer des concessions tarifaires pour promouvoir différents secteurs de l'économie, ainsi que dans le cadre de certains régimes douaniers spéciaux, tels que les zones franches et autres programmes de soutien aux exportations, aux investissements et aux magasins hors taxes. En outre, le Conseil des ministres peut établir d'autres réductions ou des exemptions du paiement des droits de douane. Ainsi, en 2020, suite à la pandémie, le Panama a supprimé ou réduit temporairement les droits de douane visant certains désinfectants, le matériel de protection et l'oxygène.

14. Le Panama peut imposer des restrictions, des contrôles ou des prohibitions à l'importation ou à l'exportation pour, entre autres choses, préserver l'environnement, la santé des personnes et des animaux, les végétaux et la sécurité; ou dans le cas des produits de première nécessité, lorsqu'il y a une pénurie de ces produits, ou encore dans le cas des produits déterminés par le pouvoir exécutif en fonction des intérêts économiques du pays. À l'exception de la prohibition à l'exportation d'un bois tropical, le cocobolo, il n'y a pas eu de modification des marchandises soumises à ces mesures depuis le dernier examen.

15. Le Panama n'a pas souvent recours aux mesures antidumping et/ou compensatoires. Au cours de la période considérée, il n'a ouvert aucune enquête en matière de dumping ni appliqué de mesure, et n'a pas non plus ouvert d'enquête ni imposé de mesures compensatoires. Dans le cadre du présent examen, les autorités ont indiqué que la législation régissant ces mesures n'avait pas été modifiée depuis 2014. S'agissant des sauvegardes, le Panama a ouvert une enquête en 2019, qui a été abandonnée. Par ailleurs, le pays peut imposer des mesures de sauvegarde bilatérales et spéciales négociées dans le cadre d'accords commerciaux. À cet égard, il a ouvert plusieurs enquêtes qui ont abouti à l'imposition de mesures de sauvegarde sur certains produits agricoles (viande bovine, autres fromages, yaourts, lait entier en poudre et beurre). Au cours de la période 2014-2020, le Panama n'a pas invoqué la clause spéciale de sauvegarde en matière agricole de l'OMC. En 2018, le Panama a adopté des mesures temporaires visant à contrôler la commercialisation de viande bovine en provenance du Nicaragua et du Costa Rica.

16. La promotion des exportations reste l'un des piliers de la politique commerciale panaméenne. Le Panama a demandé à l'OMC la prorogation du délai pour l'élimination des subventions à l'exportation accordées dans le cadre des programmes des zones industrielles d'exportation (ZIE) et du Registre officiel de l'industrie nationale (ROIN). Le Panama a maintenu ces subventions jusqu'au 31 décembre 2015 et a notifié les mesures qu'il avait adoptées pour les supprimer. En outre, le pays continue d'appliquer divers programmes de soutien des exportations, dont différents régimes douaniers (régimes de ristourne des droits de douane, de reconstitution des stocks en franchise douanière et d'admission temporaire), différents types de zones économiques spéciales (zones franches, zone franche de Colón et zone économique spéciale Panama-Pacifique) et d'autres programmes d'incitations fiscales. En général, le Panama n'applique pas de taxes, d'impositions ou de prélèvements à l'exportation, sauf pour le bois transformé provenant de forêts naturelles, qui est assujéti à un prélèvement de 1% de la valeur f.a.b. Comme en 2014, le Panama n'a pas de programmes officiels de financement, d'assurance et de garantie à l'exportation.

17. Outre les incitations visant à promouvoir les exportations, le Panama accorde des incitations horizontales par le biais des différents régimes spéciaux comme les zones spéciales, les sièges de sociétés multinationales (SEM), le régime spécial EMMA et la Cité du savoir, afin d'encourager les investissements, de stimuler la production et de promouvoir la création d'emplois et le transfert de technologies et de connaissances. Il accorde également des incitations qui ciblent des secteurs et/ou des provinces spécifiques. La plupart des incitations sectorielles n'ont pas fondamentalement évolué depuis le dernier examen du Panama, réalisé en 2014, et sont toujours destinées, entre autres choses, à stimuler la production de bananes, la reforestation, les industries extractives, les énergies renouvelables, l'industrie cinématographique et audiovisuelle, les centres d'appels, le tourisme, la construction et l'industrie navale.

18. L'objectif de la politique de normalisation du pays est d'élaborer les spécifications techniques qui sont utilisées, de manière volontaire, comme référence pour améliorer la qualité et la sécurité de toute activité technologique, scientifique, industrielle ou de services. Les procédures d'élaboration des règlements techniques n'ont pas sensiblement changé depuis 2014. Ils sont habituellement révisés tous les cinq ans ou lorsqu'une demande de révision est présentée. Un seul des règlements techniques notifiés par le Panama a fait l'objet d'une préoccupation commerciale spécifique soulevée au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC.

19. Pendant la période considérée, le Panama a adopté le Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires. En conséquence, et afin d'harmoniser ses mesures avec celles en vigueur dans la région, le pays a apporté quelques modifications à son système de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Il maintient des contrôles stricts aux frontières pour protéger la santé des animaux et préserver les végétaux, et ainsi continuer à développer son secteur agricole. Pendant la période à l'examen, les Membres de l'OMC ont contesté cinq des mesures phytosanitaires et zoosanitaires notifiées par le Panama. Une de ces mesures a donné lieu à une plainte présentée à l'encontre du Panama dans le cadre du système de règlement des différends.

20. Le régime de concurrence du Panama n'a pas connu de changement notable depuis 2014. Il s'applique à toutes les activités menées au Panama, ainsi qu'à l'étranger, dès lors qu'elles affectent la concurrence sur le marché panaméen. Les activités exclues du régime de concurrence sont celles exercées par l'État, à savoir celles qui font l'objet d'un monopole d'État (la fourniture d'électricité et les services postaux) ou qui ne font pas l'objet d'une concession, comme les activités liées au canal de Panama et celles qui donnent lieu à des paris. Les réglementations sectorielles pour les marchés de l'électricité et des télécommunications comprennent également des dispositions relatives à la concurrence. Pendant la période considérée, le Panama a continué de réglementer les prix de l'essence et du diesel, et à partir de 2014, il a commencé à réglementer le prix des bouteilles pour gaz de pétrole liquéfié et le prix des produits du panier de base. En 2020, le prix de vente des produits de première nécessité a également été réglementé en pleine pandémie.

21. Le régime des marchés publics est utilisé dans toutes les entités et entreprises publiques, à l'exception de l'Autorité du canal de Panama (ACP) et de la Caisse de sécurité sociale, qui ont leurs propres régimes de marchés publics. Les étrangers peuvent participer aux processus de passation des marchés publics au Panama et ils bénéficient du même traitement que les ressortissants nationaux, à condition qu'ils ne soient pas originaires d'un État qui impose des restrictions discriminatoires au Panama. Depuis 2014, le système de passation des marchés publics a fait l'objet de diverses modifications, notamment l'adoption de nouvelles méthodes et valeurs de seuil en matière de passation des marchés, ainsi que de préférences; la bureaucratie liée au mécanisme de passation des marchés a été allégée; et les achats sociaux et responsables du point de vue environnemental ont été promus. Les achats publics s'effectuent de manière décentralisée. Le système d'achats de l'APC a également été modifié au cours de la période considérée, notamment en ce qui concerne les méthodes et valeurs de seuil en matière de passation des marchés. Le Panama a le statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics.

22. Pendant la période 2014-2021, les prescriptions et les conditions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle au Panama n'ont pas fait l'objet de modifications importantes. Au cours de cette période, seuls quelques brevets ont été accordés à des résidents, ce qui pourrait signifier que le niveau d'invention est bas, malgré les incitations mises en place par le Panama pour promouvoir la R&D, telles que la Cité du savoir. En revanche, le nombre de demandes d'enregistrement de marques présentées par des résidents est élevé, ce qui signifie que le commerce est une activité très importante au Panama.

23. Malgré sa faible contribution au PIB (2,4% en 2020), le secteur agricole est très important pour le développement socioéconomique du Panama, dans la mesure où il absorbe plus de 14% de la main-d'œuvre des zones rurales. Par conséquent, outre le tarif douanier, le Panama utilise d'autres mesures commerciales pour protéger ou promouvoir l'agriculture et l'élevage, telles que les contrôles phytosanitaires et zoosanitaires, les mesures de sauvegarde, les prix de compensation, les programmes de promotion des exportations, les mesures d'aide à la commercialisation et d'autres programmes et projets mis en œuvre par les entités responsables du secteur. Le droit moyen appliqué visant les produits agricoles (définition de l'OMC) était de 15,2% en 2021, et il reste considérablement supérieur aux droits moyens appliqués visant les produits non agricoles (5,3% en 2021). Le Panama utilise des contingents tarifaires pour divers produits agricoles (riz, viande de porc, viande de volaille, pommes de terre, produits laitiers, haricots et tomates), qui sont attribués au moyen de licences d'importation non automatiques. Le taux d'utilisation des contingents varie considérablement selon les produits, pour certains il était presque de 100% (viande de porc et tomates) alors que pour d'autres il était nul (haricots). Pendant la période 2014-2020, le Panama n'a pas accordé de subventions à l'exportation des produits agricoles. Néanmoins, une série de programmes d'incitation a été mise en œuvre, notamment le Certificat de promotion des exportations de produits agricoles (CEFA) et le Programme de promotion et de modernisation agricole et agro-industrielle (PROMAGRO) afin de promouvoir les exportations agricoles; l'utilisation de ces programmes a été limitée à quelques produits seulement, de sorte que leur incidence n'a pas été significative. Par l'intermédiaire de la Banque de développement agricole (BDA), une banque d'État de développement, le secteur agricole a accès au crédit à des taux d'intérêt préférentiels; de même, le développement du secteur agricole est l'un des principaux objectifs de la Banque nationale du Panama (BNP).

24. Depuis le précédent examen en 2014, le Panama a diversifié son bouquet énergétique, en accordant des incitations à l'utilisation de sources propres et renouvelables, afin de réduire les effets du changement climatique et sa dépendance aux combustibles fossiles importés. Les investissements privés nationaux et étrangers dans la production, la distribution et la commercialisation de l'électricité sont autorisés. Les étrangers peuvent avoir une participation majoritaire dans l'une quelconque de ces activités. La transmission reste contrôlée par l'État et celui-ci participe également aux autres activités du secteur de l'électricité. Le Panama a continué à subventionner les tarifs de l'électricité pour les consommateurs et à maintenir des subventions croisées pour financer la consommation de subsistance; en outre, certains clients ont obtenu des réductions supplémentaires en raison de la pandémie.

25. Le secteur des services est le plus important au Panama, notamment les services financiers et les services liés au commerce. Les activités d'intermédiation financière ont contribué à 7,5% du PIB et à 2,5% de l'emploi en 2020. Au 31 juillet 2021, le secteur bancaire comptait 68 banques (92 en 2013), dont 2 étaient des banques officielles, 40 détenaient une licence générale, 16 détenaient une licence internationale et 10 détenaient une licence de représentation. La majorité étaient des banques à capitaux étrangers. Le secteur bancaire a continué de faire preuve de solidité et d'afficher des niveaux de capitalisation et de liquidité élevés au cours de la période considérée, malgré les effets négatifs de la pandémie de COVID-19. Cela est dû à l'application stricte des règles prudentielles. En juin 2021, le ratio de fonds propres du secteur bancaire était de 16,2%, ce qui est bien supérieur au minimum réglementaire de 8%. Les autorités considèrent que les exigences prudentielles strictes sont particulièrement pertinentes compte tenu de l'absence de banque centrale et de système de garantie des dépôts. Pour contrer les effets négatifs de la pandémie, le pays a établi, à partir du 1er mars 2020, un moratoire sur les prêts accordés par les banques, les coopératives et les sociétés de financement, tant publiques que privées, jusqu'au 31 décembre 2020. Depuis lors, le moratoire a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2021.

26. S'agissant des services de télécommunications, comme dans le cas des services de transport, le Panama est devenu beaucoup plus important au niveau régional, puisqu'il est le centre de connexion du réseau régional et international de fibre optique. Pendant la période considérée, le principal changement sur le marché des télécommunications a été une augmentation de la concentration: deux entreprises ont été achetées par une nouvelle société qui est devenue le principal fournisseur. Le Panama continue de restreindre l'accès au marché de la téléphonie mobile en limitant le nombre d'opérateurs.

27. Le Panama est une importante plaque tournante pour les opérations de transbordement aérien et portuaire et est devenu un centre logistique pour le commerce régional et mondial. L'aéroport international de Tocumen, géré par l'État, est une plate-forme de correspondance pour les vols de

la région et il est le centre régional de l'un des chefs de file mondiaux des services de distribution. Dans le secteur portuaire, en raison du canal de Panama, les opérations de transbordement sont prépondérantes: en 2020, 9 conteneurs sur 10 passant par le Panama ont fait l'objet d'opérations de transbordement. 2,3% du commerce maritime mondial transite par le canal de Panama. De ce fait, la vente de combustibles pour le transport maritime est devenue une activité importante pour le pays. Les recettes du canal constituent une part importante des recettes non fiscales totales du Panama (75,1% en 2020). En 2020, la contribution directe du canal au PIB s'est élevé à 3,5%, et en tenant compte des contributions indirectes, elle atteignait 5,2%.

28. En ce qui concerne le transport maritime, le Guichet unique maritime du Panama a été mis en place en 2017 pour améliorer l'efficacité des opérations portuaires. Bien qu'en 2015 le Panama ait supprimé la restriction à la participation étrangère à la fourniture de services maritimes de mise à l'eau et d'approvisionnement, il est possible depuis 2017 de limiter le nombre de licences délivrées pour la fourniture de services portuaires, y compris la mise à l'eau et l'approvisionnement. Le Panama a le plus grand registre maritime du monde, car il propose des procédures d'enregistrement souples et des remises. Il propose également des incitations aux chantiers navals, ainsi que des financements et des assurances maritimes.

29. En 2019, avant la pandémie, le tourisme représentait 51% des exportations de services du Panama. Les étrangers peuvent fournir certains services dans ce secteur. En 2020, diverses mesures de soutien ont été mises en place pour atténuer les effets de la pandémie et promouvoir l'activité touristique; de plus le tourisme local a également été encouragé en tant que moteur de la reprise.

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1.1 Principales caractéristiques de l'économie

1.1. La structure sectorielle de l'économie panaméenne est toujours dominée par les services, qui ont représenté 70% du PIB au cours de la période considérée (tableau 1.1). Les services les plus importants en termes de part dans le PIB en 2020 ont été le commerce de gros et de détail (18,3%), les transports, l'entreposage et les communications (13,9%), l'intermédiation financière (7,5%) et les services immobiliers, les services fournis aux entreprises et les services de location (5,9%). À l'intérieur du secteur "primaire et industriel", il convient de souligner la contribution au PIB en 2020 des secteurs suivants: construction (10,9%); industries manufacturières (5,7%); industries extractives (3,6%); secteur agricole (2,4%); distribution d'électricité, de gaz et d'eau (2,3%); et pêche (0,4%).

Tableau 1.1 Indicateurs économiques de base, 2013-2021T2

	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^a	2019 ^b	2020 ^b	2021T2 ^b
Produit intérieur brut (PIB)									
PIB actuel au prix d'acquisition (millions de PAB)	44 856	49 166	54 092	57 908	62 203	64 928	66 788	52 938	28 489
PIB courant (millions d'USD)	44 856	49 166	54 092	57 908	62 203	64 928	66 788	37 943	28 489
PIB réel, taux de croissance (%)	6,9	5,1	5,7	5,0	5,6	3,6	3,0	-17,9	..
PIB par habitant (USD courants)	11 842	12 757	13 607	14 344	15 178	15 612	15 831	12 373	..
Structure du PIB par branche d'activité économique (% du PIB aux prix courants)									
Production marchande	81,5	81,3	81,2	80,6	80,3	80,2	80,0	76,0	76,8
Agriculture, élevage, chasse et sylviculture	2,4	2,2	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9	2,4	2,1
Pêche	0,6	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3
Industries extractives	2,0	2,2	2,0	2,0	2,0	1,9	2,4	3,6	6,0
Industries manufacturières	6,2	5,9	6,4	6,2	6,1	5,9	5,7	5,7	5,9
Fourniture d'électricité, de gaz et d'eau	2,3	2,2	1,6	1,7	1,7	1,7	1,9	2,3	2,1
Construction	13,3	14,6	16,1	16,9	17,9	18,3	17,9	10,9	13,4
Commerce de gros et de détail	21,8	20,8	19,5	19,0	18,4	18,7	18,4	18,3	15,9
Hôtellerie et restauration	3,7	3,6	4,0	4,1	4,0	3,7	3,6	2,1	1,7
Transports, entreposage et communications	13,2	12,6	11,8	11,3	11,4	11,3	11,8	13,9	13,5
Intermédiation financière	6,7	6,6	6,3	6,3	6,4	6,3	6,1	7,5	7,1
Services immobiliers, services fournis aux entreprises et services de location (comptabilité, droit et immobilier)	8,0	8,3	7,5	7,3	7,0	6,9	6,8	5,9	5,6
Services d'éducation privée	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9
Services sociaux et services de santé privés	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,4	1,3
Autres services collectifs, sociaux et personnels (casinos, jeux de hasard et autres)	1,7	1,7	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	0,8	0,7
Moins les mesures indirectes des services d'intermédiation financière (SIFMI)	2,2	2,1	..	..	..	..	..	..	..
Production pour usage final propre	6,8	7,1	7,8	7,7	7,8	7,8	7,9	9,0	8,8
Construction	1,1	1,2	1,5	1,6	1,7	1,7	1,7	1,0	1,2
Services immobiliers, services fournis aux entreprises et services de location	5,2	5,4	5,8	5,7	5,7	5,7	5,7	7,5	7,2
Ménages privés employant du personnel domestique	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4

	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^a	2019 ^b	2020 ^b	2021T2 ^b
Autre production non marchande	7,6	7,4	7,2	7,7	8,2	8,6	8,9	12,3	11,7
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	..	..	3,4	3,7	4,0	4,2	4,6	6,6	..
Éducation	..	..	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,3	..
Services sociaux et services de santé publics	..	..	1,5	1,7	1,9	2,0	2,0	3,2	..
Autres services collectifs, sociaux et à la personne	..	..	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	..
Valeur ajoutée brute (valeurs de base)	95,9	95,8	96,2	96,0	96,3	96,6	96,8	97,3	97,3
Plus les taxes déduction faite des subventions aux produits	4,1	4,2	3,8	4,0	3,7	3,4	3,2	2,7	2,7
Emploi									
Population économiquement active (milliers de personnes) ^d	1 744	1 781	1 826	1 874	1 902	1 987	2 067	2 003	..
Taux d'activité (%; août de chaque année) ^d	64,1	64,0	64,2	64,4	64,0	65,4	66,5	63,0	..
Taux de chômage (%; août de chaque année) ^d	4,1	4,8	5,1	5,5	6,1	6,0	7,1	18,5	..
Taux de chômage déclaré (%; août de chaque année) ^d	3,1	3,5	3,8	4,4	4,8	4,9	5,8	..	..
Population occupée, par activité économique (% de la population occupée totale)^d									
Secteur primaire	16,4	15,7	14,7	15,4	14,5	14,2	14,4	14,1	..
Agriculture, élevage, chasse, sylviculture, pêche et services connexes	16,4	15,7	14,7	15,4	14,5	14,2	14,4	14,1	..
Secteur secondaire	20,1	20,1	18,7	18,4	18,6	18,8	17,7	18,4	..
Industries extractives	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,4	0,2	..
Industries manufacturières	7,7	7,4	7,7	7,3	7,3	7,6	7,5	9,0	..
Fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	..
Distribution d'eau; services d'assainissement, gestion des déchets et services de voirie	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	..
Construction	11,2	11,6	10,0	10,0	10,1	10,2	9,0	8,5	..
Secteur tertiaire	63,5	64,2	66,6	66,2	67,0	67,0	67,9	67,5	..
Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	17,6	18,2	18,4	17,8	17,6	18,3	18,2	16,9	..
Transports, entreposage et courrier	7,3	7,0	7,4	7,5	8,0	7,4	7,5	7,2	..
Hôtellerie et restauration	5,1	4,7	5,1	5,6	5,9	5,5	5,3	4,3	..
Information et communication	1,2	0,8	1,2	1,3	1,3	1,5	1,4	1,5	..
Services financiers et d'assurance	2,5	2,3	2,6	2,5	2,5	2,3	2,4	2,4	..
Services immobiliers	0,7	0,9	0,8	1,1	1,0	0,9	0,7	0,8	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,0	3,0	2,5	2,4	2,4	2,1	2,3	2,3	..
Services administratifs et services d'appui	3,5	3,3	3,5	3,3	3,4	3,4	3,7	4,2	..
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	6,4	6,1	6,4	6,4	6,7	6,4	6,1	7,1	..
Enseignement	5,4	5,4	5,5	5,7	5,5	5,5	5,5	7,7	..
Services sociaux et liés à la santé humaine	3,5	4,0	4,6	4,6	4,4	5,1	4,8	4,4	..
Activités artistiques, de divertissement et de création	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0	0,4	..
Autres services	2,9	2,9	3,1	3,1	3,4	3,9	4,1	3,9	..

	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^a	2019 ^b	2020 ^b	2021T2 ^b
Activités des ménages privés employant du personnel domestique; activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre	4,4	4,5	4,3	4,0	3,9	4,0	4,6	4,4	..
Activités des organisations et organismes extraterritoriaux et activités non déclarées	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	..
Pour mémoire									
Population (millions)	3,9	3,9	4,0	4,0	4,1	4,2	4,2	4,3	..

.. Non disponible.

a Chiffres provisoires.

b Estimations.

c Sur la base des estimations de la population totale au 1^{er} juillet de chaque année, fondées sur les résultats du recensement démographique national de 2010.

d Données concernant le troisième trimestre de 2019.

e Chiffres correspondant à une moyenne hebdomadaire calculée par mois. Ne tient pas compte des personnes résidant de manière permanente dans des logements collectifs.

Source: Institut national de la statistique et du recensement (INEC) du Bureau du Contrôleur général de la République du Panama.

1.2. Le Panama est une économie très ouverte et constitue un important centre de distribution et de réexportation de marchandises. Il utilise le dollar des États-Unis comme monnaie légale, ainsi que le balboa, dont la valeur est égale à celle du dollar. Par conséquent, le Panama ne dispose pas d'une banque centrale à proprement parler, ni d'instruments de politique monétaire. Il s'agit d'une petite économie très ouverte, dont les recettes dépendent du commerce et des flux de capitaux, généralement libellés en dollars des États-Unis. Cette situation lui a permis d'éviter les risques liés aux fluctuations et aux attaques spéculatives contre sa monnaie, tout en favorisant son positionnement en tant que centre financier international.

1.3. En l'absence de politique monétaire proprement dite, la politique budgétaire revêt une importance capitale comme instrument de gestion macroéconomique. Compte tenu de l'absence de risque de change, la dette panaméenne peut être placée sur les marchés internationaux à des taux relativement bas. Cela a facilité l'adoption de mesures pour contrer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19. En 2020 et 2021, les autorités ont mis en œuvre une série de mesures budgétaires, monétaires, financières et fiscales pour atténuer ces effets (encadré 1.1).

Encadré 1.1 Mesures économiques adoptées par le Panama pour faire face à la pandémie de COVID-19 (mars 2020-août 2021)

Le Panama a mis en place une série de mesures budgétaires, monétaires et relatives à l'emploi et aux revenus pour faire face aux effets négatifs de la pandémie de COVID-19.

I. Politique budgétaire et fiscale

L'ensemble de mesures budgétaires comprend:

I.1. Revenus:

- le report de la date limite pour le paiement de l'impôt sur le revenu de juillet 2020 au 31 décembre 2020;
- la suspension des paiements pour les services publics pendant quatre mois, sans intérêt pour les contribuables dont les revenus sont inférieurs à 2 000 USD par mois, les retraités ou les personnes sorties du marché du travail;
- l'approbation en mars 2020 d'une nouvelle loi sur l'amnistie fiscale, qui devrait bénéficier à 35 000 contribuables et permettre une économie d'environ 29 millions d'USD en termes de paiements d'intérêts, de surtaxes et d'amendes.

I.2. Dépenses et transferts:

- l'achat de fournitures médicales pour un montant de 133,7 millions d'USD en juillet 2020;

- le lancement, en août 2020, du versement par le gouvernement d'allocations de 50 USD à 250 000 travailleurs dont les contrats ont été suspendus, pour un montant total de 12,5 millions d'USD;
- des paiements accordés aux travailleurs touchés et aux propriétaires de petites entreprises dans le cadre du Plan "Panama solidaire" avec des transferts en nature par le biais d'un bon numérique d'une valeur de 120 USD par mois (initialement 100 USD); 1,3 million de personnes ont bénéficié de ces paiements. Pour recevoir le bon numérique, les bénéficiaires doivent effectuer 24 heures de service social communautaire par mois ou suivre une formation de 10 heures à l'Institut national de formation professionnelle et de formation pour le développement humain (INADEH);
- le nouveau Plan "Panama solidaire", en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2021, qui permet aux bénéficiaires de bons numériques de continuer à recevoir 120 USD jusqu'en décembre 2021¹;
- diverses initiatives sociales, telles que l'approvisionnement en denrées alimentaires de base, et plusieurs programmes tels que la Banque des opportunités, le Fonds de garantie et le Programme de prêts à des conditions favorables, pour un montant total évalué par le FMI à 235 millions d'USD, avec le Plan "Panama solidaire";
- la suspension des paiements pour les services publics (électricité, téléphonie fixe, téléphonie mobile et internet) pour la période mars-juin 2020;
- des subventions à la consommation d'électricité à concurrence de 50% pour les clients dont la consommation va jusqu'à 300 kWh par mois, et de 30% pour ceux dont la consommation est comprise entre 301 kWh et 1 000 kWh par mois, jusqu'au 31 mars 2021;
- l'extension du programme du Fonds de solidarité pour le logement, qui fournit un apport initial de 10 000 USD aux familles ayant besoin d'un logement, dont la valeur ne doit pas dépasser 70 000 USD; 80 millions d'USD proviennent du Fonds d'épargne du Panama;
- une réduction tarifaire sur les produits d'hygiène et les fournitures médicales, prolongée de 6 mois en mars 2021;
- l'annonce, en avril 2021, d'un programme d'investissement public et d'infrastructure de 12,1 milliards d'USD pour relancer l'économie.

II. Mesures monétaires et financières

L'Autorité de contrôle des banques (SBP) a mis en œuvre une série de mesures pour faciliter l'accès au crédit et aider les banques à absorber les pertes:

- Afin de réduire la pression sur les banques et de leur permettre d'améliorer leur position et leur propension à accorder des prêts qui améliorent les résultats de leur bilan, la SBP a autorisé les banques à utiliser les provisions dynamiques accumulées ("tampon contracyclique"), qui font partie des fonds propres mis en réserve par chaque banque en période de forte croissance économique pour être utilisés en cas de ralentissement de la croissance économique, comme dans la conjoncture actuelle. L'objectif est de compenser l'impact des pertes liées au crédit. Le FMI estime l'impact de cette mesure à environ 1,3 milliard d'USD, soit 2% du PIB de 2019;
- les banques ont été autorisées à procéder à des restructurations volontaires des prêts avec des emprunteurs en difficulté, et les conditions et modalités des prêts ont été assouplies, par exemple avec l'octroi de délais de grâce, la réduction des taux d'intérêt et la suppression de certains frais;
- il a été demandé aux banques de ne pas facturer d'intérêts sur les intérêts impayés;
- la Loi n° 156 du 30 juin 2020, qui établit un moratoire officiel sur les prêts accordés par les banques, les coopératives et les sociétés de financement à toute personne physique ou morale touchée économiquement par l'état d'urgence national lié à la pandémie, a été promulguée. Les emprunteurs doivent continuer à payer les intérêts, mais les banques ne réclament pas de frais de retard, ne facturent pas d'intérêts sur les intérêts impayés et n'inscrivent pas les retards de paiement dans les antécédents de crédit. Pour bénéficier du moratoire, les emprunteurs doivent fournir des documents montrant l'impact de la pandémie sur leur travail ou leurs activités commerciales. Des ajustements sont effectués au cas par cas pour les emprunteurs qui ont été touchés par la pandémie de COVID-19 et qui ont un retard de paiement allant jusqu'à 90 jours;
- Dans le droit fil de ce qui précède, une modalité relative à la modification des prêts a été mise en place pour donner aux clients la possibilité d'ajuster le paiement de leurs obligations et d'atténuer une éventuelle détérioration de leur crédit. Des modifications peuvent être apportées à la demande des clients ou à l'initiative directe des banques elles-mêmes. Les banques disposent d'une période initiale de 120 jours pour procéder à l'évaluation de leurs clients. La modification d'un prêt ne génère pas de coûts supplémentaires; elle est donc exempte de frais et ne donne pas lieu à une nouvelle évaluation;

¹ Renseignements communiqués par le gouvernement panaméen. Adresse consultée: <https://www.panamadigital.gob.pa/Noticia/inicia-nuevo-plan-panama-solidario>.

- En conséquence, les banques ont accepté de prolonger les délais de grâce pour le remboursement de prêts jusqu'au 31 décembre 2020, dans un premier temps, puis jusqu'au 30 juin 2021. Le moratoire sur les prêts a pris fin le 30 juin 2021, comme prévu. Du 1^{er} juillet au 30 septembre 2021, les prêts modifiés seront restructurés par les banques et les emprunteurs concernés.

Source: Élaboré par le Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par le Ministère de l'économie et des finances (MEF), FMI.

1.4. Depuis 2008, le Panama applique une règle budgétaire selon laquelle la dette nette en pourcentage du PIB ne doit pas dépasser 40%. Les objectifs de déficit ont été renforcés en 2018; toutefois, à la suite de la pandémie de COVID-19, ces objectifs ont été reformulés de manière à autoriser des déficits budgétaires plus élevés jusqu'en 2025. Les finances publiques ont affiché un solde déficitaire tout au long de la période considérée, en raison de l'augmentation des dépenses, principalement en capital. Pour presque toutes les années, les déficits ont dépassé les limites prévues par la loi (revues à la hausse à trois reprises). En 2020, le déficit a explosé en raison de la perte de recettes et de l'augmentation des dépenses liées à la pandémie de COVID-19. L'objectif premier de la politique budgétaire reste d'accroître les recettes et de parvenir à une situation budgétaire plus confortable. Le ratio dette publique/PIB a considérablement augmenté au cours de la période considérée, pour atteindre plus de 69% en 2020.

1.5. Le compte courant de la balance des paiements panaméenne a été déficitaire pendant la période allant de 2013 à 2019; ce déficit reflète principalement le déséquilibre de la balance du commerce des marchandises et il a été financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, qui résulte principalement des flux d'investissement étranger direct (IED). En 2020, en raison de la forte baisse des importations de marchandises et de services causée par la pandémie, qui a été plus importante que la baisse des exportations, le compte courant a enregistré un excédent de plus de 1 200 millions d'USD. Au premier trimestre de 2021, le déficit courant était de 225,2 millions d'USD, soutenu par des soldes négatifs de 861,1 millions d'USD dans la balance commerciale (poste marchandises) et financé par un excédent de 1 029,2 millions d'USD dans le poste revenus. La composante services a affiché un solde positif de 1 597,1 millions d'USD. La valeur des transferts courants a atteint 68,0 millions d'USD, mais elle a diminué par rapport à la période correspondante de 2020. Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un solde positif de 1 487,1 millions d'USD, soit 875,8 millions d'USD de plus qu'au même trimestre de l'année précédente, principalement en raison du solde des investissements de portefeuille.

1.6. La détérioration de la situation budgétaire et de la balance des paiements a conduit le Panama à demander une aide financière au FMI au titre de l'instrument de financement rapide (IFR) pour l'équivalent de 500 millions d'USD (400 millions de DTS), soit 100% de sa quote-part, afin de répondre aux besoins immédiats liés à sa balance des paiements. Le Conseil d'administration du FMI a approuvé cette demande le 15 avril 2020. Par la suite, le Panama a demandé un accord de deux ans au titre de la Ligne de précaution et de liquidité (PLL) pour 500% de sa quote-part, soit l'équivalent de 2,7 milliards d'USD (1,9 milliard de DTS), afin de se prémunir contre des chocs extérieurs extrêmes. L'accord a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 19 janvier 2021.²

1.2 Évolution économique récente

1.2.1 Croissance et structure de l'économie

1.7. L'économie panaméenne a continué de se développer à un rythme accéléré entre 2013 et 2017. À partir de 2018, le pays est entré dans une phase de ralentissement de la croissance économique, la forte dynamique engendrée par les travaux d'élargissement du canal de Panama s'étant essouffée. Après une longue période d'expansion, l'économie du Panama s'est fortement contractée en 2020 en raison des effets de la pandémie de COVID 19.

1.8. Les performances de l'économie panaméenne pendant la période à l'examen ont connu un certain fléchissement par rapport à la forte expansion observée au cours de la période couverte par l'examen précédent; le PIB réel a augmenté à un taux annuel moyen de 1,8% entre 2013 et 2020

² FMI (2021), IMF Country Report No. 21/173. *Panama. 2021 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Panama*, juillet 2021. Adresse consultée: <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2021/English/1PANEA2021004.ashx>.

(tableau 1.2). Même en excluant les effets de la pandémie de COVID-19, le PIB réel a augmenté à un taux annuel moyen de 3,7% entre 2013 et 2019, soit moins de la moitié du taux calculé pour l'examen précédent (8% entre 2007 et 2013). Compte tenu de sa forte dépendance à l'égard des services, l'économie panaméenne a été durement touchée par la pandémie de COVID-19, ce qui s'est traduit par une baisse du PIB réel de 17,9% en 2020.³ L'activité économique a continué d'être affectée par la pandémie au cours des premiers mois de 2021, avec une contraction du PIB réel de 8,5%.

Tableau 1.2 PIB par type de dépense, 2013-2020

(Croissance annuelle réelle, aux prix de 2007)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^a	2019 ^b	2020 ^b
Consommation totale	6,9	6,5	3,6	7,6	3,3	4,0	3,6	-11,3
Dépenses de consommation finale du gouvernement central	3,6	1,7	7,6	10,1	6,4	7,7	4,5	14,1
Dépenses de consommation finale des ménages et ISBLSM	7,6	7,4	2,8	7,1	2,7	3,2	3,4	-17,0
Formation brute de capital fixe	21,1	8,7	6,5	2,1	7,6	0,7	-2,6	-47,8
Variation des stocks	-35,1	-15,4	5,8	-31,2	18,6	22,9	-30,0	-37,8
Exportations de marchandises et de services	-3,7	-7,1	0,9	-4,3	5,0	5,1	-0,1	-21,9
Moins importations de marchandises et de services	-0,8	-3,9	-0,1	-4,8	4,3	4,1	-3,3	-32,1
PIB réel, taux de croissance (%)	6,9	5,1	5,7	5,0	5,6	3,6	3,0	-17,9

ISBLSM Institutions sans but lucratif au service des ménages

a Chiffres provisoires.

b Estimations.

Source: INEC du Bureau du Contrôleur général de la République du Panama et données communiquées par les autorités.

1.9. Au cours de la période à l'examen, le principal moteur de la croissance économique a été la demande intérieure, tandis que les exportations nettes ont contribué négativement au PIB pendant plusieurs années de cette période. La formation brute de capital fixe a soutenu la croissance entre 2013 et 2017, en particulier du fait des travaux relatifs à l'élargissement du canal de Panama et à d'autres grands projets d'infrastructure. Toutefois, en 2018 et 2019, la contribution de l'investissement au PIB a diminué et son taux de croissance a été inférieur à celui du PIB. En moyenne, la formation brute de capital a augmenté à un taux annuel de 6,5% entre 2013 et 2019 (-2,6% si l'on inclut la chute de 47,8% en 2020), contre une croissance moyenne du PIB de 4,6% (1,8% si l'on inclut la chute de 17,9% en 2020).

1.10. La forte croissance des dépenses de consommation finale du gouvernement central a joué un rôle important dans l'évolution du PIB pendant la période considérée. Les dépenses publiques ont augmenté à un taux annuel moyen de 5,9% entre 2013 et 2019 et de 6,9% si l'on tient compte de 2020. La forte intervention du gouvernement pendant la pandémie de COVID-19, qui s'est traduite par une augmentation des dépenses publiques de 14,1% en 2020, a permis d'éviter une baisse encore plus forte du PIB. La consommation des ménages a été très dynamique entre 2013 et 2019, avec un taux de croissance annuel moyen de 4,7% (tableau 1.2). Cependant, elle a été durement touchée par la pandémie et s'est contractée de 17%, ce qui a eu pour effet de ramener à seulement 1,7% le taux de croissance pendant la période 2013-2020.

1.11. Les exportations nettes de marchandises et de services ont contribué négativement à la croissance du PIB pendant la période allant de 2013 à 2017, mais à partir de 2018, elles ont eu une contribution positive qui s'est accentuée en 2020 en raison de la forte baisse des importations. La croissance des importations pendant la majeure partie de la période considérée reflète la forte augmentation de la demande intérieure, en particulier en ce qui concerne les marchandises.

1.12. En 2020, le PIB réel a chuté de 17,9% (aux prix constants de 2007) par rapport à l'année précédente. Cette performance négative est principalement due à l'interruption des activités qui ont été affectées par le déclenchement de la pandémie de COVID-19 en mars, et à la mise en place de

³ Renseignements en ligne de l'INEC du Bureau du Contrôleur général de la République. Adresse consultée: <http://www.contraloria.gob.pa>.

mesures d'urgence pour répondre à cette crise sanitaire, telles que des restrictions de déplacement. Cela a entraîné une contraction de l'activité dans plusieurs secteurs productifs, en raison de la baisse des opérations ou de la fermeture totale dans certains cas.⁴ Les activités les plus touchées ont été celles liées aux services personnels, à la construction, au commerce, à l'hôtellerie et à la restauration, aux services fournis aux entreprises, à l'industrie, à l'éducation et à l'intermédiation financière. L'activité dans la Zone franche de Colón (ZLC) et le transport aérien ont enregistré des baisses. Toutefois, certaines activités liées à l'économie nationale ont affiché des résultats positifs au cours de la période considérée, par exemple dans les domaines de la santé, des services publics et de la culture du riz et du maïs.

1.13. Le repli de l'activité économique s'est poursuivi au second semestre de 2020 et au premier semestre de 2021. Le PIB réel a diminué de 10,9% au quatrième trimestre de 2020. Les dépenses de consommation du gouvernement central ont été la seule composante à afficher une variation positive, à hauteur de 18,8%, en raison de l'augmentation des rémunérations versées dans les institutions publiques; ces dépenses comprennent l'achat de marchandises et de services consommés par l'État.⁵ Les dépenses de consommation finale privée (ménages et institutions sans but lucratif) ont baissé de 11,2% par rapport à la période correspondante de l'année précédente, reflétant une baisse de la consommation de produits non durables et de services tels que la restauration et l'hôtellerie, les transports et les activités culturelles et récréatives, entre autres. La formation brute de capital fixe a diminué de 42,9%, soit une légère amélioration par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de la réouverture progressive des activités économiques. Les exportations de marchandises et de services ont chuté de 23,0%; parmi les produits concernés figurent l'ananas, les crevettes et autres produits de la mer, la viande de bœuf et les réexportations de la ZLC. Les services fournis par le canal de Panama et le système portuaire ont enregistré des performances positives qui ont permis d'enrayer le déclin, tandis que les services de transport aérien ont enregistré une baisse en raison de la diminution des entrées et sorties de passagers. Les importations de marchandises et de services ont enregistré une baisse de 25,6%, qui s'explique par la chute des produits de consommation non durables, principalement les produits alimentaires et le carburant, les produits semi-durables et les ustensiles ménagers, les matériaux de construction, les matières premières agricoles et d'autres intrants, et les biens d'équipement.

1.14. Le rythme accéléré de la croissance économique jusqu'en 2019 a permis au PIB nominal par habitant d'augmenter pendant la période à l'examen pour atteindre une valeur maximale de 15 831 USD en 2019, avant de retomber à 12 373 USD en 2020. Le revenu national brut (RNB), méthode Atlas, calculé par la Banque mondiale, était de 11 880 USD en 2020.⁶ Les indices de pauvreté ont continué de baisser au cours de la période considérée mais ils restent élevés, notamment au sein des communautés rurales. D'après la Banque mondiale, en 2016, la part de la population vivant dans des conditions de pauvreté générale était de 22% (dernières données disponibles), tandis qu'en 2020, 1,2% de la population vivait dans des conditions de pauvreté extrême.⁷ En 2019, l'indice de Gini était de 0,498, signe d'une forte concentration des revenus. Cet indice était l'un des plus élevés de la région⁸; des inégalités existaient toujours entre les régions.

1.15. Au premier trimestre de 2021, le PIB réel a diminué de 8,5% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le PIB évalué aux prix de 2007 (en mesures chaînées de volume) a atteint 9 739,2 millions de PAB pour la période considérée, soit une diminution de 910,3 millions de PAB par rapport au même trimestre de 2020.

⁴ Bureau du Contrôleur général de la République, INEC (2021), *Cifras Estimadas del Producto Interno Bruto de la República, a Precios Corrientes y en Medidas de Volumen Encadenadas con Año de Referencia 2007, Anual y Trimestral: Año 2020*. Adresse consultée:

<https://www.inec.gob.pa/archivos/P0705547520210301110152COMENTARIO.pdf>.

⁵ Bureau du Contrôleur général de la République, INEC. *Comentarios sobre el Producto Interno Bruto Trimestral, enfoque del gasto: Cuarto trimestre de 2020*. Adresse consultée:

https://www.inec.gob.pa/archivos/P0705547520210723110916COMENTARIO_G.pdf.

⁶ Renseignements communiqués par la Banque mondiale. Adresse consultée: <https://donnees.banquemondiale.org/pays/panama>.

⁷ Renseignements communiqués par la Banque mondiale. Adresse consultée:

https://databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=PAN.

⁸ Renseignements communiqués par la Banque mondiale. Adresse consultée: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI?locations=PA>.

1.16. Au premier trimestre de 2021, la performance des activités économiques a été affectée par les mesures de quarantaine totale adoptées en réponse à la deuxième vague de la pandémie de COVID-19, qui comprenaient l'arrêt total ou partiel des activités productives. En conséquence, l'industrie manufacturière, la construction, le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration, l'intermédiation financière, les services immobiliers et les services fournis aux entreprises, ainsi que les autres services collectifs et à la personne ont enregistré des résultats négatifs au cours du trimestre. Les activités liées à l'économie nationale (services publics et services de santé) ont maintenu des performances positives pendant cette période, tout comme les activités liées aux industries extractives, au canal de Panama, aux services portuaires, à la pêche et à la ZLC.

1.17. Au premier trimestre de 2021, le PIB du secteur agricole a diminué de 2,8% par rapport à l'année précédente. Les activités à l'origine de ce résultat sont notamment la culture de la banane et celle de l'ananas. Par ailleurs, la valeur ajoutée de l'activité minière a augmenté de 71,2%, grâce à la contribution des exportations de minerais de cuivre et de leurs concentrés. L'industrie manufacturière a connu une contraction de 2,4%, et la construction une chute de 35,1%, en raison d'une baisse de la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels ainsi que de l'arrêt des projets d'infrastructure privés. Les activités commerciales ont diminué de 3,4% sous l'effet des mesures de prévention comme la quarantaine totale; toutefois, les activités de gros dans la ZLC ont enregistré une augmentation des réexportations, principalement pour les produits chimiques et pharmaceutiques et pour les machines et appareils, le matériel électrique et leurs parties. L'intermédiation financière a enregistré une baisse de 4,3%, du fait de la baisse des résultats des services financiers du Centre bancaire international. Les services immobiliers, les services fournis aux entreprises et les services de location se sont contractés de 9%, tandis que les services de santé fournis par le secteur privé ont enregistré une croissance 4,6% par rapport au même trimestre de l'année précédente.⁹

1.18. Malgré le fort dynamisme que l'économie a connu entre 2013 et 2019, le taux de chômage en pourcentage de la population économiquement active a affiché une tendance à la hausse pendant la période à l'examen, peut-être en raison d'une croissance plus rapide dans certains secteurs à faible intensité de main-d'œuvre, comme les industries extractives et certains services, mais aussi d'une forte croissance de la population active et du nombre de demandeurs d'emploi. Ainsi, le taux de chômage est passé de 4,1% en 2013 (3,1% pour le chômage déclaré) à 7,1% en 2019 (5,8% si l'on tient compte du chômage déclaré). En raison de la forte contraction du PIB en 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19 et de la paralysie de l'économie due aux mesures de restriction sévères qui ont été prises, le taux de chômage a encore augmenté cette année pour atteindre 18,5%. Le taux d'emploi en 2020 était de 63,0% de la population active. En 2020, les services ont représenté 67,5% de l'emploi, contre 63,5% en 2013. Le sous-secteur du commerce se distingue, avec 16,9% du total de la population occupée (contre 17,6% en 2013), suivi des transports, de l'entreposage et des communications, avec 7,2% du total (contre 8,5% en 2013). La construction a contribué à l'emploi à hauteur de 8,5% en 2020 (contre 11,2% en 2013). Le secteur de l'agriculture et de la pêche employait 14,1% de la population occupée (contre 16,4% en 2013) et l'industrie manufacturière 9,0% (contre 7,7% en 2013) (tableau 1.1).

1.19. Le Panama ne dispose pas d'un système d'assurance chômage. Pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19, les autorités ont mis en place des mesures visant à assouplir les pratiques en matière d'emploi, telles que la suspension des contrats de travail et les transferts de personnel. Selon le FMI, ces mesures ont eu un effet stabilisateur automatique en 2020 et elles ont été compensées par des transferts dans le cadre du Plan "Panama solidaire". Le FMI estime qu'en 2020, le gouvernement a dépensé environ 1,1 milliard d'USD (environ 2% du PIB) dans le cadre de ce plan pour soutenir la population dans le besoin à la suite de la pandémie de COVID-19. Environ un tiers de ce montant a été utilisé pour soutenir les travailleurs dont le contrat a été suspendu au moyen du programme de bons numériques, qui bénéficierait à près de 300 000 ménages, soit plus de 1 million de personnes.¹⁰ Pour obtenir cette aide aux travailleurs, l'employeur doit s'inscrire sur un portail numérique, où il justifie les mesures de suspension, ce qui lui permet d'obtenir un bon numérique du Ministère du travail et du développement de l'emploi (MITRADEL). Seules les

⁹ Bureau du Contrôleur général de la République, INEC. *Producto Interno Bruto Trimestral a precios de 2007: Primer trimestre de 2021*. Adresse consultée:

<https://www.inec.gob.pa/archivos/P0705547520210719122433COMENTARIO.pdf>.

¹⁰ FMI (2021), IMF Country Report No. 21/173. *Panama. 2021 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Panama*, juillet 2021. Adresse consultée: <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2021/English/1PANEA2021004.ashx>.

entreprises qui restent fermées sur ordre de l'Autorité sanitaire peuvent maintenir la suspension des contrats de tous leurs travailleurs. Le moratoire sur les prêts bancaires de réserve fournit un certain soutien aux entreprises en leur offrant davantage de possibilités de conserver des liquidités et d'être en mesure de payer leurs employés lorsqu'ils réintègrent le marché du travail.

1.20. Le Code du travail du Panama autorise la suspension des contrats de travail en situation d'urgence pendant une courte période. Dans ce contexte, l'obligation de prestation de services incombant à l'employé et l'obligation de paiement du salaire incombant à l'employeur sont temporairement levées, pour une durée maximale de quatre mois. Face à la pandémie, cette durée maximale a été étendue jusqu'au 31 décembre 2020 par la Loi n° 157 du 3 août 2020¹¹, et prolongée encore par plusieurs décrets exécutifs afin de parvenir à la réintégration progressive des employés par secteur économique, sur la base d'un retour prioritaire en fonction de leur statut. La Loi n° 2013 du 25 février 2021 a modifié la Loi n° 157 pour préserver l'emploi et la stabilité des entreprises. Le retour progressif des travailleurs dont le contrat avait été suspendu a été organisé par secteur économique: trois mois (jusqu'en mai 2021) ont été accordés aux entreprises du secteur primaire (industries extractives) pour réintégrer les travailleurs visés par une suspension de contrat; six mois (jusqu'en août 2021) aux entreprises du secteur secondaire (industries manufacturières); et huit mois (jusqu'en octobre 2021) aux entreprises du secteur tertiaire (services) et aux entreprises comptant dix employés ou moins.

1.2.2 Politique budgétaire

1.21. La formulation et la mise en œuvre de la politique budgétaire au Panama relèvent du Ministère de l'économie et des finances (MEF). Le Panama a poursuivi sa politique de restriction budgétaire pendant la majeure partie de la période à l'examen, jusqu'à l'apparition de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné un changement brutal, mais que l'on espère temporaire, de l'orientation de la politique budgétaire.

1.22. Depuis 2008, le Panama applique une règle budgétaire selon laquelle la dette nette ne doit pas dépasser 40% du PIB. La Loi n° 34 du 5 juin 2008, ou Loi sur la responsabilité sociale budgétaire (LRSF), a institué des règles en vue de renforcer la discipline budgétaire et fixé les limites du déficit du secteur public non financier (SPNF) et de l'endettement public.¹² Ladite loi a plafonné le déficit budgétaire à 1% du PIB, cette limite pouvant être relevée en cas d'urgence nationale ou si le PIB réel affiche un taux de croissance de 2% ou moins. La LRSF a en outre fixé comme objectif la réduction de la dette publique totale nette à 40% du PIB, sur une période de sept ans à compter de l'exercice 2008.

1.23. La Loi n° 38 du 5 juin 2012, qui a porté création du Fonds d'épargne du Panama, a modifié les limites maximales du déficit budgétaire du SPNF comme suit: 2,9% pour 2012, 2,8% pour 2013, 2,7% pour 2014, 2% pour 2015, 1,5% pour 2016, 1% pour 2017 et 0,5% à partir de 2018. La Loi autorise le relèvement des limites en cas d'urgence nationale, comme la pandémie de COVID-19, ou si le PIB réel affiche un taux de croissance de 2% ou moins, au maximum de 1,5% du PIB l'année où survient l'urgence, ou bien en cas de ralentissement économique, au maximum de 2% du PIB et de façon progressive, c'est-à-dire, au maximum de 1% du PIB si le PIB réel enregistre un taux de croissance compris entre 1,1 et 2%, au maximum de 1,5% du PIB si le PIB réel enregistre un taux de croissance compris entre 0% et 1%, et au maximum de 2% si la croissance du PIB réel est négative. En cas de ralentissement économique, le relèvement autorisé de la limite du déficit doit être réduit d'un tiers la première année suivant le ralentissement, encore d'un tiers la deuxième année et d'un tiers encore la troisième année, afin de revenir à la limite imposée par la LRSF. En avril 2013, l'Assemblée nationale a voté une dérogation permettant de porter la limite du déficit budgétaire à 3,1% du PIB pour 2013. Les années suivantes, les limites ont également été modifiées, car le déficit n'est pas tombé en dessous de 1,9% du PIB.

1.24. La Loi n° 51 de 2018 a fixé la limite financière maximale à 2% pour 2018 et 2019; à 1,75% pour 2020 et 2021; et à 1,5% à partir de 2022. Les objectifs ayant été dépassés en 2018, le gouvernement a adopté une nouvelle loi, la Loi n° 102 de 2019, qui a de nouveau modifié les limites

¹¹ Cette loi reprend les dispositions du Décret exécutif n° 81 du 20 mars 2020 (qui autorise la suspension des contrats de travail dans les entreprises qui ont fermé en raison de l'état d'urgence déclaré par le Panama en réponse à la pandémie de COVID-19) et du Décret exécutif n° 101 du 13 juillet 2020 (qui établit que le temps de travail mensuel total ne peut pas être réduit de plus de 50%).

¹² La Loi n° 34 du 5 juin 2008 a remplacé la Loi sur la responsabilité budgétaire de 2002.

du déficit budgétaire du SPNF en les fixant à 3,5% pour 2019, à 2,75% pour 2020, à 2,5% pour 2021 et à 2% à partir de 2022. Cependant, bien que l'objectif de déficit pour 2019 ait été atteint et que le déficit ait été inférieur à l'objectif, ces limites ont à nouveau été modifiées à la suite de la pandémie de COVID-19 pour autoriser des déficits budgétaires plus élevés jusqu'en 2025. À cet égard, le projet de loi n° 474 de 2020, approuvé en troisième lecture par l'Assemblée nationale en octobre 2020, a fixé de nouvelles limites pour le déficit du SPNF, plus conformes à la réalité de la pandémie. Les limites ont été fixées entre 9,0% et 10,5% du PIB pour 2020, entre 7,0% et 7,5% pour 2021, à 4,0% pour 2022, à 2,0% pour 2023 et 2024 et à 1,5% à partir de 2025.

1.25. En raison des conséquences économiques et sociales de la pandémie, les priorités en matière de dépenses publiques ont été modifiées, la première étant de protéger la vie et la santé de tous les habitants en assurant les ressources nécessaires pour contenir la pandémie et garantir les services. La priorité a également été donnée à la fourniture de ressources au Plan "Panama solidaire" décrit plus haut, qui a été créé pour répondre aux besoins des chômeurs, tant formels qu'informels, ainsi que de la population vivant dans la pauvreté. Cela a conduit à une restructuration du budget des dépenses avec le transfert de ressources supplémentaires vers le domaine de la santé et de la sécurité sociale afin de mettre en œuvre le Plan "Panama solidaire".¹³ Lorsque la pandémie est arrivée au Panama, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie financière pour obtenir le financement nécessaire à la viabilité du budget général de l'État. Cette stratégie nécessitait la somme de 2 213,7 millions de PAB pour couvrir le déficit budgétaire de 2020, et la somme de 1 703,0 millions de PAB pour couvrir l'amortissement des arriérés de paiement du gouvernement central. Les montants s'étant avérés insuffisants, en raison de la hausse des dépenses et de la baisse du recouvrement des recettes, il a fallu obtenir de nouveaux crédits extérieurs pour couvrir la chute des recettes courantes. À cet égard, deux négociations simultanées ont été entreprises, avec les institutions financières multilatérales d'une part, et avec les marchés financiers d'autre part. Les négociations avec les institutions financières multilatérales ont porté sur le financement du déficit budgétaire face à la chute des recettes courantes, tandis que les négociations avec les marchés financiers visaient à mobiliser des ressources pour financer les programmes de financement des MPME et les programmes de réouverture de l'économie et à contribuer au renforcement de la capacité de crédit du système bancaire panaméen. En octobre 2020, le gouvernement avait obtenu environ 11,0% du PIB en nouvelles ressources.¹⁴

1.26. Parmi les crédits obtenus face à la détérioration de la situation budgétaires et de la balance des paiements figure l'aide financière demandée au FMI au titre de l'IFR pour l'équivalent de 500 millions d'USD (400 millions de DTS), soit 100% de sa quote-part, afin de répondre aux besoins immédiats liés à sa balance des paiements, qui a été approuvée par le Conseil d'administration du FMI le 15 avril 2020. Par la suite, le Panama a demandé un accord de deux ans au titre de la PLL pour 500% de sa quote-part, soit l'équivalent de 2,7 milliards d'USD (1,9 milliard de DTS), afin de se prémunir contre des chocs extérieurs extrêmes, qui a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 19 janvier 2021.

1.27. Le solde budgétaire du SPNF (à l'exclusion de l'Autorité du canal de Panama) a été déficitaire pendant toutes les années de la période à l'examen (tableau 1.3). Après avoir atteint un pic en 2014 (3,4% du PIB), le déficit est passé sous la barre des 2% les années suivantes mais il a recommencé à augmenter. Comme cela a été indiqué plus haut, l'objectif de déficit budgétaire n'a pas été atteint entre 2013 et 2018; il ne l'a été qu'en 2019 et 2020, mais à des niveaux beaucoup plus élevés, suite aux révisions des objectifs. Ainsi, même si le déficit du SPNF a atteint 10,2% du PIB en 2020, il se situait dans les limites du nouvel objectif de 9% à 10,5% fixé pour cette année-là (bien que proche de la limite supérieure de l'objectif).

¹³ Projet de loi n° 474 du 20 octobre 2020. Adresse consultée:
https://asamblea.gob.pa/APPS/SEG_LEGIS/PDF_SEG/PDF_SEG_2020/PDF_SEG_2020/2020_P_474.pdf.

¹⁴ Projet de loi n° 474 du 20 octobre 2020. Adresse consultée:
https://asamblea.gob.pa/APPS/SEG_LEGIS/PDF_SEG/PDF_SEG_2020/PDF_SEG_2020/2020_P_474.pdf.

Tableau 1.3 Finances du secteur public non financier (SPNF), 2013-2020

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^a	2020 ^a
Recettes totales	22,2	20,8	19,8	20,1	20,0	19,6	18,5	18,4
Recettes courantes du gouvernement central	21,3	20,1	19,1	19,2	19,8	19,6	18,5	18,4
Gouvernement central	14,9	14,1	13,1	13,1	13,7	13,6	12,5	12,3
Caisse de sécurité sociale	6,0	5,7	5,6	5,8	5,7	5,6	5,6	5,8
Organismes regroupés	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
Solde des opérations des entreprises publiques	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,2
Organismes non regroupés et autres	0,2	0,3	0,4	0,7	0,2	0,1	0,1	0,3
Revenu du capital	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1
Dons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses totales	25,9	24,0	22,0	21,9	21,9	22,5	21,4	28,5
Dépenses courantes du gouvernement central ^c	17,4	16,2	15,3	15,2	15,4	15,9	15,9	21,4
Dépenses courantes (à l'exclusion des intérêts)	15,5	14,5	13,6	13,5	13,6	14,1	14,1	18,8
Gouvernement central	9,3	8,9	8,1	7,6	8,0	8,3	8,2	11,1
Caisse de sécurité sociale	5,7	5,2	5,0	4,7	5,2	5,3	5,4	7,0
Organismes regroupés	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6
Intérêts totaux	1,9	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,9	2,7
Emprunts extérieurs	..	1,4	1,4	..	1,4	1,4	1,5	2,1
Emprunts intérieurs	..	0,4	0,4	..	0,4	0,3	0,4	0,5
Dépenses d'équipement	8,5	7,8	6,7	6,7	6,5	6,6	5,5	7,1
Épargne courante du secteur public non financier	6,2	4,4	4,3	4,9	4,6	3,8	2,5	-3,1
Solde primaire	-1,8	-1,5	-0,5	-0,1	-0,1	-1,1	-1,0	-7,4
Déficit ou excédent	-2,3	-3,2	-2,2	-1,8	-1,9	-2,9	-2,9	-10,1
Dettes contractuelles totales du secteur public	35,0	37,1	37,4	37,3	37,6	39,6	46,4	69,8
Dettes extérieures	27,3	29,2	28,9	29,2	29,6	31,7	36,3	56,3
Dettes intérieures	7,7	7,9	8,5	8,1	8,0	7,9	10,2	13,5
Dettes contractuelles totales du secteur public (millions de PAB)	15 684	18 231	20 222	21 602	23 374	25 687	31 018	36 960
Dettes extérieures	12 231	14 352	15 648	16 902	18 390	20 575	24 223	29 817
Dettes intérieures	3 452	3 879	4 573	4 700	4 984	5 112	6 795	7 143
Dettes contractuelles totales du secteur public (% du PIB)	36,8	39,4	38,8	39,1	37,5	39,4	46,4	69,8
PIB	42 648	46 213	52 133	55 188	62 284	65 128	66 801	52 938

.. Non disponible.

a Chiffres provisoires.

b Comprend les prêts accordés par des institutions telles que l'IFARHU, la BHN et la BDA.

c Ne tient pas compte des intérêts payés par les entreprises publiques.

Source: Ministère de l'économie et des finances du Panama.

1.28. Le déficit budgétaire du SPNF observé au cours des premières années de la période à l'examen s'explique principalement par l'augmentation des dépenses d'équipement à un rythme plus rapide que l'augmentation des recettes budgétaires. Ainsi, alors que les dépenses ont augmenté de 30,2% en termes nominaux entre 2013 et 2019, les recettes ont progressé de 24,5%. La hausse des dépenses d'équipement résulte de la mise en œuvre du grand programme d'investissements publics, qui prévoit des projets d'infrastructure comme l'assainissement de la baie de Panama, l'extension de la zone côtière (*cinta costera*), la construction d'autoroutes et du métro de la ville de Panama. Malgré une croissance économique rapide pendant la période 2013-2019, la part des recettes dans le PIB a diminué, reculant de 23,3% à 18,5%. Les recettes fiscales du gouvernement central sont tombées de 9,7% du PIB en 2016 à 8,2% du PIB en 2019. En 2020, l'effet négatif de la pandémie, qui a entraîné une baisse des recettes et une hausse des dépenses, a été aggravé par la nécessité de couvrir l'amortissement de paiements d'une valeur d'environ 1,7 milliard d'USD.

1.29. Dans le contexte de la pandémie, les autorités ont mis en œuvre un plan d'action pour élaborer un budget avec des objectifs à moyen terme et rédiger une loi organique sur le budget. Le FMI a recommandé au Panama d'améliorer la présentation des rapports budgétaires trimestriels et la communication d'informations sur les dépenses publiques liées à la pandémie. Il a également reconnu les progrès accomplis par le pays avec l'adoption de la Loi n° 153 de 2020 sur les marchés

publics, qui prévoit notamment la possibilité de présenter des offres en ligne, a réduit le pouvoir discrétionnaire dans le processus de passation des marchés publics, a favorisé une plus grande compétitivité en éliminant les fourchettes indicatives autour du prix de référence, et a relevé le seuil relatif à la valeur des marchés exigeant des dépôts (section 3). Le FMI a également recommandé l'adoption de mesures fiscales visant à accroître les recettes et à améliorer l'efficacité et la progressivité du recouvrement. Il a notamment suggéré de réduire les dépenses fiscales (manque à gagner lié aux concessions fiscales et autres).¹⁵

1.30. Le Décret exécutif n° 553 de 2019 réglemente la Loi n° 99 du 11 octobre 2019, qui accorde une amnistie fiscale générale jusqu'au 29 février 2020 pour le paiement des impositions gérées par la Direction générale des recettes (DGI).¹⁶ L'amnistie fiscale concerne les impôts, taxes et contributions spéciales et toute autre dette due à la DGI par des personnes physiques et morales et des biens immobiliers. Ces dispositions s'appliquent aux personnes physiques et morales et aux biens immobiliers, y compris les contribuables ayant des arrangements de paiement en cours, les contribuables, les agents de retenue et les autres personnes responsables des impositions, et les contribuables ayant des procédures en cours. L'amnistie était de 100% pour les impositions dues en octobre et novembre 2019; de 95% pour les paiements dus en décembre; de 90% pour les paiements dus en janvier 2020; et de 85% pour les paiements dus en février 2020. Elle a par la suite été prolongée jusqu'en décembre 2021.

1.31. La dette publique totale a augmenté entre 2013 et 2019, en raison des demandes de financement du secteur public, passant de 15 684 millions d'USD à 31 018 millions d'USD. En 2020, suite à la hausse des emprunts due à la chute des recettes et à l'augmentation des dépenses liées à la pandémie, la dette a augmenté de 19,2% pour atteindre 36 960 millions d'USD. Le ratio de la dette au PIB a augmenté, passant de 39,4% en 2013 à 46,4% en 2019 et à 69,8% en 2020. Ce dernier résultat a été affecté par la forte chute du PIB, qui, conjuguée à l'augmentation de la dette, a entraîné une forte hausse du ratio (tableau 1.3).

1.32. La Loi n° 38 du 5 juin 2012 a institué le Fonds d'épargne du Panama (FAP), qui vise à mettre en place des mécanismes d'épargne à long terme pour l'État panaméen au moyen de stratégies prudentes en matière d'investissement, dans le but de créer une couverture en cas d'urgence due à des catastrophes naturelles ou de ralentissement économique et de bénéficier aux générations futures¹⁷. Le FAP a été constitué à partir des fonds du Fonds fiduciaire pour le développement. Depuis 2015, les contributions de l'Autorité du canal de Panama au Trésor public qui dépassent 3,5% du PIB sont déposées sur le FAP. Au deuxième trimestre de 2021, les actifs du FAP s'élevaient à 1 472,87 millions de PAB, ses recettes brutes à 20,94 millions de PAB et ses avoirs totaux à 1 398,98 millions de PAB. Sur la même période, le FAP a enregistré un rendement brut cumulé de 1,27% par an.¹⁸

1.2.3 Politique monétaire

1.33. C'est le dollar des États-Unis qui a cours légal au Panama; le pays ne dispose donc pas d'instruments de politique monétaire. Il n'a pas de banque centrale à proprement parler qui exerce des fonctions comme l'émission de monnaie, l'administration des réserves bancaires, la réglementation du crédit ou encore l'octroi de prêts en dernier ressort. La Banque nationale du Panama (BNP), qui appartient à l'État, fait office de dépositaire des ressources financières de l'État, mais ce n'est pas une banque centrale. La réglementation et la supervision du système bancaire incombent à l'Autorité de contrôle des banques (section 4.5.3.2).

1.34. La parité du taux de change nominal dollar/monnaie nationale (le balboa) est maintenue. Les taux d'intérêt nationaux et la masse monétaire sont déterminés par les forces du marché et influencés par les taux d'intérêt internationaux et par les mesures de politique monétaire adoptées

¹⁵ FMI (2021), IMF, *Country Report No. 21/173. Panama. 2021 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Panama*, juillet 2021. Adresse consultée: <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2021/English/1PANEA2021004.ashx>.

¹⁶ Deloitte, *Panama Tax News*, novembre 2019. Adresse consultée: <https://www2.deloitte.com/pa/es/pages/tax/articles/tax-news-panama-2019.html>.

¹⁷ Renseignements communiqués par le FAP. Adresse consultée: <https://www.fondoahorropanama.com/>.

¹⁸ Renseignements communiqués par le FAP. Adresse consultée: <https://www.fondoahorropanama.com/3-ago-2021-informe-de-resultados-preliminares-no-auditados-para-el-segundo-trimestre-2021>.

par la Réserve fédérale des États-Unis. Il n'existe pas de mécanismes de contrôle des taux d'intérêt, ni de taux de réserves obligatoires sur les dépôts bancaires, ni de restrictions relatives aux flux de capitaux depuis ou vers le système bancaire. Toute variation du taux de change réel doit être compensée par des politiques budgétaires ou d'autres politiques ayant un effet sur le niveau des prix.

1.35. Au cours de la période considérée, les taux d'intérêt des banques panaméennes ont été relativement stables, en raison principalement de l'augmentation des liquidités découlant des flux de capitaux internationaux, sous la forme d'IED pendant les premières années de la période considérée, et de prêts à la suite de la crise liée à la pandémie de COVID-19 (tableau 1.4). L'écart entre les taux passifs et actifs (*spread*) est resté relativement stable tout au long de la période à l'examen, malgré la pandémie.

Tableau 1.4 Principaux indicateurs monétaires, 2013-2021T2

Variables monétaires	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021T2
Masse monétaire au sens large (taux de croissance) ^a	7,2	8,2	5,5	4,1	5,2	2,8	3,1	5,4	..
Taux d'intérêt (% , moyenne)									
Taux sur les dépôts à terme, 3 mois	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,6	1,5	1,2
Taux sur les dépôts à terme, 6 mois	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	1,8	2,2	2,0	1,9
Taux sur les dépôts à terme, 12 mois	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,9	3,2	2,9	2,6
Taux de référence interbancaire du marché intérieur, 6 mois	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	1,4	1,6	1,8	..
Taux de référence interbancaire du marché intérieur pour les prêts hypothécaires	5,9	5,7	5,5	5,3	5,3	5,4	5,7	5,8	5,8
Inflation									
Indice national des prix à la consommation pour les ménages urbains (taux de croissance)	4,0	2,6	0,2	0,7	0,9	0,8	-0,4	-1,6	0,6
Indice des prix pour le commerce de gros (taux de croissance)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2,2	2,6	0,7	-1,2	1,3
Taux de change									
Indice du taux de change réel nominal (PAB – USD)	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0

.. Non disponible.

Source: INEC et FMI (2021), IMF Country Report No. 21/173. *Panama. 2021 Article IV Consultation—Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Panama*, juillet 2021. Adresse consultée: <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2021/English/1PANEA2021004.ashx>.

1.36. Après avoir connu une croissance rapide entre 2013 et 2019, le crédit intérieur a diminué en 2020. En décembre 2020, il s'élevait à 54 293 millions d'USD, soit une baisse de 919 millions d'USD (-1,7%) par rapport à l'année précédente. De même, les décaissements au titre de nouveaux prêts en 2020 ont diminué de 40,4% en glissement annuel; Le montant cumulé des décaissements au titre de nouveaux prêts effectués par les banques jusqu'en décembre 2020 s'élevait à 15 668 millions d'USD, soit une diminution de 10 462 millions d'USD par rapport à la même période de l'année précédente. Seuls les crédits accordés au secteur public et le crédit hypothécaire ont affiché une croissance positive en glissement annuel, de 202,3% et 1,1%, respectivement. Tous les autres secteurs ont enregistré une baisse en glissement annuel.¹⁹ L'activité de crédit est restée peu performante au cours des premiers mois de 2021. En mai 2021, le crédit intérieur s'élevait à 54 208 millions d'USD, soit une baisse de 1 301 millions d'USD par rapport à mai 2020. Les activités qui ont connu une chute des crédits concernaient principalement les secteurs de l'industrie et de la construction, mais dans certains domaines, la diminution en pourcentage des prêts a été plus faible qu'au cours des mois précédents, et certains secteurs, comme l'agriculture, l'élevage, les industries extractives et le commerce, ont même déjà enregistré des résultats positifs.²⁰

¹⁹ SBP, *Informe de Actividad Bancaria*, décembre 2020. Adresse consultée: https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2020/12/IAB_12.pdf?v=1.02.

²⁰ SBP, *Informe de Actividad Bancaria*, mai 2021. Adresse consultée: https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2021/05/IAB_05.pdf?v=1.02.

1.37. Malgré la situation saine des banques, le FMI a déterminé que la part importante des créances nettes des créanciers extérieurs sur les banques, principalement sous forme de dépôts, présentait un potentiel de risque. Le FMI estime que des retraits massifs pourraient exacerber les risques de liquidités dans le secteur bancaire et éventuellement conduire à une crise de liquidité.²¹ À cet égard, et pour atténuer en partie ce risque, le gouvernement a mis en place un certain nombre de mesures pour répondre à la pandémie. L'une des premières mesures a été l'adoption de la Loi n° 156 du 30 juin 2020 ("Loi moratoire"), qui définit des mesures économiques et financières pour contrer les effets de la pandémie de COVID-19. La Loi a un effet rétroactif à partir du 1^{er} mars 2020 et elle institue un moratoire sur les prêts accordés par les banques, les coopératives et les sociétés de financement, tant publiques que privées, jusqu'au 31 décembre 2020. Depuis lors, le moratoire a été prorogé dans un premier temps jusqu'au 30 juin 2021, puis jusqu'au 31 décembre 2021. Selon la Loi, les établissements bancaires ne peuvent pas augmenter les taux d'intérêt, appliquer des surtaxes ou tout autre intérêt pour défaut ou retard de paiement sur les prêts modifiés visés par la loi. Une fois la période de moratoire écoulée, les banques, en accord avec le débiteur, doivent mettre en place les mécanismes nécessaires pour mettre à jour leurs engagements. Au 31 décembre 2020, la BNP a modifié un total de 13 627 prêts pour un montant global de 627,5 millions de PAB, ce qui représente 12,6% du portefeuille de prêts de la Banque et 2,6% du total des prêts modifiés du Système bancaire national.

1.38. En août 2020, le MEF et la BNP ont créé deux fonds fiduciaires dans le cadre de la stratégie de relance économique. Le premier fonds fiduciaire, appelé "Programme global de crédit pour la défense du tissu productif et de l'emploi", vise à soutenir les MPME face à la crise provoquée par la pandémie de COVID-19; il a été mis en place grâce à un prêt de la Banque interaméricaine de développement (BID) de 150 millions d'USD, autorisé par le Décret du Cabinet n° 19 du 9 juin 2020. Une deuxième phase devrait être mise en œuvre en 2021, avec 150 millions d'USD supplémentaires pour renforcer le programme.²² Le deuxième fonds fiduciaire, appelé "Fonds spécial de soutien bancaire", a été institué par le Décret du Cabinet n° 23 du 19 août 2020. Il vise à promouvoir la relance économique du système bancaire, à répondre aux besoins temporaires de liquidités que rencontrent les banques privées titulaires d'une licence générale, et à accorder des facilités de crédit aux secteurs productifs afin de stimuler la croissance économique du pays et d'atténuer les effets néfastes de la pandémie.²³ Ce fonds a été initialement constitué avec 500 millions d'USD gérés avec le FMI au moyen de l'instrument de financement rapide autorisé par le Décret du Cabinet n° 14 d'avril 2020; il a ensuite été alimenté avec des fonds gérés par la BNP (500 millions d'USD) et par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) de la Banque mondiale. Ce fonds, dont le solde total se monte à 1 milliard de PAB, permet d'accorder des prêts sur trois à cinq ans afin de fournir des liquidités supplémentaires aux banques qui en ont besoin. La BNP, en consultation avec la SBP, administre les ressources du fonds, agissant comme une banque de second rang pour accorder des facilités de crédit aux banques titulaires d'une licence générale du Panama, l'objectif étant que ces banques prêtent des fonds aux secteurs productifs pour les soutenir dans leur reprise économique.²⁴

1.39. Le Fonds spécial de soutien bancaire compte pour sa part deux programmes répondant au double objectif d'accorder des crédits pour soutenir l'économie en période difficile et de fournir des liquidités d'urgence aux banques solvables en cas de perturbations sur le marché. Le Programme d'incitation, géré par la BNP, prévoit une extension de la ligne de crédit existante de 800 millions d'USD pour les banques commerciales. Ce programme prévoit une ligne de crédit renouvelable à moyen terme (un à trois ans). Selon le FMI, jusqu'en juin 2021, la BNP a déboursé 600 millions d'USD dans le cadre de cette ligne de crédit en faveur de 23 banques, à un taux d'intérêt plus élevé que le taux interbancaire, étant donné sa durée plus longue.²⁵ Le Programme de liquidités, géré

²¹ FMI (2021), IMF, *Country Report No. 21/173. Panama. 2021 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Panama*, juillet 2021. Adresse consultée: <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2021/English/1PANEA2021004.ashx>.

²² Renseignements communiqués par le MEF. Adresse consultée: <https://www.mef.gob.pa/2020/08/contratos-para-protector-empleos-y-fortalecer-sectores-productivos-firman-bnp-y-mef/>.

²³ Circulaire n° SBP-DR-0260-2020 du 19 août 2020. Adresse consultée: https://superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/leyes_y_regulaciones/circulares/2020/circular_260-2020.pdf?v=1.02.

²⁴ BNP, *Memoria Anual 2020*. Adresse consultée: https://www.banconal.com.pa/images/nuestro-banco/memorias/Memoria_Anual_2020.pdf.

²⁵ FMI (2021), IMF, *Country Report No. 21/173. Panama. 2021 Article IV Consultation – Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Panama*, juillet 2021. Adresse consultée: <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2021/English/1PANEA2021004.ashx>.

conjointement par la SBP et la BNP, est structuré comme un mécanisme de prise en pension à court terme (jusqu'à six mois), garanti et renouvelable. Le taux d'intérêt est de 3,25% par an. Les banques commerciales qui souhaitent accéder à ce programme doivent présenter une demande en ligne à la SBP, qui évalue la solidité financière de la banque. Jusqu'à présent, ce programme n'a pas été utilisé.

1.40. Pendant la période à l'examen, le Panama a connu un processus de désinflation. L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a enregistré une baisse, passant sous la barre des 1% à partir de 2018 pour atteindre des valeurs négatives en 2019 (tableau 1.3). La désinflation s'est accentuée en 2020, malgré une réduction de l'offre de certains produits et services, et elle s'est établie à -1,6% par an en moyenne. La variation de l'IPC est redevenue positive en 2021; la variation cumulée de cet indicateur en septembre 2021 était de 2,4% par rapport à décembre 2020.²⁶

1.2.4 Balance des paiements

1.41. Le compte courant de la balance des paiements a été déficitaire pendant la période allant de 2013 à 2019 (tableau 1.5). Comme lors du précédent examen, le niveau élevé des importations, conjugué au taux de croissance élevé du PIB, a continué de creuser le déficit du compte courant, qui a oscillé entre 5% (2019) et 13,6% du PIB (2014). En 2020, le compte courant a enregistré un excédent équivalant à 2,3% du PIB, la chute des importations de marchandises et de services (40%) ayant été largement plus importante que celle des exportations (30%). Pendant la période 2013-2019, le déficit du compte courant a en majeure partie été financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, résultant notamment de la hausse des flux d'investissement. Au cours du premier trimestre de 2021, le compte courant extérieur du Panama a affiché un déficit de 225,2 millions d'USD, sous l'effet des chutes enregistrées dans les catégories des marchandises et des revenus.

Tableau 1.5 Balance des paiements, 2013-2021T1

(Millions d'USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021T1
Compte courant	-4 151	-6 679	-4 848	-4 634	-3 692	-4 967	-3 333	1 233	-225
Exportations de marchandises, de services, et de revenus	31 945	30 884	28 381	27 667	28 860	30 365	30 322	21 225	6 229
Importations de marchandises, de services, et de revenus	-36 154	-37 563	-33 230	-32 301	-32 427	-35 262	-33 623	-20 123	-6 522
Exportations de marchandises et de services	29 773	29 856	27 460	600	26 370	27 814	27 877	19 617	5 882
Importations de marchandises et de services	-31 585	-36 657	-32 202	-31 291	-26 895	-28 874	-27 374	-17 327	-5 146
Marchandises (nettes)	-9 446	-10 823	-9 786	-9 012	-9 822	-10 614	-9 047	-4 107	-861
Marchandises (crédit)	17 059	14 972	12 764	11 687	12 470	13 353	13 214	10 240	3 394
Marchandises générales	14 509	12 771	11 343	10 463	10 537	10 945	10 718	9 350	2 985
Réparations de marchandises	15	17	17	15	16	16	16	15	4
Marchandises achetées dans les ports par les transporteurs	2 535	2 184	1 404	1 210	1 917	2 391	2 480	875	405
Marchandises (débit)	-26 505	-25 795	-22 550	-20 699	-22 291	-23 966	-22 261	-7 006	-4 255
Marchandises générales	-23 778	-23 105	-20 871	-19 061	-19 935	-20 985	-19 302	-13 407	-3 866
Réparations de marchandises	-11	-11	-9	-6	-5	-5	-7	-4	-1
Marchandises achetées dans les ports par les transporteurs	-2 715	-2 678	-1 671	-1 633	-2 351	-2 976	-2 952	-936	-388
Services (nets)	7 634	7 847	7 858	8 057	9 297	9 553	9 551	6 396	1 597
Revenus (nets)	-2 397	-3 826	-2 813	-3 559	-3 043	-3 836	-3 804	-1 187	-1 029

²⁶ Renseignements communiqués par l'INEC. Adresse consultée: <https://www.inec.gob.pa/archivos/A053342420211015175701Cuadro%203.pdf>.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021T1
Revenus (crédit)	2 172	2 167	2 081	2 265	2 490	2 552	2 445	1 608	346
Rémunération des salariés	28	105	82	76	90	81	88	57	19
Revenu de l'investissement	2 144	2 062	2 000	2 189	2 400	2 470	2 357	1 551	327
Investissement direct	497	432	324	425	536	543	236	139	69
Investissement de portefeuille	246	254	220	247	348	282	424	304	43
Autres investissements	1 402	1 376	1 455	1 518	1 516	1 646	1 698	1 108	216
Revenus (débit)	-4 569	-5 993	-4 894	-5 825	-5 533	-6 388	-6 249	-2 796	-1 376
Rémunération des salariés	-	-2	-3	-3	-5	-3	-3	-3	0
Revenu de l'investissement	-4 569	-5 990	-4 892	-5 822	-5 528	-6 385	-6 246	-2 793	-1 375
Investissement direct	-2 720	-4 178	-3 015	-3 840	-3 343	-3 935	-3 645	-423	-656
Investissement de portefeuille	-748	-749	-673	-680	-775	-849	-913	-1 040	-446
Autres investissements	-1 101	-1 063	-1 205	-1 302	-1 410	-1 601	-1 688	-1 330	-273
Transferts courants (nets)	58	122	-106	-119	-124	-70	-31	131	68
Transferts courants (crédit)	844	1 028	921	891	903	919	976	749	225
Transferts courants (débit)	-785	-906	-1 027	-1 010	-1 028	-989	-1 007	-618	-157
Gouvernement central	142	157	168	141	155	157	199	137	52
Autres secteurs	-84	-35	-274	-260	-280	-227	-230	-5	16
Compte de capital et d'opérations financières	4 913	5 020	6 507	6 827	5 823	6 152	4 736	-690	1 487
Compte de capital	26	24	27	24	25	23	22	11	1
Compte d'opérations financières	4 886	4 996	6 480	6 803	5 798	6 129	4 714	-701	1 486
Investissement direct	3 236	4 130	3 972	4 652	4 314	4 917	3 686	627	429
Étranger	-331	-329	-584	-214	138	-163	-634	39	-24
Actions et parts de capital	-331	-329	-584	-214	138	-163	-634	39	-24
Économie déclarante	3 567	4 459	4 556	4 866	4 177	5 080	4 320	589	454
Actions et parts de capital	1 402	687	78	923	-24	31	131	-433	-20
Bénéfices réinvestis	1 436	3 429	2 084	2 404	1 790	1 900	2 274	-457	450
Autres capitaux	730	343	2 394	1 539	2 411	3 150	1 916	1 478	23
Investissement de portefeuille	367	1 008	401	138	670	339	3 055	2 633	615
Actif	-759	-1 198	-1 365	-208	-669	-1 231	621	-864	-1 250
Passif	1 126	2 206	1 765	346	1 339	1 570	2 434	3 496	1 865
Autres investissements	1 684	1 080	2 030	2 622	-157	241	-800	1 589	-347
Actif	-1 932	-5 128	-2 748	643	3 591	-987	-230	1 403	446
Crédits commerciaux	-203	-321	-341	-93	-657	-498	-537	-72	69
Prêts	-663	-1 953	-1 797	993	2 299	361	2 051	2 405	317
Monnaie et dépôts	-994	-2 841	-759	-174	2 972	-583	-1 559	-1 103	175
Autres actifs	-71	-14	150	-84	-1 024	-268	-186	172	-115
Passif	3 615	6 208	4 777	1 979	-3 748	1 228	-570	186	-794
Crédits commerciaux	233	142	201	225	194	-99	72	166	67
Prêts	2 065	1 874	1 758	1 296	-690	2 277	-2 447	141	-1 113
Monnaie et dépôts	1 297	4 242	2 796	400	-3 412	-1 020	1 428	25	293
Autres actifs	21	-50	23	60	159	70	378	-147	-40
Actifs de réserve	-401	-1 222	77	-609	971	632	-1 227	-5 550	789
Erreurs et omissions nettes	-762	1 660	-1 658	-2 193	-2 131	-1 185	-1 404	-543	-1 262

Note: Les écarts entre les valeurs totales et celles figurant dans le reste du tableau s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

Source: INEC du Bureau du Contrôleur général de la République du Panama.

1.42. La balance commerciale des marchandises (ZLC incluse) a été déficitaire pendant la période 2013-2020, une tendance qui s'est poursuivie pendant le premier trimestre de 2021. C'est une caractéristique de l'économie panaméenne, qui est principalement orientée vers l'exportation de services. Toutefois, jusqu'en 2019, cette situation s'expliquait aussi par la croissance rapide des importations, principalement de biens d'équipement. Après avoir atteint un niveau record en 2014, le déficit de la balance des marchandises a diminué au cours des années suivantes, mais il a atteint un nouveau sommet en 2018, en raison de la croissance des importations, et malgré l'accroissement des exportations de la ZLC et d'autres secteurs. Le déficit de la balance des marchandises s'est fortement réduit en 2020, car la pandémie de COVID-19 a entraîné une chute des importations de près de 8 000 millions d'USD, qui a plus que compensé la contraction beaucoup plus faible des exportations (3 000 millions d'USD). Le déficit de la balance des marchandises a diminué au premier trimestre de 2021; les importations de marchandises générales se sont élevées à 3 866 millions d'USD, tandis que les exportations ont atteint 2 985 millions d'USD. La balance des services a enregistré un excédent croissant pendant la période 2013-2019; cette progression étant principalement attribuable aux services fournis par le canal de Panama, aux services portuaires, aux services de transport et aux services fournis aux entreprises. En 2020, l'excédent de la balance des services a diminué en raison de la pandémie de COVID, dont les effets se sont également fait sentir sur le solde total au premier trimestre de 2021 (section 1.3.2).

1.43. La balance des revenus a également affiché un solde négatif pendant la période 2013-2020 et au premier trimestre de 2021, en grande partie du fait du rapatriement des bénéfices et des dividendes à l'étranger – imputable surtout aux entreprises établies dans la ZLC et aux entreprises minières – et des versements d'intérêts au titre de la dette extérieure. En 2020, le déficit de la balance des revenus s'est considérablement réduit, pour s'établir à un peu plus de 1 000 millions d'USD, en raison principalement de la diminution des débits d'environ 3 500 millions d'USD, en particulier pour le revenu de l'investissement. Entre janvier et mars 2021, la balance des revenus a affiché un solde de 1 029,2 millions d'USD, ce qui représente une baisse par rapport au premier trimestre de l'année précédente, principalement due à la diminution du revenu de l'investissement étranger direct. Par ailleurs, les soldes relatifs aux dividendes et aux bénéfices distribués ont augmenté, tandis que les soldes relatifs aux bénéfices réinvestis et aux bénéfices non distribués ont diminué par rapport à la même période en 2020. Le compte de capital et d'opérations financières a affiché un excédent pendant la période 2013-2019, résultat de l'augmentation des flux d'IED, des investissements de portefeuille et du réinvestissement des bénéfices. En 2020, ce compte a enregistré un déficit de 897 millions d'USD, reflétant une chute des flux d'IED et des sorties liées au rapatriement de bénéfices et autres sorties de capitaux.

1.44. Le Panama étant une économie dollarisée, il ne peut recourir à des mesures relatives au taux de change pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur la balance des paiements. À cet égard, on s'attend à ce que ces effets continuent à se faire sentir à court et moyen terme, principalement en raison de la chute du tourisme et du transit par le canal de Panama et de la diminution des flux d'IED.

1.45. Pour remédier aux déséquilibres de la balance des paiements causés par la pandémie, le Panama a sollicité un financement auprès d'organismes multilatéraux tels que le FMI, la Banque mondiale et la BID. Il a également eu recours à l'émission de titres de créance et à l'obtention de financements auprès de sources privées.

1.46. En août 2020, la MIGA, du Groupe de la Banque mondiale, a émis une garantie sur les prêts reçus par la Caisse d'épargne du Panama pour un montant de 400 millions d'USD afin de financer des logements abordables et des prêts aux PME.

1.47. En avril 2020, le Panama a initialement mobilisé l'équivalent de 500 millions d'USD (400 millions de DTS) auprès du FMI dans le cadre de l'IFR (voir plus haut). Il a également obtenu 300 millions d'USD de la BID, dont 150 millions ont été utilisés pour le financement des MPME, ainsi que 150 millions d'USD de la Banque mondiale pour élargir réseau de soutien lié au coronavirus. En juillet 2020, la BID a approuvé un autre prêt de 400 millions d'USD pour aider à financer les mesures visant à endiguer la pandémie de COVID-19 et à en atténuer l'impact. En outre, le Panama a reçu un don de 1 million d'USD de la Banque centraméricaine d'intégration économique pour financer des activités de prévention de la pandémie de COVID-19, ainsi que 400 000 USD de la BID pour l'achat de respirateurs.

1.48. Outre l'obtention de crédits, un certain nombre de mesures ont été prises pour faciliter l'accès aux ressources financières. Une loi a été adoptée pour permettre au gouvernement d'utiliser les ressources en liquidités du FAP (actifs d'une valeur de 1,3 milliard d'USD). Le 4 août 2020, la BNP a émis sur les marchés internationaux une obligation de 1 milliard d'USD à 10 ans avec un rendement de 2,5%. Le 23 septembre 2020, le gouvernement a levé 2,575 milliards d'USD supplémentaires en obligations globales, comprenant une nouvelle obligation (1,25 milliard d'USD; échéance en 2032; rendement de 2,252%), la réouverture d'une obligation arrivant à échéance en 2060 (1 milliard d'USD; rendement de 3,28%) et la réouverture d'une obligation nationale arrivant à échéance en 2026 (325 millions d'USD; rendement de 2,77%). Le gouvernement a également prélevé 20 millions d'USD supplémentaires dans le FAP pour l'achat de vaccins contre la COVID-19, portant le total des fonds prélevés depuis la déclaration de l'état d'urgence suite à la pandémie à 105 millions d'USD.

1.49. En novembre 2020, la Banque centraméricaine d'intégration économique a accepté l'octroi de 250 millions d'USD pour soutenir la reprise économique du Panama dans le cadre de son programme d'opérations de politique de développement. Par ailleurs, elle a approuvé une enveloppe de 150 millions d'USD pour renforcer les efforts de prévention et d'endiguement des pandémies. Le 19 janvier 2021, le FMI a approuvé la demande faite par le Panama concernant un accord de deux ans au titre de la PLL pour un montant équivalent à 2,7 milliards d'USD (1,884 milliard de DTS; 500% de la quote-part). La PLL permettra de se prémunir contre des chocs extérieurs extrêmes découlant de la pandémie de COVID-19. Le Panama a également eu recours à l'obtention de financements sur les marchés internationaux pour faire face aux effets de la pandémie. Le 20 janvier 2021, le gouvernement a levé 2,45 milliards d'USD grâce à la réouverture (réémission d'une obligation déjà émise) de l'Obligation globale 2032 (1,25 milliard d'USD; rendement de 2,198%) et de l'Obligation globale 2060 (1,2 milliard d'USD; rendement de 3,384%) dans le cadre de l'allocation du financement du MEF pour le budget de l'exercice 2021. L'émission de ces obligations globales a été sursouscrite 2,4 fois.²⁷ Le 23 juin 2021, le gouvernement a levé 2 milliards d'USD grâce à l'émission d'un nouveau bon du Trésor (échéance en 2031; 1,25 milliard d'USD; rendement de 3,362%) et à la réouverture d'une Obligation globale (échéance en 2050; 750 millions d'USD; rendement de 3,774%) pour le financement du budget de 2021 et les opérations de gestion du passif.

1.3 Évolution des échanges et des investissements

1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services

1.3.1.1 Évolution du commerce des marchandises

1.50. Le commerce international est très important pour l'économie panaméenne. Les exportations et importations de marchandises et de services du Panama ont représenté 82% du PIB en 2019. La structure du commerce des marchandises est particulière: il est faut distinguer le commerce du territoire douanier panaméen à proprement parler, et les échanges commerciaux réalisés par le biais de la ZLC, en raison de l'importance qu'ont ces derniers dans les chiffres du commerce total. En effet, la ZLC est à l'origine d'environ trois quarts de la valeur du commerce total de marchandises du pays. Les statistiques (tableaux A1. 1 à A1. 4) et l'analyse exposée dans la présente section n'incluent pas les importations de la ZLC en provenance du reste du monde, ni les exportations et réexportations de la zone à destination du reste du monde. Cependant, le tableau A1. 3 comprend les ventes (exportations) du territoire douanier du Panama vers la ZLC et d'autres zones franches panaméennes, et le tableau A1. 4 comprend les achats (importations) du territoire douanier du Panama en provenance de la ZLC et d'autres zones franches panaméennes.

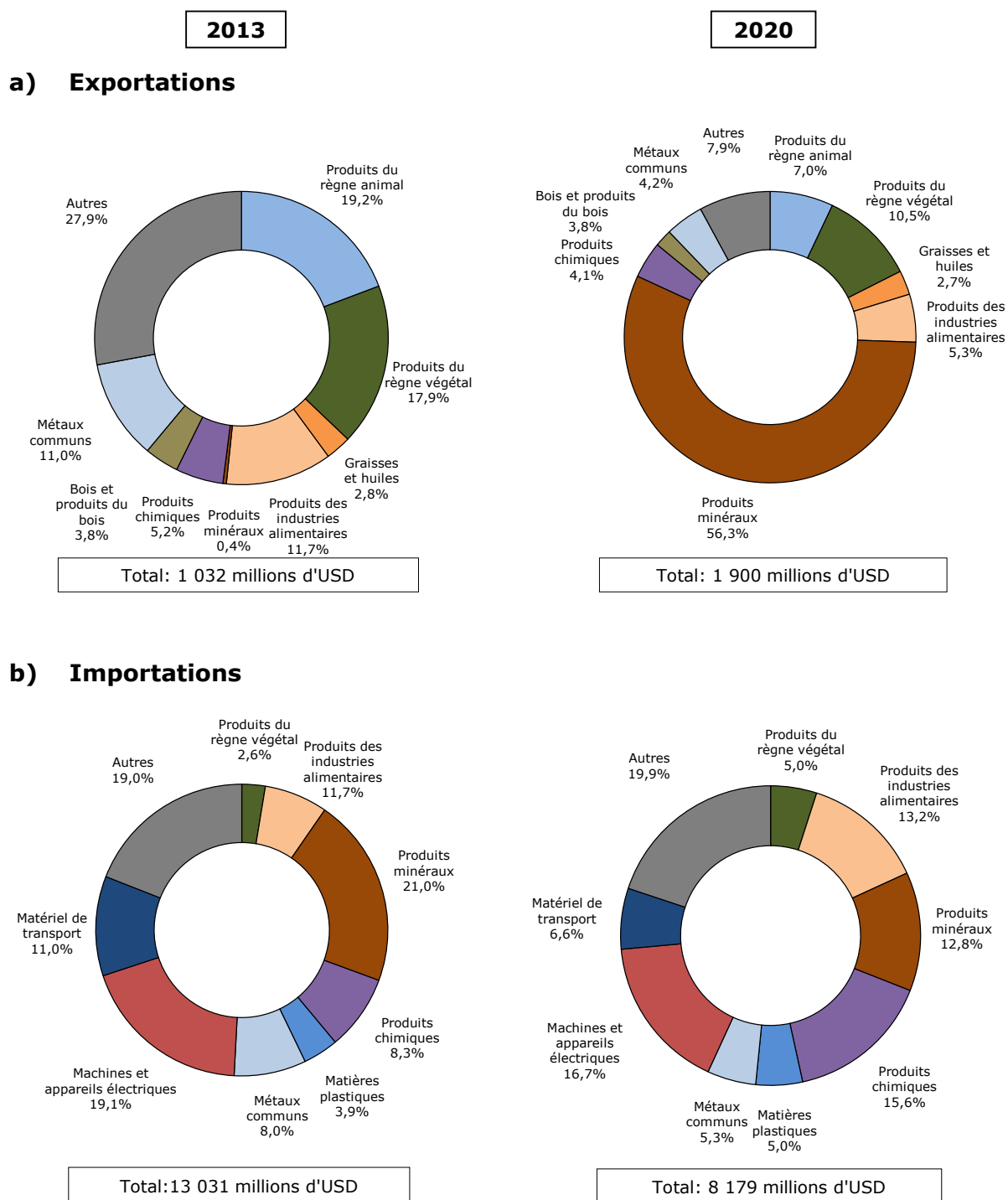
1.51. Les flux commerciaux de marchandises ont été fortement affectés par la pandémie de COVID-19, qui a provoqué une très forte baisse des importations et des exportations de produits non miniers. Cette baisse a couronné une période pendant laquelle la valeur des importations de marchandises a légèrement diminué, de 13 031 millions d'USD en 2013 à 12 836 millions d'USD en 2019, avant de chuter de 36% pour s'établir à 8 179 millions d'USD en 2020. La valeur des exportations a diminué de façon constante entre 2013 et 2018, puis elle a rebondi en 2019 et augmenté en 2020 en raison d'une augmentation substantielle des exportations de cuivre, qui est devenu le principal produit d'exportation.

²⁷ FMI (2021), *Policy Responses to COVID-19*. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.

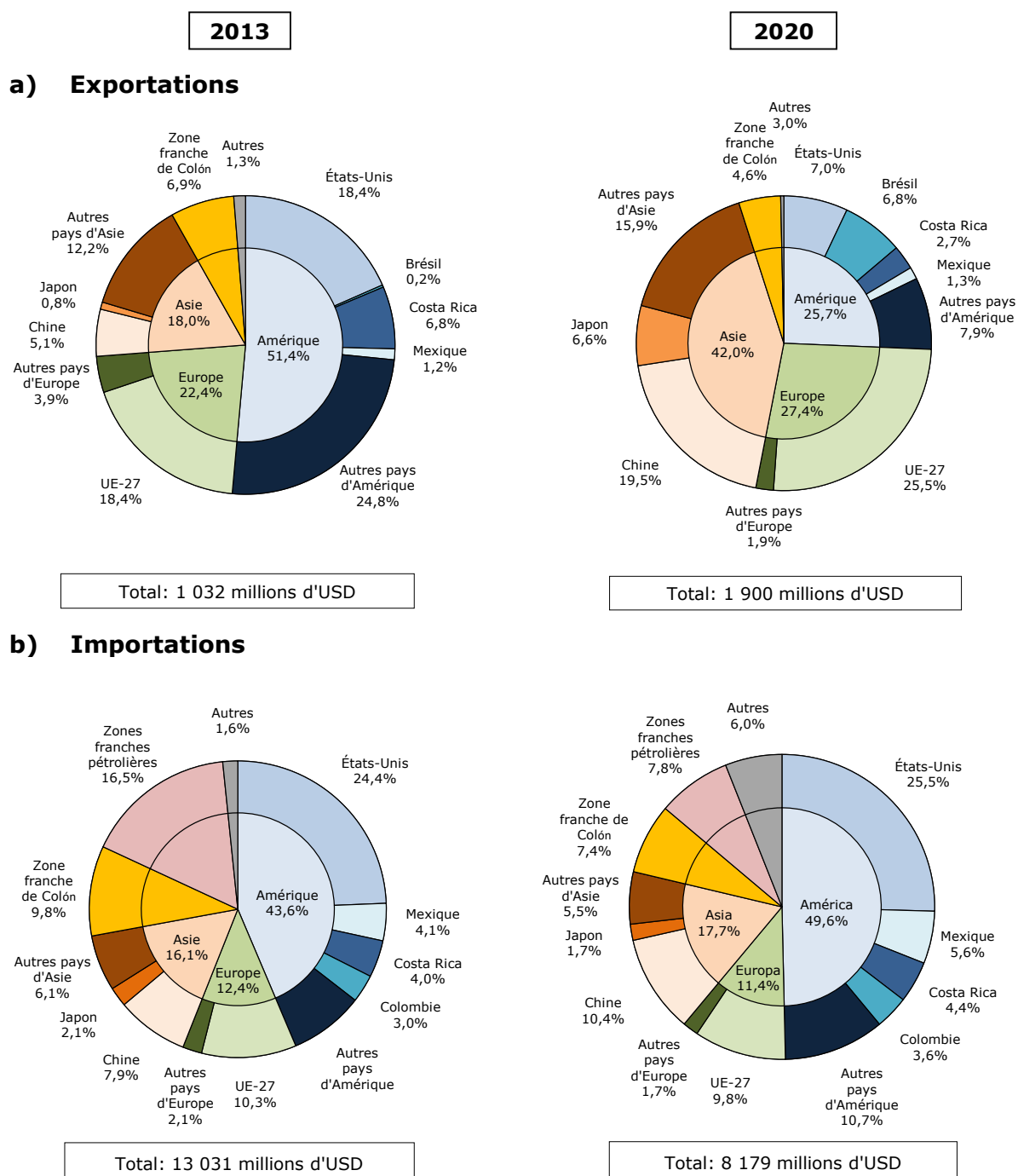
1.3.1.2 Composition du commerce des marchandises

1.52. Il y a eu une importante recomposition des exportations de marchandises du Panama au cours de la période considérée. Les exportations, qui étaient dominées par les produits agricoles et alimentaires, reposent désormais principalement sur les exportations de produits miniers, de cuivre plus précisément, qui n'existaient pas jusqu'en 2019 et représentaient 56% des exportations totales en 2020 (tableau A1. 1 et graphique 1.1). Les exportations de produits du règne animal sont tombées de 19% à 7% entre 2013 et 2020. Les exportations de produits du règne végétal ont reculé de 17,9% à 10,4%. Parmi les principaux postes figurent les exportations de fruits (9,0% en 2020, 15,6% en 2013), de poissons et crustacés (3,9% du total en 2020, 13,8% en 2013), de légumes (2,7%), de viande (2,1%) et de sucres (1,5%). La contribution des exportations de produits manufacturés (chapitres 25 à 97 du Système harmonisé) a été d'environ 20%.

1.53. Les importations panaméennes se composent principalement de produits manufacturés (y compris ceux de l'agro-industrie), qui ont représenté environ 78% des importations en 2020 (tableau A1. 2 et graphique 1.2). Les principaux produits importés sont les machines et appareils (mécaniques), le matériel de transport (véhicules automobiles), les produits des industries chimiques et industries connexes (principalement les produits pharmaceutiques) et les combustibles minéraux.

Graphique 1.1 Commerce des marchandises par principaux produits, 2013 et 2020

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Graphique 1.2 Commerce de marchandises par partenaire commercial, 2013 et 2020

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

1.3.1.3 Répartition géographique des échanges de marchandises

1.54. Les pays de l'Union européenne sont le principal marché d'exportation du Panama. En 2020, leur part dans les exportations totales se montait à 25,5%, contre 18,4% en 2013. La part des États-Unis dans les exportations totales a considérablement diminué, tombant de 18,4% en 2013 à 7% en 2020 (tableau A1.3 et graphique 1.2). La part des autres pays d'Amérique a aussi considérablement diminué, chutant de 24,8% à 7,9% des exportations totales. La part des exportations vers les pays du Marché commun centraméricain (MCCA) a également diminué, en particulier les exportations vers le Costa Rica. La part de l'Asie dans son ensemble a fortement augmenté, passant de 18% en 2013 à 42% en 2020, les principaux marchés étant la Chine (19,5% des exportations totales en 2020) et le Japon (6,5%).

1.55. Du côté des importations, les États-Unis restent le principal pays d'origine (avec une part de 25,5% du total en 2020). Les importations en provenance des pays du MCCA sont restées stables; parmi celles-ci, la majorité provient du Costa Rica. Les importations panaméennes en provenance du Mexique et de la Colombie ont également gagné des parts de marché entre 2013 et 2020. Les importations en provenance de l'UE-27 ont légèrement augmenté, passant de 10,3% en 2013 à 10,7% en 2020. La part relative de l'Asie a augmenté, passant de 16,1% en 2013 à 17,7% en 2020, principalement en raison de l'augmentation de la part de la Chine, qui est passée de 7,9% à 10,4% des importations totales.

1.3.2 Commerce des services

1.56. La balance commerciale des services du Panama est traditionnellement excédentaire et l'est restée au cours de la période 2013-2020 et pendant le premier trimestre de 2021 (tableau 1.6). L'excédent a atteint son niveau record en 2018 et 2019 (9 553 millions d'USD et 9 551 millions d'USD, respectivement) avant de diminuer en 2020 (6 396 millions d'USD), lorsque les flux de services ont été fortement affectés par la pandémie de COVID-19. Les catégories "voyages" et "transports" ont été les plus touchées par la pandémie, tandis que les flux financiers n'ont pas été trop affectés.

Tableau 1.6 Commerce des services, 2013-2020 et premier trimestre de 2021

(Millions d'USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021T1
Balance du commerce des services	7 634	7 847	7 858	8 057	9 297	9 553	9 551	6 396	1 597
Recettes au titre des services	12 714	12 718	12 615	12 824	13 900	14 461	14 663	9 377	2 488
Transports	5 102	5 376	5 356	5 516	6 370	6 725	6 966	5 401	1 333
Voyages	3 475	3 729	3 948	4 223	4 422	4 617	4 521	1 117	373
Services de communication	325	339	338	358	347	354	360	344	88
Services de construction	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services d'assurance	138	120	226	227	263	230	265	205	44
Services financiers	504	400	549	508	449	392	380	484	152
Services informatiques et d'information	66	57	32	31	36	35	34	41	10
Redevances et droits de licence	5	8	6	4	4	35	13	3	1
Autres services fournis aux entreprises	2 936	2 550	2 008	776	1 879	1 949	2 001	1 725	473
Services personnels, culturels et récréatifs	41	36	45	68	7	6	7	4	1
Services des administrations publiques, n.i.a.	122	102	108	113	124	118	116	53	13
Dépenses au titre des services	-5 081	-4 870	-4 758	-4 767	-4 604	-4 908	-5 113	-2 980	-891
Transports	-2 425	-2 144	-1 958	-1 867	-1 996	-2 041	-1 940	-1 218	-410
Voyages	-862	-942	-1 055	-1 165	-921	-1 184	-1 412	-465	-147
Services de communication	-32	-49	-38	-25	-28	-34	-33	-35	-9
Services de construction	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services d'assurance	-276	-211	-239	-232	-238	-227	-233	-146	-53
Services financiers	-537	-392	-505	-460	-441	-457	-366	-457	-109
Services informatiques et d'information	-51	-55	-52	-49	-48	-52	-51	-63	-16
Redevances et droits de licence	-81	-99	-57	-47	-46	-39	-71	-18	-12
Autres services fournis aux entreprises	-718	-853	-742	-785	-765	-728	-852	-493	-114
Services personnels, culturels et récréatifs	-34	-37	-28	-35	-32	-32	-32	-24	-6
Services des administrations publiques n.i.a.	-65	-90	-85	-103	-89	-113	-122	-61	-15

Source: INEC du Bureau du Contrôleur général de la République du Panama.

1.57. En 2019, les exportations de services ont représenté 52,7% des exportations totales et 22,9% du PIB. En 2019 toujours, la valeur des exportations de services s'est élevée à 14 633 millions d'USD, soit une augmentation de 122% par rapport au montant atteint en 2007. En 2020, les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ont sévèrement touché les exportations de services, qui ont chuté de 36% pour s'établir à 9 377 millions d'USD. Les voyages et les transports ont été les plus affectés. Les exportations de pratiquement tous les secteurs de services ont augmenté pendant la période 2013-2019, à l'exception des services financiers, dont les flux ont diminué en partie en raison du renforcement des mesures préventives concernant les flux de capitaux internationaux. Les services de transport et d'entreposage (y compris ceux fournis par l'Autorité du canal de Panama et les entreprises de la ZLC, ainsi que les services aériens) sont restés les plus importants en termes de chiffre d'affaires, représentant 47,5% des exportations de services en 2019 et 57,6% en 2020, suivis des services liés aux voyages (tourisme), dont la part a été de 30,8% en 2019 (11,9% en 2020, en raison des effets de la pandémie), et des services financiers, dont la part a été de 2,6% (5,2% en 2020). S'agissant des importations, les services de transport sont également au premier plan, avec 37,9% des importations totales de services en 2019 (40,9% en 2020), suivis des services liés aux voyages, des autres services fournis aux entreprises et des services financiers. Au premier trimestre de 2021, en raison de la pandémie, les recettes au titre des services ont chuté de 30,1% par rapport au premier trimestre de 2020, tandis que les dépenses ont diminué de 23,3%. Sur le plan des recettes, les baisses les plus marquées ont été observées au niveau des redevances et droits de licence, des voyages et des services des administrations publiques, et, sur le plan des dépenses, les réductions les plus importantes ont été observées au niveau des voyages, des autres services des administrations publiques.

1.3.3 Tendances et structure de l'IED

1.58. L'investissement étranger net du Panama a presque doublé entre 2013 et 2020 pour atteindre 58 603 millions d'USD. Les flux nets d'IED vers le Panama ont poursuivi leur progression à un rythme accéléré pendant la période à l'examen, atteignant un pic de 5 030 millions d'USD en 2018, avant de chuter brutalement pour s'établir à seulement 589 millions d'USD, sous l'effet de la perturbation de l'activité économique internationale résultant de la pandémie de COVID-19 (tableau 1.7). Exprimés en pourcentage du PIB, les flux d'IED ont atteint un pic de 9,1% en 2014, avant de tomber à 6,5% en 2019. En 2020, du fait de la réduction drastique des flux, ils n'ont représenté que 1,1% du PIB. Pendant le premier trimestre de 2021, les flux d'IED ont affiché un solde net de 453,6 millions d'USD, soit une baisse de 57,8% par rapport à la même période en 2020. Ce résultat a été influencé par les activités de la rubrique "autres entreprises", le commerce de gros et de détail étant l'activité économique la plus affectée par la crise économique causée par la pandémie.

Tableau 1.7 Montant de l'IED et flux d'IED par secteur, 2013-2020 et premier trimestre de 2021

(Millions d'USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021T1
Montant de l'investissement étranger net (31 décembre)	30 677	35 136	39 692	44 437	48 614	53 697	58 023	58 603	59 056
Flux	3 567	4 459	4 556	4 745	4 177	5 081	4 320	589	454
Banques titulaires d'une licence générale	123	870	607	376	443	186	298	201	38
Banques titulaires d'une licence internationale	258	308	100	467	-157	234	307	122	51
Entreprises de la ZLC	613	481	269	344	355	588	467	-47	-17
Autres entreprises	2 573	2 800	3 580	3 559	3 535	4 073	3 249	313	382
Flux d'IED/PIB (%)	8,0	9,1	8,4	8,2	6,7	7,8	6,5	1,1	..

.. Non disponible.

Note: Les écarts entre les valeurs totales et celles figurant dans le reste du tableau s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

Source: INEC du Bureau du Contrôleur général de la République du Panama et données communiquées par les autorités.

1.59. Les entreprises de la ZLC ont continué de bénéficier de flux d'IED importants tout au long de la période (environ 10% des flux totaux), sauf en 2020 où les flux ont été négatifs. Les flux destinés au secteur bancaire (banques titulaires d'une licence générale ou d'une licence internationale) ont

continué de beaucoup fluctuer, augmentant fortement entre 2014 et 2016, puis diminuant par la suite. Les investissements réalisés dans les "autres entreprises" ont continué à augmenter rapidement au cours de la période à l'examen, parallèlement à la croissance rapide du PIB; ces investissements se sont élevés à 23 369 millions d'USD entre 2013 et 2019 et ont représenté 76% des flux d'investissement pendant la période.

1.60. Si l'on analyse l'IED par activité économique, on constate que les activités de commerce ont capté la majeure partie des flux et qu'ils ont, de ce fait, représenté 28,8% du stock d'IED en 2019. Les services financiers et d'assurance ont représenté 21,3% de l'IED en 2019. L'augmentation de l'activité minière, en particulier pour le cuivre, a entraîné un accroissement de l'IED dans ce secteur. En 2019, l'IED dans le secteur minier a représenté 16,1% du stock d'IED, contre 5,1% seulement en 2013. La part des services de transport, d'entreposage et de courrier dans le stock d'IED en 2019 a été de 7,7%, tandis que les services d'information et de communication et les industries manufacturières ont représenté respectivement 6,6% et 5,7% de l'IED total (tableau 1.8).

Tableau 1.8 IED par secteur (stock), 2013-2020

(Millions d'USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total	30 677	35 136	39 692	44 437	48 614	53 697	58 023	58 603
Agriculture, élevage, chasse, sylviculture et pêche	138	137	142	71	53	55	60	..
Industries extractives	1 554	1 592	3 255	4 066	6 128	7 738	9 364	..
Industries manufacturières	1 889	2 110	2 113	2 315	2 630	2 749	3 306	..
Fourniture d'électricité, de gaz et d'eau	1 331	1 312	1 422	1 620	1 643	1 506	1 626	..
Construction	1 128	1 183	1 423	1 698	1 978	1 920	2 119	..
Commerce de gros et de détail	9 071	10 064	12 016	11 913	13 035	14 969	16 689	..
Transports, entreposage et courrier	2 445	4 424	4 357	5 144	4 680	4 451	4 450	..
Hôtellerie et restauration	892	939	1 029	1 278	1 323	1 316	1 345	..
Information et communication	3 049	2 625	2 390	3 294	3 428	3 580	3 833	..
Services financiers et d'assurance	7 597	9 003	9 649	10 760	11 140	11 627	12 367	..
Services immobiliers	857	959	881	1 029	978	1 120	1 131	..
Services professionnels, scientifiques et techniques	157	190	274	303	325	601	646	..
Services administratifs et services d'appui	324	328	412	402	490	1 355	376	..
Enseignement	37	47	66	115	163	160	221	..
Services sociaux et liés à la santé humaine	42	48	50	61	85	61	69	..
Activités artistiques, de divertissement et de création	97	104	151	171	221	285	219	..
Autres services	68	72	61	195	314	204	202	..

.. Non connu.

Note: Les écarts entre les valeurs totales et celles figurant dans le reste du tableau s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

Source: INEC du Bureau du Contrôleur général de la République du Panama.

1.61. S'agissant de l'origine de l'IED net, la Colombie et les États-Unis restent les principaux investisseurs, avec des investissements totaux respectifs de 9 609 millions d'USD et 9 132 millions d'USD en 2019, soit 16,6% et 15,7% du stock d'IED en 2019 (tableau 1.9). Les investissements colombiens concernent principalement le domaine du commerce et de la distribution. Le troisième plus gros investisseur était le Canada, avec 15% du stock total, du fait d'une très forte augmentation des flux d'IED entre 2013 et 2019, principalement due à des investissements dans le secteur minier. Les autres sources importantes d'IED sont la Suisse, le Royaume-Uni et l'Espagne. Les flux nets d'IED en provenance de l'Union européenne dans son ensemble ont augmenté pendant la période considérée, représentant 15,1% du stock d'IED en 2019. Au sein de ce groupe, outre l'Espagne, les investisseurs importants sont les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie.

Tableau 1.9 IED au Panama par pays d'origine, 2013-2020

(Millions d'USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total	30 677	35 136	39 692	44 437	48 614	53 697	58 023	58 603
Europe	8 375	9 019	9 850	10 313	9 909	11 766	12 598	..
Union européenne	5 769	6 129	6 793	7 012	6 075	7 931	8 780	..
Allemagne	444	490	505	500	543	592	767	..
Belgique	16	-70	-78	-74	-73	-66	-69	..
Danemark	-6	6	30	40	40	42	43	..
Espagne	1 817	2 065	2 164	2 250	2 470	2 419	2 358	..
France	107	158	156	120	129	125	145	..
Italie	326	360	400	459	512	631	701	..
Pays-Bas	647	763	1 083	931	906	1 196	1 632	..
Royaume-Uni	2 245	2 312	2 472	2 735	1 478	2 831	3 007	..
Suède	56	24	34	37	41	30	36	..
Autres pays ^a	117	20	27	13	30	131	161	..
Autres pays d'Europe	2 605	2 890	3 057	3 301	3 833	3 835	3 818	..
Andorre	16	20	24	29	32	33	33	..
Norvège	5	3	3	2	2	1	1	..
Suisse	2 549	2 810	2 971	3 203	3 751	3 736	3 695	..
Autres pays ^a	35	56	59	67	49	65	88	..
Amérique	17 195	21 775	25 252	28 828	32 985	35 237	38 293	..
Amérique du Nord	7 781	9 960	12 153	13 838	16 991	18 574	19 442	..
Canada	1 361	1 387	2 774	3 411	5 553	7 077	8 681	..
États-Unis	5 060	7 197	7 909	8 966	9 754	9 775	9 132	..
Mexique	1 360	1 376	1 470	1 460	1 684	1 721	1 630	..
Amérique centrale et Caraïbes	2 721	3 130	3 516	3 777	4 230	4 663	5 222	..
Aruba	16	24	20	15	13	4	4	..
Bahamas	118	157	199	228	314	365	410	..
Barbade	10	12	11	10	8	9	10	..
Costa Rica	578	635	713	721	825	986	1 121	..
Cuba	4	5	3	-3	-1	-7	-7	..
El Salvador	138	146	162	186	221	254	277	..
Guatemala	157	178	208	257	273	307	289	..
Honduras	50	63	76	24	25	23	117	..
îles Vierges américaines	18	25	49	58	68	78	81	..
Jamaïque	291	335	402	417	449	490	640	..
Nicaragua	103	130	142	171	194	240	265	..
Puerto Rico	109	112	110	105	125	144	151	..
République dominicaine	205	237	270	320	350	382	410	..
Autres pays ^a	923	1 071	1 151	1 269	1 367	1 387	1 455	..
Amérique du Sud	6 693	8 684	9 583	11 213	11 763	12 000	13 629	..
Argentine	143	143	144	185	177	103	194	..
Bolivie	1	1	1	1	0	0	4	..
Brésil	371	409	563	626	576	406	428	..
Chili	64	65	66	85	100	49	55	..
Colombie	4 894	6 042	6 702	7 610	8 056	8 533	9 609	..
Équateur	161	800	828	1 128	1 157	1 175	1 406	..
Pérou	337	373	400	418	442	441	468	..
Venezuela	721	850	881	1 161	1 255	1 293	1 464	..
Asie	3 307	2 349	2 873	3 565	3 865	4 437	4 527	..
Proche-Orient et Moyen-Orient	29	6	4	3	3	3	5	..
Israël	26	3	3	1	3	4	5	..
Liban	3	3	1	2	0	-1	-1	..
Asie centrale, Asie du Sud et autres pays du Golfe persique	158	200	285	298	294	505	560	..
Inde	5	4	2	5	5	1	-1	..
Singapour	151	189	266	286	282	456	516	..

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres pays ^a	2	7	16	7	7	48	46	..
Asie de l'Est	3 120	2 143	2 585	3 263	3 568	3 930	3 962	..
Hong Kong, Chine	28	31	30	40	12	11	10	..
Chine	38	78	111	236	288	324	369	..
Corée, République de	1 278	764	1 078	1 337	1 288	1 382	1 482	..
Japon	271	250	246	305	263	299	350	..
Taipei chinois	1 506	1 019	1 120	1 345	1 717	1 913	1 752	..
Autres pays ^a	1 785	1 994	1 718	1 732	1 855	2 257	2 606	..

.. Non disponible.

a Pour des raisons de confidentialité statistique, cette rubrique inclut les pays comptant jusqu'à deux entreprises d'investissement direct.

Note: Les écarts entre les valeurs totales et celles figurant dans le reste du tableau s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

Source: INEC du Bureau du Contrôleur général de la République du Panama.

2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Cadre général

2.1. La Constitution politique du Panama, promulguée en 1972, n'a pas été modifiée depuis l'examen précédent, en 2014.¹ Elle établit la séparation des pouvoirs ("organes") de l'État. Le pouvoir législatif est détenu par l'Assemblée nationale, composée de 71 députés. Le Président (le vice-président) et les ministres (19 en 2021²) exercent le pouvoir exécutif. Le président et les députés sont élus pour 5 ans et peuvent être réélus; dans le cas du président, il convient de respecter une période de 10 ans entre deux mandats. Le pouvoir judiciaire est exercé par la Cour suprême de justice, les tribunaux et les juges.

2.2. Le territoire est réparti en provinces, districts et circonscriptions ("corregimientos"). Il existe également cinq communautés autochtones: trois d'entre elles ont le statut de province et deux de circonscriptions. Chaque province est dotée d'un gouverneur et d'un conseil provincial; chaque district est doté d'un maire et d'un conseil municipal. Aux termes de la Constitution, les conseils municipaux sont chargés de veiller au bon fonctionnement des services publics et, le cas échéant, de superviser les concessions chargées de fournir ces services.³

2.3. La Constitution politique est la loi suprême, suivie des traités internationaux, des lois et des décrets-lois, des décrets exécutifs, des décrets ministériels et des décrets législatifs. Les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme revêtent la même importance hiérarchique que la Constitution.

2.4. Le Panama est doté de deux types de lois. Les lois organiques sont des lois générales, et les lois ordinaires sont adoptées pour déclarer la guerre ou l'amnistie, engager des pourparlers de paix et publier le Règlement intérieur de l'Assemblée nationale. La procédure législative n'a pas été modifiée depuis 2014 (graphique 2.1). Les citoyens panaméens ne peuvent pas présenter de projets de loi, mais ils peuvent soumettre des propositions à l'Assemblée nationale, qui, si elle estime que celles-ci sont techniquement et juridiquement réalisables, rédige le projet de loi. Les critères techniques et juridiques auxquels doivent satisfaire les propositions formulées par les citoyens ont été simplifiés en 2015.⁴

2.5. Le pouvoir exécutif peut demander à l'Assemblée nationale, pendant les vacances parlementaires, de lui accorder des pouvoirs législatifs extraordinaires. À cette fin, l'Assemblée nationale publie une loi indiquant les questions et les motifs pour lesquels ces pouvoirs sont conférés. Le pouvoir exécutif peut légiférer dans tous les domaines, à l'exception du budget, des traités internationaux, de la fiscalité, des monopoles, des garanties fondamentales, du suffrage, du système de partis et des questions pénales. Les décrets-lois, émis par le pouvoir exécutif, ont force de loi; ils peuvent être modifiés ou abrogés par l'Assemblée nationale. Aucun pouvoir législatif extraordinaire n'a été accordé à l'exécutif entre 2014 et 2021.

2.6. Les traités internationaux sont signés par le pouvoir exécutif avant d'être approuvés par l'Assemblée nationale.

2.7. L'administration et le fonctionnement du canal de Panama sont régis par la Constitution. Tout projet lié aux activités du canal est soumis à un référendum.

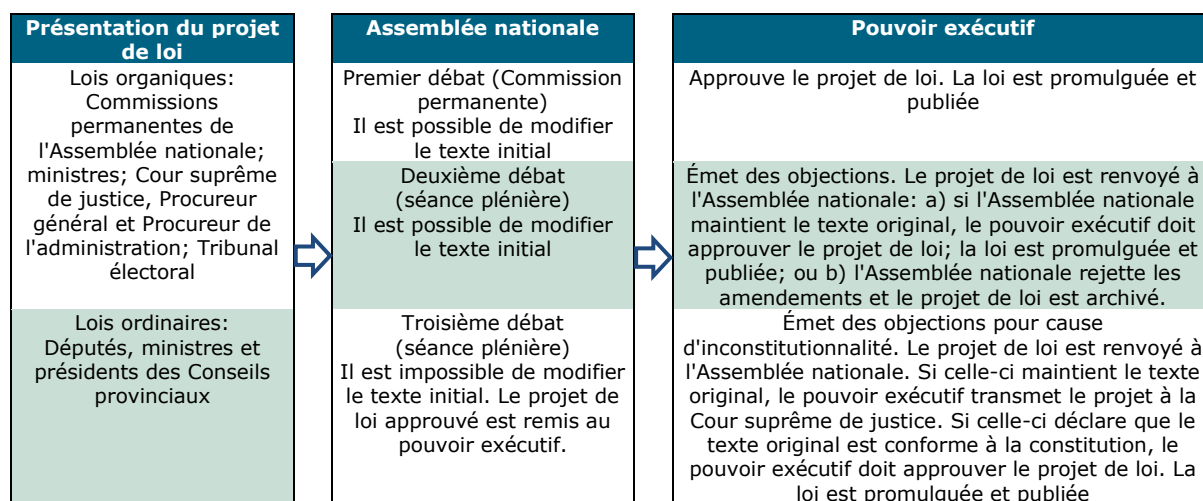
¹ La Constitution a été révisée pour la dernière fois en 2004.

² Depuis 2014, un seul ministère a été créé, le Ministère de l'environnement (en 2015).

³ Les services publics englobent l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, les télécommunications, la production, la distribution et la commercialisation de l'électricité, ainsi que les services de radio et de télévision.

⁴ Résolution n° 93 du 31 octobre 2009, modifiée par la résolution n° 198 du 5 octobre 2015; et PNUD/Assemblée nationale du Panama (2016), *Fortalecimiento de los Mecanismos para la Participación Ciudadana en la Asamblea Nacional de Panamá*. Adresse consultée: https://www.undp.org/content/dam/panama/docs/documentos/undp_pa_informe_participacion_ciudadana_an.pdf.

Graphique 2.1 Procédure législative



Note: À l'Assemblée nationale, les projets de loi doivent être approuvés à la majorité absolue, sauf lors du troisième débat relatif à un projet de loi ordinaire, où la majorité simple est requise.

Source: Constitution politique et Assemblée nationale. Adresse consultée: <https://www.asamblea.gob.pa/sites/default/files/2018-10/AN-CONSOLIDADO-WEB.pdf>.

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.8. Le Ministère du commerce et de l'industrie (MICI) élabore et met en œuvre la politique de commerce extérieur et d'attraction des investissements.⁵ Pour formuler la politique commerciale, le MICI collabore avec d'autres ministères tels que le Ministère de l'économie et des finances (MEF), le Ministère des relations extérieures (MIRE) et le Ministère du développement agricole (MIDA). Les corporations de différents secteurs productifs participent également à la formulation des politiques commerciales, par le truchement de la Commission des négociations commerciales internationales.⁶

2.9. En 2019, le Cabinet pour la logistique, créé en 2018, a exercé les fonctions de Comité national de la facilitation des échanges (CNFE).⁷ Il est composé de 12 entités du secteur public et de représentants du secteur privé.⁸ Lorsque le Cabinet endosse le rôle de CNFE, il est présidé par le Ministre du commerce et de l'industrie.⁹ Selon les autorités, le Comité ne s'est pas encore réuni (en date de juillet 2021).

2.10. La négociation et l'administration des accords commerciaux relèvent de la responsabilité du MICI. Le MIDA dispose également d'un bureau de politique commerciale qui veille au respect des engagements pris en ce qui concerne le secteur agricole.

2.11. Les objectifs de la politique commerciale panaméenne sont définis dans les plans stratégiques du gouvernement, formulés tous les cinq ans.¹⁰ L'objectif de la politique commerciale reste d'augmenter et de diversifier l'offre d'exportation et d'attirer les investissements étrangers afin de "croître davantage et mieux"¹¹ en créant plus d'emplois et en réduisant la pauvreté et les inégalités. Dans sa stratégie d'internationalisation, qui passe par des négociations multilatérales, régionales et bilatérales, le Panama estime que la participation des femmes doit être plus marquée.¹²

⁵ MICI. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/>.

⁶ Décret-loi n° 6 du 15 février 2006.

⁷ Décret exécutif n° 454 du 11 juin 2018, modifié par le Décret exécutif n° 83 du 30 avril 2019.

⁸ Ministère de la Présidence, MICI, MEF, Ministère des travaux publics, MIRE, Autorité du canal de Panama (ACP), Direction nationale des affaires maritimes du Panama (AMP), Direction de l'aviation civile (AAC), Autorité nationale des douanes (ANA), Direction du transit et des transports terrestres, Secrétariat à la science, la technologie et l'innovation et Secrétariat du métro de Panama.

⁹ Article 8 du Décret exécutif n° 454 du 11 juin 2018, modifié par l'article 3 du Décret exécutif n° 83 du 30 avril 2019.

¹⁰ Depuis le dernier examen, réalisé en 2014, le Panama a mis en œuvre le Plan stratégique du gouvernement 2015-2019 et il a entrepris de mettre en œuvre le Plan correspondant à la période 2019-2024.

¹¹ Plan stratégique national assorti d'une vision d'État "Panama 2030".

¹² Depuis 2019, le MICI met en œuvre le projet "Mujer Emprendexport" pour aider les entreprises dirigées par des femmes à accéder aux marchés internationaux.

2.12. Le Panama est une économie de services qui cherche à améliorer ses performances à l'exportation de produits industriels, agricoles et agro-industriels.¹³ Pour accroître le dynamisme des exportations de marchandises et l'accès aux marchés internationaux, le Panama s'efforce d'améliorer la qualité de ses exportations agricoles et de tirer parti des possibilités offertes par les accords commerciaux. Pour atteindre ces objectifs, le label Panama Exporta¹⁴ a été créé en 2017, le premier bureau agro-commercial panaméen à l'étranger a été ouvert en 2018, et INTELCOM, la première plate-forme d'information commerciale, a été créée en 2019.

2.13. La politique d'investissement vise à attirer les entreprises multinationales auxquelles le Panama offre diverses mesures d'incitation par le biais de régimes spéciaux, ainsi qu'à promouvoir la croissance des zones économiques spéciales, en particulier la Zone franche de Colón (ZLC), afin d'encourager la diversification et la participation aux chaînes de valeur. Le Panama espère que les investissements étrangers entraîneront un transfert de technologie et de savoir-faire et une augmentation de la production afin de créer des emplois et de promouvoir le développement des entreprises nationales.¹⁵ Il s'emploie donc à faciliter les investissements en offrant de nouvelles mesures d'incitation sectorielles (dans le tourisme, par exemple), en créant de nouveaux régimes spéciaux pour encourager les investissements dans les services nécessaires au développement du secteur manufacturier (le Régime spécial pour l'établissement et le fonctionnement des entreprises multinationales de fourniture de services liés à la fabrication (régime spécial EMMA)) ou les investissements dans les activités agricoles (le Régime spécial pour l'établissement d'entreprises exploitantes et créatrices de parcs agricoles), et en facilitant l'accès à la résidence permanente pour certains investisseurs. Le Panama cherche à attirer les investissements étrangers dans des secteurs tels que l'économie du savoir, les industries créatives ou les technologies perturbatrices pour l'industrie, pour qu'ils deviennent des moteurs de croissance.¹⁶

2.14. À ce jour (septembre 2021), la Direction générale des services fournis aux investisseurs du MICI et l'Office de promotion des investissements et des exportations (PROPANAMÁ) sont les organismes chargés de promouvoir les investissements et les exportations. En 2019, l'Office a été transféré du MICI, où il opérait sous le nom de PROINVEX PANAMÁ, au MIRE, où il porte désormais le nom de PROPANAMÁ.¹⁷ En 2021, PROPANAMÁ est devenu un organisme indépendant doté de son propre budget.¹⁸

2.15. Au cours de la période à l'examen, afin de promouvoir la transparence, le MEF a procédé à plusieurs évaluations des régimes d'incitation et d'investissement. C'est dans ce contexte qu'en 2017, il a jugé nécessaire de surveiller le fonctionnement des zones franches, notamment en termes de facturation abusive des marchandises, ainsi que de prendre des mesures pour contrôler l'utilisation de l'argent liquide dans les zones franches et dans le secteur de l'immobilier et de la construction.¹⁹ La même année, l'Unité d'analyse financière (UAF), rattachée au MEF, a enregistré 12 opérations suspectes dans la ZLC et une dans la zone franche de Barú.

2.16. En outre, en 2018, le Groupe d'action financière d'Amérique latine (GAFILAT)²⁰, dans une évaluation des politiques du Panama visant à prévenir le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, a mentionné que la quantité d'argent liquide utilisée dans les zones franches ne correspondait pas au volume des opérations et que, par ailleurs, l'utilisation de fonds de ce type représentait un risque en ce qu'elle favorisait l'anonymat des transactions. Selon le rapport, les opérations commerciales extraterritoriales (off-shore) qui sont autorisées dans les zones franches et dans la ZLC, c'est-à-dire sans que les marchandises circulent dans le pays, représentent

¹³ Présentation PowerPoint du MICI. Adresse consultée:

https://www.mici.gob.pa/uploads/media_ficheros/2019/06/2/comercio-exterior/exportaciones/guias-para-exportar/estrategias-de-marketing-internacional.pdf.

¹⁴ Actuellement (2021), le label est utilisé par les exportateurs de café, de bières artisanales, de fruits frais et de produits de la mer qui ont démontré la traçabilité et la sécurité de leurs produits (MICI, Adresse consultée: <https://mici.gob.pa/panama-exporta/acerca-de-panama-exporta>).

¹⁵ Plan stratégique du gouvernement 2019-2024.

¹⁶ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁷ Décret exécutif n° 181-A du 27 août 2019.

¹⁸ Actualités du MICI, 5 avril 2021. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/noticias/presidente-sanciona-la-ley-que-crea-la-autoridad-para-la-atraccion-de-inversiones>.

¹⁹ MEF (2017), *Acciones y Medidas para la prevención del Blanqueo de Capitales, Financiamiento del Terrorismo y Financiamiento de la Proliferación de Armas de Destrucción Masiva – Informe 2017*. Adresse consultée: <https://www.mef.gob.pa/wp-content/uploads/2020/10/Acciones-y-Medidas-para-la-prevencion-de-Blanqueo-de-Capitales.pdf>.

²⁰ Organisation intergouvernementale régionale qui regroupe 17 membres.

également un risque, car elles pourraient faciliter l'exécution d'opérations de commerce extérieur fictives (triangulation, sous-facturation ou surfacturation de marchandises).²¹ Afin de renforcer la gestion des risques liés au secteur des zones franches, l'Autorité de contrôle des entités non financières du Panama a recensé, en 2020, une série de risques inhérents aux activités exercées dans les zones franches (tableau 2.1).

Tableau 2.1 Zones franches/ZLC et risques recensés par les autorités

Facteur	Justification
Nature, taille et complexité de l'entreprise	Les activités peuvent être complexes, étant donné qu'elles impliquent un grand nombre d'acteurs de la chaîne d'approvisionnement, qui peut couvrir plusieurs secteurs de l'économie; il est donc difficile de surveiller toutes les activités.
Produits/services	Les entreprises qui utilisent les zones franches, en particulier la ZLC, sont exposées au risque d'être utilisées pour le blanchiment d'argent en fonction du type de produit/service qu'elles proposent et de leurs caractéristiques; il existe également un risque d'utilisation excessive d'espèces ou d'équivalents d'espèces, de mouvements transfrontaliers de fonds, de transactions et de moyens utilisés.
Canaux de distribution de produits/services	Les canaux de distribution des produits/services offerts par les zones franches peuvent impliquer des paiements à des tiers, des relations ou des transactions diverses, ou des paiements provenant de parties anonymes ou destinés à celles-ci. Cela peut permettre à des personnes mal intentionnées de s'infiltrer et d'avoir un impact sur le fonctionnement de ces zones, notamment la ZLC, en raison de la forte connectivité de la plate-forme multimodale.
Types de client	Les clients peuvent être des personnes physiques ou morales, des personnes politiquement exposées ou des ressortissants de territoires à haut risque.
Risque-pays	Les transactions commerciales peuvent être liées à des territoires à haut risque.

Source: Autorité de contrôle des entités non financières du Panama (2020), *Guía Análisis y Gestión de Riesgo – Sector Zonas Francas 2020*. Adresse consultée: <https://intendencia.gob.pa/wp-content/uploads/2020/03/Zonas-Francas.pdf>.

2.3 Accords et arrangements commerciaux

2.3.1 OMC

2.17. Le Panama est Membre de l'OMC depuis 1997. Il accorde au moins le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à tous ses partenaires commerciaux.

2.18. Le Panama estime qu'il est important de disposer d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles et inclusif. En tant qu'économie axée sur les services, le Panama préconise de faire avancer les négociations sur cette question. Dans le même temps, il appuie les initiatives visant à éliminer les distorsions dans l'agriculture et la pêche.²² Le Panama participe aux discussions sur les nouvelles questions commerciales, telles que l'initiative conjointe sur le commerce électronique, et il soutient celles qui concernent le commerce international et la santé ou l'environnement. Le Panama est membre du Groupe des petites économies vulnérables, du Groupe des Membres relevant de l'article XII, du Groupe des produits tropicaux et du G-33.

2.19. Le Panama a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) en 2015.²³ En septembre 2021, il avait mis en œuvre 84,5% des dispositions de l'Accord et a indiqué qu'il mettrait en œuvre le reste selon les délais notifiés.²⁴

2.20. Le Panama a accepté le Protocole portant modification de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) en novembre 2011. Il est partie à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), mais ne participe pas à l'ATI élargi. Il a le statut d'observateur dans le cadre du Comité des marchés publics. Le Panama ne participe pas à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils. Depuis 2017, il accorde un traitement préférentiel aux services et fournisseurs de services des pays les moins avancés (PMA).

²¹ GAFILAT (2018), *Mutual Evaluation Report of the Republic of Panamá January 2018*. Adresse consultée: <https://www.gafilat.org/index.php/es/biblioteca-virtual/miembros/panama/evaluaciones-mutuas-12/1264-mutual-evaluation-report-of-panama/file>.

²² Documents WT/MIN(15)/ST/66 et WT/MIN(17)/ST/29 de l'OMC, du 21 décembre 2015 et du 13 décembre 2017, respectivement.

²³ Loi n° 55 du 9 septembre 2015.

²⁴ Base de données de l'AFE. Adresse consultée: <https://tfadatabase.org/members/panama>.

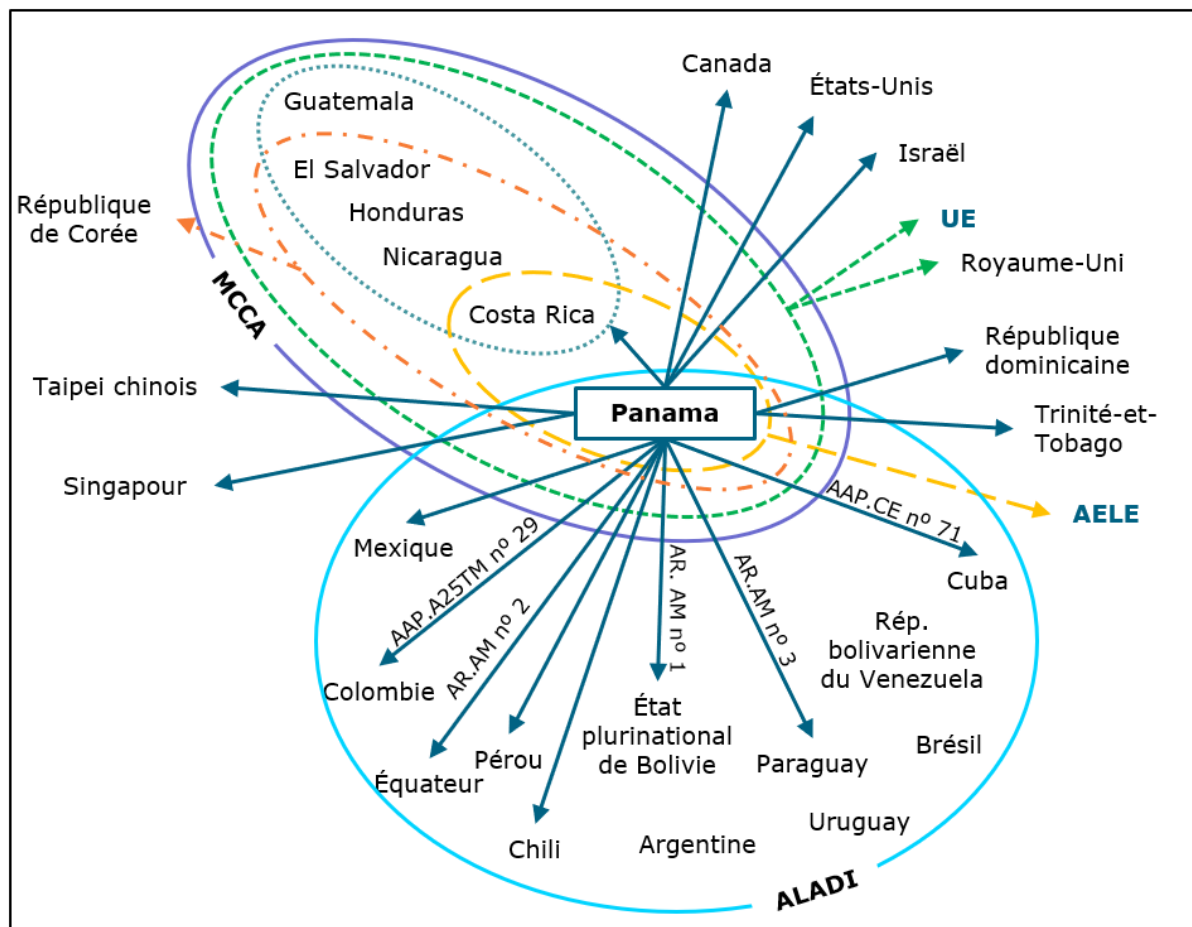
2.21. Le présent examen est le troisième EPC du Panama; le précédent examen a été réalisé en 2014. Au cours de la période à l'examen, le Panama a notifié un certain nombre de mesures prises dans le cadre des accords de l'OMC (tableau A2. 1).

2.22. Depuis 2014, le Panama n'a pas été impliqué dans des différends commerciaux en tant que plaignant, mais une procédure a été engagée à son encontre.²⁵ Il a participé en tant que tierce partie à cinq différends.

2.3.2 Accords régionaux et préférentiels

2.23. Le Panama a conclu plus de 20 accords commerciaux (graphique 2.2). Il est membre du Marché commun centraméricain (MCCA) et de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). Les accords qu'il a conclus dans le cadre de l'ALADI sont des accords commerciaux de portée partielle, tout comme ceux avec la République dominicaine et Trinité-et-Tobago.

Graphique 2.2 Accord commerciaux en vigueur au Panama en 2021



Note: AAPA25TM: Accord de portée partielle au titre de l'article 25 du Traité de Montevideo. AR.AM: Accord régional d'ouverture du marché AAP.CE: Accord de portée partielle de complémentarité économique.

Source: Secrétariat de l'OMC.

²⁵ Panama – Mesures relatives à l'importation de certains produits émanant du Costa Rica (DS599). Le 27 septembre 2021, le Groupe spécial a été créé.

2.24. Lorsqu'il a rejoint le Sous-Système d'intégration économique de l'Amérique centrale en 2013, le Panama a adopté les dispositions du processus d'intégration économique de l'Amérique centrale, y compris le tarif d'importation centraméricain (ACI), avec quelques exceptions²⁶, le régime d'origine, la réglementation technique et les dispositions sur le commerce des services et l'investissement. Il a immédiatement adopté certaines dispositions et continue de négocier avec les autres États parties en vue de l'adoption complète des dispositions restantes.²⁷

2.25. S'agissant de l'ACI, le Panama a immédiatement adopté la nomenclature et les droits de douane, avec quelques exceptions.²⁸ Selon les autorités, en 2021, il n'a pas encore adopté 40% des dispositions de l'ACI.

2.26. En 2013, lors de son adhésion au MCCA, le Panama a immédiatement admis en franchise de droits les marchandises provenant du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, avec quelques exceptions pour lesquelles les droits de douane seront maintenus ou progressivement éliminés (tableau 2.2). La libéralisation des marchandises exclues pourrait faire l'objet de négociations futures; c'est par exemple le cas du Costa Rica, avec lequel le Panama a convenu en 2018 de libéraliser des lignes tarifaires initialement exclues.²⁹ Le Panama a négocié des contingents tarifaires avec le Costa Rica et le Guatemala.³⁰

Tableau 2.2 Programme d'élimination des droits Panama-MCCA

	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Honduras	Nicaragua
Fin de la période d'élimination des droits	2025	2013	2028	2026	2024
	% de lignes tarifaires du Panama				
Élimination des droits immédiate	88,8	82,0	84,7	76,7	87,6
Moins de 10 ans	8,7	0,0	11,2	4,5	3,8
10 ans	0,1	0,0	1,1	1,7	0,0
Plus de 10 ans	0,1	0,0	0,6	0,1	0,2
Lignes exclues (droits maintenus)	2,4	18,0	2,5	17,0	8,5

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

2.27. Le Conseil des Ministres de l'intégration économique (COMIECO) est responsable de la modification de l'ACI. Toutefois, les États parties peuvent modifier unilatéralement les droits d'importation si une situation l'exige, qu'il s'agisse d'un déséquilibre de la balance des paiements, de pénuries ou de pratiques déloyales. Dans ce cas, la modification est en principe valable pour un maximum de 30 jours, période pendant laquelle le COMIECO doit se réunir pour examiner la situation et décider de suspendre, modifier ou prolonger la mesure. Si le COMIECO ne prend pas de décision dans ce délai, la modification est maintenue jusqu'à ce que le Conseil se prononce. En 2014, le Panama a réduit à 10% le droit de douane sur l'huile de soja raffinée (SH 1507.90.10) et sur les autres huiles de soja (SH 1507.90.90); la mesure a été maintenue pendant un an pour garantir l'approvisionnement du marché intérieur à faible coût.³¹ Depuis 2014, le Panama n'a plus modifié unilatéralement les droits d'importation.

2.28. En 2013, le Panama a en outre adopté le Règlement centraméricain sur l'origine des marchandises.³² Il a adopté certaines des règles d'origine spécifiques, mais les autres sont encore en cours de négociation.³³

2.29. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le Panama met en œuvre une série d'instruments juridiques qui font partie du Système d'intégration de l'Amérique centrale: l'Accord centraméricain sur l'uniformisation de la signalisation routière; l'Accord régional sur l'importation temporaire de véhicules par voie routière; l'Accord centraméricain sur la circulation routière; la Déclaration provisoire relative aux produits de la mer; la Réitération de l'interdiction d'appliquer des prix minimaux ou de référence dans le commerce intrarégional; les Principes généraux pour

²⁶ Annexes 5.1 et 5.2 du Protocole d'intégration du Panama.

²⁷ Protocole d'intégration du Panama.

²⁸ Annexes 5.1 et 5.2 du Protocole d'intégration du Panama.

²⁹ Résolution n° 08-2018 (COMIECO-EX) du 28 juin 2018.

³⁰ Article 4 et Annexes 4.2 et 4.3 du Protocole d'intégration du Panama.

³¹ Résolution n° 336-2014 (COMIECO-EX) du 17 janvier 2014.

³² Article 6 du Protocole d'intégration du Panama.

³³ Renseignements communiqués par les autorités.

l'administration de contingents à l'importation de produits agricoles dans le cadre de l'Union douanière centraméricaine; et les Principes généraux pour l'administration des dons de denrées alimentaires et d'intrants agricoles dans le cadre de l'Union douanière centraméricaine.³⁴

2.30. Depuis le précédent examen en 2014, six accords commerciaux sont entrés en vigueur pour le Panama: l'accord avec l'Association européenne de libre-échange (AELE) en 2014, l'accord avec le Mexique en 2015, l'accord avec Trinité-et-Tobago en 2016, l'accord avec Israël en 2020 et les accords avec la République de Corée et le Royaume-Uni en 2021. Ces accords couvrent le commerce des biens et des services, encouragent les investissements et incluent généralement de nouvelles questions commerciales.

2.31. L'accord de libre-échange avec le Mexique, entré en vigueur en 2015, a remplacé l'AAP.A25TM n° 14, par lequel le Mexique accordait des préférences unilatérales au Panama depuis 1985.

2.32. L'Accord d'association (AA) entre l'Amérique centrale et le Royaume-Uni est un accord de continuité commerciale qui préserve ce qui a été négocié dans le cadre de l'Accord d'association entre l'Amérique centrale et l'UE. Par conséquent, le programme d'élimination des droits, les contingents tarifaires, les règles d'origine et le traitement spécial pour les importations de bananes négociés avec l'UE sont applicables au Royaume-Uni. Dans l'Accord d'association avec le Royaume-Uni, seules les modifications juridiques et techniques nécessaires à la mise en œuvre de l'accord (principe *mutatis mutandis*) ont été apportées. Par exemple, le volume et l'augmentation annuelle des contingents tarifaires ont été modifiés.

2.33. Les programmes d'élimination des droits que le Panama a négociés avec l'AELE, la République de Corée, Israël, le Mexique et le Royaume-Uni couvrent l'ensemble du tarif douanier (tableau 2.3). De manière générale, le Panama n'a pas négocié la libéralisation du commerce des produits "sensibles", principalement les produits agricoles. Il est convenu de contingents tarifaires avec Israël, la Suisse et le Royaume-Uni. Il a conclu avec Trinité-et-Tobago un accord de portée partielle en vertu duquel il a accepté d'accorder un traitement préférentiel concernant 214 lignes tarifaires: 191 lignes bénéficient d'une préférence de 100%, 50% ou 2%, tandis que pour 23 lignes, les droits seront supprimés dans un délai de 10 ans.³⁵

Tableau 2.3 Programmes d'élimination des droits négociés par le Panama

	AELE			République de Corée	Israël	Mexique	Royaume-Uni
	Islande	Norvège	Suisse et Liechtenstein				
Signature		24/06/2013		21/02/2018	17/05/2018	03/04/2015	18/07/2019
Entrée en vigueur pour le Panama	05/09/2014	29/08/2014		01/03/2021	01/01/2020	01/07/2015	01/01/2021
Couverture	Bien et services						
Fin de la période d'élimination des droits	2028			2039	2035	2029	2027
Programme d'élimination des droits	(% de lignes tarifaires du Panama)						
Élimination des droits immédiate	59,80	59,64	59,63	60,59	75,0	51,0	58,7
Moins de 10 ans	14,47	14,47	14,47	16,72	1,5	22,0	-
10 ans	18,94	19,08	19,05	13,60	4,9	12,8	30,9
Plus de 10 ans	0,47	0,47	0,45	4,39	0,04	7,7	5,4
Élimination des droits partielle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,56	0,00	0,00
Droit maintenu	6,32	6,34	6,40	4,70	18,0	6,5	5,0
Autres dispositions							
Contingents tarifaires	Non	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Commerce de services	Liste négative			Liste négative	Liste positive	Liste négative	Liste positive

Source: Renseignements communiqués par les autorités; et documents de l'OMC WT/REG374/1/Rev.1 et WT/REG357/1/Rev.1, du 23 novembre 2017 et du 6 avril 2016, respectivement.

2.34. En 2015, le premier protocole à l'AAP.CE n° 71 entre le Panama et Cuba est entré en vigueur, modifiant les préférences initialement négociées et introduisant de nouvelles préférences, ainsi que des dispositions sur la science et la technologie, l'environnement et la propriété intellectuelle.³⁶

³⁴ Annexe 3.3 du Protocole d'intégration du Panama et renseignements communiqués par les autorités.

³⁵ Renseignements communiqués par les autorités.

³⁶ Loi n° 54 du 9 septembre 2015 et renseignements communiqués par les autorités.

2.35. Depuis 2014, le Panama et la République dominicaine négocient l'extension de l'accord commercial de portée partielle.

2.3.3 Autres accords et arrangements

2.36. Depuis septembre 2021, l'Australie, la Fédération de Russie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Turquie ont accordé des préférences tarifaires unilatérales au Panama dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP).³⁷

2.37. Le Panama participe aux négociations de l'Accord sur le commerce de services (ACS).

2.4 Régime d'investissement

2.38. Les principales règles encadrant le régime d'investissement au Panama sont la Constitution et la loi n° 54 sur les contrats de stabilité juridique des investissements du 22 juillet 1998 (et son règlement³⁸). Le Panama a également conclu 21 accords de promotion et de protection des investissements³⁹ et 17 conventions de double imposition.⁴⁰

2.39. Le Panama accorde le traitement national aux investissements étrangers.⁴¹ Les ressortissants étrangers n'ont pas besoin d'autorisation préalable pour investir dans le pays, sauf si l'investissement bénéficie d'un régime d'incitation ou s'il s'agit d'un investissement dans le secteur financier (banque et assurance), auquel cas une licence de l'Autorité de contrôle des banques ou une autorisation de l'Autorité de contrôle des assurances et réassurances sont exigées.⁴²

2.40. Les investissements privés, qu'ils soient nationaux ou étrangers, sont autorisés dans tous les secteurs, à l'exception de la transmission d'électricité et des services postaux, qui restent des monopoles d'État. L'État possède des salines, des mines, des eaux souterraines et thermales, des réserves d'hydrocarbures, des carrières et des gisements. Pour exploiter les ressources du sous-sol et les salines, il faut obtenir une concession de l'État.⁴³ Ce dernier contrôle également des activités telles que les loteries et les paris, qui peuvent également faire l'objet d'une concession, bien que ce ne soit pas le cas actuellement.⁴⁴

2.41. Comme en 2014, l'investissement étranger direct (IED) dans les médias⁴⁵ et le commerce de détail est interdit. Toutefois, les ressortissants étrangers peuvent commercialiser leurs produits et services sur le marché de détail. En outre, depuis 2007, les investisseurs étrangers sont autorisés à exploiter des agences de voyage et de voyagistes.⁴⁶

2.42. L'IED est autorisé dans les autres secteurs. Toutefois, des plafonds peuvent être imposés, comme c'est encore le cas dans le transport routier et aérien (tableau 2.4). En outre, selon la Constitution, l'IED est autorisé à hauteur de 49% du capital des entreprises fournissant des services d'utilité publique (approvisionnement en eau potable; assainissement; télécommunications; production, distribution et commercialisation d'électricité; services de radio et de télévision en clair), sauf disposition contraire dans les lois sectorielles. En 2021, le plafond de 49% ne s'appliquait qu'aux sociétés de radio et de télévision en clair, car pour les autres sociétés de services publics, les lois sectorielles autorisent une participation étrangère majoritaire.

³⁷ Renseignements communiqués par les autorités.

³⁸ Décret exécutif n° 9 du 22 février 1999.

³⁹ Allemagne, Argentine, Canada, Chili, Cuba, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Italie, Mexique, Pays-Bas, Qatar, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Ukraine et Uruguay.

⁴⁰ Barbade, Émirats arabes unis, Espagne, France, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni, Singapour et Viet Nam. L'accord avec le Viet Nam a été signé au cours de la période à l'examen (en 2017).

⁴¹ Article 20 de la Constitution.

⁴² MICI. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/direccion-general-de-servicios-al-inversionista/marco-legal-direccion-general-de-servicios-al-inversionista>.

⁴³ Article 257 de la Constitution.

⁴⁴ Article 297 de la Constitution et Décret-loi n° 2 du 10 février 1998.

⁴⁵ Loi n° 67 du 7 septembre 1978.

⁴⁶ Article 293 de la Constitution et Décret-loi n° 5 du 11 janvier 2007.

Tableau 2.4 Plafond de l'IED, 2014-2021

Activité	Plafond de l'IED
Transport aérien (Loi n° 21 du 29.1.2003)	49% (transport international); 40% (transport interne)
Transport routier (Loi n° 51 du 28.6.2017)	40%
Services d'utilité publique (article 285 de la Constitution)	49%, sauf exceptions prévues par la loi
Service public de radio et de télévision (Loi n° 24 du 30.6.1999)	35%

Source: Secrétariat de l'OMC.

2.43. La seule restriction du Panama en matière d'accès à la terre est l'interdiction de l'achat de terrains dans la bande frontalière de 10 km pour les ressortissants étrangers.⁴⁷ Dans le reste du territoire, ces derniers, comme les Panaméens, peuvent acheter des terres, obtenir des concessions de l'État (par exemple pour des projets touristiques⁴⁸) ou des certificats de "droits de propriété". Pour obtenir une concession ou un certificat, les étrangers doivent s'établir au Panama. Un certificat de droits de possession confère le droit de posséder les terres pour les occuper et/ou les exploiter. La possession est établie à condition qu'il y ait eu une "occupation matérielle" du terrain pendant plus de cinq ans sans interruption.⁴⁹ Les certificats de droits de possession des terres agricoles sont enregistrés auprès du MIDA, et ceux relatifs aux terres situées sur le front de mer et les îles, auprès du MEF. Les certificats accordant des droits de possession pour d'autres types de terrains n'ont pas besoin d'être enregistrés; en cas de litige sur la propriété du terrain, le Bureau régional des impôts fonciers ou la mairie sont contactés pour rechercher qui détient le certificat.⁵⁰ La Constitution garantit le droit à la propriété privée à ceux qui détiennent des titres de propriété et des certificats de droits de possession; toutefois, ces personnes peuvent être expropriées pour des raisons d'utilité publique.⁵¹

2.44. Les investissements étrangers ne doivent pas être enregistrés. Il n'y a pas de contrôle des changes au Panama. Il n'existe aucune restriction au rapatriement des capitaux investis ou au transfert des dividendes, des intérêts et des autres bénéfices à l'étranger.⁵² Toutefois, les transferts de fonds, à l'exception des dividendes rapatriés, sont généralement soumis à une retenue fiscale.⁵³

2.45. Le Panama continue d'appliquer le régime de stabilité juridique qui garantit la stabilité juridique, fiscale (à l'exception des impôts indirects), douanière (à l'exception des modifications tarifaires⁵⁴) et du travail pendant 10 ans, et la stabilité fiscale au niveau municipal pendant 5 ans. Les investissements supérieurs à 2 millions de PAB dans certains secteurs et activités⁵⁵ ainsi que les entreprises bénéficiant de régimes spéciaux, sont admissibles à ce régime. La Direction générale des services fournis aux investisseurs du MICI est chargée d'approuver et d'enregistrer les plans d'investissement dans le Registre de stabilité juridique.⁵⁶ Au 31 juillet 2021, 337 contrats de stabilité juridique avaient été enregistrés; selon les autorités, il n'est pas possible de mesurer le coût fiscal du régime de stabilité.

2.46. En outre, le Panama maintient plusieurs régimes horizontaux et sectoriels pour promouvoir les investissements étrangers, notamment les régimes de zones franches, des initiatives telles que la Cité du savoir, le Régime spécial pour l'établissement et le fonctionnement des sièges de sociétés multinationales (Régime spécial SEM) et, depuis 2020, le Régime spécial pour l'établissement et le fonctionnement des entreprises multinationales de fourniture de services liés à la fabrication (Régime spécial EMMA).

⁴⁷ Article 291 de la Constitution.

⁴⁸ Loi n° 2 du 7 janvier 2006.

⁴⁹ Article 423 du Code civil; article 3 de la loi n°80 du 31 décembre 2009; et Autorité nationale de l'administration foncière (ANAT). Adresse consultée: <https://www.anati.gob.pa/index.php/normativas>.

⁵⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

⁵¹ Article 291 de la Constitution et renseignements communiqués par les autorités.

⁵² Article 2 de la Loi n° 54 du 22 juillet 1998.

⁵³ Autorité nationale des recettes publiques. Adresse consultée: <https://dqi.mef.gob.pa/D-Informe/Formulario05.php>.

⁵⁴ En matière douanière, la stabilité des procédures douanières est assurée lorsque, par le biais de ces dernières, des remboursements ou des exemptions sont accordés.

⁵⁵ Secteurs du tourisme, de l'industrie, de l'agriculture et de l'agroforesterie, des mines, des télécommunications, de la construction et du transport portuaire et ferroviaire. Activités: exportations, zones industrielles d'exportation, zones franches pétrolières et commerciales, production d'électricité, irrigation et conservation de l'eau.

⁵⁶ Loi n° 54 du 22 juillet 1998.

2.47. De même, en 2021, le Régime spécial pour l'établissement d'entreprises exploitantes et créatrices de parcs agricoles a été créé pour encourager l'investissement dans les activités agricoles qui favorisent la chaîne de valeur et le transfert de technologie. Sont également encouragées d'autres industries liées à la sylviculture, aux produits de la mer et aux matières premières pour l'industrie pharmaceutique. Les entreprises qui obtiennent une licence d'entreprise exploitante et créatrice de parcs agricoles, ou qui s'installent dans un parc agricole, sont exemptées de droits, taxes, redevances et prélèvements sur les matériaux de construction, les équipements, les machines, les véhicules et le mobilier pendant une période de cinq ans, et elles bénéficient également d'un tarif préférentiel de 3% sur les matières premières, les produits semi-finis ou intermédiaires et les autres intrants. En outre, elles bénéficient automatiquement d'une stabilité juridique.⁵⁷

2.48. Les entreprises publiques et privées, nationales et étrangères, et les institutions académiques qui s'installent sur le campus de la Cité du savoir bénéficient d'un certain nombre de mesures d'incitation (tableau 2.5).⁵⁸ La Cité du savoir est gérée par une fondation privée à but non lucratif.

Tableau 2.5 Mesures d'incitation octroyées dans la Cité du savoir

Droits	Dérogations
Droits d'importation	Exonération pour les machines, équipements, meubles, véhicules, appareils et intrants.
ITBMS	Exonération pour les machines, équipements, meubles, véhicules, appareils et intrants.
Impôt sur le revenu	Exonération
Retenues sur les envois de fonds à l'étranger	Exonération
Droit de timbre	Exonération, à moins que la vente soit réalisée sur le territoire fiscal national

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

2.49. Le Régime spécial SEM, établi en 2007, est toujours en vigueur. Les SEM sont des sociétés multinationales qui établissent leur siège au Panama ou qui offrent des services spécifiques à partir du Panama à leur groupe d'entreprises. Pour obtenir la licence SEM, délivrée par le MICI, les actifs du groupe d'entreprises doivent être égaux ou supérieurs à 200 millions d'USD, ou la société doit fournir des services à au moins sept sociétés de son groupe. Dans le cadre de ce régime, les entreprises et les cadres obtiennent des avantages fiscaux et des exonérations tarifaires (tableau 2.7), ainsi que des avantages en matière de travail et de migration. Jusqu'en 2018, les SEM étaient exonérés d'impôt sur le revenu, mais depuis 2019, ils sont imposés à un taux réduit de 5%. Depuis 2019, ils bénéficient également d'une stabilité juridique automatique (auparavant, la stabilité juridique n'était pas accordée automatiquement). Au cours de la période considérée, le type de services que les SEM peuvent fournir a été élargi; depuis 2019, en plus des services de gestion financière, les SEM peuvent offrir des services d'assistance financière et d'assistance technique et administrative.⁵⁹

2.50. Depuis 2014, 175 multinationales se sont prévaluées du régime spécial SEM et ont réalisé au total des investissements évalués à plus de 95 millions d'USD au Panama (tableau 2.6). Ces entreprises opèrent dans tous les secteurs de l'économie: construction; énergie, pétrole et gaz; services (financiers et logistiques), notamment dans le secteur manufacturier (alimentation et boissons; véhicules à moteur et aéronautique; produits pharmaceutiques; textiles; et autres biens de consommation et industriels).

Tableau 2.6 Indicateurs des sociétés SEM, 2014-2021

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^a
Entreprises SEM (nombre)	109	112	132	146	144	153	164	175
Investissement (millions d'USD)	2,1	10,5	25,0	8,3	9,6	9,4	12,5	17,9

a Au 31 juillet 2021.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

⁵⁷ Loi n° 196 du 8 février 2021.

⁵⁸ Décret-loi n° 6 du 12 février 1998.

⁵⁹ Loi n° 41 du 27 août 2007; loi n° 57 du 24 octobre 2018 et renseignements communiqués par les autorités.

2.51. Le Régime spécial EMMA a été introduit en 2020. Les entreprises multinationales dont les actifs sont égaux ou supérieurs à 75 millions d'USD, ou qui fournissent des services à au moins trois entreprises de leur groupe économique, peuvent demander au MICI une licence pour bénéficier de ce régime⁶⁰, qui accorde aux entreprises et aux dirigeants des avantages fiscaux et des exemptions en matière de droits de douane (tableau 2.7), de travail et d'immigration. Les entreprises bénéficiaires sont automatiquement couvertes par le régime de stabilité juridique. En outre, elles peuvent choisir de s'établir dans une zone bénéficiant d'un régime fiscal spécial, comme une zone économique spéciale ou une zone franche. Toutefois, dans ce cas, elles ne seraient soumises qu'aux dispositions du régime spécial EMMA, et la loi de l'autre régime spécial ne leur serait pas applicable. Dans le cadre du régime spécial EMMA, les entreprises fournissent des services de fabrication, d'assemblage, de refabrication, de reconditionnement, d'entretien et de réparation de produits, des services de développement de produits, de recherche ou d'innovation de produits ou de processus, et des services logistiques. Les entreprises EMMA sont tenues d'assurer la formation des travailleurs panaméens.⁶¹ Aucune licence EMMA n'avait été délivrée en septembre 2021.

Tableau 2.7 Avantages fiscaux et exonérations tarifaires pour les SEM et EMMA

	SEM	EMMA
Avantages pour les entreprises		
Droits d'importation	Pas d'exonérations	Exonération
ITBMS	Exonération	Exonération
Impôt sur le revenu	5%	5%
Impôt sur les dividendes	Exonération	Exonération
Impôt complémentaire	Exonération	Exonération
Impôt sur les franchises	Exonération	Exonération
Impôt sur les gains en capital	2%	2%
Impôt d'avis d'entrée en exploitation	Exonération, parce que les entreprises n'ont pas besoin d'avoir un avis d'entrée en exploitation	Exonération, parce que les entreprises n'ont pas besoin d'avoir un avis d'entrée en exploitation
Avantages pour les dirigeants étrangers		
Droits d'importation	Exonération pour les articles domestiques. Pour les véhicules automobiles à usage personnel, ils sont exonérés une seule et unique fois tous les 2 ans.	Exonération. Pour les véhicules automobiles à usage personnel, ils sont exonérés une seule et unique fois tous les 2 ans.
Impôt sur le revenu	Exonération	Exonération
Impôt sur les dividendes	Pas d'exonérations	Pas d'exonérations

Source: Loi n° 41 du 27 août 2007; loi n° 159 du 31 août 2020 et renseignements communiqués par les autorités.

2.52. Afin de promouvoir les investissements étrangers dans les secteurs de l'immobilier, de la construction et de la finance, depuis 2020, les ressortissants étrangers peuvent obtenir la résidence permanente s'ils investissent au moins 300 000 PAB (500 000 PAB à partir de 2022) dans le secteur de l'immobilier, 500 000 PAB sur le marché boursier et 750 000 PAB dans des dépôts bancaires fixes. Les investisseurs doivent s'engager à maintenir les investissements qu'ils ont réalisés dans le système financier pendant au moins cinq ans.⁶²

2.53. Des sociétés commerciales (nouvelles sociétés ou filiales) ainsi que des succursales et des bureaux de représentation peuvent être établis au Panama. Il existe trois types de sociétés commerciales: la société en nom collectif, la société en commandite et la société anonyme (SA).⁶³ La plus courante est la SA. De même, les sociétés constituées dans d'autres juridictions peuvent être "redomiciliées" au Panama pour opérer dans le cadre de la loi panaméenne, comme si elles étaient des sociétés constituées au Panama.⁶⁴

2.54. Selon les informations communiquées par les autorités, il faut moins de dix jours pour constituer une société au Panama (tableau 2.8). Pour fonctionner, toutes les entreprises – à l'exception de celles qui exercent des activités liées à l'agriculture, à l'artisanat et aux services

⁶⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

⁶¹ Loi n° 159 du 31 août 2020 et Décret exécutif n° 33 du 4 février 2021.

⁶² Décret exécutif n° 722 du 15 octobre 2020.

⁶³ Code de commerce (Loi n° 2 du 22 août 1916) et Loi sur les sociétés anonymes (Loi n° 32 du 26 février 1927 sur les sociétés anonymes).

⁶⁴ Article 11-B du Code de commerce et article 90 de la Loi n° 32 du 26 février 1927.

professionnels⁶⁵, qui sont soumises à un régime spécial ou qui opèrent dans des zones économiques spéciales et des zones de libre-échange ou des zones franches, ont besoin d'un "avis d'entrée en exploitation" délivré par le MICI. Pour certaines activités (par exemple dans le secteur financier, la vente de boissons alcooliques ou la fourniture d'un service public), l'autorisation délivrée par l'organisme de réglementation doit être soumise avant le traitement de l'"avis d'entrée en exploitation".⁶⁶ Toutes les sociétés titulaires d'un "avis d'entrée en exploitation" sont soumises à une taxe annuelle d'exploitation de 2% du capital de la société, avec un montant minimum de 100 PAB et un montant maximum de 60 000 PAB. Les entreprises dont le capital social est inférieur à 10 000 PAB sont exonérées de cette taxe. Celles qui exercent des activités dans des zones économiques spéciales et des zones franches ou de libre-échange ne sont pas non plus soumises à cette taxe, car elles ne sont pas tenues de posséder un "avis d'entrée en exploitation". Toutefois, ces sociétés sont soumises au paiement d'une taxe annuelle équivalente à 1% de leur capital, avec un minimum de 100 PAB et un maximum de 50 000 PAB.⁶⁷

Tableau 2.8 Étapes à suivre aux fins de la constitution d'une entreprise

Étapes	Jours	Coût
Engager un agent résident chargé de préparer les statuts juridiques de l'entreprise.	1	1 000-1 500 USD
Exécution de l'acte public de constitution devant un notaire	1	75 USD
S'enregistrer au Registre public	2	Taxe d'inscription, dont le montant varie en fonction du capital social: 50 USD pour les 10 000 premiers USD; 0,75 USD par tranche de 1000 USD supplémentaires ou pour une part supplémentaire. Taxe annuelle pour maintenir l'inscription: 300 USD (première année: 250 USD)
Obtenir l'"avis d'entrée en exploitation" (traité via la plate-forme numérique Panama Emprende).	1	Taxe annuelle pour maintenir l'avis d'entrée en exploitation: 55 USD
S'inscrire au Registre unique des contribuables	1	Gratuit
S'inscrire au Registre (municipal) des nouvelles entreprises	2	Le coût dépend du type d'entreprise et de l'investissement réalisé
S'inscrire auprès de la Caisse de sécurité sociale	1	Gratuit

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

2.55. Le Panama continue de privilégier le recrutement de personnel national. Les sociétés établies au Panama, à l'exception des sociétés SEM et EMMA⁶⁸, doivent disposer d'une main-d'œuvre composée de Panaméens⁶⁹ dans une proportion égale ou supérieure à 85% (emplois techniques) ou 90% (autres emplois). Les techniciens étrangers peuvent être employés pour une période maximale de cinq ans, après quoi ils doivent être remplacés par des techniciens panaméens. Le Ministère du travail et du développement de l'emploi peut autoriser une proportion plus élevée de techniciens étrangers s'il le juge nécessaire.⁷⁰

⁶⁵ Article 4 de la Loi n° 5 du 11 janvier 2007.

⁶⁶ Article 2 de la Loi n° 5 du 11 janvier 2007.

⁶⁷ Article 1004 du Code fiscal et renseignements communiqués par les autorités.

⁶⁸ Toutefois, dans le cas des entreprises EMMA, un quota (pourcentage) de travailleurs nationaux pourrait être déterminé.

⁶⁹ Les ressortissants étrangers mariés à des ressortissants Panaméens et ceux qui résident au Panama depuis dix ans ou plus sont considérés comme des Panaméens.

⁷⁰ Articles 17-18 du Code du travail; article 30 de la loi n° 41 du 27 août 2007; et article 31 (paragraphe 4) de la loi n° 159 du 31 août 2020.

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Mesures visant directement les importations

3.1.1 Procédures douanières

3.1. La Direction nationale des douanes (ANA) est l'organisme chargé d'administrer les politiques, directives et dispositions régissant le système douanier, conformément aux dispositions de la législation pertinente en vigueur, et de veiller à leur application. Ses fonctions et attributions n'ont pas évolué de manière substantielle depuis 2014, comme indiqué dans l'encadré 3.1.

Encadré 3.1 Fonctions et attributions de l'ANA, 2020

Adopter les règlements nécessaires au contrôle, à la gestion des risques, au recouvrement et à la comptabilisation des taxes sur le commerce extérieur et des autres recettes douanières dont elle doit assurer le recouvrement.
Effectuer les démarches administratives pour exiger le paiement des impôts relevant de sa compétence et imposer des sanctions, le cas échéant.
Gérer, renforcer et consolider la politique douanière en appliquant des critères de modernisation.
Surveiller et superviser les opérations douanières, ainsi que le flux des marchandises entrant et demeurant dans le pays ou le quittant, et celles visées par les régimes douaniers.
Faciliter le commerce extérieur et informer les utilisateurs de leurs droits et obligations auprès de l'ANA.
Veiller à l'application correcte de la valeur en douane.
Délimiter et administrer les zones de juridiction douanière, les périmètres frontaliers spéciaux et les itinéraires autorisés, ainsi que créer ou supprimer les administrations et zones douanières, et désigner leur emplacement et leurs fonctions.
Conduire des enquêtes sur les infractions douanières et imposer des sanctions.
Contrôler et mettre en œuvre les procédures de certification et de vérification de l'origine.
Comptabiliser et établir les impôts, droits, taxes et autres impositions de nature douanière ou non douanière dont elle est chargée d'assurer le recouvrement.
Veiller au respect des droits de propriété intellectuelle conformément aux dispositions de la législation nationale et des accords et traités internationaux.
Gérer les paramètres de sélectivité, de randomisation et de sécurité dans le cadre des évaluations de l'analyse des risques tout au long de la chaîne logistique.
Appliquer les règles et procédures prévues par les accords ou traités commerciaux internationaux, bilatéraux ou multilatéraux, en matière douanière en vigueur.
Produire des données statistiques relatives aux opérations douanières et de commerce extérieur.

Source: Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

3.2. En 2013, suite à la signature du Protocole d'intégration au Sous-Système d'intégration économique de l'Amérique centrale (SICA)¹, le Panama a adopté le Code douanier uniforme centraméricain (CAUCA) et son Règlement d'application (RECAUCA), sous réserve de certaines exceptions², ainsi que le tarif d'importation centraméricain (basé sur le Système tarifaire centraméricain), sous réserves là encore de certaines exceptions.³ Le Panama s'est engagé à adopter d'autres instruments du Sous-Système au plus tard en janvier 2017 (section 2.3.2).

3.3. Les importateurs (et exportateurs), les auxiliaires et intermédiaires, chargés de la gestion des opérations douanières et des autres utilisateurs, ainsi que les courtiers en douane doivent s'enregistrer auprès de l'ANA.⁴ Celle-ci délivre des licences aux courtiers en douane, qui doivent être des ressortissants panaméens. Le montant minimum des honoraires pour les services des courtiers

¹ Loi n° 26 du 17 avril 2013.

² Ces exceptions concernent: le transbordement de marchandises, l'abandon de marchandises, les envois sans caractère commercial effectués par des particuliers et la contestation des décisions et actes du service des douanes et des traités multilatéraux (renseignements communiqués par les autorités).

³ Décret du Cabinet n° 4 du 30 janvier 2018.

⁴ Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

en douane sont déterminés en fonction de la valeur c.a.f. des marchandises; le montant des honoraires pour les services connexes sont déterminés par le marché.⁵

3.4. Au Panama, le recours à un courtier en douane est toujours requis pour agir pour le compte d'un tiers auprès des douanes aux fins du traitement du dédouanement des marchandises dans le cadre des différents régimes douaniers, y compris pour les importations, qu'elles soient temporaires ou définitives, et les régimes suspensifs des droits, à l'exception de ceux qui sont expressément exclus par les accords internationaux ou la loi elle-même.⁶ Toutefois, il n'est pas nécessaire de faire appel à un courtier en douane dans les cas suivants: les conventions ou traités auxquels le Panama est partie le prévoient; l'État est l'importateur; les importations de marchandises sont effectuées par des personnes physiques pour leur usage personnel ou celui de leur foyer, sous réserve que la valeur c.a.f. ne dépasse pas 4 000 PAB (un maximum de trois fois par an est autorisé); les importations attribuées aux agents diplomatiques; les bagages de voyageurs; le régime de transbordement et d'entrepôt et les marchandises entrant ou sortant de zones franches.⁷

3.5. Toutes les marchandises qui sont importées, transitent, sont entreposées sur le territoire panaméen ou entrent dans une zone franche doivent être déclarées (articles 92 et 112). La déclaration en douane doit être accompagnée de documents justificatifs (la facture commerciale, le manifeste de cargaison et le certificat d'origine ou le certificat sanitaire, par exemple), qui varient en fonction des marchandises et du régime douanier auquel elles seront soumises. Les marchandises ou les destinations douanières nécessitant des autorisations préalables ou des licences pour le dédouanement doivent faire l'objet d'une prédéclaration, elle-même nécessaire pour générer la déclaration en douane finale dans le système informatisé.⁸

3.6. Dans le cas des importations définitives, la déclaration en douane (élaborée et signée par un courtier en douane) doit être accompagnée de la facture commerciale, du document de transport (lettre de transport aérien pour le fret aérien, connaissement pour le fret maritime et lettre de voiture pour le fret terrestre), de la liste de colisage, de la déclaration de valeur et, le cas échéant, du certificat d'origine, des permis phytosanitaires et/ou des permis d'importation dans le cas des importations soumises à restriction. Tout produit alimentaire et les autres produits destinés à la consommation humaine (y compris les produits appliqués sur la peau ou les vêtements) peuvent nécessiter un certificat de vente, dont le but est d'empêcher les produits de mauvaise qualité d'entrer sur le marché.⁹ Il existe huit types de déclaration au Panama (encadré 3.2). Toutefois, seules les déclarations normales, anticipées, d'office et rectificatives sont actuellement utilisées.

Encadré 3.2 Types de déclaration

Déclaration normale
Elle doit être présentée au moment de l'entrée des marchandises dans les zones primaires des douanes.
Déclaration simplifiée
Elle peut être utilisée par les contribuables soumis à l'obligation fiscale (c'est-à-dire la personne qui paie l'impôt) qui utilisent le régime de l'importation définitive, de l'exportation définitive ou des services de messagerie.
Déclaration anticipée
Son traitement intervient avant l'arrivée des marchandises, ce qui permet à l'importateur de disposer des marchandises à leur arrivée. En cas de "prédéclaration", les autorisations préalables ou les licences d'importation doivent être délivrées par les différentes institutions compétentes, avant le traitement de la déclaration finale.
Déclaration provisoire
Elle est utilisée pour le dédouanement des marchandises en vrac.
Déclaration complémentaire
Elle complète la déclaration préalable.

⁵ Loi n° 2 du 7 janvier 2016.

⁶ Article 42 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

⁷ Article 43 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

⁸ Article 114 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008 et article 97 du Décret du Cabinet n° 12 du 29 mars 2016.

⁹ Article 115 du Décret du Cabinet n° 41 du 11 décembre 2002.

Déclaration d'ensemble

Les exportateurs qui ont recours à des **déclarations simplifiées** pour exporter le même type de marchandises via un même bureau de douane peuvent, à la fin du mois, les rassembler dans une seule **déclaration d'ensemble**.

Déclaration d'office

Elle est élaborée par les fonctionnaires de l'ANA pour établir les taxes à payer sur les marchandises dont la valeur est inférieure à 500 PAB.

Déclaration rectificative

Elle permet de rectifier ou de compléter les informations contenues dans tout type de déclaration, après le dédouanement.

Source: Articles 96 à 105 du Décret du Cabinet n° 12 du 29 mars 2016.

3.7. La déclaration en douane peut être présentée sous forme électronique ou sur papier.¹⁰ Elle peut être présentée avant l'arrivée des marchandises (article 113). Le dépôt électronique de la déclaration en douane (accompagnée des pièces justificatives) se fait par le biais du Système intégré de gestion douanière (SIGA), qui permet et facilite le transfert électronique d'informations entre les différentes institutions compétentes.¹¹ L'utilisation du SIGA est obligatoire pour toutes les procédures douanières, ainsi que pour des activités telles que l'inspection douanière, l'évaluation, le paiement des taxes et l'enregistrement de l'entrée et de la sortie des véhicules.

3.8. Les services des douanes emploie la gestion des risques pour déterminer le type de contrôle auquel les marchandises seront soumises. Les marchandises peuvent emprunter le circuit vert (absence d'inspection), le circuit orange (examen documentaire) ou le circuit rouge (inspection documentaire et matérielle). En 2020, 81,87% des déclarations ont emprunté le circuit vert, 8,27% le circuit orange et 9,86% le circuit rouge. Le temps moyen nécessaire au dédouanement des marchandises est de 30 minutes à une heure dans le cadre du SIGA, et de 24 à 48 heures lorsque des permis ou des licences sont exigés. Outre le contrôle immédiat, il existe un contrôle douanier permanent ou *a posteriori*. Le contrôle permanent s'exerce sur les marchandises qui, après leur mainlevée, sont soumises à des régimes douaniers non définitifs afin de contrôler et de vérifier que les conditions de séjour, d'utilisation et de destination sont respectées. Le contrôle *a posteriori* s'exerce dans un délai de quatre ans et porte, entre autres, sur les opérations douanières, les déclarations en douane, les obligations fiscales douanières et le paiement des taxes.¹² Les autorités douanières ont indiqué avoir réalisé 364 contrôles *a posteriori* entre 2014 et 2021.

3.9. Les marchandises en transit ou en transbordement ne sont pas soumises à examen et ne nécessitent aucune formalité douanière.¹³ Le transit de marchandises par le canal de Panama relève du régime de transbordement; il est par conséquent soumis à des contrôles à des fins de sécurité nationale, mais pas à des contrôles à des fins douanières.¹⁴

3.10. L'ANA peut saisir les marchandises dont l'importation (ou l'exportation) est interdite et elle peut, sur demande motivée ou d'office, retenir les marchandises, y compris celles en transit ou en transbordement, s'il est présumé que des droits de propriété intellectuelle ont été violés.¹⁵ Dans le cas de marchandises en transit ou en transbordement, les douanes panaméennes avertissent l'autorité douanière du pays de destination d'une éventuelle irrégularité en matière de propriété intellectuelle ou d'une éventuelle infraction aux conventions internationales régissant le trafic de marchandises.¹⁶ Au cours de la période considérée, la valeur des marchandises retenues s'est élevée à 104,4 millions de PAB, et il y a eu 8 401 rétentions (tableau 3.1).

¹⁰ En juillet 2020, la Procédure d'urgence pour les régimes d'importation, d'exportation et de transit international a été mise en œuvre; elle permet d'assurer la continuité des procédures douanières en cas de défaillance ou de suspension du système informatique douanier, y compris la production de la déclaration en douane manuellement et sous forme physique (Loi n° 55 du 9 septembre 2015).

¹¹ Système intégré de gestion douanière, *Panamá Portal de Servicios de Aduanas*. Adresse consultée: <https://siga.ana.gob.pa/pcus/jsf/homepage/home.jsf>.

¹² Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

¹³ Article 152 du Décret du Cabinet n° 41 du 11 décembre 2002.

¹⁴ La zone du canal comprend les ports maritimes et les terminaux du canal, ainsi que les tronçons qui les relient par voie ferrée (article 11 du Décret du Cabinet n° 12 du 29 mars 2016).

¹⁵ Article 100 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

¹⁶ Article 22 du Décret du Cabinet n° 12 du 29 mars 2016.

Tableau 3.1 Marchandises retenues en douane, 2014-2021

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^a	Total
Rétentions	617	1 162	929	1 183	1 258	1 117	1 152	98	8 401
Valeur c.a.f. (millions de PAB)	7,7	41,0	3,5	3,4	11,6	9,5	20,9	6,8	104,4

a Données allant jusqu'à septembre 2021.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.11. Outre le régime d'importation (exportation) définitif et les régimes de transit et de transbordement, le Panama dispose de plusieurs régimes douaniers temporaires, suspensifs, spéciaux, d'exploitation industrielle et exceptionnels. Parmi ceux-ci, on peut citer: l'admission temporaire avec réexportation en l'état; l'admission temporaire aux fins du perfectionnement actif; l'exportation temporaire avec réimportation en l'état; l'exportation temporaire aux fins du perfectionnement passif; et l'exonération (réimportation, zones franches et réexportation) (encadré 3.3).¹⁷ L'opérateur doit joindre différents documents en fonction du régime (tableau 3.2).

Encadré 3.3 Régimes d'admission

Admission temporaire avec réexportation en l'état

Permet d'introduire sur le territoire douanier, en suspension des droits et taxes d'importation, pendant une période déterminée et dans un but spécifique, des marchandises qui sont réexportées au cours de la période sans avoir subi aucune modification autre que la dépréciation normale due à l'usage.

Admission temporaire aux fins du perfectionnement actif

Permet l'entrée sur le territoire douanier, en suspension des droits et taxes d'importation, de marchandises provenant de l'étranger et destinées à être réexportées après avoir subi un processus d'ouvraison, de transformation ou de réparation, ou un autre processus autorisé par la loi.

Exportation temporaire avec réexportation en l'état

Permet la sortie temporaire du territoire douanier de marchandises nationales ou nationalisées, en suspension de droits et taxes d'exportation le cas échéant, dans un but spécifique et pour une durée déterminée, à la condition qu'elles soient réimportées sans avoir subi à l'étranger aucune ouvraison, transformation ou réparation, auquel cas elles sont admises à leur retour en exonération complète des droits et taxes d'importation.

Exportation temporaire aux fins du perfectionnement passif

Permet la sortie du territoire douanier pour une durée déterminée, en suspension de droits et taxes d'exportation le cas échéant, de marchandises nationales ou nationalisées, afin que celles-ci subissent à l'étranger des opérations d'ouvraison, de transformation, de réparation ou d'autres opérations autorisées, et qu'elles soient réimportées sous le régime fiscal et dans les délais fixés par le Règlement.

Réimportation

Permet l'entrée sur le territoire douanier de marchandises nationales ou nationalisées qui, après avoir été exportées définitivement, reviennent dans le même état, libres de droits et de taxes.

Source: Processus d'autorisation et d'enregistrement des régimes spéciaux (code:PM-ANA-GAR-002).

¹⁷ Les régimes douaniers définitifs sont les suivants: l'importation, l'importation pour mise à la consommation, l'importation de marchandises en suspension des droits de douane, la réimportation en l'état, l'exportation et la réexportation; les régimes douaniers suspensifs: le transit, l'entreposage, le stockage, le transbordement, l'admission temporaire avec réexportation en l'état; les régimes douaniers pour les opérations industrielles: la ristourne, l'admission temporaire aux fins du perfectionnement actif, l'exportation temporaire aux fins du perfectionnement passif, la reconstitution des stocks en franchise douanière; les régimes douaniers d'exception: le régime de voyage, le mobilier privé, les foires hors taxes, le trafic frontalier, les véhicules de tourisme, les envois de secours et la consommation à bord; et les régimes spéciaux: les zones franches et les boutiques hors taxes (Décret-loi n° 1 du 13 février 2008).

Tableau 3.2 Prescriptions relatives à l'importation en fonction du régime douanier, 2020

Document à joindre	Admission temporaire avec réexportation en l'état	Admission temporaire aux fins du perfectionnement actif	Exportation temporaire avec réexportation en l'état	Exportation temporaire aux fins du perfectionnement actif	Réimportation
Facture commerciale ou document équivalent	x	x	s.o.	s.o.	x
Documents de transport	x	x	x	x	x
Déclaration de la valeur en douane (le cas échéant)	x	x	x	x	x
Certificat d'origine (le cas échéant)	x	x	x	x	x
Licences, permis, certificats ou autres autorisations	x	s.o.	x	x	s.o.
Garanties	x	x	x	x	x
Document justifiant l'exonération ou la franchise, selon le cas	s.o.	x	x	x	x

s.o. Sans objet.

x Obligatoire.

Source: Processus d'autorisation et d'enregistrement des régimes spéciaux (code:PM-ANA-GAR-002).

3.12. Le Panama a mis en œuvre le programme d'opérateurs économiques agréés (OEA) en 2013, même si le lancement officiel n'a eu lieu qu'en 2016.¹⁸ L'ANA est la seule entité habilitée à accorder des certifications OEA. Les entreprises et/ou les particuliers qui exercent des activités et/ou fournissent des services liés au commerce extérieur et qui sont inscrits au Registre public et à la Direction générale des recettes depuis au moins cinq ans peuvent demander cette certification.¹⁹ La demande de certification OEA est gratuite.²⁰ En 2016, la première phase du programme d'OEA a été lancée pour les entreprises exportatrices, les opérateurs maritimes et portuaires et les transporteurs terrestres.²¹ Les autres opérateurs ont été intégrés suivant les étapes de mise en œuvre fixées par l'ANA.²²

3.13. Le Panama a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) en 2015. En 2014, il a notifié à l'OMC les engagements de la catégorie A qu'il adopterait à compter de l'entrée en vigueur de l'AFE²³ et, en 2019, les engagements des catégories B et C et leur date de mise en œuvre indicative (2021 et 2022, respectivement).²⁴

3.1.2 Évaluation en douane

3.14. La législation régissant l'évaluation en douane au Panama est l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et le Code douanier uniforme centraméricain (CAUCA).²⁵ Depuis 2014, aucune modification significative n'a été apportée dans ce domaine; selon les autorités, au Panama, la valeur douanière des marchandises importées est déterminée conformément aux méthodes énoncées dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Lorsqu'il faut déterminer d'autres valeurs, le Panama suit également les dispositions de l'Accord.

¹⁸ Décret exécutif n° 988 du 2 octobre 2013.

¹⁹ Sont concernés: l'exportation, l'importation, le transport (aérien, maritime, terrestre), les ports maritimes, les courtiers en douane, les manutentionnaires de fret, les entrepôts douaniers, les aéroports, le réseau ferroviaire, les opérateurs logistiques et les services de messagerie ou des envois postaux.

²⁰ Pour obtenir la certification OEA, il est nécessaire d'avoir de bons antécédents en matière de respect de la réglementation douanière, fiscale et judiciaire, de démontrer la solvabilité financière et d'être doté d'un système de gestion administrative, comptable et logistique adapté et d'appliquer des mesures de protection et de sécurité (article 4 du Décret exécutif n°988 du 2 octobre 2013).

²¹ Résolution administrative n° 195 du 16 mai 2016.

²² Article 43 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

²³ Document de l'OMC WT/PCTF/N/PAN/1 du 6 août 2014.

²⁴ Document de l'OMC G/TFA/N/PAN/1 du 8 mai 2019.

²⁵ Loi n° 26 du 17 avril 2013.

3.15. Au cours de la période à l'examen, le Panama a principalement utilisé la valeur transactionnelle (dans 99,16% des cas) pour déterminer la valeur en douane. Les autres méthodes, comme la valeur transactionnelle de produits identiques et la valeur transactionnelle de produits similaires, ont été utilisées pour déterminer la valeur de 0,84% des importations. La valeur déclarée n'a été contestée que dans 0,002% des cas.²⁶

3.16. Lorsqu'il est établi qu'il existe un risque justifié en raison de la provenance, de l'origine, de la valeur ou de l'état d'utilisation des marchandises importées (dans le cas du riz, de la viande, des oignons et des pommes de terre, des véhicules automobiles neufs et d'occasion, des bateaux et avions neufs et d'occasion, des machines et équipements lourds neufs et usagés, et des machines pour l'industrie extractive et machines autopropulsées neuves et usagées, par exemple), ces marchandises, qui sont considérées comme spéciales, sont soumises à une consultation préalable obligatoire du Département de l'évaluation.²⁷ La liste des marchandises spéciales peut être modifiée lorsque l'existence ou la disparition du risque est établie. La "déclaration de valeur sous serment" qui était utilisée pour les marchandises soumises à une consultation préalable obligatoire, a été remplacée en 2013 par la "déclaration de la valeur en douane de marchandises".²⁸

3.17. Le Panama a recours à des valeurs de référence uniquement dans les cas où aucune facture commerciale n'est présentée ou lorsque la facture commerciale n'est pas acceptée et que les marchandises sont évaluées à partir des méthodes successives, et non de la valeur transactionnelle. Avant de prendre une décision définitive, l'administration douanière informe le déclarant des raisons techniques justifiant sa décision. L'importateur peut faire appel de la décision de l'administration douanière.

3.1.3 Règles d'origine

3.18. Le Panama n'applique pas de règles d'origine non préférentielles.

3.19. Les importations provenant de pays avec lesquels le Panama a conclu des accords commerciaux sont soumises à des règles d'origine préférentielles. L'ANA est chargée de la vérification de l'origine, pour laquelle elle peut exiger les preuves nécessaires et vérifier le respect des règles relatives à l'origine des marchandises.²⁹

3.20. Les prescriptions relatives à l'origine énoncées dans les six accords (Association européenne de libre-échange (AELE) (2014), République de Corée (2021), Israël (2020), Mexique (2015), Trinité-et-Tobago (2016) et Royaume-Uni (2021)) qui sont entrés en vigueur depuis 2014, sont analogues à celles des autres accords préférentiels précédemment signés par le Panama (section 2.4). Ainsi, les produits originaires et les produits entièrement obtenus sur le territoire d'une partie bénéficient d'un traitement préférentiel. Si des matières non originaires sont utilisées, l'origine est conférée si les produits ont subi une ouvraison ou une transformation suffisante. En règle générale, les produits sont considérés comme ayant subi une ouvraison ou une transformation suffisante en cas de changement de position tarifaire, de teneur en valeur régionale minimale, ou s'ils répondent à des règles d'origine spécifiques.

3.21. L'origine est également conférée si la valeur des matières non originaires n'excède pas un montant minimum du prix sortie usine/de la valeur f.a.b. (généralement 10%). Les accords permettent le cumul bilatéral de l'origine et, dans certains cas, le cumul diagonal. Un bien conserve l'origine s'il est transporté directement entre les territoires des parties.

3.1.4 Droits de douane

3.1.4.1 Structure et niveaux

3.22. Le Panama utilise, sous réserve de certaines exceptions, le tarif d'importation centraméricain.³⁰ En 2021, celui-ci comprenait 9 370 lignes au niveau des positions à 12 chiffres du SH2017, dont 99,7% étaient *ad valorem* (tableau 3.3). Les bateaux (SH 8903.10, SH 8903.91, SH 8903.92 et SH 8903.99), comme en 2013, sont les seuls biens soumis à des droits spécifiques. Le Panama n'applique ni droits saisonniers ni droits variables.

²⁶ Renseignements communiqués par les autorités.

²⁷ Résolution n° 276 du 20 août 2019.

²⁸ Loi n° 26 du 17 avril 2013 et mémorandum 907-02-020-DGT-2014 du 26 juin 2014.

²⁹ Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

³⁰ Décret du Cabinet n° 4 du 30 janvier 2018.

Tableau 3.3 Structure des droits NPF, 2013 et 2021

	2013 (SH2012)	2021 (SH2017)
Nombre total de lignes	8 881	9 370
Droits <i>ad valorem</i> (>0%)	5 791	5 076
Franchise de droits	3 062	4 266
Droits non <i>ad valorem</i>	28	28
Droits non <i>ad valorem</i> (% des lignes tarifaires)	0,3	0,3
Droits non <i>ad valorem</i> sans équivalent <i>ad valorem</i> (% des lignes tarifaires)	0,3	0,3
Contingents tarifaires (% des lignes tarifaires)	0,7	0,8
Lignes tarifaires en franchise de droits (% des lignes tarifaires)	34,5	45,5
Moyenne pour les lignes soumises à des droits supérieurs à zéro (%)	11,6	12,6
Moyenne simple (%)	7,6	6,8
Produits agricoles (définition OMC) (%)	13,7	15,3
Produits non agricoles (pétrole inclus, définition OMC) (%)	6,4	5,3
"Crêtes" tarifaires nationales (% des lignes tarifaires) ^a	1,4	2,0
"Crêtes" tarifaires internationales (% des lignes tarifaires) ^b	1,5	2,1
Écart type global des droits appliqués (%)	10,9	12,8
Lignes tarifaires consolidées (% des lignes tarifaires)	100,0	100,0

a Les crêtes tarifaires nationales sont les taux supérieurs à trois fois la moyenne simple globale des taux appliqués.

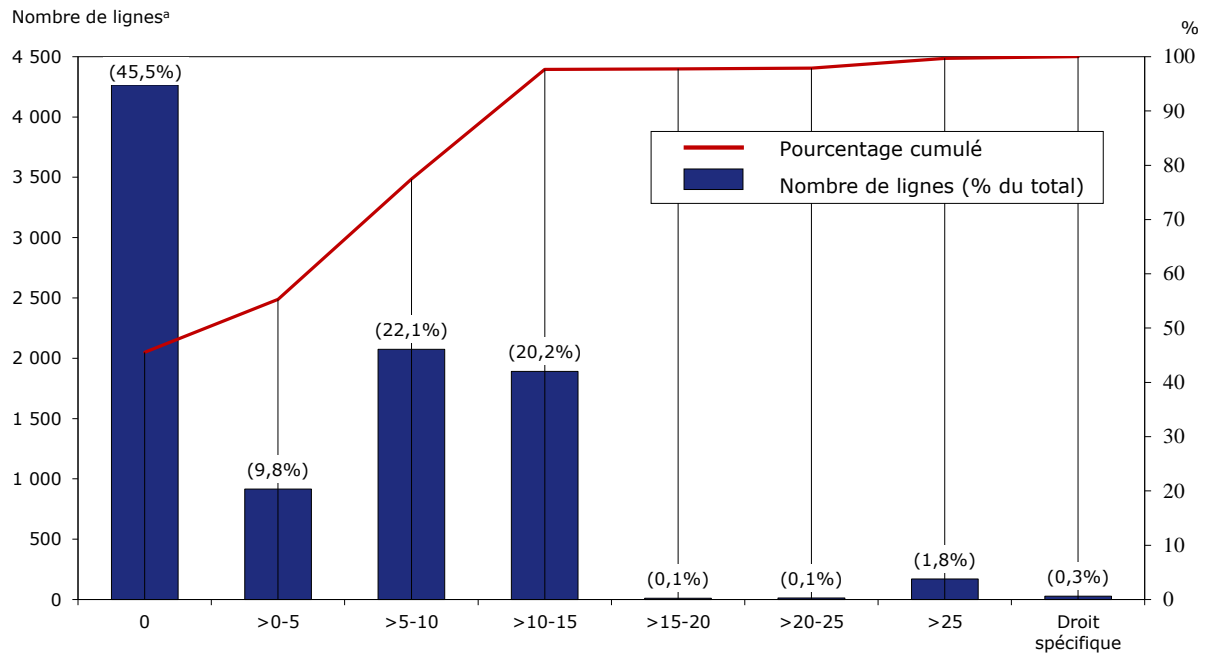
b Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par les autorités.

3.23. La moyenne simple des droits NPF appliqués est tombée de 7,6% en 2013 à 6,8% en 2021, ce qui pourrait s'expliquer par l'augmentation de la proportion de lignes tarifaires actuellement en franchise de droits, qui est passée de 34,5% à 45,5%. Toutefois, le pourcentage de lignes pour lesquelles le droit est supérieur au triple de la moyenne simple globale des taux appliqués ("crêtes" tarifaires nationales) et celui des lignes pour lesquelles le taux est supérieur à 15% ("crêtes" tarifaires internationales) ont tous deux augmenté, bien que dans une moindre mesure.

3.24. Le droit moyen appliqué aux produits agricoles (définition de l'OMC), qui est passé de 13,7% en 2013 à 15,3% en 2021, reste nettement supérieur au droit moyen appliqué aux produits non agricoles (5,3%). Les produits pour lesquels les droits moyens sont les plus élevés sont les produits laitiers (43%), suivis des animaux et des produits d'origine animale (30,1%) et des sucres et sucreries (23,4%). Les produits non agricoles pour lesquels les droits moyens sont les plus élevés restent les poissons et produits de la pêche (12,5% en 2013 et 11,1% en 2021) et les vêtements (10,7% en 2013 et en 2021) (tableau A3. 1).

3.25. Depuis le dernier examen, en 2014, le nombre de taux n'a pas évolué. Le tarif comporte toujours 30 taux, allant de 0% à 260%. En 2021, 45,5% des lignes tarifaires étaient assujetties à un taux de 0%, contre 34,5% en 2013 (graphique 3.1). Il s'agit de l'une des principales évolutions dans la distribution des taux au Panama au cours de la période considérée. Cependant, le pourcentage de lignes tarifaires réparties dans la fourchette de 1% à 10% a reculé de 40,4% à 31,9%, et le pourcentage de lignes assorties de taux allant de 10% à 20% a également diminué. Toutefois, le pourcentage de lignes assorties d'un taux supérieur à 25% a augmenté. Les produits dont la protection tarifaire est la plus élevée demeurent les suivants: morceaux frais, réfrigérés et congelés de viande de volaille (260%) (10 lignes), produits du lait et de la crème de lait (155%) (7 lignes), sucre de canne (144%) (3 lignes) et lactosérum (120%) (3 lignes). Au total, 23 lignes sont frappées de droits supérieurs à 100%.

Graphique 3.1 Distribution des taux de droits NPF, 2021

a Les lignes sont au nombre de 9 370 au total.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.1.4.2 Consolidations tarifaires

3.26. Lors de son accession à l'OMC, le Panama a consolidé l'ensemble de son tarif douanier à des taux de droits qui vont de 0% à 260%. La plupart des lignes tarifaires (54,9%) ont été consolidées au taux de 30%; l'autre taux le plus fréquemment utilisé s'élève à 6,5% et vise 656 lignes tarifaires. Dans le cas des produits agricoles (définition de l'OMC), les droits consolidés vont de 0% à 260% et, dans le cas des produits non agricoles, de 0% à 81%. Les produits agricoles qui ont été consolidés au taux le plus élevé étaient les suivants: la viande et les abats comestibles (260%) (3 lignes du SH 0207), les produits laitiers (155,7%) (6 lignes du SH 0402), et les sucres et sucreries (144%) (3 lignes du SH 1701). Dans le cas des produits non agricoles, le taux de consolidation de 81% ne s'applique qu'au sel (2 lignes du SH 2501).

3.27. Si l'on compare les droits NPF appliqués (2021) aux droits consolidés, en tenant compte des seules lignes strictement comparables par suite du changement de nomenclature, pour sept lignes tarifaires et trois sous-positions, les droits NPF appliqués sont supérieurs aux droits consolidés (tableau 3.4).

Tableau 3.4 Lignes tarifaires pour lesquelles les droits NPF sont supérieurs aux droits consolidés, 2021

Droit appliqué (code du SH)	Droit consolidé (code du SH)	Droit NPF	Droit consolidé	Désignation Droit consolidé	Désignation Droit NPF
1202.42.00.00.00	1202.42.00	10	5	Décortiquées, même concassées	Décortiquées, même concassées
2852.90.10.00.00	2852.90.00	15	6,5	Autres	Composés albuminoïdes du n° 3502.90
3826.00.00.00.00	3826.00.00	10	6,5	Biodiesel et ses mélanges, ne contenant pas d'huiles de pétrole ni de minéraux bitumineux ou en contenant moins de 70% en poids	Biodiesel et ses mélanges, ne contenant pas d'huiles de pétrole ni de minéraux bitumineux ou en contenant moins de 70% en poids
4810.19.10.00.10	4810.19.10	10	5	D'un poids au mètre carré de plus de 150 g	Uniquement les papiers à diagrammes pour appareils enregistreurs

Droit appliqué (code du SH)	Droit consolidé (code du SH)	Droit NPF	Droit consolidé	Désignation Droit consolidé	Désignation Droit NPF
8443.99.90.00.00	8443.99.90	15	0	Autres	Autres
8519.20.90.00.00	8519.20.90	10	5	Autres	Autres
8519.89.19.00.00	8519.89.19	15	5	Autres	Autres
Parties de lignes tarifaires consolidées					
4807.00.10.00.00	4807.00.10	15	5	D'un poids au mètre carré n'excédant pas 150 g	Papiers et cartons entre-deux, assemblés avec du bitume, du goudron ou de l'asphalte
8414.90.10.00.00	8414.90.10	15	10	Autres	Pour les ventilateurs de la sous-position 8414.51.00.00
9504.50.00.00.10	95.04.50.10; 95.04.50.20; 95.04.50.90	15	18,3	Se connectant à un récepteur de télévision (SH 9504.50.10)	Distribuant des prix en espèces et autres, se connectant à un récepteur de télévision

Source: Secrétariat de l'OMC.

3.1.4.3 Contingents tarifaires

3.28. Conformément aux engagements pris dans le cadre de l'OMC, le Panama a recours à des contingents tarifaires pour divers produits agricoles (riz, viande de porc, viande de volaille, pommes de terre, produits laitiers, haricots et tomates). Les droits contingentaires appliqués en 2021 oscillaient entre 0% et 15%, tandis que les droits hors contingent oscillaient entre 15% et 260%. (tableau A3. 2).

3.29. Les contingents tarifaires sont attribués au moyen de licences non automatiques. En 2019 et 2020, le contingent pour le riz a été entièrement utilisé (tableau A3. 2). En 2020, à la suite de l'état d'urgence national décrété en réponse à la pandémie, le Panama a approuvé l'importation d'un contingent supplémentaire de riz non décortiqué de 2,3 millions de quintaux afin d'éviter les pénuries et il a demandé à la Commission des licences et contingents tarifaires de faciliter la procédure d'attribution des contingents.³¹ En 2019, le taux d'utilisation des contingents pour la viande de porc et les tomates était également élevé, de 94% et 96% respectivement, tandis que le taux d'utilisation des autres contingents était inférieur à 50% et, dans le cas des haricots, il était nul. En 2020, comme en 2019, le taux d'utilisation du contingent pour les tomates a été élevé (99,4%), la quasi-totalité étant utilisée; en revanche, les importations dans le cadre du contingent de viande de porc ont diminué (73,3%), tandis que celles de pommes de terre ont considérablement augmenté, passant de 46,8% en 2019 à 81,7% en 2020. La demande de pommes de terre importées dans le cadre du contingent a augmenté en raison d'une baisse du prix en 2020 et d'une diminution de l'offre intérieure attribuable aux aléas météorologiques (tableau A3. 2). Dans le cadre de ses accords commerciaux, le Panama a négocié des contingents préférentiels avec le Canada, le Costa Rica, El Salvador, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, Israël, le Nicaragua, le Pérou, le Royaume-Uni, la Suisse et l'UE.

3.1.4.4 Droits préférentiels

3.30. Le Panama accorde un traitement préférentiel aux importations originaires des pays avec lesquels il a conclu des accords préférentiels (tableau A3. 1). La majorité des importations en provenance du Marché commun centraméricain (MCCA) sont admises en franchise de droits, à quelques exceptions près.³²

3.31. Le droit préférentiel moyen que le Panama a négocié dans le cadre de ses accords est dans tous les cas inférieur à la valeur moyenne du taux NPF. Les taux préférentiels dans les accords commerciaux varient entre 0,5% et 5,2%, et, pour les accords conclus dans le cadre de l'ALADI, entre 5,2% et 6,4%; ils sont toujours inférieurs pour les produits non agricoles, variant entre 0% et

³¹ Décret du Cabinet n° 5 du 17 mars 2020.

³² Le nombre d'exceptions et les produits concernés varient d'un pays à l'autre. Cependant, la plupart des exceptions concernent des produits alimentaires (café, sucre, riz, poulet, oignons, œufs et pommes de terre) et des textiles et vêtements (dans le cas d'El Salvador, 1 081 lignes sur 1 605 concernent des textiles et vêtements; dans le cas du Honduras, 1 064 lignes sur 1 356 font l'objet d'exceptions; et dans le cas du Nicaragua, ce chiffre s'élève à 383 lignes sur 568). Le Costa Rica et le Guatemala comptent le moins d'exceptions (38 et 43 lignes tarifaires, respectivement) et toutes concernent des produits alimentaires.

3,6%, et, dans le cas de l'ALADI, entre 3,6% et 4,8%. Les préférences tarifaires accordées dans le cadre de la plupart des accords représentent environ 50% de l'ensemble du tarif douanier (tableau 3.5).

Tableau 3.5 Analyse des droits de douane appliqués dans le cadre des accords commerciaux du Panama avec d'autres pays, 2021

	Nombre de lignes préférentielles	Part préférentielle du droit (%)	Total		Catégories de l'OMC			
			Moyenne (%)	Lignes en franchise (%)	Produits agricoles		Produits non agricoles (pétrole inclus)	
					Moyenne (%)	Lignes en franchise (%)	Moyenne (%)	Lignes en franchise (%)
NPF	-	-	6,8	45,5	15,2	23,9	5,3	49,6
Accords commerciaux								
Canada	4 966	53,0	1,3	86,8	7,1	70,4	0,2	89,8
Corée, Rép. de	4 298	45,9	5,2	58,6	13,5	34,2	3,6	63,2
Costa Rica	4 987	53,2	0,5	98,5	3,2	93,1	0,0	99,6
El Salvador	4 147	44,3	1,9	89,7	7,5	78,6	0,9	91,8
États-Unis d'Amérique	5 090	54,3	0,5	97,6	3,0	85,0	0,0	100,0
Guatemala	4 995	53,3	0,7	97,6	4,6	85,6	0,0	99,8
Honduras	4 220	45,0	1,8	88,9	6,0	79,2	1,0	90,7
Islande	4 868	52,0	2,0	73,7	9,7	54,2	0,6	77,4
Israël	3 712	39,6	3,3	79,4	14,7	25,8	1,1	89,4
Mexique	4 451	47,5	2,6	74,3	9,1	61,4	1,4	76,7
Nicaragua	4 535	48,4	1,3	93,8	5,0	87,8	0,6	94,9
Norvège	4 883	52,1	1,9	75,6	9,1	57,4	0,5	79,0
Pérou	4 777	51,0	1,4	95,2	8,6	74,9	0,1	99,0
Royaume-Uni	4 583	48,9	2,0	61,5	9,2	42,7	0,6	65,1
Singapour	4 862	51,9	1,1	97,3	6,9	83,2	0,0	100,0
Suisse / Liechtenstein	4 863	51,9	1,9	75,6	9,1	57,7	0,5	79,0
Taipei chinois	4 729	50,5	1,3	96,0	8,1	77,7	0,1	99,4
Union européenne	4 584	48,9	2,0	61,6	9,2	42,9	0,6	65,1
ALADI								
Paraguay	3 322	35,5	5,4	48,6	13,9	25,3	3,8	53,0
Bolivie	3 445	36,8	5,2	50,0	13,8	26,7	3,6	54,3
Équateur	3 297	35,2	5,8	46,3	14,2	24,3	4,2	50,4
Cuba	3 274	34,9	6,1	45,6	14,5	24,1	4,5	49,7
Colombie	3 295	35,2	6,1	45,6	14,5	24,1	4,5	49,7
Chili	3 295	35,2	6,1	45,6	14,5	24,1	4,5	49,7
Pérou	3 295	35,2	6,1	45,6	14,5	24,1	4,5	49,7
Uruguay	3 295	35,2	6,1	45,6	14,5	24,1	4,5	49,7
Venezuela, Rép. bolivarienne du	3 295	35,2	6,1	45,6	14,5	24,1	4,5	49,7
Argentine	3 295	35,2	6,4	45,6	14,8	24,1	4,8	49,7
Brésil	3 295	35,2	6,4	45,6	14,8	24,1	4,8	49,7
Mexique	3 295	35,2	6,4	45,6	14,8	24,1	4,8	49,7
Accords de portée partielle								
Colombie	265	2,8	6,6	46,5	14,8	24,4	5,0	50,7
Rép. dominicaine	133	1,4	6,7	46,9	15,1	25,3	5,1	51,0
Trinité-et-Tobago	148	1,6	6,7	46,5	15,0	25,7	5,2	50,5

Note: Pour le calcul des moyennes, lorsque le droit préférentiel est plus élevé que le droit NPF, ce dernier a été utilisé.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.1.4.5 Concessions tarifaires

3.32. Comme en 2014, les importations ci-après sont exemptées de droits de douane: importations réalisées par l'État; dons sans but lucratif; importations réalisées par des diplomates; importations de matériel pédagogique destiné à l'enseignement; importations d'équipements et d'appareils médicaux destinés aux hôpitaux, et de machines et de matériel destinés à la construction ou à l'entretien des hôpitaux; importations d'articles destinés à l'exercice d'activités religieuses; importations de matériel à l'usage de la police; et importations d'intérêt social, déterminées par le

Conseil du Cabinet.³³ Les importations destinées à des foires d'exposition³⁴ et les importations des partis politiques sont aussi exemptées de droits de douane.³⁵

3.33. Le Conseil du Cabinet établit des exemptions générales ou spéciales, totales ou partielles, du paiement des droits de douane.³⁶ En 2020, suite à la pandémie, le Panama a supprimé ou réduit temporairement les droits de douane visant certains désinfectants, le matériel de protection et l'oxygène.³⁷ Cette mesure, d'une durée initialement fixée à six mois, a été renouvelée à deux reprises, jusqu'au 30 septembre 2021.³⁸

3.34. Le Panama autorise l'importation, en franchise de droits, de marchandises qui ont été exportées ou réexportées temporairement, à condition que les marchandises n'aient subi à l'étranger aucune transformation, ouvraison ou réparation.³⁹ Les importations destinées à des régimes douaniers spéciaux comme celui des zones franches et d'autres programmes de soutien à l'exportation (section 3.3.4) et les magasins hors taxes bénéficient également d'une exemption des droits de douane. Les cadres étrangers employés dans des sociétés titulaires d'une licence SEM et EMMA peuvent importer du mobilier privé et des véhicules automobiles à usage personnel en franchise de droits (section 2.4).

3.35. Le Panama continue d'accorder des exemptions des droits de douane pour les marchandises importées au titre de diverses lois afin de promouvoir le développement de secteurs/d'activités spécifiques tels que le tourisme, le reboisement, les activités extractives, les énergies renouvelables et la construction navale (section 3.4.1 et section 4). Des exonérations fiscales sont accordées pour des activités telles que la construction d'hébergements touristiques ou la promotion de nouveaux produits touristiques (section 4.4.4). En outre, dans le cadre du Programme national de compétitivité industrielle (PNCI), une déduction de 3% des droits d'importation est accordée pour les matières premières, les produits semi-finis ou les biens intermédiaires, les machines, matériels et pièces de rechange et les emballages utilisés dans l'agro-industrie, ainsi que dans l'industrie manufacturière, l'aquaculture, la sylviculture et la pêche.⁴⁰

3.1.5 Autres impositions et droits visant les importations

3.36. Comme en 2014, les produits nationaux et importés sont frappés par les impôts indirects suivants: l'impôt sur la cession de biens meubles et la fourniture de services (ITBMS), l'impôt sélectif sur la consommation (ISC) et l'impôt sur la consommation de combustibles dérivés du pétrole (ICCDP). L'ITBMS et l'ISC frappent également les services.

3.37. L'ITBMS est une taxe sur la valeur ajoutée qui s'applique aux marchandises importées comme aux produits vendus et aux services fournis au Panama. Le taux général de l'ITBMS est de 7%; cependant, certains produits et services sont assujettis à des taux de 10% et 15% (tableau 3.6). Certains biens, notamment les produits agricoles et les intrants utilisés dans le secteur agricole, ainsi que certains services, sont exonérés de l'ITBMS (tableau A3. 3).

3.38. L'ISC est prélevé sur certains produits et services nationaux et sur les produits et services importés. Le taux le plus courant est de 5%, mais des taux plus élevés allant jusqu'à 100% (32,5% en 2014) sont imposés sur des produits tels que les cigares et autres tabacs (SH 2402). Les boissons alcooliques sont assujetties à un taux fixe en fonction de la teneur en alcool par litre; en 2014, le taux fixe dépendait du prix et de la teneur en alcool (tableau 3.6).

³³ Articles 81 et 82 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008 et Décret du Cabinet n° 12 du 29 mars 2016.

³⁴ Article 246 du Décret du Cabinet n° 41 du 11 décembre 2002.

³⁵ Article 95 du Code électoral (texte unique).

³⁶ Paragraphe 7 de l'article 200 de la Constitution politique et article 82 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

³⁷ Les produits exemptés sont les suivants: SH 3402.20.21; SH 3808.94.99; SH 4818.90.90; SH 6307.90.90; SH 4015.19.00; SH 3401.11.10; SH 3401.30.90; SH 6211.32.10; SH 6211.33.10; SH 6211.39.10; SH 6211.42.10; SH 6211.43.10; SH 6211.49.10; SH 2804.40.00; et SH 9402.90.12 (Décret du Cabinet n° 7 du 18 mars 2020).

³⁸ Décret du Cabinet n° 33 du 15 septembre 2020 et Décret du Cabinet n° 4 du 23 mars 2021.

³⁹ Article 246 du Décret du Cabinet n° 41 du 11 décembre 2002.

⁴⁰ Loi n° 76 du 23 novembre 2009 (Loi de développement industriel); Loi n° 25 du 23 mai 2017 et Décret exécutif n° 37 du 10 avril 2018.

Tableau 3.6 Autres impositions et droits visant les importations, 2021

	Taux
ITBMS	
Taux général pour les biens et services	7%
Boissons alcooliques	10%
Alcool éthylique pur et alcool absolu utilisés dans la préparation de combustibles	15%
Produits dérivés du tabac	15%
Services d'accueil et d'hébergement	10%
ISC^a	
Boissons gazeuses sucrées	7%
Autres boissons sucrées	5%
Sirops utilisés dans la fabrication de boissons sucrées	10%
Boissons alcooliques	0,045 PAB/degré d'alcool/litre
Alcool éthylique pur et alcool absolu utilisés dans la préparation de combustibles (SH 2207.10.11 et SH 2207.10.91)	30%
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	100%
Produits chimiques inorganiques	5%
Produits chimiques organiques	6%
Perles fines, pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie, monnaies	10%
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils	5% et 10%
Machines, appareils et matériels électriques; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images	5%
Véhicules automobiles terrestres, tracteurs	5%-25%
SH 87.03 même à 4 roues motrices (d'une valeur c.a.f. allant jusqu'à 8 000 PAB)	15%
SH 87.03 même à 4 roues motrices (d'une valeur c.a.f. comprise entre 8 000 et 20 000 PAB)	18%
SH 87.03 même à 4 roues motrices (d'une valeur c.a.f. comprise entre 20 000 et 25 000,00 PAB)	23%
SH 87.03 même à 4 roues motrices (d'une valeur c.a.f. supérieure à 25 000 PAB)	25%
SH 87.03 Véhicules électriques et/ou hybrides (à compter du 1 ^{er} janvier 2013)	5%
SH 87.03 Véhicules même à 4 roues motrices conçus pour le transport de personnes handicapées	5%
SH 87.03 Véhicules mixtes destinés principalement au transport de marchandises	12%
SH 87.04 et SH 87.05 destinés au transport commercial de marchandises	10%
SH 87.01 Tracteurs routiers pour semi-remorques	10%
SH 87.02 destinés au transport de passagers	10%
Navigation aérienne ou spatiale	10%
Navigation maritime ou fluviale (moteurs hors-bord d'une cylindrée supérieure à 150 cm ³ , yachts, bateaux à voile, bateaux et embarcations de plaisance ou de sport, scooters des mers, navires, aéronefs et hélicoptères à usage non commercial)	10%
Divers produits relevant des chapitres 84, 85 et 90 du SH, tels que les calculatrices, les téléphones, les machines de bureau, les machines de traitement de l'information, les appareils photographiques et différents appareils électriques ^b	5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux	5%
Armes à feu et munitions	10%
Sulfures (SH 2830.90.90)	5%
Composés hétérocycliques à hétéroatomes d'azote exclusivement (SH 2933.39.90).	6%
Services de télévision par câble, par ondes radioélectriques et par satellite, et services de téléphonie mobile à postpaiement ou de téléphonie mobile prépayée, que ce soit par carte, recharge électronique ou toute autre modalité	5%
Coupons ou tickets de paiement, jetons et autres documents résultant de jeux de hasard et d'activités de pari à partir de 2015	5,5%
ICCDP	
Essence (à 87 et 95 octanes)	0,60 PAB/galon
Essence (à 87 et 95 octanes) sans plomb	0,60 PAB/galon
Essence sans plomb contenant 5% de bioéthanol anhyfuel-oildre d'origine étrangère	3,78 PAB/galon
Essence sans plomb contenant 5% de bioéthanol anhyfuel-oildre d'origine nationale	0,57 PAB/galon
Essence sans plomb contenant 7% de bioéthanol anhyfuel-oildre d'origine nationale	0,56 PAB/galon
Essence sans plomb contenant 10% de bioéthanol anhyfuel-oildre d'origine nationale	0,54 PAB/galon
Essence mélangée à du biodiesel d'origine étrangère	1,58 PAB/galon
Kérosène	0,13 PAB/galon
Diesel à faible teneur en soufre	0,25 PAB/galon
Huile combustible (fuel-oil)	0,15 PAB/galon
Huile combustible de faible viscosité	0,15 PAB/galon

a Fondé sur la Loi n° 6 du 20 mars 2015.

b La liste complète figure à l'article 16 de la Loi n° 52 du 28 août 2012.

Source: Secrétariat de l'OMC.

3.39. L'ICCDP est une taxe spécifique perçue sur chaque gallon dont le taux varie en fonction du produit et, dans le cas de l'essence, en fonction de la provenance du bioéthanol ou du biodiesel avec lequel elle est mélangée (tableau 3.6). La taxe est beaucoup plus élevée dans le cas de l'essence mélangée à du bioéthanol ou du biodiesel importé. Cette différenciation du taux d'imposition fait partie des instruments de politique énergétique que le Panama a utilisés aux fins, entre autres, de la protection de l'environnement et de la promotion de l'autosuffisance énergétique en encourageant la production et l'utilisation de biocarburants sur le territoire national et la production d'électricité à partir de la biomasse. En plus de cette différenciation de l'ICCDP, depuis 2014, l'achat de bioéthanol et de biodiesel provenant de matières premières nationales utilisées dans le mélange d'essence comme biocarburants entraîne un crédit d'impôt de 0,60 PAB par gallon. Ce crédit d'impôt ne peut être utilisé que pour compenser le paiement de l'ICCDP et n'est pas cessible.⁴¹

3.40. De même, les entreprises du secteur de la banane peuvent bénéficier d'une exonération de l'ICCDP en présentant une demande au Ministère du commerce et de l'industrie (MICI).⁴²

3.41. Le recouvrement de l'ITBMS, de l'ICCDP et de l'ISC a été affecté en 2020 par la baisse des importations due à la pandémie (tableau 3.7).

Tableau 3.7 Recouvrement des impôts, 2014-2020

(Millions de PAB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
ITBMS	557,6	559,4	535,6	546,1	519,5	481,6	310,8
ICCDP	133,3	157,1	213,6	189,5	168,0	195,5	122,4
ISC	365,4	401,1	399,9	382,6	375,4	362,8	234,9

Source: Renseignements communiqués par les autorités (Direction générale des recettes – Ministère de l'économie et des finances).

3.42. Les importateurs sont soumis au paiement d'une redevance administrative pour services douaniers pour chaque déclaration douanière d'importation, à condition que la valeur c.a.f. de l'importation soit égale ou supérieure à 2 000 PAB. Le montant de cette redevance est de 100 PAB, et elle est recouvrée par l'ANA.⁴³ En plus de cette redevance, l'ANA perçoit d'autres redevances pour les services et/ou formalités douanières.⁴⁴

3.1.6 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

3.1.6.1 Prohibitions et restrictions

3.43. L'importation (ou l'exportation) de marchandises nocives pour l'environnement, la santé des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, ou qui portent atteinte à la sécurité de l'État et au système économique et financier de la nation, et d'autres désignées par des règlements ou des lois spéciales, est prohibée (article 99 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008). C'est au pouvoir exécutif qu'il incombe de déterminer les marchandises dont l'importation (ou l'exportation) doit faire l'objet d'une prohibition, de restrictions ou d'un contrôle. La liste des marchandises dont l'importation est soumise à des restrictions ou prohibée n'a pas changé depuis le dernier examen (tableau 3.8). L'importation des produits ci-après est interdite: la fausse monnaie et les instruments destinés à la fabrication de monnaies; les boissons alcooliques et les médicaments dont l'étiquette n'indique pas le véritable contenu; les publications imprimées portant atteinte à la pudeur ou à la morale; et les produits non originaux qui imitent la confection de produits traditionnels des peuples autochtones.⁴⁵

⁴¹ Loi n° 42 du 20 avril 2011 et Décret du Cabinet n° 16 du 11 mars 2014.

⁴² Loi n° 16 du 18 juin 1993 et Loi n° 13 du 12 février 1998.

⁴³ Article 106 du Décret du Cabinet n° 12 du 29 mars 2016.

⁴⁴ ANA. Adresse consultée: https://www.ana.gob.pa/w_ana/index.php/organisation/servicios/cargos-y-formalidades-aduaneras.

⁴⁵ Décret du Cabinet n° 19 du 30 juin 2004.

Tableau 3.8 Restrictions ou prohibitions à l'importation, 2021

SH2012	Désignation	Mesure
490700560000	Billets de loterie en circulation	Restriction
871000000000	Chars et automobiles blindées de combat, armés ou non; leurs parties	Restriction
890610100000	Navires de guerre de tous types	Restriction
890690100000	Autres navires de guerre de tous types	Restriction
890800100000	Navires et autres engins flottants de guerre	Restriction
930110000000	Pièces d'artillerie (canons, obusiers et mortiers, par exemple)	Restriction
930120000000	Tubes lance-missiles; lance-flammes; lance-grenades; lance-torpilles et lanceurs similaires	Restriction
930190000000	Armes de guerre, autres que les revolvers, pistolets et armes blanches	Restriction
930591100000	Autres armes de guerre	Restriction
930599100000	Autres armes de guerre	Restriction
930630100000	Autres cartouches et leurs parties pour armes de guerre	Restriction
930690100000	Autres munitions, projectiles et grenades de guerre et leurs parties	Restriction
930700100000	Armes blanches à usages militaires	Restriction
950430100000	Autres jeux fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie, d'un billet de banque, d'une carte bancaire distribuant des prix en espèces ou en marchandises	Restriction
950490100000	Autres articles pour jeux fonctionnant par l'introduction d'une pièce et distribuant des prix en espèces ou en marchandises	Restriction
130190200000	Résine de cannabis et autres stupéfiants	Prohibition
130211100000	Gomme d'opium ou opium-gomme	Prohibition
130219200000	Extrait et teinture de cannabis	Prohibition
130219300000	Concentrat de paille de pavot et autres stupéfiants	Prohibition
360490200000	Fusées de toutes sortes	Prohibition

Source: Secrétariat de l'OMC.

3.44. Le Panama impose également des restrictions conformément aux engagements pris dans le cadre des divers accords/conventions internationaux dont il est signataire (encadré 3.4).

Encadré 3.4 Conventions dont le Panama est signataire, 2021

Système de certification du Processus de Kimberley (diamants bruts)
Convention de Bâle (déchets dangereux)
Convention de Rotterdam (engrais et produits chimiques dangereux)
Convention de Stockholm (polluants organiques persistants)
Protocole de Montréal (substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO))
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (stupéfiants)
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) (espèces menacées)
Convention sur les substances psychotropes (substances psychotrope)
Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)
Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Convention des Nations Unies sur la diversité biologique
Convention de Montréal (marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection)

Source: Secrétariat de l'OMC.

3.45. Au cours de la période 2014-2021, l'importation de certains produits a été prohibée pour des raisons phytosanitaires (tableau 3.9).

Tableau 3.9 Importations prohibées pour des raisons phytosanitaires, 2014-2021

Produit/risque	Législation
Modification des prescriptions générales et spécifiques régissant l'importation de substrats organiques actifs (fibre de coco, tourbe, mousse de tourbe, pailles de céréales (riz, maïs, sorgho), écorce de riz et fibres végétales, destinés à servir de support pour la plantation de matériel végétal)/danger représenté par <i>Trogoderma granarium</i> , connu sous le nom de dermeste des grains, pour les graines et les semences entreposées	Résolution DNSV n° SO001 du 5 février 2021 (MIDA)
Oiseaux/influenza aviaire à haute pathogénicité (IAHP)	Résolution n° DINASA-002-2020 du 21 avril 2020
Plantes, matériel de reproduction et matériel végétal de musacées et héliconies/champignons	Résolution ° OAL-102-ADM-2019 (MIDA), Journal officiel n° 28.866
Porcins/peste porcine africaine (PPA)	Résolution n° OAL-036-ADM-2019 du 20 août 2019
Plantes, matériel de reproduction et matériel végétal de musacées et héliconies/du champignon <i>Fusarium oxysporum f.sp cubense</i> de souche tropicale 4 des musacées	Résolution ° OAL-001-ADM-2015 (MIDA), Journal officiel n° 27.717

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.1.6.2 Licences d'importation

3.46. Le Panama continue d'avoir recours à des licences d'importation; selon les autorités, le système n'a pas connu de changement notable depuis 2014. En 2020, le Panama a informé le Comité des licences d'importation de l'OMC que les renseignements communiqués en 2004 concernant son régime de licences restaient valables.⁴⁶ Comme notifié à l'OMC, le régime comporte deux types de licences d'importation: les licences automatiques utilisées à des fins statistiques et les licences non automatiques servant à l'administration des contingents tarifaires.⁴⁷

3.47. D'après les renseignements communiqués par les autorités panaméennes dans le cadre du présent examen, les licences automatiques sont utilisées pour les importations de produits soumis à des mesures phytosanitaires et zoosanitaires.⁴⁸ La Direction exécutive de la quarantaine agricole du Ministère du développement agricole (MIDA) est chargée de délivrer les licences phytosanitaires et zoosanitaires pour l'importation (et l'exportation) et pour le transit.⁴⁹

3.48. Les licences automatiques peuvent être demandées à tout moment de l'année et sont gratuites, mais la demande doit être présentée avant l'arrivée des marchandises au port. Les licences doivent être obtenues avant l'enregistrement définitif de la déclaration d'importation. Dans certains cas, elles peuvent être obtenues par le biais du SIGA. Selon les autorités, si les marchandises arrivent au port non accompagnées d'une licence, elles sont soit renvoyées vers leur lieu de provenance, soit détruites. Les licences sont généralement délivrées dans un délai de 24 à 48 heures. Elles sont valables pour une période de 60 jours à compter de la date de délivrance, qui peut être prolongée. Les licences ne peuvent pas être transférées, mais il n'y a pas de sanction en cas de non-utilisation.

3.49. Outre des licences automatiques ou des licences d'importation zoosanitaires, les semences importées destinées à l'ensemencement sont soumises à un permis d'importation préalable, qui permet de confirmer la quantité de semences effectivement importées. Le Panama considère que ces renseignements sont importants pour évaluer s'il existe un excédent ou un déficit de semences importées d'une espèce donnée.

⁴⁶ Document de l'OMC G/LIC/N/3/PAN/11 du 22 juin 2020.

⁴⁷ Document de l'OMC G/LIC/N/3/PAN/4 du 30 septembre 2012.

⁴⁸ Ces licences sont actuellement régies par le titre III de la Loi n° 23 du 15 juillet 1997 et par la Loi n° 47 du 9 juillet 1996 réglementant les mesures relatives à la protection des végétaux (prévention et contrôle des problèmes phytosanitaires).

⁴⁹ Gouvernement du Panama, *Solicitud de Licencia Fitozoosanitaria de Importación – Vegetal*. Adresse consultée: <https://www.panamatramita.gob.pa/es/tramite/solicitud-de-licencia-fitozoosanitaria-de-importaci%C3%B3n-vegetal> et MIDA, *Trámites de Licencia*. Adresse consultée: https://www.mida.gob.pa/direcciones/direcciones_nacionales/direcci-n-ejecutiva-de-cuarentena-agropecuaria/tr-mites-de-licencias.html.

3.50. Les licences non automatiques sont utilisées pour l'administration des contingents tarifaires NPF et préférentiels.⁵⁰ Ces licences sont accordées sur une base aléatoire, par tirage au sort, et peuvent être demandées aussi bien par des ressortissants nationaux que par des ressortissants étrangers. Un avis contenant des renseignements détaillés sur les produits, les positions tarifaires, les délais de livraison, le volume du contingent, le nombre de lots constituant le contingent, la durée de validité des licences d'importation, les droits de douane à payer, l'état du produit, les prescriptions sanitaires et les conditions d'admissibilité (acheteurs et vendeurs) est publié dans deux journaux, à trois reprises et à différentes dates, au moins 21 jours avant la date de début d'un tirage. Une fois attribués, les contingents tarifaires sont incessibles. Si, pendant une période déterminée, un contingent n'a pas été attribué, en totalité ou partiellement, la quantité correspondante peut être ajoutée au contingent de la période suivante. Cette règle de cumul s'applique à des périodes d'une même année et à un maximum de deux périodes. Pour garantir que les marchandises sont effectivement importées, une somme équivalente à 20% du prix indiqué doit être versée. Les demandes doivent être déposées dans un délai de 21 jours à partir de la date à laquelle l'ouverture des contingents est annoncée. Une fois la licence délivrée, une durée minimum de 72 heures doit s'écouler pour importer. La licence est valable pour une période de 60 jours à compter de la date de délivrance; cette période peut être prolongée si le demandeur en fait la demande (section 4.1).

3.51. En 2019, le Panama a institué un droit de douane temporaire de 0% pour 60 000 quintaux d'oignons, en raison de la pénurie d'oignons d'origine nationale.⁵¹ C'est à la filière agroalimentaire de la pomme de terre et de l'oignon qu'il est revenu de fixer le pourcentage de participation des importateurs intéressés, conformément à l'accord de compétitivité du 10 juillet 2019 et au registre national relatif à l'achat d'oignons.

3.52. Les importateurs peuvent déposer un recours par la voie du contentieux administratif contre les décisions des organes chargés de la délivrance des licences. Au cours de la période 2014-2020, aucun importateur n'a déposé de recours.

3.1.7 Mesures commerciales spéciales

3.53. L'organisme chargé d'administrer les mécanismes de défense commerciale (mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde) au Panama est la Direction générale de la défense commerciale (DGDC), qui relève du MICI. La DGDC, qui est l'autorité chargée des enquêtes, est compétente pour s'informer, analyser, enquêter et recommander au Conseil du Cabinet les procédures administratives à adopter en cas de pratiques commerciales déloyales, ainsi que d'imposer, de réexaminer ou d'éliminer les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde.

3.54. Le cadre juridique régissant les mécanismes de défense commerciale comprend: au niveau multilatéral, les Accords pertinents de l'OMC; au niveau centraméricain, les règlements sur les pratiques commerciales déloyales et sur les mesures de sauvegarde; et au niveau national, le Décret-loi n° 7 du 15 février 2006 et son règlement d'application (Décret exécutif n° 1 du 8 janvier 2009). Dans le cadre du présent examen, les autorités ont indiqué que la législation n'avait pas été modifiée depuis 2014.

3.55. Le règlement d'application (Décret exécutif n° 1) définit les procédures de conduite des enquêtes et d'imposition de mesures correctives, le cas échéant. Il établit des règles communes sur les pratiques commerciales déloyales, y compris: les critères permettant de déterminer l'existence d'un dommage important/grave ou d'une menace de dommage; le lien de causalité; les notions de branche de production nationale, de produit similaire et d'intérêt public; la durée de l'enquête; et les éléments à prendre en compte pour déterminer le montant d'une subvention. Le règlement prévoit également la possibilité de faire appel des décisions administratives auprès de l'autorité chargée de l'enquête, dans le cadre des trois types d'enquêtes.

⁵⁰ Loi n° 23 du 15 juillet 1997 et Résolution n° 5-98 du 18 novembre 1998.

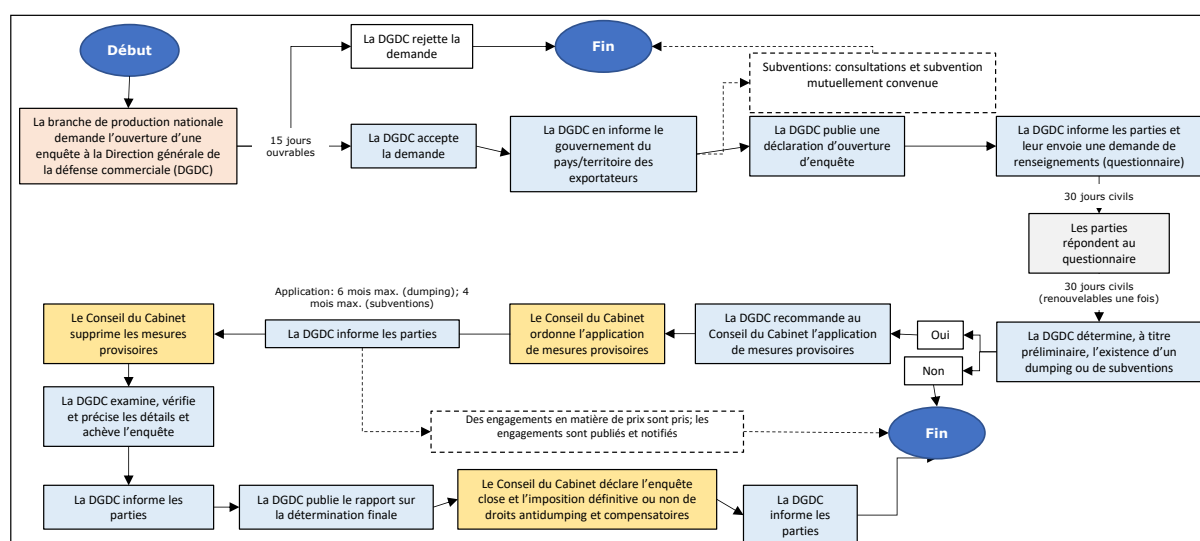
⁵¹ Renseignements communiqués par les autorités et Décret du Cabinet n° 23 du 16 juillet 2019.

3.1.7.1 Mesures antidumping et compensatoires

3.56. Le Panama n'a pas souvent recours aux mesures antidumping ou compensatoires. Au cours de la période allant de 2014 à 2021 (juillet), il a notifié à l'OMC qu'il n'avait ouvert aucune enquête en matière de dumping ni appliqué de mesure.⁵² Le Panama n'a pas non plus ouvert d'enquête ni imposé de mesures compensatoires au cours de cette période.⁵³

3.57. La procédure d'ouverture d'une enquête aux fins de l'imposition d'une mesure antidumping ou compensatoire n'a pas beaucoup évolué depuis 2014 (graphique 3.2). Les enquêtes en matière de dumping ou de subventions peuvent être ouvertes soit à la demande d'une partie, soit d'office, lorsque la branche de production nationale n'est pas organisée, qu'elle est fragmentée ou lorsqu'il en va de l'intérêt public.⁵⁴ La DGDC reçoit et traite les demandes d'ouverture d'enquête et les demandes de réexamen à l'expiration, et elle les analyse pour décider s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête. L'enquête est close lorsque la DGDC détermine que la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions est négligeable.⁵⁵

Graphique 3.2 Procédure d'adoption de mesures antidumping et compensatoires, 2021



Source: Secrétariat de l'OMC.

3.58. Il n'est pas possible d'imposer des mesures antidumping et compensatoires, ni des droits provisoires, simultanément sur le même produit.⁵⁶ Les droits antidumping ou compensateurs ne peuvent être supérieurs à la marge de dumping ou au montant de la subvention.⁵⁷ Un droit moindre peut être appliqué lorsque la situation le permet.⁵⁸ La durée de l'application des droits antidumping et compensateurs ne peut dépasser cinq ans.⁵⁹ En outre, une année au moins après leur imposition, les mesures peuvent être réexaminées à la demande d'une partie ou d'office. Les dispositions relatives au réexamen en vue d'une prorogation peuvent également être révisées. La prorogation d'une mesure ne peut être accordée pour plus de cinq ans.⁶⁰

⁵² Document de l'OMC G/ADP/N/328/Add.1 du 15 novembre 2019 et renseignements communiqués par les autorités.

⁵³ Document de l'OMC G/SCM/N/349/Add.1 du 15 novembre 2019 et renseignements communiqués par les autorités.

⁵⁴ L'industrie ou la branche de production nationale affectée peut demander l'ouverture d'une enquête lorsque: i) la demande est soutenue par les producteurs nationaux qui représentent plus de 50% de la production totale du produit similaire (en se basant sur les entreprises exprimant leur soutien ou leur opposition à la demande); et ii) les producteurs qui soutiennent expressément la demande représentent au moins 25% de la production totale dudit produit.

⁵⁵ Titre V, chapitre VII (Clôture anticipée) du Règlement.

⁵⁶ Article 46 du Décret-loi n° 7 de 2006 et article 101 du Décret exécutif n° 1 de 2009.

⁵⁷ Article 19 du Décret-loi n° 7 de 2006 et article 117 du Règlement.

⁵⁸ Article 118 du Règlement.

⁵⁹ Article 19 du Décret-loi n° 7 de 2006.

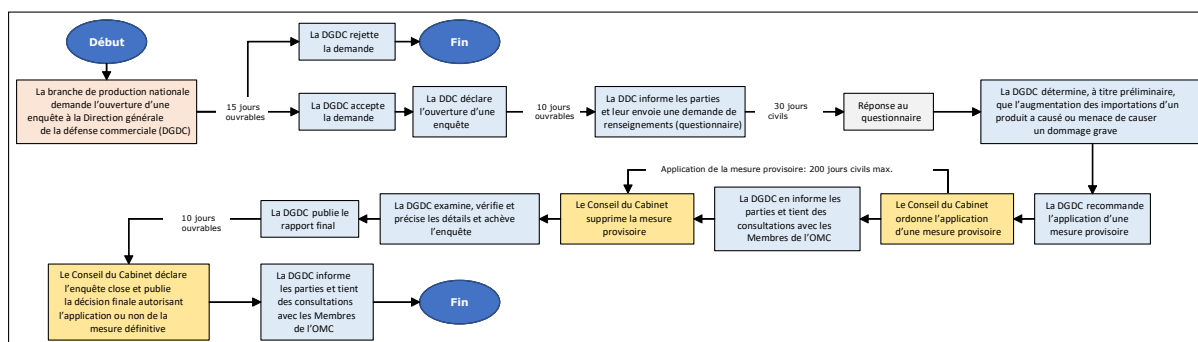
⁶⁰ Titre VII, chapitre III (Réexamen de mesures) et chapitre IV (Réexamen en vue d'une prorogation) du Règlement.

3.1.7.2 Mesures de sauvegarde

3.59. En 2019, le Panama a notifié l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegarde sur les importations de viande de porc,⁶¹ mais l'enquête a été suspendue à la demande de l'Association nationale des producteurs de porc du Panama, qui représentait la branche de production nationale.⁶² Le Panama peut imposer des mesures de sauvegarde bilatérales et spéciales négociées dans le cadre d'accords commerciaux. À cet égard, au cours de la période 2014-2021, le Panama a ouvert plusieurs enquêtes au titre du mécanisme de sauvegarde spéciale pour les produits agricoles de l'Accord de promotion du commerce entre les États-Unis et le Panama, qui ont abouti à l'imposition, à compter de 2018, de mesures de sauvegarde (spéciales pour l'agriculture) visant la viande bovine, les autres fromages, les yaourts, le lait entier en poudre et le beurre.⁶³ Au cours de la période 2014-2020, le Panama n'a pas invoqué la clause spéciale de sauvegarde en matière agricole de l'OMC.⁶⁴

3.60. La procédure d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes n'a pas non plus beaucoup évolué depuis 2014 (graphique 3.3). Les producteurs de la branche de production nationale affectée peuvent demander l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes s'ils représentent au moins 25% de la production totale du bien similaire ou directement concurrent. Dans des circonstances spéciales, la DGDC peut décider d'ouvrir une enquête d'office.⁶⁵

Graphique 3.3 Procédures d'enquête en matière de sauvegardes, 2021



Source: Secrétariat de l'OMC.

3.61. Durant l'enquête, la DGDC peut recommander l'adoption de mesures provisoires, s'il a été déterminé que l'accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave et si tout retard causerait un tort difficile à réparer à la branche de production nationale. Les mesures provisoires prennent la forme de majorations des droits de douane et leur durée ne peut dépasser 200 jours.⁶⁶

3.62. Les mesures de sauvegarde définitives peuvent prendre la forme d'une majoration des droits de douane ou d'une restriction quantitative à l'importation, d'une durée maximale de quatre ans, qui peut être prorogée une seule fois pour une période maximale de six ans.⁶⁷ Toute mesure d'une durée de plus d'un an doit être progressivement assouplie au cours de la période d'application. Une mesure de sauvegarde peut être prorogée à la demande d'une partie ou d'office, lors d'un réexamen en vue d'une prorogation. L'autorité peut également suspendre les mesures si la branche de production nationale ne se conforme pas au plan prévu pour venir à bout des circonstances alléguées, lorsque celui-ci est prévu par la décision finale. La DGDC procède à des révisions et des examens afin de déterminer si une mesure peut être prorogée ou suspendue.

⁶¹ Résolution n° 003 du 03/05/2019 et document de l'OMC G/LIC/N/6/PAN/2 du 14 mai 2019.

⁶² Résolution n° 004 du 04/07/2019 et document de l'OMC G/LIC/N/9/PAN/1 du 19 novembre 2019.

⁶³ DGDC. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/direccion-general-de-defensa-comercial/investigaciones-salvaguardia>.

⁶⁴ Documents de l'OMC G/AG/N/PAN/30 du 27 juin 2014; G/AG/N/PAN/34 du 7 avril 2015; G/AG/N/PAN/37 du 31 mars 2016; G/AG/N/PAN/42 du 13 avril 2017; G/AG/N/PAN/45 du 17 mai 2018; G/AG/N/PAN/48 du 16 mai 2019; G/AG/N/PAN/53 du 9 juin 2020 et G/AG/N/PAN/56 du 17 mai 2021.

⁶⁵ Articles 146 et 147 du règlement.

⁶⁶ Articles 170 à 173 du Règlement.

⁶⁷ Article 57 du Décret-loi n° 7 du 15 février 2006.

3.63. En 2018, le Panama a adopté des mesures concernant l'importation de viande bovine en provenance du Nicaragua et du Costa Rica. Les autorités ont indiqué que cette mesure avait été prise au titre du Décret-loi n° 6 du 22 février 2006, qui définit les fonctions du MICI, qu'elle était de nature temporaire et qu'elle visait à contrôler et réorganiser la commercialisation de la viande bovine sur le territoire national. La mesure a été appliquée entre septembre 2018 et juin 2019 et elle imposait aux entreprises important dans le cadre du tarif préférentiel l'obligation d'acheter de la viande bovine produite dans le pays dans des proportions égales au volume importé.⁶⁸ En outre, les entreprises important dans le cadre du tarif préférentiel étaient tenues de s'enregistrer auprès de la Direction de la sécurité sanitaire des aliments (AUPSA),⁶⁹ de disposer de permis sanitaires nationaux à jour et de se conformer aux règlements techniques nationaux pour la commercialisation de la viande bovine. Les importations visées par le mécanisme de sauvegarde spéciale pour les produits agricoles en vertu des traités signés par le Panama⁷⁰ et les importations de viande de haute qualité marquée "choice" ou "prime" ont été exemptées.⁷¹

3.2 Mesures visant directement les exportations

3.2.1 Procédures et prescriptions concernant les exportations

3.64. Les procédures d'exportation sont régies par le Code douanier uniforme centraméricain (CAUCA), le Règlement afférent au Code douanier uniforme centraméricain (RECAUCA) et ses dispositions complémentaires, ainsi que par d'autres lois comme le Décret-loi n° 1 du 13 février 2008 et ses modifications.

3.65. Le Vice-Ministère du commerce extérieur (VICOMEX), qui est rattaché au MICI, est l'organisme chargé de réglementer les formalités d'exportation. Toutefois, les procédures préalables à l'exportation font intervenir d'autres organismes publics tels que le MIDA, le Ministère de la santé (MINSAL) et l'ANA; dans d'autres cas, lorsqu'il s'agit de produits provenant de forêts naturelles, le Ministère de l'environnement (MIAMBIENTE) doit intervenir et, dans le cas des produits de la mer, c'est la Direction des ressources aquatiques du Panama (ARAP) qui est compétente.⁷²

3.66. Dans le cas des exportations ou des réexportations, le recours à un courtier en douane est facultatif. Cependant, le pouvoir exécutif pourra déterminer les exportations ou les réexportations qui nécessitent ou non l'intervention d'un courtier en douane.⁷³

3.67. En règle générale, les documents requis pour exporter sont: l'avis d'entrée en exploitation (qui indique le régime douanier à appliquer); la déclaration d'exportation; le formulaire douanier (qui peut être obtenu auprès de l'Union nationale des courtiers en douane (UNCAP) pour 5 PAB); le document de transport; la facture commerciale; et, selon le cas, le certificat d'origine et les certificats phytosanitaires et zoosanitaires. Les exportateurs présentent les documents au guichet unique du commerce extérieur (VUCE), un guichet physique.⁷⁴ Au VUCE, les exportateurs peuvent faire les démarches pour obtenir tout autre type de permis ou d'autorisation nécessaire pour exporter (ou réexporter). Une fois les documents approuvés, ceux-ci sont traités au moyen du SIGA.⁷⁵

3.68. Il existe d'autres prescriptions (permis ou autorisations d'exportation ou de réexportation) qui dépendent du produit à exporter, telles que les prescriptions relatives au bois et à certains produits de la mer, et/ou à leur destination. Dans ces cas, les exportations qui ne font généralement pas l'objet d'une inspection matérielle peuvent être inspectées pour que soit assuré le respect des mesures mises en place (section 3.3.3).

⁶⁸ Résolution n° 110 du 17 septembre 2018. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/direccion-general-de-defensa-comercial/investigaciones-salvaguardia>.

⁶⁹ Le registre des importateurs de l'AUPSA reste en vigueur pendant la période de transition de la Loi portant création de la nouvelle Agence panaméenne de l'alimentation (APA)..

⁷⁰ Loi n° 53 du 13 décembre 2007.

⁷¹ Résolution n° 086 du 20 août 2019. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/direccion-general-de-defensa-comercial/investigaciones-salvaguardia>.

⁷² MICI, Direction générale des services pour le commerce extérieur, VUCE (15 janvier 2020), *Instructivo para el manejo de la documentación utilizada en la ventanilla única de comercio exterior*.

⁷³ Article 43 du Décret-loi n° 1 du 13 février 2008.

⁷⁴ Le guichet unique du commerce extérieur (VUCE) est utilisé depuis 2012. À l'heure actuelle, comme c'était déjà le cas en 2014, il existe sept guichets uniques au Panama, un au VICOMEX et six situés dans des zones douanières régionales (Colón et Comarca Kuna Yala; Chiriquí; Bocas de Toro; Coclé, Veraguas, Herrera et Los Santos; aéroport de Tocumen; et Panamá et Darién).

⁷⁵ Décret du Cabinet n° 27 du 27 septembre 2011.

3.69. Le Panama n'utilise pas de prix minimaux à l'exportation pour évaluer les marchandises.

3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation

3.70. Les exportations sont exonérées de la fiscalité intérieure. En général, le Panama n'applique pas de taxes, d'impositions ou de prélèvements à l'exportation, sauf pour le bois transformé provenant de forêts naturelles, qui est assujéti à un prélèvement de 1% de la valeur f.a.b.⁷⁶ Toutefois, le bois provenant de plantations forestières dûment certifiées n'est pas assujéti à ce prélèvement.⁷⁷

3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation

3.71. La législation panaméenne permet d'interdire les exportations, comme les importations, ou de les soumettre à un autre type de restriction pour préserver la faune, la flore ou le patrimoine culturel, historique et archéologique; elle l'autorise aussi dans le cas des produits de première nécessité, lorsqu'il y a une pénurie de ces produits, et de ceux qui sont déterminés par le pouvoir exécutif en fonction des intérêts économiques du pays.⁷⁸ Le Panama restreint également les exportations afin de respecter les engagements pris dans le cadre d'accords internationaux.

3.72. L'exportation de bois provenant des forêts naturelles ou extrait de réservoirs d'eau est réglementée au Panama.⁷⁹ L'interdiction d'exporter ce type de bois en grumes est en vigueur; seuls des échantillons peuvent être exportés pour étudier le potentiel exploitable (produits exportables) du bois.⁸⁰ Pour exporter ces échantillons, il faut présenter une demande au MIAMBIENTE. La transformation et le traitement primaires sont une condition requise pour leur exportation et, en outre, pour pouvoir être exportées, les essences de bois doivent provenir d'exploitations forestières durables agréées par le Ministère.⁸¹ En 2015, l'exportation du bois de cocobolo a été interdite.⁸²

3.73. L'exportation de la bêche-de-mer est également interdite; le Panama n'autorise pas l'extraction, la possession et la commercialisation de ce produit de la mer.⁸³

3.74. Outre les prescriptions en vigueur dans le pays de destination ou les certificats que celui-ci exige éventuellement, l'exportation de certains produits peut requérir des procédures spéciales (permis ou certificats). Cependant, les autorités ne considèrent pas que ces permis ou certificats sont des licences d'exportation. Les produits soumis à ces procédures sont surtout des produits de la mer (tableau 3.10).

Tableau 3.10 Produits dont l'exportation est assujéti à un contrôle ou à une procédure spéciale de la Direction des ressources aquatiques du Panama (ARAP)

Produit	Procédure	Réglementation
Polychète (espèce marine)	Permis d'exportation	Décret exécutif n° 4 de février 1997 Résolution J.D. n° 1 du 26 février 2008
Queues de langouste	Autorisation de l'ANA	Décret exécutif n° 15 du 30 mars 1981 Résolution n° 1 du 26 février 2008
Ailerons de requin	Certificat d'exportation d'ailerons de requin séchés et frais	Loi n° 9 du 16 mars 2006 Résolution n° 2 du 10 février 2011 Résolution n° 2 du 10 février 2011 Résolution A.D.M./ARAP n° 022 du 10 février 2011 Résolution J.D. n° 006 du 14 avril 2010 Résolution J.D. n° 45 du 29 août 2012
Palourdes noires, palourdes, huîtres, calmars et poulpes ou pieuvres	Autorisation de l'ANA	Décision ARAP n° 3 du 13 décembre 2007 Résolution n° 1 du 26 février 2008 Résolution J.D. n° 020 du 23 mai 2012

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités.

⁷⁶ Loi n° 1 du 3 février 1994.

⁷⁷ Renseignements communiqués par les autorités.

⁷⁸ Décret du Cabinet n° 41 du 11 décembre 2002.

⁷⁹ Article 12 du Décret exécutif n° 57 du 5 juin 2002; Décret n° 83 du 10 juillet 2008; et Décret exécutif n° 107 du 19 janvier 2021.

⁸⁰ Les échantillons doivent être composés de carrés de certaines dimensions.

⁸¹ Décret exécutif n° 107 du 19 janvier 2021.

⁸² Résolutions DM-0453-2015 et DM-0438-2016.

⁸³ Décret exécutif n° 157 du 31 décembre 2003.

3.2.4 Incitations à l'exportation

3.75. Le Panama a notifié à l'OMC que, pendant la période 2014-2017, il n'avait pas accordé de subventions à l'exportation de produits agricoles.⁸⁴

3.76. Le Panama continue d'appliquer divers programmes de soutien des exportations, dont différents régimes douaniers (régimes de ristourne des droits de douane, de reconstitution des stocks en franchise douanière et d'admission temporaire), différents types de zones économiques spéciales (zones franches, zone franche de Colón et zone économique spéciale Panama-Pacifique) et d'autres programmes d'incitations fiscales.

3.77. Le Panama a demandé à l'OMC la prorogation du délai pour l'élimination des subventions à l'exportation accordées dans le cadre des programmes des zones industrielles d'exportation (ZIE) et du Registre officiel de l'industrie nationale (ROIN).⁸⁵ La prorogation a été approuvée. Le Panama a été autorisé à maintenir les subventions à l'exportation dans le cadre de ces deux programmes jusqu'au 31 décembre 2015.⁸⁶ Il a notifié les mesures qu'il avait adoptées pour supprimer les subventions accordées dans le cadre du ROIN; toutefois, ce programme a été reconduit trois fois et est resté en vigueur jusqu'en décembre 2020 (sections 3.4.1.1 et 3.4.1.2).⁸⁷ En 2013, le Panama a notifié à l'OMC qu'en 2011, il avait abrogé la Loi sur les ZIE, élargi les catégories d'entreprises bénéficiaires et modifié le régime fiscal appliqué, en supprimant l'exonération de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les dividendes, entre autres.⁸⁸

3.2.4.1 Régimes douaniers pour les opérations industrielles (régime de ristourne des droits de douane, régime de reconstitution des stocks en franchise douanière et régime d'admission temporaire)

3.78. Le Panama continue d'utiliser les régimes douaniers pour les opérations industrielles.⁸⁹ Parmi ces régimes figurent le régime de ristourne des droits de douane, le régime d'admission temporaire aux fins du perfectionnement actif et le régime de reconstitution des stocks en franchise douanière (encadré 3.5).

Encadré 3.5 Régimes douaniers pour les opérations industrielles

Régime de ristourne des droits de douane

Permet d'obtenir le remboursement de toutes les taxes acquittées lors de l'importation d'intrants utilisés pour la production de biens destinés à l'exportation. Le remboursement est accordé lorsque les marchandises importées ont fait l'objet d'une transformation au Panama par laquelle de la valeur leur a été ajoutée (articles 193 et 194).

Régime d'admission temporaire

Permet d'importer en franchise de droits les marchandises destinées à être réexportées en l'état. Une garantie couvrant la totalité des droits est versée pour le cas où les marchandises resteraient au Panama (articles 195 à 200).

Régime de reconstitution des stocks en franchise douanière

Permet d'importer en franchise de droits des marchandises équivalentes (similaires par la nature, la qualité et les caractéristiques techniques) aux marchandises importées qui ont été utilisées pour produire des biens qui ont été exportés. Ce régime ne s'applique pas aux produits utilisés indirectement dans le processus de production (les combustibles, par exemple) ni aux pièces de rechange des machines et de l'équipement (article 200).

Source: Loi n° 1 du 13 février 2008 et Décret du Cabinet n° 41 du 11 décembre 2002.

⁸⁴ Document de l'OMC G/AG/N/PAN/44 du 17 mai 2018.

⁸⁵ Le ROIN prévoit également des avantages fiscaux pour les entreprises qui produisent pour le marché intérieur.

⁸⁶ Document de l'OMC WT/L/691 du 31 juillet 2007.

⁸⁷ Document de l'OMC G/SCM/N/211/PAN du 24 juin 2010.

⁸⁸ Document de l'OMC G/SCM/N/253/PAN-G/SMC/N/260/PAN du 2 juillet 2013.

⁸⁹ Loi n° 1 du 13 février 2008 et Décret du Cabinet n° 41 du 11 décembre 2002.

3.2.4.2 Zones franches et régimes d'investissement spéciaux

3.79. Le Panama continue de mettre en œuvre une série de régimes fiscaux, dont certains ont été initialement instaurés pour promouvoir les exportations, comme les zones industrielles d'exportation (ZIE).⁹⁰ Cependant, les subventions qui étaient accordées dans le cadre de ce régime ont été supprimées et, à l'heure actuelle, les régimes existants ont pour objectif principal d'attirer des investissements, surtout dans des activités qui soutiennent la zone du Canal et qui favorisent l'innovation et l'emploi. En outre, en règle générale, les incitations fiscales qui sont accordées ne sont pas subordonnées à une obligation d'exportation, à la seule exception des entreprises qui s'établissent dans la Zone franche de Colón (ZLC), qui doivent réexporter au moins 60% des marchandises importées.

3.2.4.2.1 Régime de zones franches

3.80. Le régime de zones franches est encadré, comme en 2014, par la Loi n° 32 du 5 avril 2011 et son règlement d'application, le Décret exécutif n° 26 du 9 février 2012 et le Décret n° 62 du 11 avril 2017.

3.81. Pour créer une zone franche au Panama, les promoteurs doivent, entre autres, investir au minimum 250 000 PAB, disposer d'une zone d'au moins 2 hectares et recruter des travailleurs panaméens, à l'exception des experts. Le promoteur de la zone franche doit obtenir une licence délivrée par la Commission nationale des zones franches (CNZF) et s'inscrire au Registre officiel des zones franches. Les entreprises, nationales et étrangères, qui souhaitent s'établir dans une zone franche doivent aussi obtenir une licence délivrée par la CNZF et s'inscrire au Registre officiel des entreprises établies dans les zones franches. Les entreprises n'ont besoin d'aucun capital d'investissement minimal pour s'installer. Les entreprises qui se consacrent à la fabrication, à l'assemblage ou au traitement de produits finis et semi-finis, et les entreprises de haute technologie, de recherche scientifique, d'enseignement supérieur et de services logistiques, environnementaux, de santé et généraux sont admissibles au régime des zones franches.

3.82. Les incitations fiscales octroyées aux promoteurs et aux entreprises des zones franches n'ont pas beaucoup changé depuis 2014 (tableau 3.11).

Tableau 3.11 Avantages fiscaux, 2021

Type de taxe	Promoteur	Entreprise
Taxes à l'importation	Exonérés: matériel, matériaux de construction, matières premières, machines, outils, accessoires, intrants et tout bien ou service nécessaire pour exercer des activités	
Impôt sur le revenu (ISR)	Exonération	Exonérées: les entreprises qui fournissent certains services ^a sont exonérées de l'ISR pour les revenus tirés de leurs opérations en dehors de la zone franche et des opérations réalisées entre elles
ITBMS	Exonération	Les entreprises ne sont pas exonérées, sauf pour les services de promoteur principal
Impôt sur les dividendes	Taux de 5%, quelle que soit l'origine, et 2% de l'impôt complémentaire si les bénéfices ne sont pas distribués	
Retenue à la source sur les intérêts	Exonération	
Impôts sur le capital	Taux de 1% du capital de l'entreprise (avec un montant minimal de 100 PAB et un montant maximal de 50 000 PAB)	
Taxe d'exploitation	Exonération	
Impôts municipaux	Exonération	
Retenue à la source sur les redevances dues aux étrangers	Exonération	
Impôt sur les gains en capital découlant du transfert des actions de la société	Exonération	
Droit de timbre	Exonération, à moins que la vente soit réalisée sur le territoire fiscal national	
Impôt foncier	Jusqu'au 31/12/2018: exonération Après le 31/12/2018: pour les promoteurs, 30 ans d'exonération; et pour les entreprises qui s'établissent, dix ans d'exonération	

⁹⁰ La Loi n° 25 du 30 novembre qui a créé le régime des zones industrielles d'exportation (ZIE) a été abrogée en 2011. À la place, les zones franches ont été créées par la Loi n° 32 du 5 avril 2011.

Type de taxe	Promoteur	Entreprise
Surtaxe destinée à financer le Fonds spécial de compensation des intérêts (FECI)	Exonération pour les prêts garantis par des dépôts bancaires	

- a Des services tels que: les services logistiques, de haute technologie, de recherche scientifique et d'enseignement supérieur, les services généraux fournis aux entreprises, les services de santé et les services environnementaux.

Source: Direction nationale de la promotion des investissements du Panama (renseignements communiqués par les autorités) et Direction générale des zones franches.

3.83. Les marchandises produites dans les zones franches puis exportées vers les marchés étrangers sont exonérées de l'ensemble des taxes intérieures, impositions ou prélèvements et des droits d'exportation. Toutefois, les marchandises qui sont importées des zones franches sur le territoire fiscal national sont assujetties aux droits de douane ou taxes douanières applicables et à l'ISR correspondant.

3.84. Les marchandises entrant dans une zone franche devront respecter les normes et les réglementations dans les domaines sanitaire, de la santé et de l'environnement, et toute autre norme ou réglementation exigée par les autorités pour le reste du territoire fiscal.

3.85. En 2021, il existait 23 zones franches, dont 11 étaient en activité, 9 en développement (installation/construction) et 3 en cours de fermeture; 119 entreprises étaient installées dans les zones franches. Les principales branches d'activité des entreprises établies dans les zones franches sont, comme en 2014, les services, la transformation de produits finis ou semi-finis, l'assemblage et la fabrication.

3.2.4.2.2 Autres zones franches

3.86. Outre les zones franches visées par la Loi n° 32 de 2011, il existe d'autres zones économiques spéciales dans certaines zones géographiques, à savoir la zone économique spéciale Panama-Pacifique et la zone franche touristique d'aide logistique et multimodale de Barú (zone franche de Barú), qui sont régies par leurs propres lois.⁹¹

3.87. La zone économique spéciale Panama-Pacifique, qui se situe sur le littoral ouest du canal de Panama, a été créée en 2004 dans le but de promouvoir les investissements et de créer des emplois.⁹²

3.88. Pour pouvoir exercer leurs activités dans cette zone, les entreprises doivent s'enregistrer auprès de l'Agence de la zone économique spéciale Panama-Pacifique (APP), l'organisme étatique qui l'administre. Aucun investissement minimal n'est exigé. Les entreprises peuvent exercer tout type d'activités productives ou commerciales, y compris l'importation et la réexportation en gros de produits finis. Les activités que l'on essaie d'encourager sont notamment les services fournis aux navires et autres moyens de transport, et les services d'entreposage et de logistique. En 2021, 359 entreprises étaient établies dans la zone économique spéciale Panama-Pacifique (contre 174 en 2014). Il s'agit pour la plupart d'entreprises exerçant des activités de logistique.

3.89. Les opérations des entreprises enregistrées auprès de l'APP sont exonérées des droits d'importation et de l'ITBMS, à l'exception des entreprises qui fournissent des services liés à des professions réglementées; les entreprises dont le revenu provient de l'étranger sont exonérées de l'ISR. Toutes les entreprises enregistrées auprès de l'APP sont exonérées de la retenue à la source sur les intérêts, de l'impôt sur le capital, de la taxe d'exploitation, de l'impôt sur les redevances et de l'impôt sur les transferts de fonds à l'étranger.⁹³ En général, la stabilité fiscale est garantie pour toutes les entreprises pendant une période de 10 ans, et de 5 ans pour les impôts municipaux.⁹⁴ Le Système intégré de formalités (SIT), qui fait office de guichet unique, est en place dans la zone pour faciliter les formalités douanières.⁹⁵

⁹¹ Loi n° 19 du 4 mai 2001.

⁹² Loi n° 41 du 20 juillet 2004; Loi n° 3 du 10 février 2015; et Loi n° 66 du 13 décembre 2018.

⁹³ Les entreprises enregistrées comme exerçant des "activités commerciales spéciales" en vertu de la Loi n° 41 de 2004 sont exonérées de l'ISR, de l'impôt sur les dividendes, de l'impôt complémentaire et de l'impôt sur les transferts de fonds à l'étranger.

⁹⁴ Renseignements communiqués par les autorités.

⁹⁵ Les institutions qui participent au SIT sont le Service national des migrations (SNM), le Ministère du travail et du développement de l'emploi (MITRADEL), la Direction nationale de l'environnement (ANAM), la

3.90. Les produits qui entrent dans l'APP en franchise de droits peuvent être vendus sur le territoire fiscal national après paiement des taxes et droits respectifs pour leur consommation, pour être soumis à un processus de fabrication, d'assemblage, de transformation ou de traitement, ou pour faire l'objet de dons. De même, les produits fabriqués ou assemblés par des entreprises de l'APP peuvent être introduits sur le territoire fiscal national contre paiement des droits de douane ou taxes douanières uniquement sur la valeur des matières premières et des composants étrangers entrant dans la composition du produit, sur la base du droit de douane applicable à chaque matière première ou composant entrant dans la composition du produit final.⁹⁶

3.91. La zone franche de Barú, située dans la province de Chiriquí, a été créée en 2001 pour attirer des investissements au moyen d'incitations fiscales. Les entreprises qui s'installent dans cette zone, comme dans les autres zones, sont exonérées de tout impôt national, y compris les droits d'importation.⁹⁷ Les entreprises peuvent mener des activités industrielles, commerciales ou touristiques. Depuis sa création, la zone franche de Barú a attiré un petit nombre d'entreprises et elle n'a pas eu les résultats escomptés. Pendant la période 2014-2021, cinq entreprises se sont établies dans la zone.

3.92. En 2003, le Panama a publié une nouvelle politique pétrolière nationale qui encourage le développement des zones franches pétrolières (ZLP).⁹⁸ L'un des objectifs de cette politique est de créer, grâce aux investissements d'entreprises nationales et étrangères dans les zones franches pétrolières, un centre international de transformation, de distribution et de redistribution du pétrole et de ses sous-produits au Panama, afin de tirer parti de la position géographique stratégique du pays et de la capacité installée de stockage du pétrole. Dans la zone franche pétrolière (ZLP), les personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, peuvent réaliser de multiples opérations dans le cadre d'un régime fiscal spécial (encadré 3.6). En outre, le pétrole brut et les produits dérivés du pétrole qui sont introduits dans sur le territoire des ZLP pourront sortir en franchise de droits de ces zones pour être exportés et réexportés, introduits sur le territoire douanier, et vendus aux navires qui passent par le canal de Panama ou aux avions qui utilisent les aéroports nationaux.

Encadré 3.6 Principales caractéristiques des ZLP, 2021

Activités qui peuvent être exercées dans les ZLP
Introduire, stocker, raffiner, transformer, fabriquer, mélanger, purifier, conditionner, commercialiser, transporter, transvaser, pomper, vendre pour le marché intérieur, exporter, réexporter et, en général, manipuler et fournir du pétrole brut et semi-transformé ou tout dérivé de celui-ci; construire, installer et exploiter des raffineries; stockage, pompage, transvasement, distribution, commercialisation et raffinage du pétrole brut et de ses dérivés.
Utilisations spécifiques pour les produits des ZLP
Exportation; réexportation; ou vente: sur le territoire douanier; aux navires qui passent par le canal de Panama; aux aéronefs qui utilisent les aéroports panaméens; et aux entreprises de production d'électricité qui fournissent le service public.
Régime fiscal
Activité: introduction dans la ZLP (ou exportation ou réexportation) de pétrole brut et de ses dérivés, d'intrants, de matières premières, de machines et de pièces de rechange, à condition qu'ils soient exportés ou réexportés.
Exonération fiscale: ils ne sont assujettis à aucun impôt à condition qu'ils entrent dans les ZLP pour être exportés ou réexportés.
Activité: la vente ou la livraison de pétrole brut et semi-transformé ou d'autres dérivés du pétrole qui sortent de la ZLP.
Exonération fiscale: ils ne sont assujettis à aucun impôt, y compris l'impôt sur le revenu, les droits, les prélèvements et autres contributions.

Source: Décret du Cabinet n° 36 du 17 décembre 2003.

municipalité, la Caisse de sécurité sociale (CSS), l'ANA et le Registre public du Panama (Agence de la zone économique spéciale Panama-Pacifique). Adresse consultée: www.app.gob.pa/page/plantilla.

⁹⁶ Loi n° 3 du 10 février 2015.

⁹⁷ Loi n° 19 du 4 mai 2001; et renseignements en ligne de la zone franche de Barú, "Beneficios", consultés à l'adresse suivante: <http://www.zfb.gob.pa/>.

⁹⁸ Décret du Cabinet n° 36 du 17 septembre 2003.

3.2.4.2.3 Zone franche de Colón

3.93. La zone franche de Colón (ZLC) a été créée en 1948.⁹⁹ Jusqu'en 2016, son régime n'avait pas subi d'importantes modifications.¹⁰⁰ La ZLC est un centre logistique multimodal qui dispose d'un régime d'exonérations fiscales et de facilitation des échanges. La ZLC reste la plus grande zone franche du continent américain avec 1 064,5 hectares et 3 200 entreprises; elle se situe sur la côte caribéenne, dans la province de Colón, près du canal de Panama, qui a été élargi récemment.¹⁰¹ La valeur des opérations commerciales (importations et réexportations) de la ZLC a diminué depuis 2014, année où elle s'élevait à 24 022 millions de PAB (tableau 3.12). Cette diminution est due à la contraction de certains marchés de la région; à une augmentation de l'utilisation de la méthode de dédouanement direct pour réduire au maximum les dépenses; à la fourniture de biens en plus petites quantités, qui facilite la livraison directe de l'usine à la destination finale; et aux restrictions imposées par le Panama pour l'entrée des espèces dans le système financier comme mode de paiement, qui se sont traduites par une hausse des coûts de transfert international de fonds.

Tableau 3.12 Commerce extérieur de la ZLC, 2014-2020

(Millions de PAB)

Année	Importations	Réexportations	Commerce total
2014	11 060,3	12 962,1	24 022,4
2015	10 373,5	11 365,5	21 739,0
2016	9 238,0	10 417,5	19 655,5
2017	9 214,6	10 432,7	19 647,3
2018	9 772,9	10 808,1	20 581,0
2019	8 656,3	9 814,0	18 470,3
2020 ^a	6 753,8	7 923,2	14 677,0

a Chiffres préliminaires.

Source: Zone franche de Colón, *Informe de Principales Indicadores Económicos 2010-2020*. Adresse consultée: <http://200.46.125.168/sites/default/files/2021-01/PRINCIP%C3%cent81LES%20INDICADORES%20ECONOMICOS%202010%20-%202020%20MEJORADO.pdf>.

3.94. Pour s'établir dans la ZLC, les entreprises doivent obtenir un permis d'exploitation et s'engager à réexporter au moins 60% des marchandises importées et à employer au moins cinq travailleurs panaméens permanents. Les avantages fiscaux accordés comprennent l'exonération des impôts sur les importations, les réexportations et la fabrication de biens, les revenus provenant des réexportations et le rapatriement des dividendes; ils comprennent également l'exonération d'autres impôts nationaux et provinciaux.

3.95. Parmi les activités menées dans la ZLC figurent les ventes en gros, l'importation, l'exportation et la réexportation, la consolidation, le reconditionnement, la fabrication, l'entreposage, la commercialisation, la distribution et les services logistiques et bancaires.¹⁰² En outre, en 2016, une loi qui précise de manière plus détaillée les activités autorisées et inclut parmi celles-ci la fourniture de services liés au transport aérien, y compris la manutention et l'entreposage de marchandises en général, ainsi que les services de réparation et de maintenance, a été adoptée.¹⁰³

3.96. À la suite des modifications apportées à la législation en 2016, des mesures ont aussi été mises en œuvre pour promouvoir la transparence des transactions effectuées dans la ZLC, ainsi que pour simplifier les démarches et faciliter les activités commerciales multimodales.¹⁰⁴ Par conséquent, pour exercer certaines activités dans la ZLC, il faut une autorisation préalable du Conseil de direction de la ZLC. Parmi les activités pour lesquelles une autorisation préalable est nécessaire figurent: la fourniture de services à des personnes physiques ou morales se trouvant hors du Panama; la fourniture de services entre les utilisateurs de la ZLC ou entre ceux-ci et d'autres entreprises établies dans les différentes zones franches, les zones franches pour les combustibles, les sites portuaires ou la zone économique spéciale Panama-Pacifique; les services des centres d'appel; le traitement de données ou d'informations numériques; les services de télécommunication, et le commerce électronique.¹⁰⁵

⁹⁹ Décret-loi n° 18 du 17 juin 1948.

¹⁰⁰ Loi n° 8 du 4 avril 2016.

¹⁰¹ ZLC. Adresse consultée: <http://www.zolicol.gob.pa/es/ventajas-de-la-zlc>.

¹⁰² PROPANAMA. Adresse consultée: <http://propanama.mire.gob.pa/incentivos-especiales/zona-libre-de-colon>.

¹⁰³ Article 43, alinéa 6, de la Loi n° 8 du 4 avril 2016.

¹⁰⁴ Article 43, alinéa 1, de la Loi n° 8 du 4 avril 2016.

¹⁰⁵ Article 44 de la Loi n° 8 du 4 avril 2016.

3.97. En 2016, le guichet unique pour les formalités (VUT) a été créé pour gérer plus rapidement les formalités et les permis en matière de commerce extérieur, ainsi que toute autre formalité requise pour exercer des activités dans la ZLC.¹⁰⁶ En 2019, l'utilisation du Système de déclaration de commerce électronique (DMCE)¹⁰⁷, dont la mise en place avait commencé en 2009, a été adoptée. Le système DMCE est une plate-forme par laquelle les déclarations de commerce (DMC) sont créées, envoyées, approuvées et payées, au moyen d'une déclaration sur l'honneur dans laquelle les formalités ou les mouvements commerciaux de biens ou de marchandises depuis la ZLC sont définis ou décrits en détail.¹⁰⁸ Ce système vise à faciliter l'échange de renseignements pour améliorer la traçabilité des marchandises des entreprises qui exercent des activités dans la ZLC.¹⁰⁹ Le système DMCE permet aux agents en douane, aux importateurs et aux exportateurs de présenter tous les documents à l'administration de la ZLC et à l'ANA par voie électronique.¹¹⁰

3.98. Les utilisateurs de la ZLC peuvent transférer temporairement des matières premières et des produits semi-finis à des entreprises situées en dehors de la zone de libre-échange international¹¹¹ pour qu'ils soient soumis à un processus de fabrication, d'assemblage, de transformation ou de traitement. L'entrée de ces intrants ou produits sur le territoire fiscal national n'entraîne aucune taxe ni aucun prélèvement à l'importation pendant une période maximale de six mois, qui peut être prolongée de six mois supplémentaires, à la demande de l'entreprise. Toutefois, s'ils ne retournent pas dans la ZLC une fois transformés ou si leur retour est enregistré en plus faible quantité ou volume, l'entreprise responsable doit payer les taxes et prélèvements à l'importation correspondants, sans préjudice des sanctions qui pourraient être appliquées.¹¹²

3.99. Les produits, le matériel et les autres marchandises en général qui sont exportés ou réexportés de la ZLC sont exonérés de tout impôt, de tout prélèvement et autres contributions fiscales. Les produits qui sont introduits sur le territoire fiscal national sont soumis au paiement de tous les impôts et/ou droits qu'entraîne l'importation et au paiement de l'ITBMS, et ils doivent faire l'objet d'une déclaration en douane réalisée par un courtier en douane dûment agréé.¹¹³

3.2.4.3 ROIN/RIN

3.100. Le Panama a obtenu une prorogation pour que les entreprises enregistrées dans le cadre du Registre officiel de l'industrie nationale (ROIN) continuent à bénéficier des subventions à l'exportation jusqu'au 31 décembre 2015.¹¹⁴ Toutefois, depuis 2015, le Panama a prolongé trois fois le délai pour que les entreprises dont l'inscription au ROIN est valide puissent continuer à obtenir des subventions.¹¹⁵ Le ROIN prévoit trois types d'enregistrement pour les entreprises: entreprises totalement exportatrices, partiellement exportatrices ou non exportatrices. Jusqu'à la fin de 2020, les incitations fiscales dont bénéficiaient les entreprises dépendaient de leurs exportations (tableau 3.13 [Incitations fiscales accordées dans le cadre du ROIN]).¹¹⁶ Pendant la période 2014-2020, les recettes fiscales sacrifiées au titre des incitations accordées dans le cadre du programme ROIN se sont élevées au total à 40 millions de PAB, dont 38,5 millions de PAB ont représenté le manque à gagner fiscal lié aux droits d'importation. Pendant la même période,

¹⁰⁶ Les institutions qui composent le VUT comprennent: l'ANA et l'Agence panaméenne de l'alimentation (APA); la Banque nationale; les Ministères de la santé, du développement agricole, et du travail et du développement de l'emploi; et le Service national des migrations (chapitre III de la Résolution JD n° 008-2019 du 4 avril 2019 et article 58 de la Loi n° 8 du 4 avril 2016).

¹⁰⁷ Résolution JD n° 008-2019 du 4 avril 2019.

¹⁰⁸ Article 2 de la Résolution JD n° 008-2019 du 4 avril 2019.

¹⁰⁹ Article 3 de la Résolution JD n° 008-2019 du 4 avril 2019.

¹¹⁰ DMCE. Adresse consultée:

<https://dmce2.zonalibredocolon.gob.pa/TFBFTZ/cusLogin/login.cl?language=es>.

¹¹¹ La zone de libre-échange international est la zone exploitée et située dans la ZLC ou ce territoire ou cette zone qui ont été inclus et considérés comme faisant partie de la ZLC, lesquels sont exclusivement destinés aux opérations d'échange, de transfert ou de commerce international énoncées dans la Loi n° 8 du 4 avril 2016 ou aux opérations entre les autres zones franches et la zone économique spéciale Panama-Pacifique (article 2 de la Loi n° 8 du 4 avril 2016).

¹¹² Article 46 de la Loi n° 8 du 4 avril 2016.

¹¹³ Article 48 de la Loi n° 8 du 4 avril 2016.

¹¹⁴ Document de l'OMC WT/L/691 du 31 juillet 2007; et Loi n° 11 du 4 janvier 2008.

¹¹⁵ Loi n° 72 du 15 décembre 2015; Loi n° 1 du 17 janvier 2017; et Loi n° 25 du 23 mai 2017 (article 50).

¹¹⁶ Les entreprises qui, au 31 décembre 2016, maintenaient leur inscription au ROIN ont conservé les avantages fiscaux qui leur sont accordés en vertu de ce Registre jusqu'au 31 décembre 2020 (Loi n° 25 du 23 mai 2017).

573 entreprises ont bénéficié du programme; pour la plupart, celles-ci exerçaient des activités agro-industrielles, y compris la transformation des produits de la mer.¹¹⁷

Tableau 3.13 Incitations fiscales accordées dans le cadre du ROIN^a

1. Entreprises destinant la totalité de leur production à l'exportation
Exonération totale des taxes, prélèvements et droits de douane, ainsi que de l'ITBMS, à l'importation de machines, de matériel et de pièces de rechange utilisés dans le processus de production, exception faite des matériaux de construction, des véhicules, des mobiliers, des fournitures de bureau et des autres intrants qui ne sont pas directement utilisés dans le processus de production
Exonération totale de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices, à l'exception des industries extractives et des industries exploitant des ressources naturelles
2. Entreprises produisant en partie pour l'exportation
Exonération totale de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices provenant de la production destinée à l'exportation, à l'exception des industries extractives et des industries qui exploitent des ressources naturelles
Exonération totale de la taxe à l'exportation
Exonération totale des taxes sur les ventes destinées à l'exportation (le cas échéant)
Exonération totale des taxes sur la production destinée à l'exportation
Déduction du revenu imposable des frais fixes (intérêts, amortissement, maintenance), si le total des ventes à l'exportation ne dépasse pas 20% de la valeur totale des ventes
3. Entreprises produisant pour le marché intérieur
Droit de douane préférentiel de 3% pour les intrants importés et les machines et le matériel utilisés dans le processus de production. Ces produits ne sont pas exonérés de l'ITBMS.
Exonération partielle de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices nets qui sont réinvestis pour augmenter la capacité de production ou pour produire de nouveaux articles
Régime spécial de report de pertes
Calcul spécial pour l'amortissement des biens
Pour les entreprises qui s'établissent dans les districts de Santiago, Chitré, Bugaba, Chorrera, Los Santos, Las Tablas, Aguadulce, Natá et Penonomé et dans la province de Colón ^b :
a) exonération totale de l'impôt foncier pour une période de 10 ans ^b ;
b) exonération totale de l'impôt sur le revenu pour ce qui concerne les gains tirés des ventes sur le marché intérieur durant les 5 premières années de production, et exonération de 50% les 3 années suivantes. ^c

a Ces incitations ont été en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020.

b Article 13 de la Loi n° 3 de 1986.

c Cette exonération a été supprimée en 2005. Elle n'a été appliquée que pendant les 10 premières années d'inscription au ROIN.

d Elle n'est utilisée que pendant les huit premières années de production de l'entreprise.

Source: Document de l'OMC G/SCM/N/95/PAN du 3 juillet 2003; article 13 de la Loi n° 3 de 1986; et renseignements communiqués par les autorités.

3.101. Le certificat de promotion industrielle (CFI), en vigueur depuis 2009, a été adopté pour remplacer certains aspects du ROIN.¹¹⁸ Pour pouvoir demander le CFI, les entreprises ne doivent pas nécessairement exporter, mais elles doivent investir dans des activités visant à promouvoir la productivité. Le CFI est un document nominatif non cessible, que les entreprises bénéficiaires peuvent utiliser pour le paiement de toutes les taxes nationales, impositions et contributions.¹¹⁹ Comme en 2014, le CFI s'adresse aux entreprises manufacturières ou agro-industrielles, ou aux entreprises qui transforment des ressources marines, agricoles et forestières, à celles qui investissent dans la R&D et dans des systèmes de gestion, de protection de la qualité et de gestion environnementale, et aux entreprises qui investissent ou réinvestissent leurs bénéfices dans la formation et l'amélioration des ressources humaines et dans l'augmentation de l'emploi lié à la production.¹²⁰ Le montant du CFI correspond à un pourcentage de l'investissement réalisé. En 2014, ce montant était égal à 35% de l'investissement pour une activité agro-industrielle et à 25% pour les autres activités industrielles. Au cours de la période à l'examen, ce montant a été unifié et est passé à 40%.¹²¹

¹¹⁷ Renseignements communiqués par les autorités.

¹¹⁸ Loi n° 76 du 23 novembre 2009; et document de l'OMC G/SCM/N/211/PAN du 24 juin 2010.

¹¹⁹ Article 14 de la Loi n° 76 du 23 novembre 2009 (cet article n'a pas été modifié par la Loi n° 25 du 23 mai 2017).

¹²⁰ Document de l'OMC G/SCM/Q3/PAN/19 du 12 octobre 2012.

¹²¹ Articles 30 à 34 de la Loi n° 25 du 23 mai 2017.

3.102. Depuis 2018, pour demander le CFI, les entreprises doivent s'inscrire au préalable au Registre de l'industrie nationale (RIN).¹²² Le RIN a été créé dans le but de recueillir des données statistiques et d'élaborer des indicateurs pour évaluer l'augmentation de la compétitivité et de la productivité de l'industrie nationale. Les entreprises inscrites au RIN bénéficient de certaines incitations fiscales (encadré 3.7).

Encadré 3.7 Avantages fiscaux accordés dans le cadre du RIN, 2021

Droit de douane préférentiel de 3% pour l'importation d'intrants, de machines et de matériel, à l'exception des matériaux de construction, véhicules, mobiliers, fournitures de bureau et autres intrants qui ne sont pas utilisés dans le processus de production, ainsi que des matières premières, produits semi-finis ou intermédiaires et intrants jugés sensibles pour l'économie nationale.^a

Déduction comme frais, dans la déclaration de revenus de la première année, de 100% de l'ITBMS sur les machines, le matériel et les pièces de rechange qui sont utilisés dans le processus de transformation industrielle alimentaire et/ou qui contribuent à ces processus.

Les pertes subies au cours d'un exercice fiscal pourront être déduites au cours des cinq exercices fiscaux suivants, à raison de 20% par an. Il n'est pas possible de déduire plus de 50% du revenu net imposable au cours de l'année où la quote-part respective est déduite. La part non déduite pendant un exercice ne pourra pas être déduite au cours des années suivantes.

- a Les produits sensibles sont ceux qui sont assujettis à des contingents tarifaires (riz, viande de porc et de volaille, lait et produits laitiers, maïs, pommes de terre, haricots, tomates); oignons, café torréfié décaféiné et non décaféiné, sucre de canne brut et sucre raffiné (Décret du Cabinet n° 25 du 16 juillet 2003).

Source: Article 26 de la Loi n° 25 du 23 mai 2017.

3.103. Les entreprises industrielles (agro-industrielles et manufacturières) établies sur le territoire panaméen peuvent s'inscrire au RIN, quelle que soit leur taille. En revanche, les entreprises qui sont établies dans un régime fiscal ou douanier spécial; les entreprises de communication (sauf celles qui développent des produits de haute technologie); les entreprises de production, de transport et de distribution d'électricité (sauf les entreprises de production d'énergie renouvelable et de cogénération à des fins d'autoconsommation); les entreprises de conditionnement ou de distribution de produits (c'est-à-dire sans processus de transformation industrielle); les entreprises de construction; et les entreprises qui exploitent des ressources minérales métalliques ne peuvent pas s'inscrire.¹²³

3.2.4.4 CEFA

3.104. Le Certificat de promotion des exportations de produits agricoles (CEFA), mis en place en 2009 pour promouvoir les exportations agricoles non traditionnelles, est toujours utilisé.¹²⁴ Le CEFA est un document délivré par le MEF qui peut être utilisé pour payer tous les impôts (sauf les impôts municipaux).¹²⁵ Sa valeur est un pourcentage calculé en fonction d'une valeur de référence par unité de produit exporté.¹²⁶ Jusqu'en 2017, ce pourcentage était de 10% ou 15% de la valeur de référence par unité de produit exporté; le taux de 15% était utilisé pour les cuirs finis et semi-finis, le melon et les courges.¹²⁷ Depuis le 1^{er} janvier 2018, en raison de la hausse des coûts de commercialisation (conditionnement, emballage et coûts de transport et de fret interne), une augmentation de 20% de la valeur du CEFA a été approuvée pour presque tous les produits bénéficiaires.¹²⁸ Les entreprises installées dans des zones franches et celles qui bénéficient d'autres programmes d'incitations fiscales ne peuvent pas utiliser le CEFA. Les produits exportés vers des pays avec lesquels le Panama a conclu des traités ou des accords commerciaux ne peuvent pas non plus y recourir.¹²⁹

¹²² Loi n° 25 du 23 mai 2017.

¹²³ Loi n° 25 du 23 mai 2017.

¹²⁴ Loi n° 82 du 31 décembre 2009 et Décret exécutif n° 65 du 25 mars 2010.

¹²⁵ Loi n° 82 du 31 décembre 2009, chapitre III.

¹²⁶ Décret exécutif n° 179 du 27 décembre 2017.

¹²⁷ La valeur de référence est la valeur moyenne estimée des coûts de commercialisation liés au conditionnement, à l'emballage, au transport et au fret interne.

¹²⁸ Décret exécutif n° 179 du 27 décembre 2017.

¹²⁹ MICI (2019), *Manual de Procedimientos del Incentivo Certificado de Fomento para la Agroexportación*. Adresse consultée: <https://intelcom.gob.pa/doc/otros/manual%20de%20proced.%20Cefa%202019.pdf>.

3.105. Les produits bénéficiant du CEFA peuvent être modifiés chaque année par un Décret exécutif, compte étant tenu des résultats d'une consultation publique.¹³⁰ Par conséquent, au cours de la période considérée, les produits bénéficiaires ont changé. En 2014, environ 250 produits bénéficiaient du CEFA, et quelque 66 produits ont été ajoutés à la liste en 2017, parmi lesquels certains spiritueux (rhum et vodka), la bière et des préparations de viande de porc, de poulet et de bœuf. Cette liste ne semble pas avoir été modifiée depuis 2017.¹³¹

3.2.4.5 Programme de promotion et de modernisation agricole et agro-industrielle (PROMAGRO)

3.106. Le Programme de promotion et de modernisation agricole et agro-industrielle (PROMAGRO) a été créé en 2013 pour encourager l'activité agricole et agro-industrielle. Dans le cadre de ce programme, des prêts et une aide financière directe sont accordés au moyen d'un certificat de promotion de la production (CFP).¹³² Le PROMAGRO a été créé pour aider les producteurs qui ne peuvent pas bénéficier du CEFA. Ce programme est financé par des fonds publics, par l'intermédiaire d'un fonds fiduciaire que détient le MIDA à la Banque nationale du Panama.

3.107. Pour obtenir l'aide au crédit prévue dans le Programme, un projet de modernisation agricole et agro-industrielle est présenté à la Commission nationale pour la promotion et la modernisation agricole et agro-industrielle, rattachée au MIDA, laquelle, après avoir évalué le projet, l'approuve ou le rejette. Le montant des prêts est fixé en fonction d'un pourcentage du coût moyen de production, de transformation et de commercialisation pour chaque produit¹³³, ainsi que d'autres facteurs que la Commission prend en considération.¹³⁴ Les prêts couvriront au maximum 85% des coûts supportés par le producteur au cours des cinq années précédentes.¹³⁵ La durée sera de 9 à 24 mois, en fonction de l'utilisation du financement, avec un taux d'intérêt nominal de 2%.¹³⁶ Ces prêts sont accordés par tout établissement d'intermédiation financière constitué au Panama. Toutefois, à ce jour, la Commission n'a pas établi de paramètres d'évaluation pour l'approbation ou le refus du crédit. Par conséquent, pendant la période 2014-2021, aucun projet n'a été financé par des emprunts et seule une aide financière directe a été accordée.

3.108. Les produits qui bénéficient de l'aide directe et le montant de celle-ci sont fixés par la Commission.¹³⁷ L'aide financière est un remboursement destiné à couvrir les coûts de commercialisation; cette aide ne peut pas être utilisée pour un autre type de dépense. Le remboursement est effectué au moyen d'un CFP, sur autorisation de la Commission. Le CFP, comme le CEFA, est utilisé pour payer tout impôt national, sauf les impôts municipaux.¹³⁸ Le montant du CFP est calculé d'une manière semblable à celui du CEFA, c'est-à-dire sur la base d'un pourcentage moyen estimé des coûts des matériaux de conditionnement et d'emballage et du transport et du fret interne.¹³⁹ La liste des produits et des valeurs du CFP peut être mise à jour ou modifiée si la Commission le juge nécessaire, en tenant compte des résultats du mécanisme de consultation publique¹⁴⁰ que doit mener la Commission et qui doit être approuvé par l'exécutif.¹⁴¹

¹³⁰ Loi n° 82 du 31 décembre 2009.

¹³¹ La liste des produits soumis au CEFA et leur valeur unitaire figurent à l'annexe I de la Loi n° 82 du 31 décembre 2009 et dans le Décret exécutif n° 179 du 27 décembre 2017.

¹³² Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

¹³³ Les coûts de production comprennent ce qui suit: matériel génétique; intrants pour la production; contrôles visant les parasites, les maladies et les plantes adventices; coûts partiels sur les investissements dans du matériel qui sera utilisé dans les processus de production et de récolte; construction et adaptation d'infrastructures de production; innovation technologique; assistance technique. Les coûts de transformation comprennent ce qui suit: infrastructures pour l'après-récolte; manutention et/ou transformation de produits agricoles; machines nécessaires à la conservation, à la manipulation et/ou à la transformation des produits du secteur de production primaire et/ou coûts partiels d'amortissement ou de location de machines pour des travaux après la récolte; innovation technologique; assistance technique. Les coûts de commercialisation (chaîne d'approvisionnement) comprennent les matériaux de conditionnement et les emballages, et le transport et le fret interne.

¹³⁴ Article 12, alinéa 1, de la Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

¹³⁵ Article 14 et article 12, alinéas 2 et 3, de la Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

¹³⁶ Articles 13 et 14 de la Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

¹³⁷ Décret exécutif n° 46 du 16 avril 2014 et Décret exécutif n° 1 du 13 janvier 2015.

¹³⁸ Article 23 de la Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

¹³⁹ Article 23 de la Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

¹⁴⁰ Article 12 du Décret exécutif n° 46 du 16 avril 2014.

¹⁴¹ Article 3 du Décret exécutif n° 1 du 13 janvier 2015.

3.2.4.6 Certificat de crédit fiscal

3.109. La Direction générale des recettes (DGI) continue d'accorder des certificats de crédit fiscal (CPC) aux contribuables qui exportent ou réexportent des marchandises.¹⁴² Les CPC peuvent être utilisés pour payer tous les impôts. En 2013, le coût fiscal de cet instrument s'est élevé à 1,4 million de PAB, tandis qu'au premier trimestre de 2021 il se chiffrait à 376 404,34 PAB.

3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.110. Comme en 2014, il n'existe pas, à l'heure actuelle, de programmes officiels de financement, d'assurance et de garantie à l'exportation au Panama.¹⁴³ La mise en œuvre de ce type de programmes est, d'après la loi, du ressort du MICI, par l'intermédiaire du VICOMEX.

3.111. Les banques commerciales sont la principale source de financement des exportateurs.¹⁴⁴ Cependant, en 2018, la Banque de développement agricole du Panama (BDA) a mis en œuvre le Programme d'aide à la production de cultures fruitières pour l'exportation, selon le concept d'agriculture de précision, afin d'encourager la production de cultures fruitières très demandées sur le marché international.¹⁴⁵ Dans le cadre de ce programme, un crédit est accordé à des produits d'exportation tels que l'avocat, les agrumes, le corossol, la goyave et la mangue. Le montant maximal des prêts est de 250 000 PAB, avec un taux d'intérêt de 1% et un délai de grâce de 3 à 15 ans.¹⁴⁶

3.2.6 Promotion des exportations

3.112. Pendant la période à l'examen (2014-2021), plusieurs changements sont intervenus en ce qui concerne les institutions chargées de promouvoir les exportations. Jusqu'en 2019, l'Office de promotion des investissements et des exportations (PROINVEX PANAMÁ), organisme rattaché au VICOMEX¹⁴⁷, était chargé de la promotion des exportations.¹⁴⁸ En 2019, il a été remplacé par l'Office de promotion des investissements et des exportations (PROPANAMÁ), rattaché au Ministère des relations extérieures (MIRE).¹⁴⁹ En 2021, la loi qui a permis à PROPANAMÁ de devenir un organisme autonome doté d'un budget propre et d'une administration indépendante a été ratifiée.¹⁵⁰ PROPANAMÁ a repris les fonctions de PROINVEX PANAMÁ qui consistaient, entre autres, à promouvoir des biens et des services sur les marchés internationaux par le biais du réseau des missions diplomatiques.¹⁵¹

3.113. PROPANAMÁ a mis au point la plate-forme propanamaconecta.com¹⁵², qui a commencé à être utilisée en 2020 et a remplacé le portail panamaexporta.gob.pa.¹⁵³ Cette plate-forme permet de fournir aux entreprises (surtout aux PME) des informations sur les marchés internationaux, ainsi que sur les procédures d'importation et d'exportation et sur le financement.¹⁵⁴

¹⁴² Loi n° 75 du 22 décembre 1976 et Décret n° 59 du 24 mars 1977.

¹⁴³ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁴⁴ Association panaméenne des exportateurs (APEX). Adresse consultée: <https://www.apexpanama.com/manual-de-exportacion/>.

¹⁴⁵ Rapport de gestion, novembre 2017-octobre 2018, Banque de développement agricole du Panama, page 25. Adresse consultée: <http://www.bda.gob.pa/web/phocadownload/2019/MEMORIA-BDA-2017-2018.pdf>.

¹⁴⁶ Résolution n° 017-2018 du 28 mai 2018; et Banque de développement agricole du Panama. Adresse consultée: <http://www.bda.gob.pa/web/phocadownload/TRANS-ENE20/RESOLUCION%20017-2018%20PRODUCCION%20DE%20CULTIVOS%20FRUTALES%20DE%20EXPORTACION.pdf>.

¹⁴⁷ Décret exécutif n° 134 du 16 juillet 2010.

¹⁴⁸ Décret exécutif n° 191-A du 27 août 2019.

¹⁴⁹ Décret exécutif n° 181-A du 27 août 2019.

¹⁵⁰ MICI, Noticias, 5 avril 2021. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/noticias/presidente-sanciona-la-ley-que-crea-la-autoridad-para-la-atraccion-de-inversiones>.

¹⁵¹ Ministère des relations extérieures (Bulletin du 27 août 2019). Adresse consultée: <https://mire.gob.pa/presidente-cortizo-crea-propanama/>.

¹⁵² Adresse consultée: <https://mire.gob.pa/lanzamiento-de-la-plataforma-propanamaconecta/>.

¹⁵³ Adresse consultée: <https://www.iadb.org/es/project/RG-T3453>.

¹⁵⁴ Adresse consultée: <https://connectamericas.com/es/content/preguntas-frecuentes>.

3.114. En outre, le Bureau des renseignements commerciaux et du renforcement des capacités commerciales (INTELCOM), rattaché au MICI¹⁵⁵, a été créé en 2019 pour identifier des produits qui peuvent être exportés vers les marchés où un accès préférentiel a été obtenu. INTELCOM travaille de manière transversale avec le MICI et PROPANAMÁ.

3.115. Afin de promouvoir le rôle des femmes dans l'économie et d'améliorer l'égalité des sexes, la Direction générale de la promotion des exportations du MICI met en œuvre le programme Mujer EmprendExport 2021.¹⁵⁶ Il a pour objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises dirigées par des femmes exportatrices ou de celles qui ont un potentiel d'exportation, en leur offrant une assistance technique et une formation.¹⁵⁷

3.3 Mesures visant la production et le commerce

3.3.1 Incitations

3.116. Le Panama offre des incitations fiscales pour stimuler la production, promouvoir les exportations ou accroître les investissements dans certaines activités économiques et/ou provinces qui sont considérées d'intérêt public.¹⁵⁸ Il accorde des incitations horizontales par le biais des différents régimes spéciaux (comme les zones franches, le régime SEM, le régime EMMA et la Cité du savoir) en vue d'attirer les investissements et de promouvoir la création d'emplois et le transfert de technologies et de connaissances. Il accorde également des incitations sectorielles, parmi lesquelles il convient de citer les incitations fiscales visant à stimuler la production de médicaments et de produits alimentaires, la production de bananes¹⁵⁹, la reforestation¹⁶⁰, les industries extractives, les énergies renouvelables¹⁶¹, l'industrie cinématographique et audiovisuelle¹⁶², les centres d'appels¹⁶³, le tourisme¹⁶⁴, la construction¹⁶⁵ et l'industrie navale (section 4). La plupart des incitations sectorielles n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis le dernier examen du Panama, réalisé en 2014.

3.117. Depuis 2014, afin de promouvoir la production et l'utilisation des biocarburants et la production d'énergie électrique à partir de la biomasse, et pour des motifs environnementaux et d'autosuffisance énergétique, entre autres, un crédit d'impôt de 0,60 PAB par gallon est accordé pour l'achat de bioéthanol et de biodiesel fabriqués à partir de matières premières nationales et destinés à être mélangés avec l'essence comme biocarburants. Ce crédit d'impôt ne peut être utilisé que pour compenser le paiement de l'ICCDP et n'est pas transférable.¹⁶⁶

3.3.1.1 Incitations financières et en matière de crédit

3.118. Au Panama, il n'y a qu'une banque d'État de développement: la Banque de développement agricole (BDA). La BDA, créée en 1973¹⁶⁷, continue de fournir une assistance financière à des taux préférentiels, au moyen de différents programmes de crédit.¹⁶⁸ Les taux d'intérêt oscillent entre 0%

¹⁵⁵ Décret exécutif n° 23 du 20 mars 2019.

¹⁵⁶ Adresse consultée: <https://mici.gob.pa/promocion-general-de-exportaciones/programa-mujer-emprendexport-2021>.

¹⁵⁷ PNUD, communiqué de presse, 11 août 2020. Adresse consultée: <https://www.pa.undp.org/content/panama/es/home/presscenter/articles/2020/mujer-exporta-inicia-la-fase-de-desarrollo-de-plan-de-internac.html>.

¹⁵⁸ Adresse consultée: <https://dgi.mef.gob.pa/Incentivos.php>.

¹⁵⁹ Décret-loi n° 6 du 10 février 1998.

¹⁶⁰ Loi n° 24 du 23 novembre 1992.

¹⁶¹ Loi n° 41 de 2012 (production de gaz destiné aux services publics de fourniture d'électricité); Loi n° 42 du 20 avril 2011 (biomasse); Loi n° 44 de 2011 (centrales éoliennes pour les services publics de fourniture d'électricité); et Loi n° 45 de 2004 (production hydroélectrique).

¹⁶² Loi n° 16 du 27 avril 2012.

¹⁶³ Décret exécutif n° 175 de 2011 et article 70 de la Loi n° 32 du 5 avril 2011.

¹⁶⁴ Loi n° 80 du 8 novembre 2012.

¹⁶⁵ Décret du Cabinet n° 44 du 17 février 1990.

¹⁶⁶ Adresse consultée: <https://dgi.mef.gob.pa/Incen-Exo/G-Licudo.php>; et Loi n° 42 du 20 avril 2011 et Décret du Cabinet n° 16 du 11 mars 2014.

¹⁶⁷ Loi n° 13 du 25 janvier 1973.

¹⁶⁸ Il s'agit des programmes suivants: Programme agro-solidaire, Programme national de remplacement du bétail, Programme d'aide à la production de cultures fruitières pour l'exportation (selon le concept d'agriculture de précision), Programme en faveur des femmes entrepreneurs dans le secteur agricole, Programme en faveur de la production durable dans les régions, Programme de primo-crédit agricole et Programme d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

et 4% selon le programme. Pendant la période allant de 2014 à 2021, la BDA a accordé des prêts à 13 000 producteurs, pour un montant décaissé d'environ 293 millions de PAB.¹⁶⁹

3.119. La Banque nationale du Panama (BNP) est actuellement l'un des piliers de la réactivation économique du pays chargés de compenser les effets de la pandémie. Elle a pour mission de mettre en œuvre le programme Banque des opportunités, qui fait partie du plan de réactivation économique destiné aux microentreprises. Ces dernières, après avoir bénéficié d'une formation de la Direction des micro, petites et moyennes entreprises (AMPYME), peuvent solliciter des prêts allant de 2 000 PAB à 5 000 PAB à un taux de 6% à 9%, pour une durée pouvant atteindre 84 mois. Ce programme vise à soutenir principalement le secteur agricole, l'agro-industrie, l'artisanat, le secteur technologique et le tourisme. En outre, également dans le cadre du plan d'action pour la réactivation économique après la pandémie, la BNP gère un fonds fiduciaire de 150 millions de PAB pour l'octroi de prêts aux MPME, au travers du Programme global de crédit pour la défense du tissu productif et de l'emploi.

3.120. L'AMPYME offre des services de formation, d'assistance et d'intermédiation financière pour soutenir les MPME.¹⁷⁰ Le critère de classification des entreprises dépend des revenus bruts ou du chiffre d'affaires annuel (tableau 3.14).¹⁷¹

Tableau 3.14 Type d'entreprise, 2021

Type d'entreprise	Revenus bruts ou chiffre d'affaires annuel
Microentreprises	< 150 000 PAB
Petites entreprises	≥ 150 000 PAB < 1 million de PAB
Moyennes entreprises	≥ 1 million de PAB < 2,5 millions de PAB

Source: Loi n° 8 du 31 mai 2000.

3.121. L'AMPYME offre divers produits financiers, parmi lesquels: i) des garanties complémentaires dans le cadre du Programme de financement des micro et petites entreprises (PROFIPYME) pour les prêts contractés par les petites et moyennes entreprises auprès d'institutions financières aux fins de l'acquisition d'immobilisations et de fonds de roulement, qui couvrent entre 60% et 80% du crédit selon le type d'activités; ii) des lignes de crédit pouvant aller jusqu'à 1 million de PAB, en faveur des institutions financières, pour leur permettre d'accorder aux petites et moyennes entreprises des prêts pouvant aller jusqu'à 25 000 PAB par entreprise; et iii) un capital d'amorçage, qui consiste en une aide non remboursable pouvant aller jusqu'à 1 000 PAB, destinée au financement de nouvelles activités des micro et petites entreprises et qui est accordé par voie d'adjudication.¹⁷² En outre, les petites et moyennes entreprises inscrites au registre des sociétés de l'AMPYME sont exonérées de l'impôt sur le revenu pendant une période de deux ans à compter de leur inscription; elles ne paient pas de surtaxe annuelle au titre du Fonds spécial de compensation des intérêts (FECI) sur leurs prêts; et elles sont prioritaires dans les processus d'adjudication publique.¹⁷³ Pendant la période 2014-2020, 4 178 entreprises sur les 15 487 enregistrées comme PME ont été exonérées de l'impôt sur le revenu.

3.3.2 Normes et règlements techniques

3.122. Les lois qui régissent les dispositions relatives à la normalisation technique, à l'évaluation de la conformité, et à l'accréditation et à la certification de la qualité restent les mêmes que celles qui étaient en vigueur en 2014 et, selon les renseignements communiqués par les autorités, elles n'ont pas fait l'objet de modifications substantielles (tableau 3.15).

¹⁶⁹ BDA. Adresse consultée: <https://www.bda.gob.pa/primera-pagina/>; et renseignements communiqués par les autorités.

¹⁷⁰ Loi n° 33 du 25 juillet 2000.

¹⁷¹ Loi n° 8 du 31 mai 2000.

¹⁷² Pendant la période 2014-2020, la création de 7 325 entreprises a été financée dans le cadre de ce programme, pour un montant de 5,7 millions de PAB (renseignements communiqués par les autorités); et renseignements consultés à l'adresse suivante: <http://www.ampyme.gob.pa/home/financiamientos>.

¹⁷³ Articles 12 et 57 de la Loi n° 22 du 27 juin 2006 (Texte unique du 7 de septembre 2020).

Tableau 3.15 Législation régissant le système national de la qualité, 2021

Norme	Domaine
Loi n° 23 du 15 juillet 1997	Normalisation, évaluation de la conformité, accréditation et certification
Décret exécutif n° 55 du 6 juillet 2006	Accréditation
Décision n° 132 du 27 mars 2006	Création du Conseil national d'accréditation (CNA)
Loi n° 52 du 11 décembre 2007	Étalonnage et mesures

Source: Secrétariat de l'OMC.

3.123. La Direction générale des normes et de la technologie industrielle (DGNTI) du MICI reste l'unique organisme habilité à élaborer des normes et des règlements techniques au Panama. La DGNTI est aussi l'organisme national de normalisation et le service d'information pour l'OMC.¹⁷⁴ Ses fonctions n'ont pas évolué de manière substantielle depuis 2014. En tant qu'organisme de normalisation, la DGNTI élabore, adopte ou adapte les normes visant l'industrie, le commerce et les services. Elle constitue aussi l'organisme habilité à conclure des accords avec les institutions nationales et internationales et à signer des accords de reconnaissance mutuelle avec les organismes de certification et d'inspection des laboratoires de métrologie et d'essais. La DGNTI est également chargée de surveiller et de vérifier l'application des normes et/ou règlements techniques, ainsi que de sanctionner les fabricants et les importateurs.

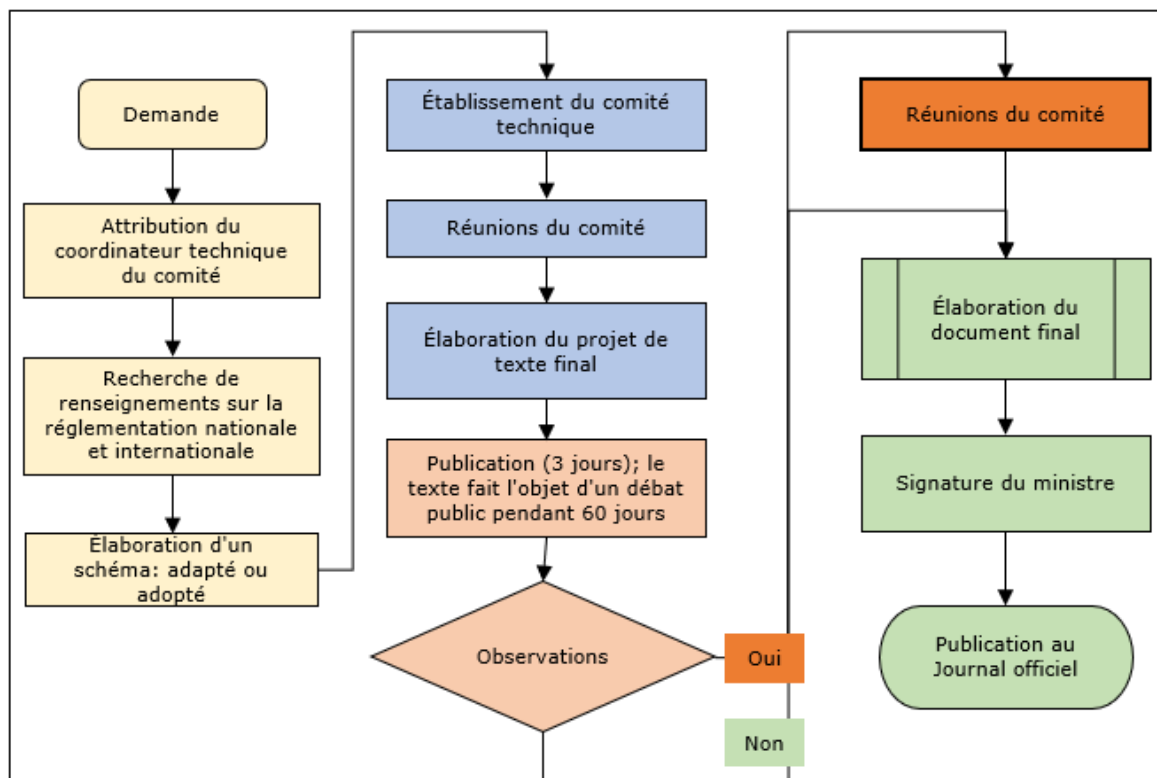
3.124. Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, la DGNTI est assistée par diverses institutions, dont la Commission panaméenne des normes industrielles et techniques (COPANIT), composée de représentants des secteurs public et privé, qui révise les projets de normes élaborés par les comités techniques et présente des recommandations à la DGNTI, pendant la période prévue pour le débat public. La DGNTI est également assistée par le Conseil national d'accréditation (CNA), qui est chargé des accréditations, et le Conseil national de métrologie (CNM), qui est responsable de l'élaboration des règlements sur les thèmes liés à la métrologie.

3.125. L'objectif de la politique de normalisation est d'élaborer les spécifications techniques qui sont utilisées, de manière volontaire, comme référence pour améliorer la qualité et la sécurité de toute activité technologique, scientifique, industrielle ou de services. Les règlements techniques sont élaborés en fonction d'objectifs tels que la sécurité nationale, la prévention de pratiques de nature à induire en erreur, la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, la préservation des végétaux ou la protection de l'environnement. Avant d'engager une procédure d'élaboration d'un règlement technique, la DGNTI détermine si la demande satisfait à ces objectifs.

3.126. Les procédures d'élaboration des règlements techniques nationaux n'ont pas sensiblement changé pendant la période considérée (graphique 3.4). La procédure d'élaboration, d'actualisation et de révision des normes reste la même, en dehors du fait que le processus de consultation publique est réalisé seulement au niveau national. S'agissant de l'officialisation, tant pour les normes techniques que pour les règlements techniques, la résolution ministérielle correspondante est élaborée sans inclure le contenu technique et publiée au Journal officiel. Les règlements techniques sont habituellement révisés tous les cinq ans ou lorsqu'une demande de révision, d'actualisation ou d'ajustement est présentée.

3.127. La DGNTI est aussi chargée d'appliquer les procédures d'évaluation de la conformité, avec l'aide d'autres institutions publiques. Elle reconnaît comme équivalents les règlements techniques étrangers, lorsqu'ils diffèrent des panaméens, du moment que ces règlements satisfont aux objectifs des règlements panaméens. De même, la DGNTI établit des accords de reconnaissance mutuelle concernant les procédures d'évaluation de la conformité. Avant de commercialiser un produit, les fabricants ou les importateurs doivent démontrer que les règlements techniques pertinents sont respectés, grâce à un certificat de conformité délivré par un organisme de certification. Le Panama reconnaît les certificats délivrés à l'étranger. Pour réaliser les échantillonnages, les essais et les analyses nécessaires pour obtenir une certification de la conformité, seuls les laboratoires et les organismes d'inspection dûment agréés par l'organisme d'accréditation peuvent être utilisés.

¹⁷⁴ Système de gestion des renseignements SPS de l'OMC. Adresse consultée: <http://tbtims.wto.org/fr>.

Graphique 3.4 Processus d'élaboration des normes et règlements techniques

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités.

3.128. Le Conseil national d'accréditation (CNA) est l'organisme chargé d'accréditer les organismes d'évaluation de la conformité (OEC) publics et privés, nationaux et étrangers.¹⁷⁵ Le système de qualité et les procédures d'accréditation utilisés par le CNA sont fondés sur les normes internationales d'accréditation (ISO, ISO/CEI) et suivent les directives de la Coopération internationale d'accréditation de laboratoires (ILAC), du Forum international de l'accréditation (FIA) et de la Coopération interaméricaine d'accréditation (IAAC).¹⁷⁶ Le CNA offre actuellement des services d'accréditation pour les laboratoires d'essais, les laboratoires d'étalonnage et les organismes d'inspection.¹⁷⁷

3.129. Le CNA notifie aux OEC toute modification des prescriptions en matière d'accréditation. Les OEC en cours d'accréditation, accrédités ou reconnus ont le droit d'utiliser le symbole de l'accréditation. Le CNA peut suspendre l'accréditation, en partie ou en totalité, pour une période maximale de six mois, pendant lesquels l'OEC concerné ne peut pas délivrer ou utiliser des documents faisant référence à l'accréditation ou à la reconnaissance. Pendant la période à l'examen, l'accréditation de 19 OEC a été révoquée. En 2021, il y avait 58 organismes nationaux accrédités: 31 laboratoires d'essais (dont 4 étaient publics), 3 laboratoires d'étalonnage et 24 organismes d'inspection.

3.130. Entre 2014 et 2021 (septembre), le Panama a notifié à l'OMC 74 nouveaux règlements techniques relatifs aux prescriptions concernant la qualité, la protection de la santé des personnes et des animaux, la préservation des végétaux, la protection de l'environnement et la protection et l'information (étiquetage) des consommateurs. La plupart de ces règlements sont fondés sur les règlements techniques centraméricains (RTCA).¹⁷⁸ La modification de 19 règlements techniques qui

¹⁷⁵ Article 101 de la Loi n° 23 du 15 juillet 1997 et Décret exécutif n° 55 du 6 juillet 2006.

¹⁷⁶ Le CNA est membre à part entière de l'IAAC.

¹⁷⁷ Régimes d'accréditation: laboratoires d'essais, conformément aux dispositions de la norme DGNTI-COPANIT ISO/CEI 17025:2017, laboratoires d'étalonnage, conformément aux dispositions de la norme DGNTI-COPANIT ISO/CEI 17025:2017; et organismes d'inspection, conformément aux dispositions de la norme DGNTI-COPANIT ISO/CEI 17020:2014.

¹⁷⁸ Les RTCA en vigueur au Panama peuvent être consultés à l'adresse suivante: <https://mici.gob.pa/acuerdos-comerciales-vigentes/protocolo-de-incorporacion-de-la-republica-de-panama-al-sistema-de-integracion-centroamericana>.

avaient déjà été notifiés a également été notifiée. Entre 2013 et 2021 (septembre), les règlements techniques panaméens ont fait l'objet d'une préoccupation commerciale spécifique soulevée au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC, portant sur les prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et des pommes de terre.¹⁷⁹ Le Panama dispose de catalogues de normes techniques, de guides techniques et de règlements techniques. Les normes techniques et les guides techniques panaméens sont vendus au Centre d'information sur les normes de la DGNTI.¹⁸⁰

3.3.3 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.131. Les principaux instruments juridiques qui régissent le système phytosanitaire et zoosanitaire au Panama n'ont pas fait l'objet de modifications substantielles depuis 2014.¹⁸¹ Néanmoins, face à l'évolution constante de la situation phytosanitaire et zoosanitaire au niveau mondial, régional et national, de nouveaux textes réglementaires sont adoptés en fonction des besoins.¹⁸² En outre, en 2021, une loi portant modification des compétences des institutions chargées d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures sanitaires et phytosanitaires a été adoptée.¹⁸³

3.132. Au moment de l'entrée en vigueur de son Protocole d'intégration au SIECA en 2013, le Panama a adopté le Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires (Résolution du COMIECO n° 271-2011).¹⁸⁴ À la suite de l'adoption de ce règlement, le Panama a dû apporter certaines modifications à son système SPS pour harmoniser ses mesures avec celles qui régissent dans la région. Parmi ces modifications, on peut mentionner celles concernant les prescriptions relatives à la production et la commercialisation des graines certifiées de céréales de première nécessité et de soja, et les prescriptions relatives à l'élaboration d'étiquettes et de fiches d'information.¹⁸⁵

3.133. En 2021, la Direction de la sécurité sanitaire des aliments (AUPSA), qui établissait les règles relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés, y compris les produits en transit et en transbordement, a été dissoute, et l'Agence panaméenne de l'alimentation (APA) a été créée.¹⁸⁶ Les compétences relatives aux mesures phytosanitaires et zoosanitaires relèvent du MIDA; dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, du contrôle des zoonoses et des maladies d'origine alimentaire, elles relèvent du Ministère de la santé; et en ce qui concerne les normes techniques et l'administration du respect des accords commerciaux internationaux, elles relèvent du MICI (encadré 3.8).

3.134. L'APA est une entité autonome de l'État, assujettie aux politiques et aux directives des trois ministères susmentionnés. Au moyen du "Système intégré de formalités"¹⁸⁷, l'APA veille à ce que les prescriptions relatives à la production, à l'importation, à l'exportation, au transit et au transbordement de produits alimentaires soient respectées, conformément aux normes relatives à la santé des animaux, à la préservation des végétaux, à la quarantaine et à la sécurité sanitaire, ainsi qu'aux règles du commerce international.

¹⁷⁹ Système de gestion des renseignements SPS de l'OMC. Adresse consultée: <http://tbtims.wto.org/fr>.

¹⁸⁰ Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/normalizacion-tecnica/catalogos>.

¹⁸¹ Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (protection phytosanitaire); Loi n° 23 du 15 juillet 1997 (protection zoosanitaire et de quarantaine agricole); et Loi n° 1 du 10 janvier 2001 (enregistrement des médicaments et d'autres produits liés à la santé humaine).

¹⁸² Ces textes sont les suivants: Résolution DNSV n° SO001 du 5 février 2021 (MIDA – Direction nationale de la protection phytosanitaire); Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (MIDA), Journal officiel n° 28.866; Résolution n° OAL-001-ADM-2015 (MIDA), Journal officiel n° 27.717 (renseignements communiqués par les autorités).

¹⁸³ Loi n° 206 du 30 mars 2021.

¹⁸⁴ Texte du Protocole d'intégration du Panama au Sous-Système d'intégration économique de l'Amérique centrale (annexe 3.2 Instruments adoptés par le Panama en vigueur à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole).

¹⁸⁵ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁸⁶ Loi n° 206 du 30 mars 2021.

¹⁸⁷ Le "Système intégré de formalités" est utilisé, entre autres choses, pour effectuer des démarches virtuelles comme les enregistrements sanitaires des produits alimentaires nationaux et importés, les notifications pour l'importation, les permis sanitaires de fonctionnement, l'émission de certificats de vente libre de produits alimentaires nationaux et la certification phytosanitaire des plantes et des végétaux destinés à la consommation humaine et animale.

Encadré 3.8 Institutions chargées de l'élaboration des mesures sanitaires et phytosanitaires, 2021

Ministère du développement agricole (MIDA)
Direction nationale de la protection phytosanitaire (mesures phytosanitaires) (DNSV)
Élabore les mesures phytosanitaires pour les produits importés en transit et en transbordement, à l'exception des produits alimentaires. Déclare les phytoquarantaines pour les plantes et les produits végétaux qui entrent dans le pays. Responsable des aspects relatifs à l'exportation de plantes et de produits végétaux.
Direction nationale de la santé animale (mesures zoosanitaires) (DINASA)
Établit les prescriptions zoosanitaires pour l'importation d'animaux vivants, de produits d'origine animale, de médicaments vétérinaires et de produits biologiques, biotechnologiques, chimiques et alimentaires destinés à la consommation animale et à usage vétérinaire. Détermine si les zones, pays et régions satisfont, du point de vue zoosanitaire, aux conditions requises pour exporter des animaux vivants et des produits d'origine animale qui ne sont pas destinés à la consommation humaine et animale vers le Panama. Autorise la localisation et l'exploitation des installations destinées aux animaux dans les zones zoosanitaires à risque. Établit un programme national de surveillance épidémiologique, principalement fondé sur le contrôle des déplacements des animaux et les échantillonnages dans les usines de transformation et les unités de production animale. Réglemente l'utilisation des produits biologiques, biotechnologiques et chimiques et des médicaments vétérinaires et alimentaires destinés à la consommation animale et à usage vétérinaire. Enregistre les médicaments, les produits biologiques et les produits pharmaceutiques à usage exclusivement vétérinaire.
Direction exécutive de la quarantaine agricole (DECA)
Chargée des contrôles, des inspections et de la quarantaine des animaux, des plantes et de leurs sous-produits non considérés comme des aliments, aux points d'entrée dans le pays. Délivre les licences d'importation, de transit ou de transbordement phytosanitaire ou zoosanitaire: des animaux vivants; des sous-produits animaux non alimentaires (cuirs); des médicaments vétérinaires; des plantes et des produits végétaux non alimentaires; des graines; des fleurs; des fertilisants; des pesticides à usage agricole; et des emballages en bois.
Ministère de la santé (sécurité sanitaire et zoonose)
Département de la protection des aliments (DEPA)
Chargé de l'enregistrement des aliments et des boissons nationaux ou importés. Surveille et contrôle la chaîne de production et de distribution des aliments. Certifie les usines de transformation des produits alimentaires nationaux et étrangers. Délivre les certificats sanitaires d'exportation. Certifie que les bonnes pratiques de fabrication, les procédures de nettoyage et d'assainissement et l'analyse des risques et la maîtrise des points critiques (HACCP) sont respectées.
Département de surveillance et de contrôle des zoonoses
Responsable de la prévention et du contrôle des maladies transmissibles des animaux et des aliments d'origine animale à l'homme.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.135. La Direction nationale de l'administration des accords commerciaux internationaux est l'organisme chargé des notifications à l'OMC, et le MIDA, par l'intermédiaire de la DNSV, est le service d'information national notifié à l'OMC.¹⁸⁸

3.136. Entre 2014 et 2021 (septembre), le Panama a présenté 18 notifications ordinaires de mesures sanitaires et phytosanitaires à l'OMC, dont aucune ne concernait des mesures d'urgence. Les mesures sanitaires et phytosanitaires notifiées par le Panama sont fondées sur les recommandations des organisations internationales, et parmi les produits visés figuraient les suivants: farines, poudres et agglomérés de poissons, mollusques, poissons d'élevage, poissons de pêcheries d'eau douce ou d'eau de mer, décapodes, langoustes, crabes, crevettes, lait et produits laitiers. L'élimination de l'AUSPA et la création de l'APA ont aussi été notifiées. Pendant la période à l'examen, les Membres de l'OMC ont soulevé cinq préoccupations concernant les mesures sanitaires

¹⁸⁸ Adresse consultée:
[http://spsims.wto.org/es/EnquiryPointsNotificationAuthorities/Search?countryCode=C591&filter=.](http://spsims.wto.org/es/EnquiryPointsNotificationAuthorities/Search?countryCode=C591&filter=)

et phytosanitaires du Panama. Elles portent sur les restrictions à l'importation de produits d'origine animale et végétale en général et de produits spécifiques (viandes de bœuf et de volaille, pommes de terre et oignons) et sur le retard pris dans la renouvellement des autorisations pour les usines des entreprises péruviennes de pêche et d'élevage.¹⁸⁹ Dans ce contexte, le Costa Rica a demandé que des consultations soient organisées à l'OMC concernant les mesures relatives à l'importation de certains produits (DS599).¹⁹⁰

3.137. Toutes les importations d'animaux et de plantes vivants, de fruits et de légumes frais et de céréales sont soumises à des essais en laboratoire à leur arrivée aux points d'entrée du pays, pour vérifier qu'elles satisfont aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires. Pour le reste des produits, des essais peuvent également être réalisés à l'arrivée à la frontière. Néanmoins, dans ces cas, les essais sont réalisés de manière aléatoire en se fondant sur le risque que présentent le produit et son lieu d'origine, ainsi que sur les antécédents de l'importateur, et en tenant compte des alertes sanitaires ou phytosanitaires internationales et des cas de non-conformité détectés lors d'importations antérieures.

3.138. S'il existe un risque phytosanitaire établi par la DNSV, le produit importé, lors de son arrivée sur le territoire national, doit être accompagné d'un permis d'importation (licence d'importation phytosanitaire ou zoosanitaire) délivré par la Direction exécutive de la quarantaine agricole (DECA). Si une analyse des risques phytosanitaires est requise, la DECA doit inspecter les plantes, les produits végétaux et les intrants phytosanitaires importés, avant de dédouaner la cargaison, conformément aux normes phytosanitaires en vigueur.¹⁹¹ Dans certains cas, des échantillons des marchandises sont envoyés aux laboratoires officiels de la DNSV pour être analysés. Le Panama reconnaît les analyses effectuées par les laboratoires d'autres pays si ces laboratoires sont agréés; néanmoins, il ne renonce pas au droit de réaliser ses propres essais une fois que le produit arrive sur le territoire national. Après avoir inspecté et examiné les documents relatifs à l'importation, l'autorité phytosanitaire peut exiger que les marchandises soient traitées, isolées, réexportées ou détruites. Dans ces cas, les frais sont à la charge de l'importateur. Les inspections peuvent être effectuées en tout lieu. La DECA effectue les inspections et les mesures techniques.¹⁹²

3.139. En l'absence de prescription phytosanitaire relative à l'importation, la DNSV l'établit sur demande préalable de l'utilisateur et/ou de l'importateur. La Section chargée de l'analyse du risque phytosanitaire et des prescriptions phytosanitaires de la DNSV, après avoir analysé les renseignements communiqués par l'importateur (type de produit à importer (semences, céréales, plantes, plantules, boutures racinées, greffons, rhizomes ou tubercules); nom scientifique et commun; pays d'origine et de provenance; et coordonnées du fournisseur), détermine s'il convient de réaliser une étude d'analyse des risques phytosanitaires (ARP) ou non. Si une étude d'ARP est nécessaire, la DNSV sollicite les renseignements nécessaires pour certifier l'origine du produit ou du sous-produit à importer et pour effectuer l'étude d'ARP auprès de l'Organisation nationale de protection phytosanitaire (ONPF).¹⁹³

3.140. La Direction nationale de la protection zoosanitaire établit, sur la base d'une évaluation de l'analyse des risques, les prescriptions zoosanitaires devant être satisfaites pour introduire dans le pays des animaux, leurs produits et sous-produits, des médicaments à usage exclusivement vétérinaire et des produits biologiques, biotechnologiques, chimiques et alimentaires destinés à la consommation animale et à usage vétérinaire. À cette fin, la DINASA détermine les zones, pays et régions autorisés à exporter des animaux vivants et des produits d'origine animale qui ne sont pas destinés à la consommation humaine et animale vers le Panama. Lorsque des animaux vivants ou des produits d'origine animale sont importés pour la première fois, une inspection préalable (au

¹⁸⁹ Système de gestion des renseignements SPS de l'OMC. Adresse consultée: <http://spsims.wto.org/fr/>.

¹⁹⁰ Les produits visés incluent les fraises, les produits laitiers, les produits à base de viande de bœuf, de porc, de volaille et de dinde, les aliments pour poissons, les ananas frais, les bananes et les plantains. L'affaire en est au stade des consultations (qui ont été sollicitées le 11 janvier 2021).

¹⁹¹ Prescriptions phytosanitaires relatives à l'importation. Adresse consultée: https://www.mida.gob.pa/direcciones/direcciones_nacionales/direcci-n-nacional-de-sanidad-vegetal/requisitos-fitosanitarios-para-importacion.html#:~:text=DNSV%3A%20Direcci%C3%B3n%20Nacional%20de%20Sanidad,por%20un%20solo%20Certificado%20Fitosanitario.

¹⁹² Adresse consultée: <http://www.fao.org/faolex/country-profiles/fr/>.

¹⁹³ Communiqué n° DNSV 001 – 2017. Adresse consultée: https://www.mida.gob.pa/direcciones/direcciones_nacionales/direcci-n-nacional-de-sanidad-vegetal/requisitos-fitosanitarios-para-importacion.html.

point d'origine) des établissements ou usines de transformation est exigée. Pour cela, une analyse du risque est effectuée par la DINASA, sur la base des recommandations des organismes internationaux compétents (par exemple l'OIE). Sur la base de cette analyse, la DINASA propose les normes relatives à la santé animale pour l'importation, l'exportation, le transit et le déplacement des animaux vivants; en outre, elle en contrôle et en surveille la mise en œuvre. Les mesures sanitaires peuvent être adoptées au titre d'une loi, d'un décret exécutif, d'une décision ministérielle ou d'une résolution.¹⁹⁴

3.141. Pour importer des animaux vivants et des produits d'origine animale, il faut obtenir une licence d'importation phytosanitaire ou zoosanitaire. L'autorité compétente du pays d'origine doit certifier que le produit à exporter satisfait aux prescriptions zoosanitaires applicables. Ces licences sont délivrées par la DECA avant l'arrivée des marchandises sur le territoire national. En général, les licences sont approuvées dans un délai de 24 à 48 heures, si tous les renseignements sont corrects. Néanmoins, la DECA se réserve le droit d'évaluer, d'approuver ou de rejeter une demande. Une fois que les marchandises sont arrivées sur le territoire national, la DECA peut décider d'imposer des quarantaines aux animaux et/ou aux produits ou sous-produits d'origine animale si elle soupçonne, ou si elle est sûre, qu'ils peuvent nuire à la santé des animaux; elle peut aussi décider de se prononcer sur leur destination si leur caractère dangereux est confirmé. Les marchandises ou les produits considérés comme dangereux peuvent être renvoyés ou détruits; les frais sont à la charge de l'intéressé ou de l'importateur. Lorsque la demande de licence concerne des animaux vivants, une place doit être sollicitée auprès des stations de quarantaine, avant que la licence soit autorisée. Au Panama, il y a deux stations de quarantaine (Tucumán et Paso Canoá) où les animaux vivants doivent arriver et séjourner.¹⁹⁵ Le transit des animaux vivants est soumis à quarantaine dans les stations de quarantaine.

3.142. Depuis 2021, la sécurité sanitaire des produits alimentaires relève juridiquement de la compétence du Ministère de la santé, étant donné que l'AUPSA, qui était l'autorité chargée d'élaborer des manuels de procédure et des modes d'emploi concernant l'importation¹⁹⁶, a été éliminée.¹⁹⁷ La Direction nationale du contrôle des aliments et de la surveillance vétérinaire est compétente en matière de surveillance, de prévention et de contrôle de la qualité et de l'hygiène des produits alimentaires destinés à la consommation humaine et des maladies qui peuvent en découler.¹⁹⁸ Le MICI est chargé des démarches purement commerciales liées à l'importation de produits alimentaires.

3.143. Le Panama autorise l'importation de produits génétiquement modifiés. Par le biais d'une décision, la Commission nationale de biosécurité (CBN) pour les organismes génétiquement modifiés (OGM) approuve ou rejette l'importation, en se fondant sur l'analyse des risques effectuée par le Comité sectoriel de biosécurité (CSB) compétent (comité agricole, environnemental et de santé publique). En fonction du résultat de l'analyse des risques, selon l'utilisation (importation, exportation, production ou consommation) de l'OGM, le CSB approuve ou rejette l'importation et formule une recommandation pour la CBN.

3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix

3.3.4.1 Politique de la concurrence

3.144. Au Panama, la Constitution¹⁹⁹, la Loi n° 45 du 31 octobre 2007 et ses règlements²⁰⁰ régissent la politique de la concurrence et la protection des consommateurs. Depuis 2014, les dispositions relatives à la politique de la concurrence n'ont pas fait l'objet de modifications substantielles, bien que certaines des dispositions relatives à la protection des consommateurs aient été modifiées.²⁰¹ En

¹⁹⁴ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁹⁵ Manuel d'utilisation, système phytosanitaire et zoosanitaire intégré d'importation, de transit et d'exportation de la Direction exécutive de la quarantaine agricole du MIDA. Adresse consultée: <https://www.mida.gob.pa/upload/documentos/manualusuarioexterno-2015.pdf>.

¹⁹⁶ Résolutions de l'AUPSA. Adresse consultée: <http://200.46.196.152/aupsa/ResolucionesAdministrativas.asp>.

¹⁹⁷ Loi n° 206 du 30 mars 2021.

¹⁹⁸ Décret exécutif n° 770 du 17 mai 2021.

¹⁹⁹ Articles 49, 282 à 284, 295 et 298.

²⁰⁰ Décrets exécutifs n° 8-A du 22 janvier 2009 et n° 46 du 23 juin 2009.

²⁰¹ Articles 36 et 56 de la Loi n° 45 modifiés par la Loi n° 34 du 2 août 2016; et articles 35, 46, 47, 81, 100, 115 et 127 de la Loi n° 45 modifiés par la Loi n° 14 du 20 février 2018.

outre, pendant la période considérée, la Direction de la protection du consommateur et de défense de la concurrence (ACODECO) a publié plusieurs guides pour clarifier les dispositions légales relatives à la concurrence, par exemple le Guide du programme de dérogation ou de réduction des sanctions (en 2015) et le Guide des programmes de conformité des entreprises (en 2018).²⁰²

3.145. En principe, tous les opérateurs, publics et privés, nationaux et étrangers, qui mènent des activités sur le territoire panaméen et à l'étranger, sont régis par la Loi n° 45, sous réserve que leurs activités affectent la concurrence sur le marché panaméen. La Loi ne régit ni les monopoles d'État (actuellement la fourniture d'électricité et les services postaux) ni les activités qui ne font pas l'objet d'une concession (activités qui donnent lieu à des paris et activités liées au canal de Panama). Il existe en outre des dispositions sectorielles qui régissent la concurrence sur les marchés de l'électricité et des télécommunications (section 4).

3.146. L'ACODECO est l'entité chargée de mettre en œuvre les politiques de la concurrence et de vérifier qu'elles sont respectées dans tous les secteurs. Cette entité mène des enquêtes, de sa propre initiative ou à la demande des parties, et sanctionne les pratiques anticoncurrentielles. L'ACODECO surveille les différents marchés et, si elle observe des indices de pratique monopolistique qui relèvent de sa compétence, elle ouvre d'office une enquête.²⁰³ Elle est également chargée d'approuver les concentrations économiques dans tous les secteurs de l'économie, y compris lorsque des dispositions sectorielles existent à ce sujet.

3.147. En règle générale, les comportements anticoncurrentiels sont interdits; néanmoins, la Loi autorise ces pratiques si elles contribuent à améliorer l'efficacité de l'économie, par exemple, si elles accroissent la production et/ou améliorent la distribution et la commercialisation.²⁰⁴ En outre, les comportements qui ont des effets anticoncurrentiels sur le marché ne sont pas interdits lorsqu'ils sont adoptés pour protéger les droits de propriété intellectuelle.

3.148. Les cartels sont interdits au Panama et font l'objet de sanctions. Un programme de clémence existe pour les agents économiques (entreprises ou individus) qui participent à un cartel et le dénoncent auprès de l'ACODECO. Néanmoins, seul le premier agent économique qui fournit des preuves suffisantes pour déterminer l'existence d'un cartel peut bénéficier du programme de clémence.²⁰⁵ Au titre de ce programme, le montant de l'amende peut être réduit partiellement (à hauteur de 50%) ou dans son intégralité.²⁰⁶ Pendant la période considérée, aucun agent n'a bénéficié du programme.

3.149. Dans le cadre des enquêtes sur les comportements anticoncurrentiels relatifs, l'ACODECO doit déterminer si l'opérateur bénéficie d'une position dominante sur le marché pertinent (concerné). À cette fin, elle se fonde sur des critères comme la part de marché (sans qu'un seuil soit spécifié), la capacité de fixation des prix de manière unilatérale, l'existence d'obstacles à l'entrée et l'accès aux intrants.²⁰⁷ Dans le secteur des télécommunications, les critères sont fixés par l'ASEP (section 4.4.2).

3.150. Pendant la période à l'examen, l'ACODECO a ouvert 61 enquêtes pour comportements prétendument anticoncurrentiels; 39 enquêtes ont été ouvertes d'office. Cinquante-deux agents ont été sanctionnés pour comportements anticoncurrentiels, principalement pour des motifs de pratiques monopolistiques absolues (50) dans les secteurs de la production de bière, de la raffinerie de pétrole, des services de publicité, des services de blanchisserie et de repassage et des services de courtage en douane; 2 recours ont été présentés (tableau 3.16).

²⁰² Renseignements communiqués par les autorités et l'ACODECO. Adresse consultée: <https://www.acodeco.gob.pa/view.php?arbol=2&sec=3&pagi=0>.

²⁰³ Article 2 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007.

²⁰⁴ Article 5 du Décret exécutif n° 8-A du 22 janvier 2009.

²⁰⁵ Pour pouvoir bénéficier du programme, l'agent économique ne doit pas être le principal acteur du marché ni avoir été à l'origine de la création du cartel (article 104 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007).

²⁰⁶ Article 130 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007; article 31 du Décret exécutif n° 8-A du 22 janvier 2009; et Résolution n° A-064-15 de l'ACODECO du 10 juillet 2015 (Guide du programme de dérogation ou de réduction des sanctions); et ACODECO. Adresse consultée: <https://www.acodeco.gob.pa/clemencia.php>.

²⁰⁷ Article 19 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007.

Tableau 3.16 Statistiques sur la concurrence, 2014-2021

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Enquêtes ouvertes	8	12	11	8	10	7	3	2
Pratiques monopolistiques absolues	6	11	7	3	3	3	0	1
Pratiques monopolistiques relatives	2	1	4	5	7	4	3	1
D'office	8	6	8	5	4	5	2	1
À la demande des parties	-	6	3	3	6	2	1	1
Pratiques sanctionnées	16	0	0	0	17	1	0	18
Pratiques monopolistiques absolues	16	0	0	0	16	0	0	18
Pratiques monopolistiques relatives	0	0	0	0	1	1	0	0
Recours présentés	0	0	0	0	1	1	0	0
Concentrations économiques	1	6	4	2	4	3	2	0
Autorisées	1	5	3	2	3	3	2	0
Autorisées sous certaines conditions	0	1	1	0	1	0	0	0
Rejetées	0	0	0	0	0	0	0	0

Source: ACODECO. Adresse consultée: <http://www.acodeco.gob.pa/acodeco/view.php?arbol=4&sec=17&pagi=0>.

3.151. Conformément à la Loi n° 45, l'expression "concentrations économiques" s'entend des fusions, des acquisitions et, de manière générale, de toute prise de contrôle d'un agent économique par un autre. Au Panama, il n'est obligatoire de notifier une concentration économique ni *ex ante*, ni *ex post*; la notification est volontaire. Néanmoins, si la concentration économique est notifiée et autorisée par l'ACODECO, elle ne peut pas être contestée postérieurement. Bien que cette disposition semble être une incitation à la notification, ce n'est pas le cas. Les concentrations qui ne sont pas notifiées ne peuvent faire l'objet d'un recours que pendant les trois premières années qui suivent leur établissement.²⁰⁸

3.152. Les concentrations économiques qui sont notifiées à l'ACODECO peuvent être rejetées si elles nuisent à la concurrence. Les concentrations économiques qui nuisent à la concurrence, y compris celles qui ont les effets mentionnés à l'article 21 de la Loi, peuvent toutefois être approuvées si l'ACODECO considère que ces effets sont compensés par des gains d'efficacité.²⁰⁹ En outre, l'ACODECO peut imposer certaines conditions de fonctionnement pour corriger les potentiels effets anticoncurrentiels qui découlent de la concentration économique.²¹⁰

3.3.4.2 Contrôle des prix

3.153. Selon la Constitution (article 284), le prix de tout type de biens (notamment les biens de première nécessité) et de services peut être contrôlé. En vertu de la Loi n° 45, en règle générale, le contrôle des prix est une mesure exceptionnelle imposée lorsqu'il existe des distorsions sur les marchés de référence; les contrôles doivent être appliqués de manière temporaire (pour une période initiale de six mois, renouvelable) et ne peuvent en principe être utilisés que pour les produits dont les droits d'importation sont supérieurs à 40%. Néanmoins, dans le cas des hydrocarbures, des produits dérivés du pétrole et des articles de première nécessité, le prix peut être réglementé quel que soit le niveau du taux de droit.²¹¹

3.154. Pendant la période considérée, le Panama a continué de réglementer les prix des combustibles liquides (essence et diesel), et à partir de 2014, il a commencé à réglementer le prix des bouteilles pour gaz de pétrole liquéfié (GPL ou gaz domestique) et le prix des produits du panier de base. Dans chacun des cas, le contrôle a initialement été imposé de façon temporaire (pour une durée de six mois), mais il a été prorogé en raison de la persistance des circonstances originales qui avaient motivé son adoption. En conséquence, en 2021, les prix des produits mentionnés sont toujours réglementés. Selon les autorités, les prix continuent d'être réglementés pour garantir que les consommateurs ont accès aux produits alimentaires de première nécessité et au GPL, qui est communément utilisé pour cuisiner. S'agissant des combustibles, la réglementation des prix est maintenue, car les distorsions persistent sur ce marché. Les prix sont établis dans des décrets

²⁰⁸ Articles 21, 25 et 26 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007.

²⁰⁹ Les gains d'efficacité mentionnés par la Loi sont les suivants: amélioration des systèmes de production ou de commercialisation; stimulation du progrès technique ou économique; amélioration de la compétitivité de l'industrie; et contribution aux intérêts des consommateurs (article 22 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007).

²¹⁰ Article 25 du Décret exécutif n° 8-A du 22 janvier 2009.

²¹¹ Articles 199 à 201 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007.

exécutifs publiés par le Ministère de la Présidence (combustibles liquides et GPL) et le MICI (panier de base).

3.155. Dans le cas des combustibles liquides, le Secrétariat national à l'énergie fixe le prix maximum de vente au public, en fonction de la localité. Le prix est révisé tous les 14 jours en tenant compte de la variation des prix de parité pour l'importation, des frais de transport et des marges de commercialisation.²¹² Lorsque les prix internationaux fluctuent considérablement, le délai de révision des prix peut être inférieur à 14 jours, pour refléter ces fluctuations de manière plus adéquate. Cela a par exemple été le cas en 2021, lorsqu'il a été annoncé que les prix seraient révisés tous les sept jours.²¹³ Le Secrétariat national à l'énergie fixe également le prix de vente de gros et de détail des bouteilles de GPL; les prix sont fixés par unité et par province.²¹⁴ Le prix de vente au consommateur des bouteilles de GPL est subventionné.²¹⁵

3.156. En 2014, le MICI a commencé à fixer le prix maximum de vente au consommateur de certains des produits qui composent le panier de base.²¹⁶ Le prix maximum de vente au consommateur est fixé en utilisant comme paramètre le "prix international plus le droit de douane appliqué ou le prix national", le prix le plus bas étant retenu, plus une "marge raisonnable d'utilité globale". Le prix maximum de vente au consommateur est fixé par unité. Le MICI établit aussi une marge bénéficiaire de 10% pour les produits qui n'ont pas besoin d'être réfrigérés et de 15% pour ceux qui ont besoin d'être réfrigérés. La Commission d'ajustement des prix, créée en 2014, réexamine le prix maximum de vente au consommateur à la demande des parties ou de sa propre initiative.²¹⁷

3.157. Les prix fixés par le MICI sont utilisés dans l'ensemble du pays, à l'exception de la province du Darién et des îles, où c'est la Commission d'ajustement des prix qui les fixe. Néanmoins, selon les autorités, la Commission n'a pas fixé de prix dans ces localités depuis 2014.

3.158. En 2014, le prix de 22 des produits qui composaient le panier de base était réglementé. Pendant la période considérée, le nombre de produits auxquels des prix réglementés étaient appliqués a diminué et, depuis 2019, seuls 14 produits (lait en poudre, pain de mie blanc, grasset, bifteck, viande hachée, poulet entier Panama, riz de première qualité, oignon jaune, igname cousse-couche, pomme de terre d'origine nationale, tomate d'origine nationale (allongée ou ronde), manioc, fromage jaune et saucisses contenant de la viande) font l'objet de prix réglementés.²¹⁸ En 2021 (septembre) le prix de ces 14 produits était réglementé.²¹⁹ L'ACODECO surveille le prix de vente du reste des produits qui composent le panier de base. Les détaillants doivent l'informer au moins cinq jours avant d'augmenter le prix.

3.159. L'ACODECO surveille aussi le prix de vente de certains médicaments.²²⁰ Les pharmacies doivent actualiser les prix tous les mois, ce qui, depuis 2020, a été fait par le biais du site Web de l'ACODECO.²²¹ En 2020, pour assurer l'accès aux biens nécessaires pendant la pandémie, le MICI a fixé la marge commerciale ou le prix de vente de 11 produits de toilette personnelle, de nettoyage et de consommation de première nécessité, y compris les masques et les gants jetables, les produits antibactériens et l'alcool à usage externe. Par exemple, la marge ne peut pas représenter plus de 15% du coût du produit dans le cas des masques jetables; pour le reste des produits, elle ne peut pas représenter plus de 23% du coût. Le contrôle des prix a été introduit pour une période initiale de trois mois, qui a été prolongée pour une durée de six mois. En septembre 2021, cette mesure était encore en vigueur.²²²

²¹² Renseignements communiqués par les autorités; Décret exécutif n° 20 du 25 janvier 2013; et Décret exécutif n° 284 du 24 mai 2021 (dernière prolongation de la réglementation des prix).

²¹³ Secrétariat national à l'énergie. Adresse consultée: <https://www.energia.gob.pa/precios-de-combustibles-disminuyen-entre-un-28-y-16/>.

²¹⁴ Décret exécutif n° 558 du 23 juillet 2014; Décret exécutif n° 283 du 24 mai 2021 (dernière prolongation de la réglementation des prix); et renseignements communiqués par les autorités.

²¹⁵ Renseignements communiqués par les autorités.

²¹⁶ Décret exécutif n° 165 du 1^{er} juillet 2014; et Décret exécutif n° 26 du 7 janvier 2021 (dernière prolongation de la réglementation des prix).

²¹⁷ La Commission d'ajustement des prix est composée des Ministres du commerce et de l'industrie, du développement agricole, et de l'économie et des finances.

²¹⁸ Décret exécutif n° 97 du 1^{er} juillet 2019 et renseignements communiqués par les autorités.

²¹⁹ Décret exécutif n° 165 du 1^{er} juillet 2014, modifié par le Décret exécutif n° 97 du 1^{er} juillet 2019.

²²⁰ Article 98 de la Loi n° 1 du 10 janvier 2001.

²²¹ Article 5 de la Résolution n° 774 du 7 octobre 2019 du Ministère de la santé.

²²² Renseignements communiqués par les autorités; Décret exécutif n° 114 du 13 mars 2020; et Décret exécutif n° 89 du 30 juin 2021 (dernière prorogation de la réglementation des prix).

3.160. Les tarifs de l'électricité (section 4.2) et du transport terrestre de passagers sont toujours réglementés au Panama.

3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation

3.161. Le Panama a notifié à l'OMC qu'il n'avait aucune entreprise commerciale d'État au sens de l'article XVII du GATT.²²³ Les autorités ont indiqué qu'il n'y avait aucune entreprise de ce type au Panama depuis 2019.

3.162. Depuis le dernier examen, le nombre d'entreprises publiques et mixtes qui existent au Panama et leurs fonctions n'ont pas beaucoup changé (tableau 3 [Entreprises d'État, 2014 et 2021])

Tableau 3.17 Entreprises publiques et mixtes, 2014 et 2021

(%)

Entreprise	Participation de l'État 2014 ^a	Participation de l'État 2021
Entreprises publiques		
Direction nationale des affaires maritimes du Panama	100,00	100,00
Bingos nationaux	100,00	100,00
Direction de l'aviation civile	100,00	100,00
Institut national des aqueducs et des égouts	100,00	100,00
Institut de commercialisation des produits agricoles	100,00	100,00
Empresa de Generación Eléctrica, S.A. (EGESA)	100,00	100,00
Empresa Mercados Nacionales de la Cadena de Frío	100,00	100,00
Empresa Metro de Panamá, S.A.	100,00	100,00
Transporte Masivo de Panamá, S.A.	100,00	100,00
Loterie nationale de bienfaisance	100,00	100,00
Zone franche de Colón	100,00	100,00
Agence de la zone économique spéciale Panama Pacifique	100,00	100,00
Autorité de l'assainissement urbain et domestique	100,00	100,00
Entreprises mixtes		
AES Panamá S.A. (centrales électriques de La Estrella, Los Valles et Bayano)	50,39	50,39
Empresa de Distribución Eléctrica Metro-Oeste (EDEMET)	48,24	48,2
Empresa de Distribución Eléctrica Chiriquí (EDECHI)	49,00	49,00
Elektra Noreste, S.A. (ENSA)	48,25	48,25
Empresa de Generación Bahía las Minas	49,00	49,00
Cable & Wireless Panamá, S.A.	49,00	49,00
Enel Fortuna	49,90	49,90
Energía y Servicios de Panamá, S.A.	47,96	47,96
Panama Ports Company	10,00	10,00
Petroterminal de Panamá, S.A.	50,00	50,00
Autres entités d'État		
Aéroport international de Tocumen, S.A.	100,00	100,00
Empresa de Transmisión Eléctrica	100,00	100,00
Société nationale des autoroutes	100,00	100,00

a Document de l'OMC WT/TPR/S/301/Rev.1 du 14 octobre 2014.

Source: Renseignements communiqués par les autorités; document de l'OMC WT/TPR/S/301/Rev.1 du 14 octobre 2014; et Loi n° 176 du 13 novembre 2020, titre IV, chapitre I, article 166.

3.163. La Direction des investissements, des concessions et de la gestion des risques de l'État (DICRE), créée en 2009, est chargée d'évaluer le fonctionnement et le rendement des entreprises mixtes.²²⁴ Depuis 2020, les fonctions de la DICRE ont été élargies et cette dernière peut désormais participer au conseil d'administration des entreprises publiques constituées en sociétés, des entreprises mixtes et des filiales (avec droit de parole); elle ne participait antérieurement qu'au conseil d'administration des entreprises mixtes. En outre, la DICRE est actuellement chargée d'administrer les fonds fiduciaires publics auxquels le MEF participe en tant que constituant, à condition que ces fonds ne contractent pas dette.²²⁵ En 2020, la DICRE a évalué les résultats de 10 entreprises mixtes dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications et des transports,

²²³ Document de l'OMC G/STR/N/15/PAN-G/STR/N/16/PAN-G/STR/N/17/PAN-G/STR/N/18/PAN du 10 juin 2020.

²²⁴ Décret exécutif n° 110 du 4 août 2009.

²²⁵ Décret exécutif n° 605 du 23 novembre 2020.

dont les actifs représentent un total de 6 297 millions de PAB. Ces entreprises emploient plus de 9 000 travailleurs et, depuis 2014, elles ont fourni un total de 1 111,54 millions de PAB à l'État sous forme de dividendes. Le processus d'évaluation des autres entreprises publiques est prévu par le Décret n° 605 du 23 novembre 2020.

3.3.6 Marchés publics

3.164. La Loi n° 22 du 27 juin 2006 et son règlement d'application²²⁶ régissent les achats de marchandises, de services et de travaux des entités et entreprises publiques, à l'exception de ceux de la Direction du canal de Panama (ACP) et de la Caisse de sécurité sociale (CSS), qui sont régis par leurs propres règlements sur les marchés.²²⁷ En outre, les achats destinés à des projets de partenariats public-privé sont régis par la Loi n° 93 du 19 septembre 2019. Le Panama révisé périodiquement la Loi n° 22, et un Texte unique codifié de la Loi n° 22, qui reprend intégralement le texte actualisé, est publié; actuellement, le Texte unique du 7 septembre 2020 est en vigueur. Depuis l'examen précédent, réalisé en 2014, le Panama a considérablement modifié la Loi n° 22 en 2016, en 2017 et en 2020.²²⁸

3.165. Le Panama a le statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics.

3.166. Depuis 2014, le système de passation des marchés publics du Panama a fait l'objet de diverses modifications. Il convient entre autres de mentionner l'adoption de nouvelles méthodes et de seuils de passation des marchés et les nouvelles conditions qui s'appliquent à leur utilisation, ainsi que les préférences accordées à certains types d'entreprises. En outre, selon les autorités, la bureaucratie liée au mécanisme de passation des marchés a été allégée; les achats sociaux et responsables du point de vue environnemental ont été promus; l'utilisation d'une garantie a été mise en œuvre pour les processus d'appels d'offres supérieurs à 500 000 PAB; un délai de 15 jours a été introduit pour la signature du marché après son adjudication; des dispositions ont été incluses pour protéger l'État lorsque des offres artificiellement basses sont présentées; et le Pacte d'intégrité (c'est-à-dire des dispositions visant à améliorer la transparence dans le cadre des processus de passation des marchés) a été approuvé.

3.167. Au Panama, chaque entité mène ses propres processus de passation de marchés publics. La Direction générale des marchés publics (DGCP) est l'organisme qui réglemente et contrôle les processus d'achat. La DGCP gère aussi PanamaCompra, le système électronique de passation des marchés publics. Depuis 2021, l'utilisation de ce système est obligatoire, dans la mesure où cela est techniquement possible.²²⁹ En outre, depuis cette même année, la DGCP travaille sur la normalisation des aspects généraux des processus de passation des marchés, l'élimination des exigences bureaucratiques qui peuvent être "excessives" et l'élaboration d'un guide sur la passation de marchés publics destiné aux opérateurs économiques.²³⁰ De plus, afin d'améliorer la transparence, l'Observatoire numérique des marchés publics a été créé pour diffuser des renseignements sur les achats publics et offrir au public un canal numérique pour déposer des plaintes.²³¹

3.168. Les étrangers peuvent participer aux processus de passation des marchés publics au Panama et ils bénéficient du même traitement que les ressortissants nationaux, à condition qu'ils ne soient pas originaires d'un État qui impose des restrictions discriminatoires au Panama. En vertu de la Loi n° 22, tous les soumissionnaires doivent bénéficier du même traitement dans le cadre du processus de passation des marchés.²³² Néanmoins, depuis 2020, le Panama a favorisé la passation de marchés avec des fournisseurs nationaux dans certains cas, par exemple celui des marchés de travaux d'une valeur allant jusqu'à 5 millions de PAB, pour lesquels l'entité contractante peut inviter des entreprises nationales exclusivement à participer au processus de sélection.²³³ De même, depuis 2020

²²⁶ Décret exécutif n° 439 du 10 septembre 2020.

²²⁷ Dans le cas de la CSS, les achats sont régis par le Règlement qui régit le chapitre IV, Passation de marchés pour des travaux publics, fourniture de marchandises et prestation de services (Résolution n° 38.491-2006-JD du 21 février 2006). Adresse consultée: <http://www.css.gob.pa/normasreglamentos.html>.

²²⁸ Les modifications figurent dans les Lois n° 153 du 8 mai 2020, n° 61 du 27 septembre 2017 et n° 12 du 19 mai 2016.

²²⁹ Articles 70 et 72 du Décret exécutif n° 439 du 10 septembre 2020; et Loi n° 153 du 8 mai 2020.

²³⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

²³¹ Article 38 du Texte unique du 7 septembre 2020; et Loi n° 153 du 8 mai 2020.

²³² Article 25 du Texte unique du 7 septembre 2020.

²³³ Article 11 du Texte unique du 7 septembre 2020.

également, une marge de préférence de 5% est offerte aux entreprises nationales et aux MPME qui participent à des marchés de faible valeur.²³⁴

3.169. Les méthodes d'acquisition de biens, de services et de travaux qui existaient au Panama étaient l'adjudication de marchés de faible valeur, l'appel d'offres avec ses diverses modalités, la procédure exceptionnelle de passation des marchés publics et la procédure spéciale de passation des marchés publics, qui a été ajoutée en 2017 (tableau 3.18). Depuis l'examen précédent, deux modalités d'appels d'offres ont été éliminées car elles étaient considérées comme "inefficaces et bureaucratiques": l'appel d'offres simplifié (en 2018) et l'adjudication en fonction de la meilleure valeur avec évaluation distincte (en 2020). En règle générale, tous les soumissionnaires peuvent participer à un appel d'offres, mais lorsque la complexité et les caractéristiques techniques du projet le requièrent, ils peuvent faire l'objet d'une présélection.²³⁵ Depuis 2020, les soumissionnaires peuvent également être présélectionnés dans le cadre des appels d'offres pour des biens destinés à la population touchée par la pauvreté multidimensionnelle.²³⁶ La Loi n° 22 ne précise pas quelle méthode de passation des marchés est préférée.

Tableau 3.18 Méthodes de passation des marchés publics utilisées entre 2014 et 2021

	Seuils (en PAB)			Critères de sélection de l'adjudicataire
	2014-2017	2017-2020	À partir de 2020	
Marché de faible valeur	≤ 30 000	≤ 30 000	≤ 50 000	L'offre la plus basse est sélectionnée
Appel d'offres				
Appel d'offres public	> 30 000	> 30 000	> 50 000	L'offre la plus basse est sélectionnée
Adjudication en fonction de la meilleure valeur	> 30 000	> 100 000	> 500 000	Divers critères (techniques, économiques, administratifs et financiers) sont évalués. Un score est attribué pour chaque critère. L'offre obtenant le meilleur score total est sélectionnée. Le prix est l'un des critères évalués (ce n'est pas un critère déterminant). Depuis 2017, le critère du prix ne peut pas obtenir moins de 40 ni plus de 49 points (sur un total de 100 points); auparavant, il ne pouvait pas obtenir moins de 30 ni plus de 50 points.
Adjudication en fonction de la meilleure valeur avec évaluation distincte	Tout montant	> 100 millions	Éliminée	Semblable à l'adjudication en fonction de la meilleure valeur, mais les offres techniques et économiques sont évaluées de manière distincte
Appel d'offres simplifié	> 30 000	Éliminée	-	Semblable à l'appel d'offres public ou à l'adjudication en fonction de la meilleure valeur, selon ce qui était décidé par l'entité contractante, mais les délais prévus pour l'achat étaient plus courts. En outre, cette méthode était utilisée uniquement pour les achats urgents ou de caractère social
Passation de convention-cadre	Biens et services: tout montant; travaux: 250 000	Biens et services: tout montant; travaux: 250 000	Biens, services et travaux: tout montant	Les adjudicataires inclus dans le Magasin virtuel (connu sous le nom de Catalogue électronique jusqu'en 2020) sont sélectionnés. Pour être inclus dans le Magasin virtuel, l'offre la plus basse est sélectionnée
Enchères inversées	Tout montant	Tout montant	Tout montant	L'offre la plus basse par rapport au prix de référence fixé par l'entité contractante est sélectionnée
Procédure exceptionnelle de passation des marchés publics	Tout montant	Tout montant	Tout montant	Le fournisseur est sélectionné directement

²³⁴ Articles 12 et 57 du Texte unique du 7 septembre 2020.

²³⁵ Article 65 du Texte unique du 7 septembre 2020.

²³⁶ Renseignements communiqués par les autorités. Pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle, on tient compte des privations et des carences dont souffrent les personnes, de manière simultanée, dans divers domaines tels que l'éducation, le logement, les services essentiels, la santé et le travail (Ministère du développement social (2020), *Índice de Desarrollo Social*. Adresse consultée: https://www.mides.gob.pa/wp-content/uploads/2020/09/IPM_Digital-9.pdf).

	Seuils (en PAB)			Critères de sélection de l'adjudicataire
	2014-2017	2017-2020	À partir de 2020	
Procédure spéciale de passation des marchés publics	Alors inexistante	Tout montant	Tout montant	Le fournisseur est sélectionné directement

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des Lois n° 153 du 8 mai 2020 et n° 61 du 27 septembre 2017.

3.170. Pendant la période considérée, les seuils déterminant la méthode de passation des marchés publics à utiliser ont été relevés deux fois, en 2017 et en 2020. Depuis 2020, la passation de conventions-cadres peut être utilisée pour l'adjudication de marchés de travaux publics indépendamment du montant du marché; auparavant, cette méthode ne pouvait être utilisée que pour les marchés d'un montant maximum de 250 000 PAB.

3.171. Jusqu'en 2020, les entités contractantes pouvaient utiliser la procédure exceptionnelle de passation des marchés publics, dans le cadre de laquelle le fournisseur est sélectionné directement, lorsqu'il n'y avait pas assez de temps pour organiser un processus de sélection ou lorsqu'il existait un seul fournisseur pour le bien ou le service qu'elles voulaient acheter.²³⁷ Depuis 2020, quelles que soient les circonstances, si le marché est supérieur à 300 000 PAB, l'entité contractante doit solliciter trois offres.²³⁸ En outre, les achats doivent être approuvés, selon le montant, par différentes entités: la DGCP²³⁹ (jusqu'à 300 000 PAB), le Conseil économique national (de 300 000 PAB à 3 millions de PAB) ou le Conseil du Cabinet (plus de 3 millions de PAB). Les marchés adjugés doivent en outre être autorisés par le Bureau du Contrôleur général de la République.²⁴⁰

3.172. La procédure spéciale de passation des marchés publics, introduite en 2018, est aussi utilisée pour effectuer des achats directs. Cette méthode est particulièrement utilisée pour passer des marchés de services juridiques, dont le montant ne dépasse pas 3 millions de PAB, afin de traiter les plaintes déposées auprès de tribunaux étrangers, y compris auprès de tribunaux d'arbitrage international. Les marchés adjugés par le biais de la procédure spéciale de passation des marchés publics doivent également être autorisés par le Bureau du Contrôleur général de la République.²⁴¹ En mars 2020, face à la pandémie, le gouvernement a autorisé l'utilisation de la procédure spéciale pour acheter des biens, des services et des travaux pendant une période de 18 mois et pour un montant total maximum de 50 millions de PAB.²⁴²

3.173. En 2020, la méthode la plus souvent utilisée pour les marchés publics, qui ont représenté 5 394,5 millions de PAB, a été l'adjudication en fonction de la meilleure valeur avec évaluation distincte (tableau 3.19). Néanmoins, pendant la période à l'examen, l'adjudication en fonction de la meilleure valeur a globalement été la méthode la plus utilisée au Panama. En 2020, du fait de la pandémie et de phénomènes climatiques défavorables, deux méthodes de passation des marchés ont été introduites pour faire face spécifiquement à la situation d'urgence: les "achats liés à l'urgence environnementale" et les "achats liés à la COVID-19" (tableau 3.19).

3.174. La Direction du canal de Panama (ACP) dispose de son propre Règlement sur les marchés et utilise son propre Système d'appel d'offres en ligne (SLI). Pendant la période considérée, plusieurs modifications ont été apportées au Règlement, qui concernaient les procédures de passation des marchés publics utilisées par l'ACP.²⁴³

²³⁷ Article 79 du Texte unique du 7 septembre 2020.

²³⁸ Renseignements communiqués par les autorités.

²³⁹ Pendant la période allant de 2014 à 2017, le MEF était l'entité qui approuvait les marchés publics (Loi n° 61 du 27 septembre 2017).

²⁴⁰ Article 2 (paragraphe 6) du Texte unique du 7 septembre 2020.

²⁴¹ Article 84 du Texte unique du 7 septembre 2020.

²⁴² Résolution du Cabinet n° 11 du 13 mars 2020.

²⁴³ Le Règlement sur les marchés (Décision n° 24 du 4 octobre 1999) a fait l'objet de plusieurs révisions depuis 2014 par le biais des Décisions n° 285 du 24 novembre 2015, 322 du 22 janvier 2018, 331 du 25 septembre 2018, 338 du 17 janvier 2019, 350 du 29 août 2019, 354 du 19 novembre 2019 et 363 du 26 mars 2020. Adresse consultée: <https://micanaldepanama.com/nosotros/sobre-la-acp/fundamentos-legales/reglamentos-del-canal/>.

Tableau 3.19 Indicateurs des marchés publics, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total (millions de PAB)	2 810,6	2 817,4	4 694,7	4 433,6	3 324,0	2 595,2	5 394,5
Par méthode	(% du total)						
Marché de faible valeur	8,0	11,2	5,9	6,6	9,8	11,1	4,1
Appel d'offres public	4,7	12,2	10,8	11,2	13,9	11,5	5,6
Adjudication en fonction de la meilleure valeur	40,7	27,6	54,6	41,2	40,1	20,7	19,6
Adjudication en fonction de la meilleure valeur avec évaluation distincte	0,9	3,4	s.o.	s.o.	2,6	6,8	46,5
Appel d'offres simplifié en fonction de la meilleure valeur	7,1	9,9	4,9	4,2	0,5	s.o.	s.o.
Appel d'offres simplifié en fonction du prix	3,9	8,8	3,7	2,5	1,0	s.o.	s.o.
Achats sur catalogue	5,4	5,1	3,5	4,7	4,9	4,9	1,6
Enchères	1,1	0,3	0,1	0,2	0,4	0,3	-
Marché de gré à gré	12,5	9,3	7,4	8,1	1,5		
Procédure spéciale	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	0,2	0,6	
Procédure exceptionnelle					10,1	12,0	5,4
Achats liés à l'urgence environnementale	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	0,1
Achats liés à la COVID-19	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	10,7
Caisse de sécurité sociale (Loi n° 51)	14,5	6,8	8,4	13,6	12,3	26,4	5,4
Appel d'offres public BID	0,8	5,1	0,6	7,5	2,5	3,7	0,6
Appel d'offres public Banque mondiale	0,4	0,3	-	0,2	0,1	1,9	0,3
Par type de marché	(% du total)						
Biens	30,0	29,9	23,5	28,6	30,1	43,5	17,8
Services	56,7	19,2	14,8	18,7	24,2	25,7	16,1
Travaux	8,0	45,8	58,2	48,0	40,7	25,6	64,5
Autres (services de consultation)	5,4	5,1	3,5	4,7	5,0	5,2	1,6

s.o. Sans objet (la méthode n'existe pas ou n'est plus utilisée).

- Négligeable (un pourcentage très faible proche de 0,0%).

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.175. Pendant une bonne partie de la période à l'examen, l'ACP a utilisé cinq méthodes de passation des marchés (tableau 3.20). Cependant, plusieurs modifications ont été apportées au régime pendant cette période: depuis 2015, seule la méthode de l'appel d'offres limité est utilisée pour les contrats d'affrètement de navires (n'importe quelle méthode pouvait être utilisée auparavant); en 2018, la méthode des achats simplifiés, qui était utilisée pour les marchés dont la valeur allait de 1 000 à 100 000 PAB, a été supprimée, et le seuil d'utilisation de la méthode de l'appel d'offres a été modifié (il est tombé de plus de 100 000 PAB à plus de 1 000 PAB); depuis 2019 également, le même fournisseur ne peut pas être embauché de manière consécutive pour fournir des services d'audit externe (à moins que le Conseil de direction ne l'autorise). En 2019 et en 2020, le Règlement sur les marchés a également été modifié. Il convient entre autres de mentionner l'introduction de nouveaux motifs pour ne pas permettre la participation au processus de passation des marchés publics. Selon ce règlement, la méthode de l'appel d'offres doit être privilégiée, notamment l'appel d'offres public en fonction du prix le plus bas.²⁴⁴ D'après les autorités, l'ACP ne maintient pas de réserves ou de marges de préférence pour les fournisseurs nationaux.

3.176. Selon ce règlement, la méthode de l'appel d'offres doit être privilégiée, notamment l'appel d'offres public en fonction du prix le plus bas.²⁴⁵ Néanmoins, entre 2014 et 2019, la méthode la plus utilisée par l'ACP a été l'appel d'offres négocié et, depuis 2020, ces appels d'offres sont principalement effectués par le biais d'accords en fonction des listes de prix; en 2021, l'ACP a effectué 40% de ces achats avec cette méthode (tableau 3.21).

²⁴⁴ Article 70 du Règlement sur les marchés de l'ACP.

²⁴⁵ Article 70 du Règlement sur les marchés de l'ACP.

Tableau 3.20 Méthodes de passation des marchés publics utilisées par l'ACP en 2021

Méthode	Seuil		Critères de sélection de l'adjudicataire
	Jusqu'en 2018	Après 2018	
Offres ("micro-achats")	< 1 000 PAB	< 1 000 PAB	L'offre la plus basse est sélectionnée. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de marchés de "faible valeur", les achats sont effectués directement auprès des magasins (physiques ou numériques) établis au Panama. Dans ce cas, le prix payé est le prix de vente au public
Achats simplifiés	> 1 000 PAB < 100 000 PAB	Abrogée	L'offre la plus basse est sélectionnée
Appel d'offres			
Appel d'offres public en fonction du prix le plus bas	> 100 000 PAB	> 1 000 PAB	L'offre la plus basse est sélectionnée
Appel d'offres négocié			Divers critères (techniques et économiques) sont évalués. L'offre qui satisfait le mieux aux critères d'évaluation est sélectionnée
Appel d'offres négocié en fonction du prix le plus bas			L'offre la plus basse est sélectionnée
Appel d'offres négocié en fonction de la meilleure valeur			L'offre présentant le meilleur rapport qualité-prix est sélectionnée
Appel d'offres négocié en fonction du prix le plus bas dans le cadres d'enchères inversées			L'offre la plus basse par rapport au prix de référence fixé par l'ACP est sélectionnée
Appel d'offres public en deux étapes			Les participants sont évalués et notés lors de la première étape, et l'offre la plus basse est sélectionnée lors de la deuxième étape.
Appel d'offres en fonction de la meilleure valeur, non négociée			Un score est attribué aux critères techniques et économiques. L'offre obtenant le meilleur score total est sélectionnée
Appel d'offres limité	Tout montant	Tout montant	L'adjudicataire est sélectionné directement
Accords en fonction des listes de prix	Tout montant	Tout montant	Les adjudicataires inclus dans les listes annuelles de prix sont sélectionnés

Source: Règlement sur les marchés de l'ACP.

Tableau 3.21 Indicateurs des marchés publics de l'ACP, 2014-2021

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total (millions de PAB)	639,7	440,5	340,7	461,4	436,0	424,1	214,5	189,0
Pourcentage (%)								
Offres ("microachats")	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	1,0	1,0
Achats simplifiés	11,7	13,3	13,8	8,3	9,8	s.o.	s.o.	s.o.
Appel d'offres								
Appel d'offres public en fonction du prix le plus bas	17,7	13,7	9,6	6,4	15,2	16,5	28,1	34,1
Appel d'offres négocié	67,0	61,9	31,0	59,6	19,7	47,4	24,7	18,4
Appel d'offres public en 2 étapes	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Appel d'offres en fonction de la meilleure valeur, non négociée	1,0	0,5	3,1	4,4	1,7	1,3	1,0	0,1
Appel d'offres limité		0,05	20,8	2,17	28,6	15,5	10,2	6,3
Accords en fonction des listes de prix	2,1	10,2	21,2	18,9	24,6	18,9	35,1	40,0

s.o. Sans objet.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.177. Au Panama, les droits de propriété intellectuelle sont protégés par la Constitution²⁴⁶, la Loi n° 35 du 10 mai 1996 (propriété industrielle), la Loi n° 63 du 5 octobre 1997 (obtentions végétales) et la Loi n° 64 du 10 octobre 2012 (droit d'auteur et droits connexes). En 2017, le nouveau

²⁴⁶ L'article 53 de la Constitution politique établit que "tout auteur, artiste ou inventeur jouit de la propriété exclusive de son œuvre ou invention, pendant la durée et de la manière établies par la Loi".

règlement d'application de la Loi n° 35 a été promulgué.²⁴⁷ Le Panama protège aussi les droits de propriété intellectuelle des peuples autochtones.²⁴⁸ Il a ratifié 12 traités de l'OMPI, y compris le Traité de Marrakech, qui est entré en vigueur en 2017.²⁴⁹ En outre, le Panama est partie à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales.

3.178. Les entités responsables de la propriété intellectuelle sont la Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) et la Direction nationale du droit d'auteur (DNDA). La DIGERPI relève du MICI et est chargée de la propriété industrielle. En 2019, la DNDA, qui relevait du MICI, a été transférée au Ministère de la culture.²⁵⁰

3.179. Depuis 2014, les prescriptions et les conditions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle au Panama n'ont pas fait l'objet de modifications importantes (tableau 3.22). Pour faciliter l'enregistrement des marques, l'une des principales modifications apportées a été de permettre la présentation en ligne des demandes à partir de 2020. En outre, pour faciliter les démarches, la DIGERPI dispose d'une base de données sur les brevets, les marques et les variétés végétales enregistrées dans le pays.²⁵¹

Tableau 3.22 Principales caractéristiques de la protection des droits de propriété intellectuelle, 2021

	Type de protection	Prescriptions pour l'obtention de la protection	Observations	Durée de la protection
Inventions	Brevets	Être nouvelles, impliquer une activité inventive et avoir une application industrielle	Des brevets de seconde utilisation ne sont pas octroyés	Vingt ans à compter de la date de présentation de la demande. Dans le cas des produits pharmaceutiques, une prolongation de la durée de protection peut être sollicitée pour compenser les retards dans l'examen de la demande
Modèles d'utilité	Enregistrement	Être nouveaux et avoir une application industrielle	Les modèles d'utilité qui ne diffèrent pas considérablement des modèles d'utilité existants ne peuvent pas être enregistrés	Dix ans à compter de la date de présentation de la demande
Dessins et modèles industriels	Enregistrement	Être nouveaux et avoir une application industrielle	La Classification de Locarno est utilisée (bien que le Panama ne soit pas partie à l'Accord de Locarno)	Dix ans à compter de la date de présentation de la demande, renouvelable pour 5 ans. Néanmoins, les dessins et modèles industriels bénéficient d'une protection automatique de 3 ans à partir de la première diffusion au Panama.
Secrets industriels et commerciaux	s.o.	Renseignements confidentiels qui confèrent un avantage compétitif ou économique par rapport à des tiers	Ils sont automatiquement protégés	Tant que les renseignements restent confidentiels
Marques de fabrique ou de commerce	Enregistrement	Signes, mots ou combinaisons de signes et de mots qui permettent de distinguer un produit ou un service d'un autre	Tous types de marques peuvent être enregistrées. La Classification de Nice est utilisée (bien que le Panama ne soit pas partie à l'Arrangement de Nice)	Dix ans à compter de la date de présentation de la demande. La protection peut être renouvelée indéfiniment pour la même durée

²⁴⁷ Le Décret exécutif n° 85 du 4 juillet 2017 a abrogé le Décret exécutif n° 7 du 17 février 1998.

²⁴⁸ Loi n° 20 du 25 juin 2000.

²⁴⁹ OMPI. Adresse consultée: https://www.wipo.int/treaties/fr/ShowResults.jsp?country_id=136C.

²⁵⁰ La Loi n° 90 du 15 août 2019 a modifié le chapitre I du titre XII de la Loi n° 64 du 10 octobre 2012.

²⁵¹ DIGERPI. Adresse consultée: <https://consulta.digerpi.gob.pa/>.

	Type de protection	Prescriptions pour l'obtention de la protection	Observations	Durée de la protection
Indications géographiques (IG) et appellations d'origine (AO)	Enregistrement	La qualité, la réputation et d'autres caractéristiques sont attribuables fondamentalement à l'origine géographique (IG), ou exclusivement ou essentiellement à l'origine géographique (AO).	Des IG/AO étrangères peuvent être enregistrées. L'utilisation d'IG/d'AO étrangères qui identifient des vins et des spiritueux est autorisée à condition que l'utilisation ait été faite avant le 15 avril 1994, pour plus de 10 ans ou pour moins de temps si cela a été fait de bonne foi	Tant que les prescriptions au titre desquelles la protection a été accordée perdurent
Obtentions végétales	Droit d'obtenteur	Être nouvelles, avoir un caractère distinctif, être homogènes et stables	Les agriculteurs peuvent être autorisés à utiliser le produit de la récolte issue de la culture d'une variété protégée, à des fins de reproduction	À partir de la date d'octroi du droit d'obtenteur, 25 ans pour les arbres et les vignes, et 20 ans pour les autres espèces. Sans prolongation
Droits d'auteur et droits connexes	s.o.	Création ou publication d'une œuvre	Ils sont automatiquement protégés	Vie de l'auteur + 70 ans; œuvres anonymes ou pseudonymes: 70 ans à partir de l'année de leur diffusion; œuvres audiovisuelles, collectives et programmes d'ordinateur: 70 ans à compter de la première publication ou de l'achèvement

s.o. Sans objet.

Source: Secrétariat de l'OMC.

3.180. Les importations parallèles ne sont pas interdites au Panama, car l'épuisement international des droits de propriété industrielle est reconnu.²⁵² Néanmoins, le titulaire du droit peut présenter un recours.

3.181. Dans le cas des brevets, la Loi n° 35 autorise l'octroi de licences obligatoires.²⁵³ Néanmoins, le Panama n'a jamais octroyé ce type de licences.

3.182. Au Panama, il n'est pas obligatoire d'obtenir la protection du droit d'auteur pour qu'une œuvre soit protégée, mais son enregistrement est recommandé pour attester l'existence de l'œuvre.²⁵⁴ Les sociétés de gestion des droits des auteurs doivent solliciter un permis d'exercer auprès de la DNDA pour pouvoir, entre autres choses, percevoir et répartir les droits patrimoniaux.²⁵⁵ Six sociétés sont agréées au Panama. Les importations de biens protégés par le droit d'auteur ne sont pas interdites. Néanmoins, ceux qui importent de manière parallèle un bien protégé par le droit d'auteur ne peuvent pas l'exploiter à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été autorisés à l'importer.²⁵⁶

3.183. Pendant la période à l'examen, presque tous les brevets ont été sollicités par des non-résidents, qui se sont aussi vu accorder le plus grand nombre de brevets (graphique 3.5). Le faible nombre de brevets nationaux pourrait signifier que le niveau d'invention est bas, malgré les incitations visant à promouvoir le développement et l'invention, comme la Cité du savoir. En revanche, le nombre de demandes d'enregistrement de marques présentées par des ressortissants

²⁵² Article 19 de la Loi n° 35 du 10 mai 1996, modifié par l'article 9 (paragraphe 2) de la Loi n° 61 du 5 octobre 2012; et article 100, paragraphe 1 de la Loi n° 35 du 10 mai 1996.

²⁵³ Article 58-A de la Loi n° 35 du 10 mai 1996, complété par la Loi n° 61 du 5 octobre 2012.

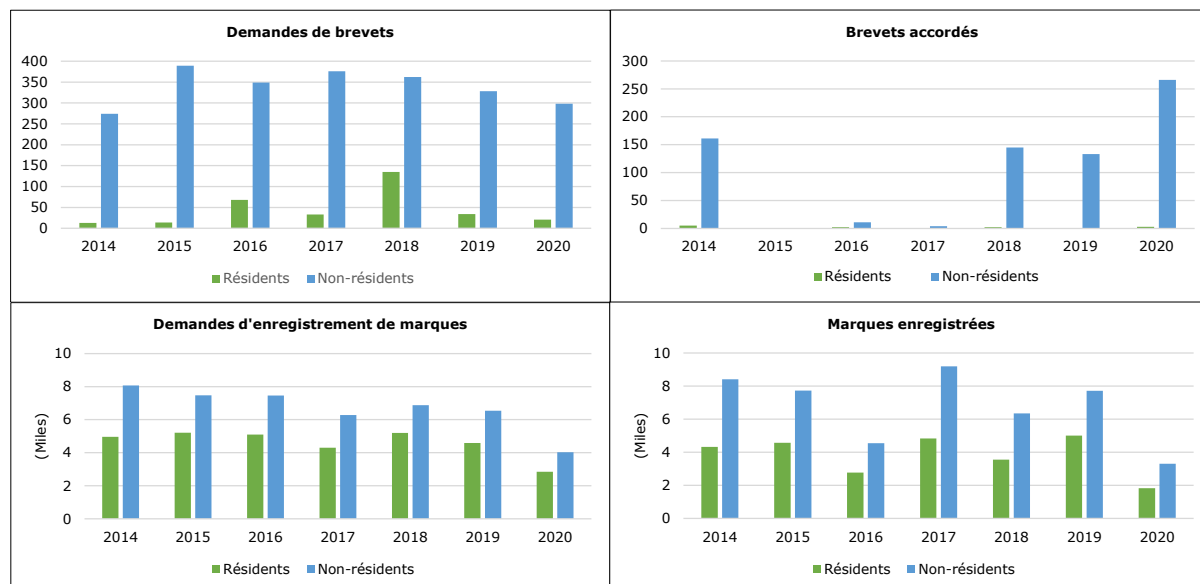
²⁵⁴ MICI. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/direccion-general-de-derecho-de-autor/preguntas-frecuentes>.

²⁵⁵ Articles 134, 136 et 138 de la Loi n° 64 de 2012.

²⁵⁶ Article 9 (paragraphe 2) de la Loi n° 61 du 10 mai 1996.

nationaux et le nombre d'enregistrements correspondants sont inférieurs au nombre de demandes et d'enregistrements des étrangers, mais ils montrent que les résidents utilisent le système de protection. L'enregistrement de marques est typique des pays où les activités commerciales sont très importantes, comme c'est le cas au Panama.

Graphique 3.5 Données sur la propriété industrielle, 2014-2020



Source: Statistiques de l'OMPI. Adresse consultée: https://www.wipo.int/ipstats/fr/statistics/country_profile/profile.jsp?code=PA; et renseignements communiqués par les autorités.

3.184. Pour sauvegarder les droits de propriété intellectuelle, les marchandises peuvent être inspectées et saisies à la frontière, tant sur le territoire douanier national que dans la Zone franche de Colón (Zolicol). Les inspections sont effectuées d'office, à la demande du titulaire ou sur ordonnance du tribunal. La Direction de la propriété intellectuelle de l'ANA effectue le contrôle à la frontière, quelle que soit la destination finale du produit. Néanmoins, au sein de la Zolicol, le Département de la propriété intellectuelle de la Zone, qui jouit des mêmes pouvoirs que l'ANA sur les biens qui entrent (ou sortent) de la Zone, a le pouvoir d'inspecter ou de saisir les biens.²⁵⁷ Le Procureur principal spécialisé en matière de délits portant atteinte à la propriété intellectuelle et à la sécurité informatique, qui relève du Ministère public, mène les inspections et les saisies sur le marché intérieur.

3.185. Les clauses d'exonération (*safe harbour*) n'existent pas dans la réglementation administrative panaméenne.

3.186. En 2014, la valeur des marchandises saisies à la frontière et sur le marché intérieur a été de 31,2 millions de PAB, une valeur qui a diminué pendant les années suivantes pour se chiffrer à 13,6 millions de PAB en 2019 (tableau 3.23). Selon les autorités, sur le total des biens saisis entre 2014 et 2021, 30% étaient des chaussures, 20% des vêtements et de la bijouterie et 15% des produits électroniques; le reste se composait de jouets, de sacs à main, de médicaments, de produits cosmétiques et de cigarettes.

Tableau 3.23 Valeur des marchandises saisies pour violation des droits de propriété intellectuelle, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Valeur c.a.f. (millions de PAB)	31,2	16,1	25,6	23,7	20,0	13,6	6,1

Source: Données communiquées par les autorités.

²⁵⁷ Renseignements communiqués par les autorités; article 23 (paragraphe 17) du Décret-Loi n° 1 du 13 février 2008; et ANA. Adresse consultée: https://www.ana.gob.pa/w_ana/index.php/organisation/plataformas-unidades/unidades-de-seguridad-y-control/propiedad-intelectual.

4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Agriculture, sylviculture et pêche

4.1.1 Caractéristiques, objectifs et cadre institutionnel

4.1. La contribution de l'agriculture au PIB (y compris l'élevage, la sylviculture et la pêche) est restée relativement stable pendant la période à l'examen, à savoir 2,4% en 2020 contre 2,2% en 2014. La contribution relative du secteur au PIB n'a pas non plus beaucoup évolué au cours de la période à l'examen. Cependant, le taux de croissance du secteur a énormément varié, principalement à cause des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les pluies et vents excessifs, les inondations et les glissements de terrain, qui ont nui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la sécurité de l'eau.¹ Malgré sa faible contribution au PIB, le secteur agricole est très important pour le développement socioéconomique, dans la mesure où il absorbe plus de 14% de la main-d'œuvre des zones rurales (tableau 4.1).

Tableau 4.1 Principaux indicateurs du secteur agricole, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Part dans le PIB (% , aux prix courants) ^a ,	2,2	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9	2,4
Taux de croissance réel (% , aux prix constants)	-0,8	0,8	3,6	1,2	3,6	9,9	3,0
Pêche ^b	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4
Emploi (% de la population active totale)							
Agriculture, élevage, chasse, sylviculture, pêche et services connexes ^b	15,7	14,7	15,4	14,5	14,2	14,4	14,1
Secteur agricole d'après la définition de l'OMC							
Exportations ^b							
Valeurs mobilières (millions d'USD)	387	537	322	323	339	417	403
Part dans les exportations totales (%)	47,0	77,3	50,0	49,0	51,0	27,7	23,4
Taux de croissance (%)	-4,2	38,7	-40,0	0,30	4,9	39,0	-3,5
Cinq produits les plus importants, par chapitre du SH (% des exportations totales)							
08. Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	38,8	26,1	39,0	39,2	38,3	39,0	42,5
02. Viandes et abats comestibles	1,0	5,0	7,6	8,4	8,1	10,5	10,0
15. Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation	7,1	3,1	5,6	7,1	9,5	21,5	1,3
17. Sucres et sucreries	7,2	4,0	10,8	7,4	9,0	6,4	7,0
09. Café, thé, maté et épices	6,3	4,5	7,8	7,4	5,6	6,4	6,1
Importations ^b							
Valeurs mobilières (millions d'USD)	1 629	1 649	1 523	1 755	1 902	1 864	1 731
Part dans les importations totales (%)	11,8	13,5	3,0	13,8	14,4	14,5	21,2
Taux de croissance (%)	1,8	1,2	-8,0	15,2	8,4	-2,0	-7,3
Cinq produits les plus importants, par chapitre du SH (% des exportations totales)							
21. Préparations alimentaires diverses	11,6	12,2	12,8	12,6	12,0	12,5	12,6
10. Céréales	10,7	10,3	11,7	8,4	11,7	9,6	12,3
19. Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait	10,9	11,4	12,5	10,8	10,4	10,6	11,1
22. Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	11,4	11,8	12,3	10,3	10,0	11,2	10,6
23. Résidus et déchets des industries alimentaires	11,5	10,2	11,4	10,0	10,0	9,3	10,1
Balance commerciale agricole (millions d'USD)	-1 242	-1 112	-1 201	-1 432	-1 563	-1 447	-1 328
Valeur brute de production (millions d'USD, aux prix constants de 2007)							
Agriculture, élevage, chasse et sylviculture	..	..	1 473	1 494	1 557	1 660	..
Culture de céréales	..	..	136	130	135	143	..
Culture de légumineuses, de racines et de tubercules	..	..	75	82	73	77	..
Culture de bananes	..	..	79	91	94	204	..
Culture d'autres fruits et noix	..	..	63	48	45	46	..
Autres cultures, n.d.a.	..	..	135	134	133	135	..
Élevage et chasse	..	..	866	882	951	922	..
Bovins	..	..	234	222	241	243	..
Porcins	..	..	148	152	171	162	..
Oiseaux	..	..	273	282	307	299	..
Autres animaux	..	..	14	13	13	13	..

¹ Resumen del Plan Nacional de Cambio Climático para el Sector Agropecuario de Panamá. Adresse consultée: https://www.mida.gob.pa/direcciones/direcciones_nacionales/unidad-ambiental/resumen-del-plan-nacional-de-cambio-clim-tico.html.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Lait cru	77	80	78	69	..
Œufs	83	90	93	95	..
Autres produits animaux	11	9	9	8	..
Activités de services agricoles	40	39	40	40	..
Sylviculture, exploitation forestière et activités de services connexes	73	78	79	79	..

.. Non connu.

a Comprend la pêche, l'agriculture, l'élevage, la chasse et la sylviculture.

b Troisième trimestre de 2020.

Source: INEC; et base de données Comtrade.

4.2. Pendant la période à l'examen, les produits agricoles les plus importants étaient les céréales et les légumes, les racines et les tubercules, suivis des bananes, l'un des principaux produits d'exportation. Cependant, les céréales de base et les racines et tubercules font partie des cultures que le Ministère du développement agricole (MIDA) a identifiées comme ayant la plus forte incidence économique, non seulement du point de vue de la production, mais également du point de vue de la consommation et de la sécurité alimentaire, puisque ces produits font partie intégrante du panier de base et que certains (riz, maïs, pommes de terre et haricots) sont donc considérés comme des produits sensibles.² L'élevage fait également partie des activités agricoles les plus notables, dans la mesure où la viande, comme la banane, est l'un des produits d'exportation les plus importants.

4.3. Le Panama est un importateur net de produits agricoles. Cependant, les exportations de produits agricoles (définition de l'OMC) sont très importantes pour le pays dans la mesure où, en 2018, elles représentaient 51% du total des exportations, bien que ce pourcentage ait baissé en 2020 en raison de la crise sanitaire et de l'augmentation des exportations de cuivre (tableau 4.1). Les fruits, suivis de la viande et des abats comestibles, étaient les principaux produits d'exportation en 2020, comme en 2014. Les principaux marchés d'exportation des produits agricoles restent les mêmes qu'en 2014: l'UE, qui a reçu 44,6% du volume total des exportations en 2020, et les États-Unis, qui en ont reçu 14,4%.

4.4. Le MIDA est l'instance chargée de l'élaboration de la politique agricole.³ Cependant, en 2019, un cabinet agricole a été créé dans le but de définir une politique agricole plus inclusive qui associerait les ministres chargés des différents portefeuilles pour accorder plus d'attention à la branche de production nationale.⁴ Outre les entités publiques, des entités privées et les corporations, associations et communautés ont participé à l'élaboration des plans, programmes et projets.

4.5. Les principaux objectifs de la politique agricole sont les suivants: créer un secteur agricole compétitif, participatif et durable; garantir la sécurité alimentaire en contribuant à la baisse du coût du panier de base; améliorer les conditions socioéconomiques de la population rurale; et accéder aux marchés internationaux. Le MIDA est également chargé de la protection sanitaire et phytosanitaire par l'intermédiaire de la Direction nationale de la santé animale (DINASA), de la Direction nationale de la protection phytosanitaire (DNSV) et de la Direction exécutive de la quarantaine agricole (DECA) (section 3). S'agissant du commerce extérieur, le MIDA recommande l'adoption de mesures fiscales et de mesures commerciales qui stimulent la production et la commercialisation des produits et des intrants.

4.6. Le MIDA est chargé de mettre en œuvre la politique du secteur, conformément aux dispositions du Plan national de développement agricole. Outre le Plan national, il existe d'autres instruments de planification sectorielle, comme le Plan national de lutte contre le changement climatique pour le secteur agricole du Panama et le Plan national en faveur de l'agriculture familiale au Panama. Le Plan national de lutte contre le changement climatique pour le secteur agricole du Panama, mis en œuvre depuis 2019, a pour principal objectif d'adopter des méthodes et des pratiques de production durable pour réduire les émissions de carbone.⁵ Le Plan national en faveur de l'agriculture familiale

² Loi n° 26 du 4 juin 2001.

³ Loi n° 12 du 25 janvier 1973.

⁴ Le Président de la République et les Ministres du développement agricole, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, du développement social, de l'économie et des finances et du commerce et de l'industrie ont participé à ce cabinet (Décret exécutif n° 277 du 3 juillet 2019).

⁵ Résolution n° OAL 059-ADM-2019 du 10 juin 2019; et renseignements consultés à l'adresse suivante: https://www.mida.gob.pa/direcciones/direcciones_nacionales/unidad-ambiental/resumen-del-plan-nacional-de-cambio-clim-tico.html.

au Panama, adopté en 2020, énumère une série de mesures visant à améliorer la qualité de vie des familles qui se consacrent à l'agriculture familiale, notamment en facilitant l'offre de crédit et l'accès à l'éducation, à l'assistance technique et à la formation professionnelle, et en mettant en œuvre des stratégies de commercialisation et de techniques marchandes permettant de vendre le produit final.⁶ L'Institut de commercialisation des produits agricoles (IMA), rattaché au MIDA, a pour fonction de mettre en œuvre les politiques marchandes élaborées par le Ministère, en appuyant le producteur national dans le cadre de la commercialisation de ses produits pour le développement du secteur agricole.

4.7. Pendant la période à l'examen, le MIDA, au moyen de ses programmes et projets, tels que le Programme de développement de l'élevage, le Programme de transformation agricole, le Programme d'incitations à la production nationale de grains et d'autres produits agricoles⁷ et le Programme de compensation des prix, a continué de fournir une assistance technique, une aide financière directe et indirecte, du matériel, des intrants et une formation professionnelle, en passant principalement par le système national de vulgarisation. De plus, le MIDA a mené à bien divers programmes dans le secteur primaire national, comme ceux qui établissent les labels du Programme PANAMÁ EXPORT, de Panama Bioseguro et de Panamá Orgánico, qui visent la modernisation des méthodes de production et l'insertion des produits exportés par le Panama sur les marchés internationaux appliquant des prescriptions plus strictes.

4.1.2 Instruments de politique

4.1.2.1 Mesures visant les importations

4.8. Le secteur agricole bénéficie d'une meilleure protection tarifaire que les autres secteurs. Pendant la période 2013-2020, le droit moyen appliqué visant les produits agricoles (définition de l'OMC) a augmenté, passant de 13,7% en 2013 à 15,3% en 2021, et il reste considérablement supérieur aux droits moyens appliqués visant les produits non agricoles (5,3% en 2021). Les produits pour lesquels les droits moyens sont les plus élevés sont les produits laitiers (43%), suivis des animaux et des produits d'origine animale (30,1%) et des sucres et sucreries (23,4%) (tableau A3. 1).

4.9. Lors de son accession à l'OMC, le Panama a consolidé l'ensemble de son tarif douanier à des taux qui vont de 0% à 260%. Dans le cas des produits agricoles (définition de l'OMC), les droits consolidés vont de 0% à 260%. Les produits agricoles pour lesquels les droits ont été consolidés au taux le plus élevé sont la viande et les abats comestibles (260%) (3 lignes du SH 0207), les produits laitiers (155,7%) (6 lignes du SH 0402) et les sucres et sucreries (144%) (3 lignes du SH 1701).

4.10. Le Panama utilise les contingents tarifaires pour les principaux produits agricoles, et il a recours aux licences non automatiques pour les attribuer. Ces licences sont octroyées par la Commission des licences et contingents tarifaires au moyen de négociations du contingent concerné à la Bolsa Nacional de Productos, S.A. (BAISA).⁸ Conformément aux engagements qu'il a pris dans le cadre de l'OMC, le Panama maintient des contingents tarifaires pour divers produits agricoles (riz, viande de porc, viande de volaille, pommes de terre, produits laitiers, haricots et tomates). Les droits contingentaires appliqués oscillent entre 0% et 15%, tandis que les droits hors contingent oscillent entre 15% et 260% (tableau A3. 2). Le recours aux contingents varie en fonction des besoins du marché national. En 2019 et 2020, le contingent pour le riz a été entièrement utilisé et le contingent pour les tomates était élevé. L'utilisation du contingent pour la viande de porc en 2019 était de 93,5%, mais en 2020, elle a baissé à 73,3%, tandis que l'utilisation du contingent pour les pommes de terres a considérablement augmenté, passant de 46,8% en 2019 à 81,7% en 2020 (tableau A3. 2).

4.11. Outre les contingents tarifaires négociés dans le cadre de l'OMC et des accords commerciaux, le Panama a également recours aux contingents pour offre insuffisante pour les produits sensibles.⁹ Pendant la période à l'examen, il a ouvert des contingents pour offre insuffisante pour le riz¹⁰, les

⁶ Loi n° 127 du 3 mars 2020.

⁷ Loi n° 107 du 21 novembre 2013.

⁸ Résolution n° 5 du 18 novembre 1998.

⁹ Les produits sensibles sont la viande de porc, la viande de volaille (coqs et poules), les produits laitiers, la pomme de terre, les conserves de tomates, les haricots, le maïs et le riz (Loi n° 26 du 4 juin 2001) En outre, aux fins des contingents, les autorités ont déclaré comme produits sensibles le café, l'ail et le sucre (Décret du Cabinet n° 25 du 16 juillet 2003).

¹⁰ Décret du Cabinet n° 9 du 27 mars 2012.

oignons¹¹ et les pâtes crues ou la pulpe de tomate.¹² Dans ce cas, pour participer aux appels d'offres, les importateurs doivent préalablement respecter les engagements de vente des matières premières ou du même produit ou d'un produit similaire produit dans le pays.¹³ De plus, lorsqu'il s'agit d'importer des matières premières, l'importateur doit démontrer qu'il possède la capacité installée de traiter le type et la quantité du produit pour lequel il demande une licence d'importation. Le pourcentage de contingent d'importation attribué à un importateur est égal au pourcentage du produit national qu'il achète. S'agissant des matières premières de l'agro-industrie, la Commission des licences et contingents tarifaires peut adapter la quantité jusqu'à 10%, en tenant compte de la capacité installée, de la nécessité de l'utilisation et des contingents attribués les trois années précédentes.¹⁴ Les autorités ont indiqué que le Commission n'avait pas eu recours à cette capacité.

4.12. Au cours de la période 2014-2020, le Panama n'a pas invoqué la clause de sauvegarde spéciale pour l'agriculture de l'OMC.¹⁵ Cependant, dans le cadre du Traité sur la promotion des échanges commerciaux conclu avec les États-Unis, le Panama a ouvert plusieurs enquêtes au titre du mécanisme de sauvegarde spéciale pour les produits agricoles qui ont entraîné l'imposition, à partir de 2018, de mesures de sauvegarde (spéciales pour les produits agricoles) pour la viande bovine, le lait entier en poudre, le beurre, les fromages et les yaourts.¹⁶ De plus, en 2019, le Panama a notifié l'ouverture d'une enquête préliminaire en matière de sauvegarde sur les importations de viande de porc, qui a été abandonnée par la suite.¹⁷

4.13. Le Panama peut imposer des prohibitions ou des restrictions à l'importation lorsque cela est nécessaire pour, entre autres, mettre en œuvre des normes et des règlements liés à la commercialisation de produits destinés au commerce international.¹⁸ À cet égard, une licence non automatique d'importation est actuellement (en 2021) obligatoire pour importer du café torréfié (un produit sensible), si celui-ci vient d'un pays avec lequel le Panama n'a pas conclu d'arrangements préférentiels.¹⁹ De plus, le Panama a recours à des mesures non tarifaires dans le secteur agricole pour, entre autres choses, protéger la santé publique et la santé des animaux, et pour préserver les végétaux.

4.14. Les produits agricoles doivent être accompagnés d'une licence d'importation phytosanitaire ou zoosanitaire préalable, faute de quoi les marchandises sont renvoyées dans le pays d'origine ou détruites; en fonction des circonstances, un permis est également demandé pour les exportations. À cet égard, pendant la période 2014-2020, le Panama a interdit l'importation de certains produits (plantes, matériel de reproduction et matériel végétal de musacées et héliconies, porcins et oiseaux) pour des raisons phytosanitaires (champignons, peste porcine africaine et influenza aviaire à haute pathogénicité). Pendant la période à l'examen, cinq préoccupations ont été soulevées auprès du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC au sujet des mesures adoptées par le Panama. Celles-ci portent sur les restrictions à l'importation de produits d'origine animale et végétale en général, et de produits spécifiques (viandes de bœuf et de volaille, pommes de terre et oignons), ainsi que sur le retard pris dans le renouvellement des autorisations pour les usines des entreprises péruviennes de pêche et d'élevage.²⁰ De fait, dans ce contexte, il a été demandé que des consultations soient organisées à l'OMC concernant les mesures relatives à l'importation de certains produits (DS599).²¹

¹¹ Décret du Cabinet n° 35 du 31 octobre 2017. Adresse consultée: https://www.gacetaoficial.gob.pa/pdfTemp/28399_B/GacetaNo_28399b_20171101.pdf.

¹² Décret du Cabinet n° 26 du 22 septembre 2015; Décret du Cabinet n° 24 du 25 juillet 2019; Décret du Cabinet n° 38 du 20 septembre 2018; Décret du Cabinet n° 27 du 29 juillet 2020.

¹³ Résolution n° 02-05 du 10 juin 2005.

¹⁴ Résolution n° 4-2011 du 2 février 2011.

¹⁵ Documents de l'OMC G/AG/N/PAN/30 du 27 juin 2014; G/AG/N/PAN/34 du 7 avril 2015; G/AG/N/PAN/37 du 31 mars 2016; G/AG/N/PAN/42 du 13 avril 2017; G/AG/N/PAN/45 du 17 mai 2018; G/AG/N/PAN/48 du 16 mai 2019; G/AG/N/PAN/53 du 9 juin 2020 et G/AG/N/PAN/56 du 17 mai 2021.

¹⁶ DGDC. Adresse consultée: <https://www.mici.gob.pa/direccion-general-de-defensa-comercial/investigaciones-salvaguardia>.

¹⁷ Résolution n° 003 du 3 mai 2019 et document de l'OMC G/SG/N/6/PAN/2 du 14 mai 2019; Résolution n° 004 de 2019 et document de l'OMC G/SG/N/9/PAN/1 du 19 novembre 2019.

¹⁸ Constitution de la République et Loi n° 23 du 15 juillet 1997.

¹⁹ Décret du Cabinet n° 25 du 30 mars 2021.

²⁰ Système de gestion des renseignements SPS de l'OMC. Adresse consultée: <http://spsims.wto.org/>.

²¹ Les produits visés incluent les fraises, les produits laitiers, les produits à base de viande de bœuf, de porc, de volaille et de dinde, les aliments pour poissons, les ananas frais, les bananes et les plantains. L'affaire en est au stade des consultations (le 11 janvier 2021) (DS599).

4.1.2.2 Mesures visant les exportations

4.15. Pendant la période 2014-2020, le Panama a notifié à l'OMC qu'il n'avait pas accordé de subventions à l'exportation des produits agricoles.²²

4.16. Afin de promouvoir les exportations agricoles, le Panama continue d'utiliser le Certificat de promotion des exportations de produits agricoles (CEFA) et le Programme de promotion et de modernisation agricole et agro-industrielle (PROMAGRO), mis en place en 2013 pour améliorer la productivité, la compétitivité et le développement du secteur, en fournissant une aide financière directe grâce au Certificat de promotion de la production (CFP).²³

4.17. Le CEFA, créé en 2009 pour promouvoir en particulier les exportations agricoles non traditionnelles, n'a pas beaucoup évolué pendant la période à l'examen²⁴; cependant, les produits en bénéficiant ont changé. Le CEFA est un document délivré par le Ministère de l'économie et des finances (MEF) qui peut être utilisé pour payer tous les impôts (sauf les impôts municipaux).²⁵ La valeur du CEFA correspond à un pourcentage de la valeur de référence par unité de produit exporté. En 2018, en raison de la hausse des coûts de commercialisation (conditionnement, emballage et coûts de transport et de fret interne), ce pourcentage a augmenté, passant de 10% ou 15% à 20% pour presque tous les produits bénéficiaires. Les produits bénéficiant du CEFA peuvent être modifiés chaque année en fonction des résultats d'une consultation publique.²⁶ En 2014, environ 250 produits bénéficiaient du CEFA, et ce chiffre a augmenté en 2021, dépassant les 300. Les produits bénéficiant du CEFA sont, entre autres: l'huile; les viandes de poulet, de porc et de bœuf et leurs préparations; les œufs, le lait et autres produits de la laiterie; les fruits et les légumes (ananas, banane, pastèque, igname, noix de cajou brutes, manioc et potiron).²⁷

4.18. Les produits qui ne bénéficient pas du CEFA peuvent obtenir une aide analogue dans le cadre du PROMAGRO, grâce au CFP. La Commission nationale pour la promotion et la modernisation agricole et agro-industrielle, rattachée au MIDA, définit les produits qui peuvent en bénéficier et le montant de l'aide.²⁸ Le CFP, comme le CEFA, est utilisé pour payer tout impôt national, sauf les impôts municipaux. Le montant du CFP est équivalent au pourcentage moyen estimé des coûts des matériaux de conditionnement et d'emballage, du transport et du fret interne.²⁹ La liste des produits et des valeurs du CFP peut être mise à jour ou modifiée si la Commission le juge nécessaire, au moyen d'un mécanisme de consultation publique³⁰ qui doit être approuvé par l'exécutif.³¹ Pendant la période 2014-2018, 38 produits pouvaient bénéficier d'un CFP, parmi lesquels les fruits et les jus de fruits, les tubercules et autres légumes, le miel de canne et les crevettes d'élevage.³² Cependant, d'après les données communiquées par les autorités, seuls les exportateurs de papayes (SA0807.20), de pastèques (SA0807.11), d'ananas (SA0804.30) et de jus pasteurisé et concentré d'ananas (SA2009.41-SA2009.49), de melons (SA0807.19), de courges (SA709.93), de piments et de poivrons (SA0709.60), d'ignames (SA0714.30), de miel de canne conditionné dans des fûts (SA1702.90) et de crevettes d'élevage (SA0306.17), bénéficient du programme. Depuis 2018, le nombre de produits pouvant bénéficier du CFP a baissé; en 2021, seuls les exportateurs de melons, d'ananas, de pastèques et de courges pouvaient bénéficier du Programme. Dans la pratique, les seuls exportateurs qui ont utilisé le programme pendant la période 2014-2020 étaient les exportateurs de ces quatre sous-groupes.³³

²² Document de l'OMC G/AG/N/PAN/57 du 17 mai 2021.

²³ Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

²⁴ Loi n° 82 du 31 décembre 2009 et Décret exécutif n° 65 du 25 mars 2010.

²⁵ Chapitre II de la Loi n° 82 du 31 décembre 2009.

²⁶ Loi n° 82 du 31 décembre 2009.

²⁷ MICI. Adresse consultée: https://www.mici.gob.pa/uploads/media_ficheros/2019/07/2/comercio-exterior/exportaciones/cefa/requisitos-y-documentos/lista-de-productos-no-tradicionales-para-la-exportacion-del-sector-agropecuario-sujeto-a-cefa.xlsx.

²⁸ Décrets exécutifs n° 46 du 16 avril 2014 et n° 1 du 13 janvier 2015.

²⁹ Article 23 de la Loi n° 105 du 21 novembre 2013.

³⁰ Article 12 du Décret-loi n° 46 du 16 avril 2014.

³¹ Article 3 du Décret-loi n° 1 du 13 janvier 2015.

³² Décret exécutif n° 46 du 16 avril 2014 et Résolution n° 002 du 21 janvier 2015.

³³ Renseignements communiqués par les autorités.

4.1.3 Mesures de soutien interne

4.19. Le Panama a notifié à l'OMC le soutien interne fourni à l'agriculture pendant la période 2014-2020, à savoir des services d'enquêtes, de vulgarisation et de consultation; des programmes de lutte contre les parasites et les maladies; des services de formation; des services de commercialisation et de promotion; des services d'infrastructure; ainsi que des programmes d'aide en cas de catastrophes naturelles ou d'ajustement des structures. Seuls ces derniers programmes proposent une aide financière grâce à des programmes de crédits à des taux d'intérêt préférentiels ou à l'apport d'une aide directe non remboursable pour les dommages causés par des catastrophes naturelles, ou pour financer les investissements dans les technologies.³⁴ Le montant de l'aide a augmenté pendant la période 2014-2018, avant de diminuer. En 2018, il a atteint son niveau le plus élevé, soit 149 millions de PAB, et 64,7% de ce montant a été utilisé pour accéder aux services publics (tableau 4.2).

Tableau 4.2 Soutien interne au secteur agricole, 2014-2020

(Milliers d'USD et %)

Destination de l'aide	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Valeurs mobilières (milliers d'USD)							
Enquête	1 260	6 237	6 794	7 058	6 947	6 947	6 947
Lutte contre les parasites et les maladies	9 059	16 446	17 256	15 193	13 840	5 568	12 096
Services de formation	6 152	2 743	2 231	1 034	748	569	480
Services de vulgarisation et de consultation	8 723	4 713	6 668	4 404	1 736	1 540	539
Services d'inspection	1 063	2 306	2 274	1 501	698	1 252	265
Services de commercialisation et de promotion	9 603	13 356	13 061	5 304	3 545	3 609	3 610
Services d'infrastructure	14 654	18 040	15 056	10 748	14 581	14 069	1 815
Autres services publics	11 008	4 729	8 445	81 695 ^a	96 870	60 941	60 219
Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles	2 818	1 513	1 312	2 360	2 500	3 229	1 624
Aide à l'ajustement des structures sous forme d'aide à l'investissement	8 360	15 965	8 787	10 394	8 249	24 633	4 176
Total	72 700	86 047	81 885	139 692	149 713	122 356	91 771
Parts (% du total)							
Enquête	1,7	7,2	8,3	5,1	4,6	5,7	7,6
Lutte contre les parasites et les maladies	12,5	19,1	21,1	10,9	9,2	4,6	13,2
Services de formation	8,5	3,2	2,7	0,7	0,5	0,5	0,5
Services de vulgarisation et de consultation	12,0	5,5	8,1	3,2	1,2	1,3	0,6
Services d'inspection	1,5	2,7	2,8	1,1	0,5	1,0	0,3
Services de commercialisation et de promotion	13,2	15,5	16,0	3,8	2,4	2,9	3,9
Services d'infrastructure	20,2	21,0	18,4	7,7	9,7	11,5	2,0
Autres services publics	15,1	5,5	10,3	58,5	64,7	49,8	65,6
Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles	3,9	1,8	1,6	1,7	1,7	2,6	1,8
Aide à l'ajustement des structures sous forme d'aide à l'investissement	11,5	18,6	10,7	7,4	5,5	20,1	4,5

a Renseignements communiqués par les autorités.

Source: Notifications à l'OMC G/AG/N/PAN/31 du 27 juin 2014, G/AG/N/PAN/36 du 10 avril 2015, G/AG/N/PAN/39 du 14 avril 2016, G/AG/N/PAN/41 du 13 avril 2017, G/AG/N/PAN/47 du 14 juin 2018, G/AG/N/PAN/50 du 27 mai 2019, G/AG/N/PAN/54 du 11 juin 2020, et G/AG/N/PAN/58 du 27 mai 2021.

4.20. Le Programme d'incitations à la production nationale de grains et d'autres produits agricoles, mis en place en 2013, vise à augmenter la production nationale de grains et d'autres produits agricoles, pour garantir la sécurité alimentaire grâce à un système de primes.³⁵ Le MIDA continue

³⁴ Fonds spécial de crédits d'urgence (Loi n° 24 du 4 juin 2001); Plan d'urgence national (Résolution du Cabinet n° 214 du 10 décembre 2010 et document de l'OMC G/AG/N/PAN/33 du 13 mars 2015); Programme de transformation agricole (Loi n° 25 du 4 juin 2001); et Programme de compétitivité agricole (Résolution du Cabinet n° 117 du 11 septembre 2006).

³⁵ Loi n° 107 du 21 novembre 2013 et document de l'OMC G/AG/N/PAN/38 du 13 avril 2016.

de le mettre en œuvre.³⁶ Des critères techniques permettent de vérifier le volume de production par produit afin de déterminer s'il est nécessaire d'accorder des incitations ou d'évaluer si celles-ci sont efficaces.³⁷

4.21. Les incitations ont été mises en place pour aider les producteurs (riz, oignons, haricots "frijoles", maïs, pommes de terre, haricots, tomates (industrielles), sorgho, soja) et les multiplicateurs de semences (riz, maïs, haricots et "frijoles") (encadré 4.1). D'après les autorités, à ce jour, aucun autre produit n'a été ajouté et aucun des produits visés par la loi n'a été exclu. Le Programme prévoit d'accorder différentes incitations à chacun des produits. Dans le cas du riz sec, l'agriculteur peut demander un bon d'un montant de 500 PAB par hectare, et le double pour le riz en culture irriguée. S'agissant des producteurs de maïs et de haricots, l'incitation est de 500 PAB, contre 300 PAB pour le sorgho et 1 000 PAB pour le soja. De même, le Programme propose des primes (2 500 PAB) destinées aux producteurs de pommes de terre et d'oignons utilisant l'irrigation et des semences certifiées.³⁸

Encadré 4.1 Modalités du soutien par produit

Riz
Riz sans irrigation/sec
500 PAB/ha cultivé avec des semences certifiées
Prime de productivité de 2 PAB/quintal pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 100 quintaux
Riz en culture irriguée
1 000 PAB/ha supplémentaire cultivé avec des semences certifiées
Prime de productivité de 2 PAB/quintal pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 150 quintaux
Maïs
Maïs sans irrigation
500 PAB/ha supplémentaire cultivé par le producteur
Prime de productivité de 2 PAB/quintal pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 97 quintaux pour les zones de culture pluviale mécanisée
Maïs en culture irriguée
1 000 PAB/ha supplémentaire et/ou culture supplémentaire avec des semences certifiées
Prime de productivité de 2 PAB/quintal pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 120 quintaux en culture irriguée
Haricots
500 PAB/ha supplémentaire cultivé
Prime de productivité de 2 PAB/quintal pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 28 quintaux/ha
Frijoles (chiricano) et pois créoles
Prime de productivité de 3 PAB/quintal pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 17 quintaux/ha pour les frijoles (chiricano) et à 28 quintaux pour les pois créoles
Sorgho
300 PAB/ha supplémentaire cultivé par le producteur
Prime de productivité de 1 PAB/quintal pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 75 quintaux/ha
Soja
1 000 PAB/ha supplémentaire cultivé

³⁶ Décret exécutif n° 65 du 29 avril 2014.

³⁷ Résolution n° 331 du 7 janvier 2015.

³⁸ Adresse consultée: <http://www.fao.org/in-action/agronoticias/detail/es/c/512865/>.

Pommes de terre et oignons
2 500 PAB/ha supplémentaire cultivé avec des semences certifiées en culture irriguée
Prime de productivité de 5 PAB/quintal de pomme de terre et d'oignon pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 650 quintaux/ha
Tomates industrielles
Prime de productivité de 1 PAB/quintal produit ou vendu aux entreprises de transformation pour les producteurs dont les rendements par hectare sont supérieurs ou égaux à 1 000 quintaux/ha
Producteurs de semences de riz, maïs, haricots et frijoles
500 PAB/ha supplémentaire cultivé
Prime de productivité de 3 PAB/quintal
Producteurs de riz utilisant des semences en culture irriguée
1 000 PAB/ha supplémentaire cultivé
Prime de productivité de 3 PAB/quintal

Source: Loi n° 107 du 21 novembre 2013.

4.22. Pendant la période 2014-2020, le Panama a également maintenu ses programmes de compensation des prix, qu'il a également notifiés à l'OMC, pour les tomates industrielles en 2014 et pour le riz³⁹, le lait⁴⁰ et le maïs⁴¹ pendant la période allant de 2015 à 2020.⁴² En 2021, le MIDA et les riziculteurs-sélectionneurs de riz ont conclu un accord pour 2021-2022 consistant à augmenter de 2 PAB le prix de compensation, ce qui l'amènerait à 9,50 PAB, pris en charge par l'État.

4.23. En 2017, le MIDA a créé les chaînes dites "chaînes agroalimentaires" comme outil de facilitation de la commercialisation des produits agricoles favorisant la participation de toutes les entités intéressées par ce domaine, des producteurs aux consommateurs. Les chaînes agroalimentaires s'appuyant sur des dispositions légales fonctionnent au moyen de comités qui suivent les plans de travail et les accords de compétitivité dans des domaines tels que les enquêtes et l'innovation, le transfert de technologie, le financement et les assurances, la commercialisation et les infrastructures. En juin 2020, il existait 11 chaînes agroalimentaires pour les produits suivants: le riz; le café; la viande bovine; la viande de porc et ses dérivés; les légumes; le lait (de vache); le maïs; la pomme de terre et l'oignon; la banane; le haricot, le frijol et le pois créole; le manioc et l'igname. À la suite de cette initiative, en passant par la chaîne agroalimentaire du lait (de vache), un accord national a été conclu en 2018 entre les producteurs de lait de qualité C, les producteurs industriels et le gouvernement pour stabiliser les prix et le marché, afin d'inciter à utiliser du lait d'origine nationale.⁴³ À cet égard, le "paiement direct pour écart de prix" du lait de qualité C que le Panama a notifié à l'OMC est directement lié à l'accord de compétitivité mis en place dans le cadre de la chaîne agroalimentaire du lait, qui prévoyait d'établir le paiement jusqu'à 0,10 PAB par litre de lait vendu aux usines de transformation et de commercialisation. Des tables rondes techniques ont également été mises en place pour la chaîne agroalimentaire du lait de qualité C avec des membres de l'Association nationale des éleveurs, visant principalement à aider les fromageries nationales (dont 27 fabriquent 90% de la production nationale) et à promouvoir la vente de produits laitiers pour les programmes sociaux de l'État.

4.24. En 2018, le Panama a déclaré le riz comme culture nécessaire à la sécurité alimentaire, dans la mesure où il s'agit du produit principal du panier d'aliments de base. Plusieurs mesures ont donc été adoptées pour soutenir la production de riz, parmi lesquelles: a) une subvention, qui fera l'objet d'un examen tous les trois ans, de 7,50 PAB par quintal de riz paddy, "sale" et humide produit et

³⁹ Loi n° 17 du 22 février 2018 et Résolution n° OAL-110-ADM-2021 du 19 juillet 2021.

⁴⁰ Résolution n° OAL-004-ADM-2021 du 14 janvier 2021 et Résolution n° OAL-041-ADM-2021 de mars 2021.

⁴¹ Résolution n° OAL-255-ADM-2020 du 21 décembre 2020.

⁴² Documents de l'OMC G/AG/N/PAN/31 du 27 juin 2014, G/AG/N/PAN/36 du 10 avril 2015; G/AG/N/PAN/39 du 14 avril 2016, G/AG/N/PAN/41 du 13 avril 2017, G/AG/N/PAN/47 du 14 juin 2018, G/AG/N/PAN/50 du 27 mai 2019, G/AG/N/PAN/54 du 11 juin 2020, et G/AG/N/PAN/58 du 27 mai 2021.

⁴³ Adresse consultée: https://mida.gob.pa/noticias_id_5411.html.

vendu; b) l'exonération de tous les impôts sur les intrants utilisés pour la culture du riz⁴⁴; et c) une réduction de 40% du coût au litre du diesel et du coût des lubrifiants utilisés pour la production. Il est prévu que le MIDA, dans le cadre de la chaîne agroalimentaire du riz, certifie la vente, le service de pliage et l'emballage du produit national acheté, et que l'Institut de commercialisation des produits agricoles (IMA), rattaché au MIDA, acquière tous les restes de la production nationale de riz non achetés pour l'industrie nationale, pour l'utiliser dans le cadre du programme de sécurité alimentaire. De plus, en 2018, une redevance contingente pour cause de pénurie de 0,50 PAB par quintal de riz importé a été mise en place. Les produits provenant de cette redevance seront utilisés pour fournir des programmes d'assistance technique destinés aux organisations de produits liés à la chaîne de production du riz et pour financer les contributions au Fonds latino-américain de réserve (FLAR).⁴⁵

4.25. Dans le cadre du Programme de transformation agricole de 2001, temporairement suspendu en 2019, pendant une partie de la période à l'examen, une aide financière directe a été proposée sous forme de remboursement d'un pourcentage déterminé des investissements destinés à la modernisation des activités agricoles – y compris les investissements liés à la protection de l'environnement⁴⁶ –, de transferts directs aux producteurs ou organisations de travailleurs ruraux et/ou de prêts à des conditions favorables (jusqu'en 2015).⁴⁷ Actuellement, une aide financière directe est apportée uniquement aux producteurs ayant effectué des investissements avant la suspension temporaire du programme, qui est entrée en vigueur le 31 juillet 2019; depuis lors, aucune nouvelle demande n'a été reçue. À titre d'exemple de la portée du Programme, entre juillet 2017 et mars 2018, l'aide financière directe accordée s'est élevée à environ 5,8 millions de PAB au total, et elle a été versée à 112 producteurs.⁴⁸ En raison de la suspension du programme, en 2020, seuls 20 producteurs ont reçu une aide, qui s'est élevée à 275 414,59 PAB et a été utilisée pour l'élevage de bétail (18 producteurs), l'agro-industrie (1) et la production de légumes en serres (1).

4.26. En 2021, le Régime spécial pour l'établissement d'entreprises exploitantes et créatrices de parcs agricoles a été créé pour encourager l'investissement dans les activités agricoles et favoriser le développement de chaînes de valeur et le transfert de technologie. Ce Régime favorise également le secteur de sylviculture, des produits de la mer et de la production de matières premières pour l'industrie pharmaceutique. Les entreprises qui obtiennent une licence d'entreprise exploitante et créatrice de parcs agricoles ou qui s'installent dans un parc agricole sont exemptées de droits, taxes et redevances sur l'importation des matériaux de construction, des équipements, des véhicules et du mobilier pendant une période de cinq ans. Les matières premières, les produits semi-manufacturés ou intermédiaires et les autres intrants sont soumis à des droits préférentiels de 3%. Les entreprises qui obtiennent une licence d'entreprise exploitante et créatrice de parcs agricoles jouissent d'une stabilité juridique.⁴⁹

4.27. La Banque de développement agricole (BDA), une banque d'État créée pour faciliter le financement des activités agricoles, apporte une aide financière à des taux préférentiels, au moyen de différents programmes de crédit.⁵⁰ Les taux d'intérêt oscillent entre 0% et 4% selon le programme. Pendant la période allant de 2014 à 2021, la BDA a accordé des prêts à 13 000 producteurs, ce qui a supposé un décaissement d'environ 293 millions de PAB.⁵¹

⁴⁴ En principe, les intrants doivent figurer sur la liste officielle que le MIDA doit publier chaque année. Cependant, selon les autorités, à ce jour, le MIDA n'a publié aucune liste officielle, et la Loi n° 17 du 22 février 2018 n'a donc toujours pas été mise en œuvre dans ce domaine en particulier.

⁴⁵ Le FLAR est une alliance public-privé créée en 1995 visant à améliorer la compétitivité et la durabilité des systèmes de production de riz.

⁴⁶ Les activités pouvant en bénéficier sont les suivantes: élevage de bovins d'élevage ou laitiers; élevage d'espèces ovines et caprines; apiculture, agro-industrie; cultures maraîchères en serre; culture de fruits, de café, de banane, d'ananas et de papaye; agriculture biologique; et élevage de poissons en eaux continentales (renseignements communiqués par les autorités).

⁴⁷ Loi n° 25 du 4 juin 2001; Loi n° 44 du 15 juin 2015; et Décret exécutif n° 105 du 28 mars 2016.

⁴⁸ Adresse consultée: https://www.mida.gob.pa/upload/documentos/informacion_2017-2018.pdf.

⁴⁹ Loi n° 196 du 8 février 2021.

⁵⁰ Il s'agit des programmes suivants: Programme agro-solidaire, Programme national de remplacement du bétail, Programme d'aide à la production de cultures fruitières pour l'exportation (selon le concept d'agriculture de précision), Programme en faveur des femmes entrepreneurs dans le secteur agricole, Programme en faveur de la production durable dans les régions, Programme de primo-crédit agricole et Programme d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

⁵¹ BDA. Adresse consultée: <https://www.bda.gob.pa/primera-pagina/>.

4.28. Le développement du secteur agricole est l'un des principaux objectifs de la Banque nationale du Panama (BNP). En 2020, la BNP était l'institut bancaire avec le plus important portefeuille de prêts destinés au secteur agricole; sa participation au marché de prêts au secteur agricole était de 33,8%. La valeur totale des prêts accordés à ce secteur au 31 décembre 2020 était de 611,7 millions de PAB, ce qui représentait une légère baisse de 1,6% par rapport à 2019, étant donné que les prêts accordés au secteur de l'élevage ont diminué.⁵²

4.29. Afin de promouvoir l'offre de crédit dans le secteur agricole, la BNP propose des facilités de crédit à moyen et long terme à taux d'intérêt plus bas que le reste des banques du système bancaire national, qui s'adaptent aux besoins du secteur selon l'objectif du financement, par exemple la restauration et l'amélioration de cultures, et l'investissement complémentaire pour la production et la vente d'animaux. De plus, le délai de financement est adapté au cycle de production et au flux de liquidités de l'opération. En 2020, la Banque a mis en place la stratégie "Production durable avec Vision 20/20", en vertu de laquelle les producteurs sont convoqués par zones pour des consultations dans l'objectif de promouvoir entre les producteurs agricoles l'usage d'instruments et de technologies visant à améliorer l'administration de leurs terres et à réduire les menaces de parasites et de catastrophes climatiques. Ainsi, en raison de la pandémie, les délais de certains types de prêts destinés au secteur agricole ont été augmentés; par exemple, ils sont passés de 15 à 20 ans pour l'achat de terres, et de 12 à 15 ans pour l'achat d'animaux d'élevage. De plus, en 2020, la BNP a signé un accord avec l'Institut d'assurance agricole, un organisme public proposant une assurance agricole et élevage pour une série de produits, et des assurances complémentaires pour les équipements et le transport de produits.⁵³ Cet accord a pour objectif d'accélérer les procédures d'octroi de crédit au secteur agricole et agro-industriel pour les activités assurées par l'Institut.

4.2 Industries extractives et énergie

4.2.1 Électricité

4.30. Le secteur électrique est réglementé par la Loi n° 6 du 3 février 1997 (Texte unique du 5 juillet 2021) et son règlement (Décret exécutif n° 22 du 19 juin 1998).⁵⁴

4.31. Le Secrétariat national à l'énergie (SNE) élabore et met en œuvre la politique énergétique, en collaboration avec le Ministère de l'environnement, pour garantir l'utilisation raisonnable de l'eau, la principale source de production d'électricité du pays. En 2016, le Panama a adopté le Plan énergétique national (PEN) pour 2015-2020, qui définit les objectifs de développement du secteur, à savoir: l'accès universel, l'approvisionnement sans interruption, l'utilisation raisonnable et efficiente de l'énergie électrique et la transition énergétique.⁵⁵ La Direction nationale des services publics (ASEP) est l'organisme chargé de réglementer le marché.

4.32. Les étrangers peuvent participer à la production, la distribution et la commercialisation de l'électricité et avoir une participation majoritaire au capital des entreprises qui prêtent ces services.⁵⁶ La Société de transmission d'électricité (ETESA), une entreprise publique, a toujours le monopole de la transmission de l'énergie électrique.⁵⁷ L'État participe lui aussi à la production, et à la distribution et à la commercialisation par le biais d'entreprises publiques et mixtes (tableau 4.3).

⁵² BNP. Adresse consultée: https://www.banconal.com.pa/images/nuestro-banco/memorias/Memoria_Anual_2020.pdf.

⁵³ Une assurance agricole est notamment proposée pour les produits correspondant aux positions suivantes: piment, riz commercial et riz pour repiquage, banane, café, canne à sucre, oignon, agrumes, laitue, maïs, melon, taro, palmier à huile, pomme de terre, ananas, haricots, pastèque et tomate. L'assurance élevage existe pour les volailles, les bovins, les buffles, les caprins, les équidés, les ovins et les porcins.

⁵⁴ Pendant la période à l'examen, la Loi n° 6 a été modifiée, principalement pour intégrer des dispositions liées à la protection des consommateurs (Loi n° 6 du 3 février 1997 modifiée par les lois n° 67 du 9 décembre 2016, n° 2 du 6 février 2018, n° 194 du 31 décembre 2020 et n° 209 du 22 avril 2021).

⁵⁵ PEN 2015-2050. Adresse consultée: <http://www.energia.gob.pa/plan-energetico-nacional/>.

⁵⁶ Au Panama, la production, la distribution et la commercialisation d'électricité sont des services d'utilité publique. Conformément à la Constitution, les étrangers ne peuvent détenir plus de 49% du capital d'une entreprise fournissant ce type de services, sauf si la loi les y autorise. La Loi n° 6 permet la participation étrangère majoritaire au capital dans les entreprises du secteur électrique (article 34).

⁵⁷ Article 35 de la Loi n° 6 du 3 février 1997 et (Texte unique du 5 juillet 2021).

Tableau 4.3 Entreprises publiques et mixtes du secteur électrique, 2021

Branches	Entreprise	Participation de l'État (%)
Production	Autorité du canal de Panama (ACP) ^a	100,00%
	Empresa de Generación Eléctrica, S.A. (EGESA)	100,00%
	AES Panamá S.A.	50,39%
	Enel Fortuna	49,90%
	Bahía Las Minas Corp.	49,00%
	Energía y Servicios de Panamá S.A. (ESEPSA)	47,96%
Transmission	Société de transmission d'électricité (ETESA)	100,00%
Distribution et commercialisation	Elektra Noreste, S.A.	48,25%
	Empresa de Distribución Eléctrica Metro-Oeste (EDEMET)	48,24%
	Empresa de Distribución Eléctrica Chiriquí (EDECHI)	49,00%

a L'ACP génère sa propre énergie.

Source: Secrétariat national à l'énergie. Adresse consultée:

<https://www.energia.gob.pa/mdocs-posts/descripcion-del-sector-electrico-panama-3/>.

4.33. Les opérateurs panaméens et étrangers sont soumis aux mêmes conditions pour opérer dans le secteur électrique, et celles-ci n'ont pas changé depuis 2014. L'ASEP octroie des licences (40 ans renouvelables) aux usines de production, à l'exception des usines hydro et géothermiques, auxquelles elle octroie des certificats (50 ans renouvelables).⁵⁸ Les projets hydroélectriques doivent également faire l'objet d'une évaluation d'impact environnemental effectuée par le Ministère de l'environnement afin d'obtenir un certificat pour l'utilisation de l'eau, d'une durée indéterminée et obligeant le bénéficiaire à effectuer des travaux de conservation de l'eau.⁵⁹ L'ASEP octroie également aux entreprises de distribution des certificats (15 ans renouvelables) permettant également la commercialisation. Au Panama, seules les entreprises de distribution peuvent commercialiser l'électricité aux clients réglementés (dont la demande est inférieure à 100 kW). Le territoire est divisé en trois zones de distribution et de commercialisation, et une entreprise opère dans chacune d'entre elles.⁶⁰

4.34. Le Système d'interconnexion national (SIN) compte 30 entreprises de production, une entreprise de transmission et trois entreprises de distribution et de commercialisation. Les clients du SIN sont les clients majeurs, dont la demande dépasse les 100 kW, et les autres sont appelés clients réglementés. L'acheminement de l'électricité est garanti par le Centre national d'expédition (CND), opéré par l'ETESA. Tout le territoire est connecté au SIN, mis à part la province de Darién, où l'électricité est produite au moyen de systèmes isolés.⁶¹

4.35. Les comportements anticoncurrentiels dans tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur électrique, sont réglementés par la Loi n° 45 du 31 octobre 2007 (section 3.3.4). De plus, la Loi n° 6 limite l'intégration des activités dans le secteur (tableau 4.4). La Direction de la protection du consommateur et de défense de la concurrence enquête sur les pratiques anticoncurrentielles avec l'aide de l'ASEP.⁶² S'agissant des concentrations économiques, l'ASEP est chargée de mettre en œuvre la Loi n° 6.⁶³

4.36. Les tarifs de l'électricité pour les clients réglementés font l'objet de réglementations. L'ASEP détermine la méthode pour que l'ETESA (transmission) et les entreprises de distribution et de commercialisation fixent ces tarifs, qui peuvent également être soumis à des plafonnements tarifaires (maximums et minimums) et peuvent être ajustés tous les semestres en fonction des fluctuations du cours mondial du pétrole. De plus, l'ASEP doit approuver tous les tarifs.⁶⁴ Les grands clients peuvent acheter directement de l'électricité, que ce soit aux entreprises de production, à un prix convenu, ou aux entreprises de distribution et de commercialisation, au tarif réglementé; cependant, ils ne peuvent acheter d'électricité directement à l'ETESA.⁶⁵

⁵⁸ Articles 45 et 49 de la Loi n° 6 du 3 février 1997 (Texte unique du 5 juillet 2020); et ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12866.

⁵⁹ Article 35 du Décret-loi n° 35 du 22 septembre 1966; Décret exécutif n° 70 du 27 juillet 1973; et Loi n° 41 du 1^{er} juillet 1998.

⁶⁰ Articles 47, 51 et 78 de la Loi n° 6 du 3 février 1997 (Texte unique du 5 juillet 2020).

⁶¹ PNE 2015-2050.

⁶² Article 86, alinéa 16 de la Loi n° 45 du 31 octobre 2007.

⁶³ Décret exécutif n° 279 du 14 novembre 2006.

⁶⁴ Articles 93-95 de la Loi n° 6 du 3 février 1997 (Texte unique du 5 juillet 2021); et ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12682.

⁶⁵ Articles 6 et 72 de la Loi n° 6 du 3 février 1997 (Texte unique du 5 juillet 2021).

Tableau 4.4 Limites imposées à l'intégration des activités du secteur électrique

Entreprise	Production	Distribution et commercialisation
Production (article 58)	Le contrôle de toute entreprise de production est interdit si les deux entreprises fournissent plus de 25% de la consommation	Une productrice d'électricité ne peut contrôler une entreprise qui la distribue et/ou la commercialise.
Transmission (article 72)	Ne peut pas participer à la production	Ne peut pas participer à distribution et à la commercialisation
Distribution et commercialisation (article 83)	Ne peut contrôler une entreprise de production si, dans ce cadre, elle dépasse 15% de la capacité globale dans la zone de distribution	Ne peut pas contrôler une autre entreprise de distribution et/ou de commercialisation si, dans ce cadre, elle est chargée de plus de 50% des clients réglementés

Source: Loi n° 6 du 3 février 1997 (Texte unique du 5 juillet 2021).

4.37. Pendant la période 2014-2021, les tarifs de l'électricité ont été subventionnés. Les subventions consistaient en l'octroi de réductions à certains consommateurs et en des transferts financiers aux entreprises de distribution et de commercialisation. Ces réductions sont accordées au secteur agricole (à hauteur de 5% du tarif), aux retraités et aux personnes handicapées (25%, uniquement pour les personnes consommant jusqu'à 600 kWh), aux partis politiques (50%) et à la Croix-Rouge panaméenne (100%). En 2020, le montant total des réductions était de 40,1 millions de PAB; le montant de la réduction accordée au secteur agricole a atteint 10,7% du total.⁶⁶ Pendant la période à l'examen, les transferts octroyés aux entreprises de distribution et de commercialisation ont été canalisés au moyen de trois fonds gérés par l'ASEP: 1) le Fonds de stabilisation tarifaire (FET), créé en 2004 et en vigueur jusqu'en 2024; 2) le Fonds de compensation énergétique (FACE), créé en 2011 et liquidé en 2016⁶⁷; et 3) le Fonds tarifaire occidental (FTO), créé en 2015 et en vigueur jusqu'en 2021. Le FET permet de subventionner les tarifs des clients qui consomment jusqu'à 300 kWh par mois⁶⁸ et le FTO subventionne les tarifs des clients de l'EDECHI, l'entreprise de distribution qui opère dans la zone occidentale de Panama. De plus, entre avril 2020 et mars 2021, les consommateurs bénéficiant du FET ont reçu des réductions "exceptionnelles" de 30% et 50% du montant de la facture, en fonction du niveau de consommation.⁶⁹ En 2020, les transferts de l'État étaient de 254,5 millions de PAB (tableau 4.5). De plus, en 2014, pour compenser les pertes techniques et commerciales, l'État a accordé des réductions à deux entreprises de production, à savoir l'entreprise publique AES Panama (pour un montant de 28,8 millions de PAB) et l'entreprise mixte Enel Fortuna (19 millions de PAB).⁷⁰

Tableau 4.5 Soutien public aux entreprises de distribution et de commercialisation de l'électricité, 2014-2021

(Millions de PAB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (T2)	Total
FET	53,9	43,3	21,7	32,0	121,5	176,3	223,4	69,3	741,4
FACE	275,2	14,3	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	289,5
FTO	s.o.	8,7	29,7	33,7	31,2	33,5	31,1	8,4	176,3
Total	329,1	66,3	51,4	65,7	152,7	209,8	254,5	77,7	1 207,2

s.o. Sans objet.

Note: Les chiffres du FET pour 2020 et 2021 comprennent les réductions "exceptionnelles".

Source: ASEP, "Informe de Aportes del Estado a Clientes del Sector Eléctrico". Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12697.

4.38. De plus, il existe toujours une subvention croisée pour la consommation de subsistance (jusqu'à 100kWh). Les clients qui consomment plus de 500 kWh par mois contribuent à hauteur de 0,6% du montant de la facture pour payer jusqu'à 20% de la valeur de la consommation de subsistance. Le montant de la subvention croisée était de 4,3 millions de PAB en 2020 (4,8 millions de PAB en 2014).⁷¹

⁶⁶ Lois n° 2 du 20 mars 1986, n° 6 du 1^{er} août 2007, n° 6 du 16 juin 1987, n° 134 du 31 décembre 2013, et n° 11 du 21 juin 1979; et ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12697.

⁶⁷ Résolution du Cabinet n° 2 du 5 janvier 2016.

⁶⁸ Jusqu'en 2017, les tarifs des clients consommant jusqu'à 500 kWh par mois sont subventionnés.

⁶⁹ ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12697.

⁷⁰ ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12697.

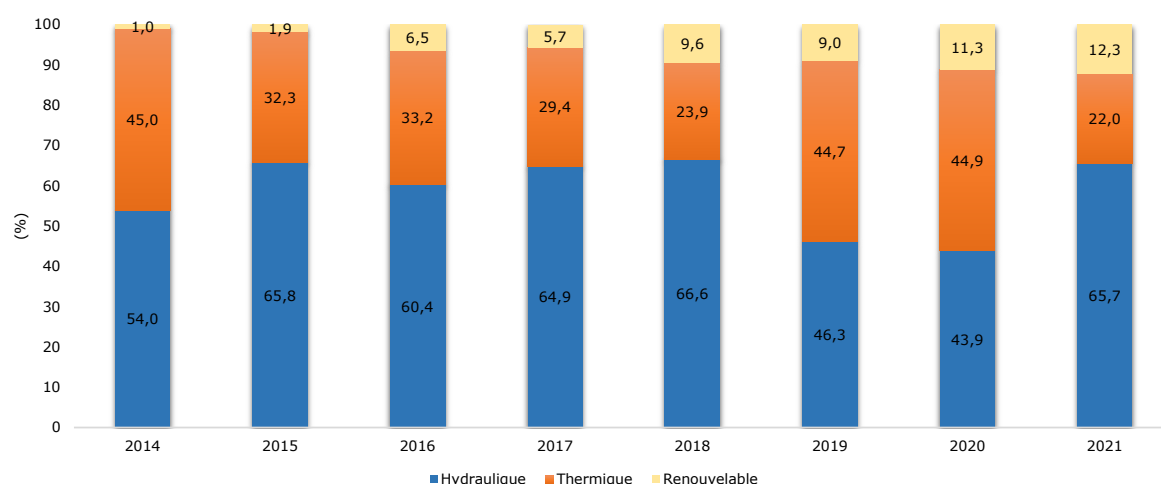
⁷¹ ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12697.

4.39. Tous les opérateurs paient une contribution au Fonds pour l'électrification rurale, à l'exception, depuis 2016, de ceux qui possèdent des centrales de production de plus de 10 MW. La contribution est de 1% de l'utilité nette et, dans le cas des installations de cogénération et d'autogénération, de 1% des revenus bruts annuels.⁷²

4.40. La consommation électrique au Panama a augmenté et est passée de 7 374 GWh en 2014 à 8 097 GWh en 2020. Afin de garantir l'approvisionnement en électricité, la capacité installée du SIN a été augmentée (de 2 709 MW à 4 128 MW), ainsi que celle des réseaux de transmission et de distribution, et des mesures ont été prises pour réduire les pertes techniques et commerciales. Le Panama est un exportateur net d'électricité.⁷³ Il participe au Marché électrique régional (MER), grâce auquel toutes les entreprises de production du Panama peuvent vendre leur production; la quantité n'est pas limitée. L'Entreprise propriétaire du réseau (EPR), propriété de l'ETESA et d'autres entreprises centraméricaines de transmission, bénéficie d'un certificat (25 ans renouvelables) pour gérer le réseau de transmission régional sur le territoire panaméen.⁷⁴

4.41. Au Panama, l'électricité se produit traditionnellement en utilisant surtout des sources conventionnelles. Cependant, depuis 2014, le pays a commencé à diversifier la matrice énergétique, car l'utilisation des sources renouvelables dans le cadre de la production électrique a augmenté (graphique 4.1). Actuellement, il utilise surtout l'énergie éolienne et photovoltaïque, la biomasse est utilisée principalement dans le secteur agricole.⁷⁵ L'augmentation du recours aux sources d'énergie propres ou renouvelables pourrait être dû aux incitations que le Panama a maintenues pour promouvoir l'usage de technologies qui contribuent à réduire l'impact du changement climatique et la dépendance à l'importation de combustibles (tableau 4.6). D'après les autorités, on ne dispose pas du montant des incitations accordées durant la période à l'examen.

Graphique 4.1 Production d'électricité par source, 2014-2021



Note: Données 2021: premier semestre.

Source: Statistiques de l'ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12922.

⁷² Article 87 de la Loi n° 6 du 3 février 1997 modifiée par l'article premier de la Loi n° 67 du 9 décembre 2016; et Bureau d'électrification rurale. Adresse consultée: <https://www.oer.gob.pa/>.

⁷³ Statistiques semestrielles de l'ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12922.

⁷⁴ Article 45 de la Loi n° 6 du 3 février 1997 (texte unique du 5 juillet 2021); ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=12866; et ETESA. Adresse consultée: <https://www.etsa.com.pa/es/nuestra-empresa>.

⁷⁵ Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) (2018), *Evaluación del Estado de Preparación de las Energías Renovables Panamá*, Agencia Internacional de Energías Renovables. Adresse consultée: https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2018/May/IRENA_RRA_Panama_2018_Es.pdf.

Tableau 4.6 Incitations en faveur de la production d'électricité propre ou renouvelable, 2014 et 2020

Fondement juridique	Projet	Description
Loi n° 45 du 04/08/2004	Construction, fonctionnement et maintien d'usines hydroélectriques ou qui utilisent des énergies renouvelables ou propres	Exonération des droits pour les matériels et pièces de rechange Crédit fiscal de 25% applicable à l'impôt sur le revenu
Loi n° 42 du 20/04/2011	Construction, fonctionnement et maintien d'usines de production ayant recours à la biomasse	Exonération des droits pour les machines et les intrants, pour une période de 10 ans à partir du début des activités de l'usine Exonération de l'ITBMS pour les machines et les intrants importés et achetés sur le marché national, pour une période de 10 ans à partir du début des activités de l'usine Exonération de l'impôt sur le revenu pour une période de 10 ans à partir du début des activités de l'usine
Loi n° 44 du 25/04/2011	Construction et exploitation de centrales éoliennes	Exonération des droits pour les matériels et pièces de rechange Exonération de l'ITBMS pour les matériels et pièces de rechange importés et achetés sur le marché national Crédit fiscal de 5% applicable à l'impôt sur le revenu
Loi n° 41 du 02/08/2012	Construction, fonctionnement et maintien d'usines de production ayant recours au gaz naturel	Exonération des droits pour les matériels et pièces de rechange Crédit fiscal de 5% applicable à l'impôt sur le revenu
Loi n° 37 du 10/06/2013	Construction, fonctionnement et maintien de centrales et/ou d'installations solaires	Exonération des droits pour les matériels et pièces de rechange Exonération de l'ITBMS pour les matériels et pièces de rechange importés et achetés sur le marché national Crédit fiscal de 5% applicable à l'impôt sur le revenu

Source: Secrétariat national à l'énergie. Adresse consultée:
<https://www.energia.gob.pa/mdocs-posts/descripcion-del-sector-electrico-panama-3/>.

4.3 Secteur manufacturier

4.42. La contribution du secteur manufacturier au PIB a beaucoup varié pendant la période à l'examen. En 2014, elle était de 5,9%, puis elle a augmenté pour atteindre plus de 6% pendant la période 2015-2017, pour diminuer encore en 2018 et s'établir à 5,9%, et elle a diminué depuis (tableau 4.7). Pendant la période à l'examen, le taux de croissance réel de la production manufacturière a diminué en raison d'une contraction significative du secteur en 2020 à la suite de la crise sanitaire, bien que les emplois soient restés stables, autour de 7,5% de la main-d'œuvre totale. Pendant la période considérée, les flux d'IED ont augmenté, passant de 2 110 USD en 2014 à 3 306 millions d'USD en 2019, ce qui représentait 5,7% du total de l'IED de cette année-là.

Tableau 4.7 Principaux indicateurs du secteur manufacturier, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Part dans le PIB (% , aux prix courants) ^a	5,9	6,4	6,2	6,1	5,9	5,7	5,7
Taux de croissance réel (% , aux prix constants) ^a	3,5	3,4	1,1	2,6	1,0	-1,1	-22,0
Emploi (% de la population active totale)	7,4	7,7	7,3	7,3	7,6	7,5	..
Pour mémoire: construction (%)	14,6	16,1	16,9	17,9	18,3	17,9	10,9
Commerce (définition OMC)							
Exportations^b							
Valeurs mobilières (millions d'USD)	681	608	481	527	518	525	1 541
Part dans les exportations totales (%)	66,6	66,6	62,2	64,7	63,7	60,4	81,1
Taux de croissance (%)	1,3	-10,7	-20,8	9,4	-1,6	1,3	193,4
Cinq produits les plus importants, par chapitre du SH (% du total du secteur manufacturier)							
26. Minerais, scories et cendres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	69,2
03. Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	24,4	25,5	28,7	25,4	21,2	15,4	4,9
44. Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	7,8	6,1	7,3	9,3	10,4	9,2	2,4
71. Perles fines, pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie, monnaies	5,6	3,3	3,4	6,7	7,2	9,9	2,2
76. Aluminium et ouvrages en aluminium	4,1	4,6	6,2	5,6	5,1	7,1	2,2
Importations^c							
Valeurs (millions d'USD)	9 459	8 970	8 519	9 110	9 125	8 968	5 562

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Part dans les importations totales (%)	69,0	74,0	72,9	71,6	69,0	69,9	68,0
Taux de croissance (%)	4,8	-5,2	-5,0	6,9	0,2	-1,7	-38,0
Cinq produits les plus importants, par chapitre du SH (% des exportations totales)							
84. Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils	16,8	14,6	15,4	16,1	16,4	13,7	14,1
30. Produits pharmaceutiques	3,6	5,2	6,1	5,9	6,8	7,8	11,2
85. Machines, appareils et matériels électriques; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images	10,4	10,9	10,5	11,9	10,0	10,8	10,5
87. Voitures automobiles, tracteurs	12,6	14,2	15,5	13,5	12,8	12,2	9,1
39. Matières plastiques et ouvrages en ces matières	4,6	4,7	4,9	5,0	4,9	4,6	5,7
Balance commerciale manufacturière (millions d'USD)	-8 778	-8 362	-8 038	-8 583	-8 607	-8 443	-4 022

.. Non disponible.

a Troisième trimestre de 2020.

b Comprend les exportations et les réexportations vers la Zone franche de Colón.

c Comprend les importations de la Zone franche de Colón.

Source: INEC; et base de données Comtrade.

4.43. Le Panama est un importateur net de produits manufacturiers. Les importations de ces produits ont atteint près de 70% des importations totales, et les machines, les appareils et le matériel électrique sont les principaux biens importés. En 2020, en raison de la crise sanitaire, les produits pharmaceutiques ont pris de l'importance. Depuis 2019, le groupe d'exportation le plus important du secteur industriel était celui des produits de la pêche. Cependant, en 2020, les exportations de minerais de cuivre ont considérablement augmenté après que le pays a commencé d'exploiter une mine à ciel ouvert; elles se sont ainsi établies à 62,9% des exportations du secteur manufacturier.

4.44. La moyenne des droits appliqués dans le secteur manufacturier (produits non agricoles selon la définition de l'OMC) est relativement faible. En 2021, elle était de 5,3%, une moyenne inférieure à celle enregistrée en 2016 (6,4%). Les produits manufacturiers pour lesquels les droits moyens sont les plus élevés sont les poissons et produits de la pêche (12,5% en 2013 et 11,1% en 2021) et les vêtements (10,7% en 2013 et en 2021) (tableau A3. 1).

4.45. En 2021, les droits appliqués comme les droits consolidés oscillaient entre 0% et 81%. Les produits pour lesquels le taux est consolidé à 81% correspondent à deux lignes tarifaires concernant le sel (position 2501 du SH). Si l'on compare les droits NPF appliqués (2021) aux droits consolidés, en tenant compte uniquement des lignes strictement comparables en raison du changement de nomenclature, pour certains produits manufacturiers (neuf lignes tarifaires et trois sous-positions), les droits NPF appliqués du Panama sont supérieurs aux droits consolidés (section 3.1.4.2).

4.46. La Direction générale de l'industrie (DGI) du Ministère du commerce et de l'industrie (MICI) a pour objectif principal le développement du secteur industriel au moyen de politiques, de stratégies et de programmes d'appui stimulant l'innovation industrielle pour parvenir à une meilleure diversification de l'outil de production national, tout en favorisant la mise en place de chaînes de production et l'articulation avec les marchés internationaux.⁷⁶

4.47. Les fonctions de la DGI comprennent le suivi, le contrôle et la gestion des programmes et incitations créés en 2009 par la Loi de développement industriel, comme le Programme national de compétitivité industrielle (PNCI), le Registre officiel de l'industrie nationale (RIN) et le Certificat de promotion industrielle (CFI) (section 3.2.4).⁷⁷ L'objectif du PNCI, modifié en 2017, est de mettre en œuvre une politique nationale de promotion industrielle favorisant la productivité et la compétitivité, facilitant les investissements et encourageant des changements de structure productive générant une plus grande valeur ajoutée. Le CFI offre des incitations à toutes les entreprises opérant dans les secteurs agro-industriel et manufacturier, ainsi qu'à celles dédiées à l'obtention et à la transformation de matières premières de la pêche, de l'agriculture ou encore des forêts, entre autres. Le CFI permet de rembourser aux entreprises 40% des investissements qu'elles ont réalisés, par exemple, dans

⁷⁶ Loi n° 76 du 23 novembre 2009.

⁷⁷ Loi n° 76 du 23 novembre 2009; Loi n° 25 du 23 mai 2017; et Décret exécutif n° 37 du 10 avril 2018.

les systèmes de gestion, la qualité et la protection de l'environnement et la formation professionnelle du personnel. Les entreprises inscrites au RIN bénéficient d'un tarif préférentiel de 3% sur les matières premières, les produits semi-finis ou intermédiaires, les machines, les équipements, les pièces de rechange et les emballages. La Loi de développement industriel a permis de créer le guichet unique de l'industrie pour centraliser les procédures que les organismes publics demandent à l'industrie et à l'agro-industrie d'accomplir.

4.48. En outre, le Panama maintient plusieurs régimes horizontaux et sectoriels pour promouvoir les investissements étrangers, notamment les régimes de zones franches, des initiatives telles que la Cité du savoir, le Régime spécial pour l'établissement et le fonctionnement des sièges de sociétés multinationales (Régime spécial SEM), le Régime spécial pour l'établissement et le fonctionnement des entreprises multinationales de fourniture de services liés à la fabrication (Régime spécial EMMA), depuis 2020, et le Régime spécial pour l'établissement d'entreprises exploitantes et créatrices de parcs agricoles, depuis 2021 (sections 2 et 3).⁷⁸

4.49. Dans le cadre de ses fonctions, le MICI est chargé de recueillir des statistiques pour effectuer des analyses économiques et des évaluations; cependant, comme en 2014, aucune étude n'a été réalisée pour mesurer les effets des incitations sur la performance de l'industrie manufacturière.

4.4 Services

4.4.1 Services financiers

4.4.1.1 Caractéristiques générales

4.50. Le Panama dispose d'un secteur financier important et de grande envergure par rapport à la taille de son économie. Ce secteur représentait 7,5% du PIB réel en 2020 et sa part dans l'emploi total était de 2,5% (tableau 1.1). Le secteur des services financiers du Panama comprend les banques (y compris les banques de développement), les coopératives et associations d'épargne et de crédit, les sociétés financières, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les sociétés de crédit-bail, les sociétés de valeurs mobilières et les sociétés de transferts de fonds. Les banques représentent plus des trois quarts des actifs du secteur financier (tableau 4.8).

Tableau 4.8 Structure du système financier panaméen, 2020

Établissement financier	Nombre	Actifs (millions d'USD)	Autorité de contrôle
Banques	69	157 101	Autorité de contrôle des banques (SBP)
Banques officielles	2	20 829	
Licence générale	40	113 111	
Licence internationale	16	23 160	
Licence de représentation	10	s.o.	
Coopératives	..	2 316	Institut panaméen des coopératives autonomes
Associations d'épargne et de crédit	3	48	
Compagnies d'assurance	54	3 530	Autorité de contrôle des assurances
Fonds de pensions	3	643	Autorité des marchés financiers
Banques de développement			
Banque nationale de crédit hypothécaire	1	1,9	Banque nationale de crédit hypothécaire
Banques de développement agricole	1	398	Banque de développement agricole
Sociétés financières	191	2 016	Ministère du commerce et de l'industrie (MICI)
Sociétés de crédit-bail	24	578	MICI
Sociétés de valeurs mobilières	174	3 988	Autorité des marchés financiers
Sociétés de transferts de fonds	17	72,1	MICI
Maisons de prêts sur gage	178	9,7	MICI

.. Non disponible.

s.o. Sans objet.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

⁷⁸ Décret exécutif n° 4 de février 2021 et Loi n° 159 du 31 août 2020.

4.4.1.2 Banques et autres établissements financiers

4.4.1.2.1 Caractéristiques du marché

4.51. Le secteur bancaire panaméen a continué d'afficher un bon degré de solidité et des niveaux de capitalisation et de liquidité élevés au cours de la période considérée, malgré les effets négatifs de la pandémie de COVID-19. Selon les renseignements communiqués par les autorités, en 2021, le système financier a continué de faire preuve de résilience et sa situation générale est restée solide, avec des niveaux de fonds propres et de liquidité supérieurs aux minimums réglementaires. Les autorités attribuent cela aux volants de réserves et de fonds propres, ainsi qu'à une plus grande capitalisation des bénéfices par les banques, qui ont été les principaux facteurs de maintien de la solvabilité face à la crise.⁷⁹ En juin 2021, le secteur bancaire (Centre bancaire international ou CBI) détenait des actifs d'un montant total de 128 984 millions d'USD, soit une baisse de 0,1% en glissement annuel, mais une hausse de 30% par rapport aux 97 928 millions d'USD indiqués dans le précédent rapport pour l'année 2013.⁸⁰ Les activités d'intermédiation financière représentaient environ 7,5% du PIB en 2020 et 2,5% de l'emploi.

4.52. En juin 2021, les liquidités ont atteint un solde de 25 063 millions d'USD, qui a été renforcé pendant la majeure partie de 2020 pour faire face à la crise sanitaire. Les dépôts du CBI s'élevaient à 95 301 millions d'USD en juin 2021, ce qui témoigne d'une croissance positive pendant la crise, soutenue par l'augmentation des dépôts à vue et des dépôts d'épargne.

4.53. Au 31 juillet 2021, le secteur bancaire panaméen (CBI) comptait 68 banques (contre 92 en 2013): 2 étaient des banques officielles (la Banque nationale du Panama et la Caisse d'épargne), 40 détenaient une licence générale (51 en 2013), 16 détenaient une licence internationale (17 en 2013) et 10 détenaient une licence de représentation (14 en 2013). Parmi les banques titulaires d'une licence générale, 15 étaient des banques à capital privé panaméen et 53 des banques à capital étranger. Toutes les banques détenant une licence internationale étaient des banques étrangères.⁸¹ À la même date, trois banques étaient en procédure de liquidation volontaire et quatre en procédure de liquidation judiciaire.

4.54. Le système bancaire panaméen affiche des coefficients de solvabilité, de liquidité et de rentabilité élevés et il a relativement bien résisté aux effets négatifs de la pandémie de COVID-19 (tableau 4.9). En juin 2021, le coefficient patrimoine/actifs pondérés des risques (ratio de fonds propres) du CBI était de 16,2%, y compris les exigences de fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels en vertu de Bâle III, ce qui est bien supérieur au minimum réglementaire de 8%. Si la pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur la capacité des banques à générer des recettes, les analyses de sensibilité réalisées par l'Autorité de contrôle des banques montrent que la solvabilité et la liquidité du système bancaire n'ont pas été affectées. Cela est dû à l'application stricte des règles prudentielles, telles que les provisions pour les risques de crédit ou les exigences de fonds propres, qui ont contribué à la relative solidité de la situation financière du système bancaire malgré la crise.

4.55. En outre, la liquidité mensuelle moyenne du système bancaire national s'élevait à 62,2%, soit un niveau supérieur aux 30% exigés par la loi. Comme l'ont indiqué les autorités, en matière de liquidité obligatoire, la plupart des banques maintiennent des niveaux plus élevés qu'avant le début de la pandémie, ce qui reflète une stratégie globale visant à préserver la qualité des actifs, à générer des réserves et à accroître les liquidités. Cette hausse a été mise en œuvre grâce à une augmentation des fonds, qui proviennent principalement des dépôts mais aussi des financements, émanant à la fois du marché interbancaire local et des lignes de crédit de banques correspondantes.⁸² Les autorités

⁷⁹ Autorité de contrôle des banques (2021). *Informe de Actividad Bancaria*, mai 2021. Adresse consultée: https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2021/05/IAB-0521.pdf.

⁸⁰ Autorité de contrôle des banques (2021). *Informe de Actividad Bancaria*, juin 2021. Adresse consultée: https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2021/06/IAB-0621.pdf.

⁸¹ Renseignements en ligne de la SBP. Adresse consultée: http://www.superbancos.gob.pa/es/reportes_estadisticos.

⁸² Autorité de contrôle des banques (2021). *Informe de Actividad Bancaria*, juin 2021. Adresse consultée:

ont également noté que les banques panaméennes géraient depuis toujours des structures de financement équilibrées, soutenues par des bases de dépôts relativement diversifiées et stables. Le secteur bancaire panaméen maintenait déjà des niveaux de liquidité élevés avant le début de la pandémie, en partie parce que les établissements bancaires avaient augmenté leurs réserves de liquidités à la suite de la décision relative à la mise en œuvre du ratio de liquidité à court terme (LCR) (voir ci-après). Les autorités considèrent que les exigences en matière de LCR et d'actifs liquides de haute qualité sont particulièrement pertinentes compte tenu de l'absence de banque centrale et de système de garantie des dépôts, c'est pourquoi elles sont restées en place pendant la pandémie COVID-19.⁸³

4.56. Malgré la crise provoquée par la pandémie, la qualité des actifs est restée à des niveaux plus qu'acceptables, puisque la part des prêts improductifs, plus celle des prêts en souffrance sur le total du portefeuille de crédits, n'est que de 2% et qu'elle a considérablement diminué depuis 2014 (2,5%). Toutefois, la crise a affecté les indices de rentabilité: à la fin de 2020, la rentabilité des actifs (ROAA) du CBI était de 0,9%, contre 1,6% en décembre 2019, et la rentabilité des capitaux propres (ROE) était de 6,4% (contre 12,2% en décembre 2019). Une amélioration des rendements a été constatée au cours des premiers mois de 2021, puisque le ROAA est passé à 1,0% et le ROE du CBI est passé à 7,9% au mois de juin (tableau 4.9).

Tableau 4.9 Système bancaire national et Centre bancaire international du Panama: indicateurs de liquidité, ratio de fonds propres et rentabilité, 2014-2021

(%)

Indicateur	Nov. 2014	Déc. 2015	Déc. 2016	Déc. 2017	Déc. 2018	Déc. 2019	Déc. 2020	Juin 2021
Système bancaire national								
Indice de liquidité (moyenne mensuelle)	60,3	59,1	60,0	57,1	57,1	56,8	62,7	62,2
Rentabilité des actifs moyens (ROAA)	1,5 ^b	1,5	1,3	1,6	1,6	1,4	0,8	1,0
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	14,6	14,1	12,0	13,5	13,4	11,8	6,4	8,7
Prêts improductifs + prêts en souffrance/Total du portefeuille	2,4	2,7	2,6	2,7	2,8	2,5	2,4	2,2
Centre bancaire international								
Ratio de fonds propres ^a (solvabilité)	14,3	15,2	15,2	16,1	16,0	15,2	15,9	16,4 ^c
Rentabilité des actifs moyens (ROAA)	1,5 ^b	1,4	1,3	1,6	1,7	1,6	0,9	1,0
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	14,0	13,4	11,9	12,9	13,2	12,2	6,4	7,9
Prêts improductifs + prêts en souffrance/Total du portefeuille	2,5	2,5	2,4	2,5	2,6	2,3	2,2	1,9

a Le minimum légal est de 8%.

b Rendement de l'actif (ROA).

c En mars 2021.

Source: Autorité de contrôle des banques, *Reportes Estadísticos*, diverses années; renseignements consultés en ligne à l'adresse suivante: http://www.superbancos.gob.pa/es/reportes_estadisticos_hist.

4.57. En juin 2021, le CBI a enregistré des bénéfices nets cumulés de 617,9 millions d'USD, soit une baisse de 5,7% par rapport à juin 2020. Cela est principalement dû à une baisse des revenus d'intérêts du portefeuille (liée au ralentissement du crédit), ainsi qu'aux dépenses liées à la création de provisions pour risque de crédit. Toutefois, si les revenus nets d'intérêts ont diminué de 12,3% et n'ont pas encore renoué avec les niveaux observés au début de la pandémie, la baisse des dépenses générales (-1,7%) et le ralentissement de la constitution de provisions pour risque de crédit (-16,1%) ont contribué à une amélioration des bénéfices nets cumulés des banques jusqu'en juin 2021. Les résultats du CBI sont en grande partie dus à une contraction significative des revenus générés par une entité bancaire étrangère titulaire d'une licence internationale, en raison du report du paiement des dividendes de ses filiales.

https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2021/06/IAB-0621.pdf.

⁸³ Autorité de contrôle des banques (2021). *Informe de Actividad Bancaria*, juin 2021. Adresse consultée:

https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2021/06/IAB-0621.pdf.

4.58. Après une période d'expansion rapide entre 2013 et 2019, les flux de nouveaux crédits bancaires se sont fortement contractés en 2020 en raison de la pandémie. À la fin du premier semestre de 2021, les flux de nouveaux prêts ont commencé à se redresser. Les nouveaux prêts cumulés de janvier à juin 2021 par les banques ont totalisé 7 797,6 millions d'USD, soit une augmentation de 5,7% par rapport à juin 2020. Cependant, le solde du portefeuille de crédits accordés par les banques était de 54 226 millions d'USD, soit 1,8% de moins qu'en juin 2020. Cela s'explique par le ralentissement global de l'activité économique. Le taux de retard de paiement total (+30 jours) du Centre bancaire international s'établissait à 3,3% en juin 2021.⁸⁴

4.4.1.2.2 Cadre juridique

4.59. L'Autorité de contrôle des banques (SBP), créée en 1998, est l'organisme chargé de réglementer et de contrôler l'activité bancaire et les activités fiduciaires; elle a pour fonctions de délivrer des licences, de veiller à ce que les banques maintiennent des ratios de fonds propres et de liquidité suffisants, d'élaborer la réglementation bancaire, d'imposer des sanctions et de superviser les procédures de liquidation des banques. Conformément à l'article 4 de la Loi bancaire, la SBP a compétence exclusive pour réglementer et superviser les banques, les activités bancaires et les autres entités et activités qui lui sont assignées par d'autres lois.

4.60. L'objectif principal de la SBP est de garantir la solidité et l'efficacité du système bancaire. À cette fin, elle doit effectuer les inspections imposées par la Loi bancaire, celles imposées par le Conseil exécutif, et celles qu'elle juge nécessaires ou prudentes. Dans cette perspective, la SBP dispose d'un système de surveillance macroprudentielle et microprudentielle. La surveillance macroprudentielle vise à prévenir et à atténuer les risques systémiques susceptibles de menacer la stabilité financière, afin de garantir la solidité du système financier dans son ensemble. La surveillance microprudentielle se concentre sur la solidité de chaque établissement bancaire et est régie par une approche fondée sur les risques.⁸⁵

4.61. Le principal instrument juridique est le Décret-loi n° 2 du 22 février 2008, modifié et codifié en un seul texte par le Décret exécutif n° 52 du 30 avril 2008 (Loi bancaire). Parmi les autres instruments figurent: le Décret-loi n° 2-2008, qui modifie le Décret-loi n° 9 de 1998 (en vigueur depuis le 25 août 2008); la Loi n° 179 du 16 novembre 2020, qui régit le crédit-bail immobilier et introduit d'autres dispositions; la Loi n° 130 du 31 décembre 2013, qui établit le cadre réglementaire prudentiel des institutions de microfinancement et modifie les dispositions de la Loi n° 10 de 2002, qui établit les règles relatives au système de microfinancement; La loi n° 129 du 31 décembre 2013, qui favorise l'accès au crédit et modernise le système des garanties mobilières par l'intermédiaire de l'hypothèque sur des biens mobiliers, et qui établit d'autres dispositions; la Loi n° 135 du 31 décembre 2013, qui modifie la Loi n° 24 de 2002 réglementant le service d'informations relatives aux antécédents de crédit des consommateurs ou des clients; La loi n° 81 de 2009 (Loi sur les cartes de crédit); et la Loi n° 24 de 2002 (Loi sur les antécédents de crédit) ainsi que sa modification par la Loi n° 14 de 2006.

4.62. Le Décret exécutif n° 52 de 2008 a apporté d'importantes modifications à la Loi bancaire, qui ont renforcé les attributions de la SBP afin qu'elle exerce un contrôle plus rigoureux sur toutes les opérations des banques, y compris celles des filiales et des succursales, les opérations à l'étranger et les opérations des conglomérats financiers. En outre, il a été établi que les prescriptions minimales en matière de capital devaient être calculées en fonction des niveaux de risque pondéré, et les prescriptions en matière de fonds propres et de liquidité ont été étendues aux banques titulaires d'une licence internationale supervisées à l'origine par la SBP.

4.63. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale (en 2014), le Panama a modifié le cadre juridique du secteur financier pour l'aligner sur les normes internationales en matière de contrôle, accroître la transparence, lutter contre l'évasion fiscale, renforcer les capacités de l'organisme de contrôle et protéger les consommateurs. L'une des principales modifications a été introduite par la Loi n° 70 de 2019, qui met à jour le système fiscal panaméen pour que l'évasion

⁸⁴ Autorité de contrôle des banques (2021). *Informe de Actividad Bancaria*, juin 2021. Adresse consultée: https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2021/06/IAB-0621.pdf.

⁸⁵ Renseignements communiqués par la SBP. Adresse consultée: <https://www.superbancos.gob.pa/es/marco-supervision>.

fiscale soit considérée comme une infraction sous-jacente au blanchiment d'argent. Plusieurs lois ont également été adoptées en ce qui concerne la prévention du blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (encadré 4.2).

Encadré 4.2 Législation relative à la prévention du blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive

- Loi n° 47 de 2013, qui adopte un régime de garde applicable aux actions émises au porteur, modifiée par la Loi n° 18 de 2015.
- Loi n° 10 de 2015, qui modifie et ajoute un article au Code pénal (terrorisme et financement du terrorisme).
- Loi n° 11 de 2015, qui établit les dispositions relatives à l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.
- Loi n° 23 de 2015, qui adopte des mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que d'autres dispositions, telle que modifiée par la Loi n° 21 de 2017.
- Loi n° 70 de 2019, qui modifie le Code pénal et établit d'autres dispositions. Cette loi intègre l'évasion fiscale dans le système juridique de la République du Panama en tant qu'infraction pénale et infraction sous-jacente au blanchiment d'argent.
- Décret exécutif n° 363 de 2015 portant application de la Loi n° 23 du 27 avril 2015, qui adopte des mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que d'autres dispositions.
- Décret exécutif n° 587 de 2015 portant application du gel préventif prévu au Titre VI de la Loi n° 23 du 27 avril 2015, qui adopte des mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que d'autres dispositions.

Les textes législatifs susmentionnés peuvent être consultés à l'adresse suivante: <https://www.superbancos.gob.pa/es/prev-cont-op-il/regimen/leyes>.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.64. L'Autorité de contrôle des banques tient à jour les normes relatives à la réglementation bancaire au moyen de résolutions et de décisions en la matière. Parmi les réglementations mises en œuvre au cours de la période considérée figurent celles relatives à la classification des actifs, à l'adéquation des fonds propres, au risque de marché, à la gouvernance, aux auditeurs externes, à la prévention de l'utilisation abusive des services bancaires, ainsi qu'à la nomination, aux fonctions et aux devoirs du responsable de la conformité (encadré 4.3). Un certain nombre de réglementations liées à la pandémie de COVID-19 ont également été introduites au cours de la période à l'examen.

Encadré 4.3 Décisions bancaires adoptées entre 2013 et 2021

1. Décisions relatives à la gestion des risques

- Décision n° 4-2013 et ses modifications: dispositions relatives à la gestion et à l'administration du risque de crédit.
- Décision n° 1-2015 et ses modifications: définition des règles relatives à l'adéquation des fonds propres applicables aux banques et aux groupes bancaires.
- Décision n° 3-2016 et ses modifications: établissement des règles de détermination des actifs pondérés en fonction du risque de crédit et du risque de contrepartie.
- Décision n° 2-2018 et ses modifications: établissement des dispositions relatives à la gestion du risque de liquidité et au ratio de liquidité à court terme.

2. Décisions relatives à la prévention pour les banques

- Décision n° 4-2015, modifiée en 2018: établissement de la procédure d'enregistrement des dépositaires d'actions au porteur.
- Décision n° 5-2015 et ses modifications: prévention de l'utilisation abusive des services fournis par d'autres entités placées sous la supervision de l'Autorité de contrôle des banques.

- Décision n° 7-2015: Recueil des signaux d'alarme pour la détection d'opérations suspectes liées au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive.
- Décision n° 9-2015, modifiée en 2017: procédure administrative de sanction en matière de prévention.
- Décision n° 10-2015 et ses modifications: prévention de l'utilisation abusive des services bancaires et fiduciaires.
- Décision n° 6-2016: établissement de lignes directrices pour la gestion des risques en matière de prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et du financement de la prolifération des armes de destruction massive que peuvent entraîner les nouveaux produits et les nouvelles technologies.
- Décision n° 7-2016: établissement de lignes directrices pour la prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et du financement de la prolifération des armes de destruction massive dans les relations de correspondance bancaire transfrontières proposées par les banques correspondantes nationales.
- Décision n° 2-2017 et ses modifications: actualisation des dispositions relatives au transfert de fonds.

3. Décisions à caractère préventif pour les autres entités financières supervisées

- Décision n° 1-2018: établissement du processus d'enregistrement des sociétés de transfert de fonds auprès de l'Autorité de contrôle des banques en ce qui concerne la prévention du blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive.
- Décision n° 2-2018: établissement du processus d'enregistrement des bureaux de change auprès de l'Autorité de contrôle des banques en ce qui concerne la prévention du blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive.
- Décision n° 3-2018: développement du concept d'inspection des autres entités financières supervisées.
- Décision n° 4-2018: établissement de lignes directrices pour la prévention de l'utilisation abusive des services fournis par les sociétés de transfert de fonds.
- Décision n° 5-2018: établissement de lignes directrices pour la prévention de l'utilisation abusive des services fournis par les bureaux de change.
- Décision n° 1-2019: établissement d'un recueil des signaux d'alarme pour la détection des opérations suspectes liées au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive destiné aux sociétés de transfert de fonds et aux bureaux de change.

Les décisions susmentionnées peuvent être consultés à l'adresse suivante: <https://www.superbancos.gob.pa/es/leyes-y-reg/acuerdos->.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.65. Le régime qui s'applique à l'activité bancaire au Panama est plutôt ouvert. La SBP accorde trois types de licences pour exercer des activités bancaires au Panama ou à partir du Panama, en fonction du type d'activités exercé, à savoir:

- La licence générale: permet d'exercer la profession de banquier à l'intérieur ou à l'extérieur du Panama (transactions qui sont achevées, qui sont en cours de réalisation ou qui produisent leurs effets à l'étranger); elle peut être délivrée à des banques nationales et à des banques étrangères établies au Panama par le biais de filiales ou de succursales. Le capital minimal requis est de 10 millions de PAB. Ce type de licence autorise la banque qui la détient à exercer tout type d'activité bancaire autorisé par l'Autorité de contrôle des banques.
- La licence internationale: permet de diriger, depuis un bureau au Panama, des transactions qui sont achevées, qui sont en cours de réalisation ou qui produisent leurs effets à l'étranger, et de mener toutes autres activités autorisées par la SBP; elle est délivrée à des banques dont la maison mère est à l'étranger, qui ont une présence physique au Panama et qui ne sont pas autorisées à effectuer des transactions sur le marché panaméen, mais qui peuvent en revanche acheter de la dette publique intérieure panaméenne sur le marché des valeurs du Panama. Le capital minimal requis est de 3 millions de PAB, dont 250 000 PAB doivent être conservés comme garantie dans l'une des deux banques officielles.

- La licence de représentation: autorise les banques étrangères à implanter un bureau de représentation au Panama et à mener toutes autres activités autorisées par la SBP, mais pas à effectuer des opérations bancaires au Panama; aucun capital minimal n'est requis. Cette licence autorise la banque à gérer des opérations bancaires effectuées à partir d'un bureau physiquement situé au Panama. Les bureaux de représentation doivent toujours inclure l'expression "bureau de représentation" dans toutes leurs activités.

4.66. Les banques étrangères doivent obtenir l'autorisation ou l'absence d'objection de leur organisme de contrôle étranger pour demander une licence leur permettant d'exercer des activités bancaires au Panama ou à partir du Panama, ou pour demander un bureau de représentation. Les banques titulaires d'une licence générale ou internationale peuvent s'établir en tant que filiales ou succursales. L'ouverture de succursales au Panama ou d'établissements à l'étranger ne requiert pas de licence mais doit être notifiée et approuvée au préalable par la SBP. Aucune restriction ne s'applique quant au nombre de succursales autorisées à exercer des activités. Les banques étrangères bénéficient du traitement national pour les activités qu'elles peuvent mener au Panama selon le type de licence qui leur a été accordée. Aucune restriction ne s'applique à la participation de capital étranger dans les banques établies au Panama, et il n'y a plus de prescriptions ni de restrictions en matière de nationalité pour les membres de la direction ou du conseil d'administration. Néanmoins, la Loi bancaire dispose que les succursales de banques étrangères doivent désigner au moins deux mandataires généraux résidant au Panama, dont l'un au moins doit être de nationalité panaméenne.

4.67. Selon le Décret exécutif n° 52 du 30 avril 2008, pour obtenir une licence bancaire, outre le respect des prescriptions minimales en matière de capital, dont l'origine doit pouvoir être clairement déterminée, il est nécessaire de présenter les politiques de l'établissement en matière de gouvernance et de soumettre un plan d'exploitation qui démontre sa viabilité. La Décision n° 3-2001 du 5 septembre 2001, modifiée par la Décision n° 2-2006, établit les critères et prescriptions applicables pour obtenir une licence bancaire. Les prescriptions de base sont la solvabilité économique, l'intégrité morale, une structure de gouvernance conforme, et le fait que le capital ne soit pas représenté, intégralement ou en partie, par des actions au porteur. Ces prescriptions varient selon que la personne juridique est constituée conformément à la législation panaméenne ou à la législation étrangère. La procédure d'approbation d'une demande dure entre six mois et un an, selon le type de licence demandée.

4.68. La Loi bancaire contient également des prescriptions en matière de ratios de fonds propres pour les banques titulaires d'une licence générale ou d'une licence internationale dont l'organisme de contrôle d'origine est la SBP. Ces banques doivent maintenir un capital économique équivalent à 8% au moins des actifs et des opérations hors bilan, pondérés en fonction des risques.⁸⁶ Elles doivent également maintenir un capital de base équivalent à au moins 6% de leurs actifs et opérations hors bilan représentant des imprévus, pondérés en fonction des risques. En outre, les deux types de banques doivent maintenir un solde minimal d'actifs liquides équivalent à 30% du total brut de leurs dépôts au Panama et à l'étranger; ce ratio est de 20% pour les établissements bancaires qui maintiennent une moyenne trimestrielle de dépôts interbancaires supérieure à 80% du total de leurs dépôts.⁸⁷ Les autorités ont indiqué que, bien que la disposition prévoie une telle possibilité, dans la pratique aucune banque ne l'avait encore appliquée, et qu'il était préférable de maintenir le solde minimal de 30%. Par ailleurs, les banques titulaires d'une licence générale sont tenues de maintenir des actifs au Panama équivalant à un pourcentage de leurs dépôts locaux déterminé par la SBP, qui est le même pour toutes les banques et ne doit pas dépasser 100%.⁸⁸ En juillet 2021, il s'élevait à 60%.⁸⁹ L'autorisation préalable de la SBP est requise pour toute réduction des réserves de capital d'une banque.

4.69. Conformément à la Loi bancaire, les banques ne sont pas autorisées à utiliser leurs actions comme garantie des prêts qu'elles octroient, ou à accorder à une seule et même personne physique ou morale des prêts dont la valeur excède 25% de leur capital ou 30% lorsque ces prêts sont destinés à une autre banque. En outre, les banques ne peuvent pas posséder d'actions ou de parts dans des

⁸⁶ Article 70 du Décret exécutif n° 52 du 30 avril 2008.

⁸⁷ Article 73 du Décret exécutif n° 52 du 30 avril 2008 et Décision n° 4 de 2008 de la SBP.

⁸⁸ Article 78 du Décret exécutif n° 52 du 30 avril 2008.

⁸⁹ Décision n° 014-2019. Adresse consultée:

https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/leyes_y_regulaciones/acuerdos/2019/Acuerdo_14-2019.pdf.

entreprises qui ne sont pas liées à l'activité bancaire ou financière, dont la valeur excède 25% de leur capital économique. Des limites s'appliquent aussi pour éviter la concentration de prêts non-garantis ou de prêts garantis par des sûretés autres que des dépôts accordés par la banque et les entités constituant un groupe bancaire avec elle en faveur de parties liées, qui, au total, ne peuvent dépasser 25% des fonds.⁹⁰ Les banques titulaires d'une licence internationale pour lesquelles la SBP est l'organisme de contrôle d'origine sont assujetties aux mêmes restrictions.

4.70. Pour contrer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, le pays a adopté la Loi n° 156 du 30 juin 2020 ("Loi moratoire") établissant, avec effet rétroactif au 1^{er} mars 2020, un moratoire sur les prêts accordés par les banques, les coopératives et les sociétés de financement, tant publiques que privées, jusqu'au 31 décembre 2020. Depuis lors, le moratoire a été prorogé dans un premier temps jusqu'au 30 juin 2021, puis jusqu'au 31 décembre 2021. Pour la mise en œuvre du moratoire, la SBP a adopté plusieurs décisions bancaires (encadré 4.4). Selon la Loi, les établissements bancaires ne peuvent pas augmenter les taux d'intérêt, ou appliquer des surtaxes ou tout autre intérêt pour défaut ou retard de paiement sur les prêts modifiés visés par la loi. Une fois la période de moratoire écoulée, les banques, en accord avec le débiteur, doivent mettre en place les mécanismes nécessaires pour mettre à jour leurs engagements. À cette fin, la Décision n° 002-2021 du 11 juin 2021 a été approuvée, établissant les paramètres et les lignes directrices qui seront applicables aux prêts modifiés. La Décision n° 2-2020 a été modifiée par la Décision n° 9-2020, imposant une provision spéciale afin de couvrir les risques liés aux prêts modifiés (catégorie "prêts spéciaux modifiés"). Cette provision doit être équivalente au montant le plus élevé entre la provision prévue par les Normes internationales d'information financière (IFRS) et une provision générale égale à 3% du solde brut de l'encours des prêts modifiés, y compris les intérêts courus non perçus et les dépenses capitalisées.

Encadré 4.4 Décisions bancaires adoptées pour modifier les prêts afin d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19

- Décision n° 2-2020 du 16 mars 2020, qui établit des mesures supplémentaires, exceptionnelles et temporaires pour le respect des dispositions contenues dans la Décision n° 4-2013, et permet aux banques de modifier les conditions initialement convenues des prêts aux entreprises et à la consommation, afin d'accorder une aide économique aux clients dont la capacité de paiement a été affectée par la situation liée à la pandémie de COVID-19.
- Décision n° 3-2020 du 26 mars 2020, qui précise et assouplit les modifications qui peuvent être acceptées par le débiteur par quelque moyen ou modalité que ce soit.
- Décision n° 7-2020 du 14 juillet 2020, qui prolonge jusqu'au 31 décembre 2020 le délai dont disposent les banques pour évaluer les prêts affectés par la pandémie de COVID-19 et pour procéder aux modifications correspondantes. Elle établit également que ces prêts conserveront la classification de risque enregistrée lors de l'entrée en vigueur de la Décision n° 2-2020, jusqu'à ce que la SBP établisse les critères de classification et de détermination des provisions qui seront appliqués aux prêts modifiés.

⁹⁰ Articles 95, 99 et 96, respectivement, du Décret exécutif n° 52 du 30 avril 2008. Les banques et les propriétaires d'actions bancaires dans lesquelles le groupe bancaire est consolidé ont l'interdiction : a) d'accorder à l'un de leurs employés des prêts ou des facilités de crédit non garanties dont le montant total dépasse les salaires, traitements et autres émoluments annuels de l'employé concerné; b) d'accorder des prêts ou des facilités de crédit, à des conditions de coût et de durée plus favorables que celles habituellement pratiquées sur le marché pour le type d'opération concerné, à ses dirigeants, responsables et employés ou à toute personne physique ou morale détenant 5% des actions de la banque ou du propriétaire d'actions de la banque dans laquelle le groupe bancaire est consolidé, ainsi qu'à toute personne formant un groupe économique avec les personnes susmentionnées; c) d'accorder, directement ou indirectement, des facilités de crédit non garanties dépassant 5% de son capital économique ou des prêts garantis par des sûretés autres que des dépôts dépassant 10% de son capital économique, en faveur de: i) un ou plusieurs de ses administrateurs ou toute personne physique ou morale détenant directement ou indirectement 5% ou plus des actions de la banque ou du propriétaire d'actions bancaires dans lequel le groupe bancaire est consolidé, qu'ils soient accordés conjointement ou solidairement; ii) toute personne morale dont un ou plusieurs de ses administrateurs sont directeurs ou responsables ou garants du prêt ou de la facilité de crédit; iii) toute personne morale ou société de personnes dans laquelle la banque ou le propriétaire d'actions bancaires dans lesquelles le groupe bancaire est consolidé, ou un ou plusieurs de ses administrateurs ou responsables, détient individuellement ou conjointement un intérêt significatif, une influence prépondérante ou, dans tous les cas, une participation supérieure à 20% dans la personne morale respective; iv) ses dirigeants, ses responsables, ses employés et leurs conjoints, sauf dans le cas de prêts hypothécaires pour leur résidence principale ou de prêts personnels garantis, accordés conformément aux régimes du personnel établis.

- Décision n° 9-2020 du 11 septembre 2020, qui modifie la Décision n° 2-2020 afin de définir, entre autres, le traitement des prêts modifiés et la constitution des provisions correspondantes pour protéger l'intérêt des déposants et préserver la stabilité financière.
- Décision n° 13-2020 du 21 octobre 2020, qui modifie la Décision n° 2-2020 afin d'établir un délai supplémentaire -jusqu'au 30 juin 2021- pour que les banques puissent accorder des mesures d'aide financière aux prêts modifiés du système bancaire.
- Décision n° 002-2021 du 11 juin 2021 établissant les paramètres et les lignes directrices qui seront applicables aux prêts modifiés. La modification de la réglementation bancaire prévoit plusieurs mesures, dont les suivantes:
 - Pour les prêts auxquels les établissements bancaires ont apporté des modifications selon les paramètres prévus dans la Décision n° 2-2020, et dont les débiteurs respectent les modalités et conditions initialement convenues (avant les mesures d'aide financière prises en raison de la pandémie de COVID-19), les dispositions prévues par la Décision n° 4-2013 sur le risque de crédit seront applicables et ces prêts seront classés dans la catégorie des prêts normaux. Ils seront exclus de la catégorie des prêts modifiés.
 - Les prêts qui, au 30 juin 2021, sont classés dans la catégorie des "prêts spéciaux modifiés", peuvent de nouveau relever du champ d'application de la Décision n° 4-2013, après s'être conformés aux nouvelles modalités et conditions, et à condition de prouver que les paiements ont été effectués de manière consécutive pendant une période de six mois, conformément au plan de paiement convenu avec le client. Dans ces cas, les prêts en question peuvent être classés dans la catégorie des prêts normaux.
 - Les prêts qui, au 30 juin 2021, sont classés dans la catégorie des "prêts spéciaux modifiés", dont les nouvelles modalités et conditions prévoient des délais de grâce pour le paiement du capital et/ou des intérêts ou autres, et qui relèvent toujours de cette modalité, resteront classés dans la catégorie des prêts spéciaux modifiés jusqu'à ce que le délai de grâce convenu soit respecté. Ces prêts peuvent de nouveau relever du champ d'application de la Décision n° 4-2013, après s'être conformés aux nouvelles modalités et conditions énoncées au paragraphe précédent.
 - Les prêts restructurés conformément à la Décision n° 4-2013, dont la banque a modifié les modalités et conditions et qui sont à jour en matière de paiement, conserveront la classification dans laquelle ils se trouvaient au moment de leur modification et ne seront plus considérés comme des prêts modifiés.
 - Les prêts restructurés, conformément à la Décision n° 4-2013, dont la banque a modifié les modalités et conditions et qui n'ont pas respecté ces nouvelles modalités, relèveront de nouveau des lignes directrices de la Décision n° 4-2013 et seront classés sur la base de la catégorie dans laquelle ils se trouvaient avant la modification, en ajoutant les jours de retard correspondants. En outre, ils conserveront la provision équivalant au montant le plus élevé entre la provision constituée initialement en vertu de la Décision n° 4-2013 et celle constituée conformément à la Décision n° 2-2020.
 - Les prêts classés dans la catégorie des prêts de qualité inférieure, douteux et irrécouvrables qui ont été modifiés conformément à la Décision n° 2-2020 et pour lesquels les paiements ont été acquittés au cours du premier semestre de 2021, conserveront la classification dans laquelle ils se trouvaient au moment de leur modification. En outre, ils conserveront la provision équivalant au montant le plus élevé entre la provision constituée initialement en vertu de la Décision n° 4-2013 et celle constituée conformément à la Décision n° 2-2020. Les dispositions de la Décision n° 4-2013 s'appliqueront à ces prêts et, par conséquent, ils ne seront plus considérés comme des prêts modifiés.
 - Les prêts classés dans la catégorie des prêts de qualité inférieure, douteux et irrécouvrables qui ont été modifiés à partir du 1er janvier 2021 conformément à la Décision n° 2-2020 et qui se sont trouvés en défaut partiel ou total de paiement au cours du premier semestre de 2021 relèveront de nouveau de la Décision n° 4-2013.

Source: SPB. Adresse consultée: <https://www.superbancos.gob.pa/es/leyes-y-reg/acuerdos->.

4.71. En juin 2021, la SBP a publié deux règles relatives à la gestion du risque de crédit concernant le processus de gestion des prêts modifiés. Ces règles devraient avoir une incidence significative à la fois sur la classification des risques des portefeuilles de prêts des banques et sur la constitution de provisions. La restructuration des prêts modifiés est autorisée du 1^{er} juillet au 30 septembre 2021, à condition que les nouvelles modalités et conditions répondent aux critères de viabilité financière, que le débiteur prouve qu'il dispose de la capacité de paiement nécessaire et qu'il s'engage à payer les montants en retard. Les prêts modifiés restructurés ne peuvent pas faire l'objet de plusieurs mesures de restructuration successives. Les périodes sans service de la dette, c'est-à-dire le paiement du principal et/ou des intérêts, ne peuvent pas dépasser (pour une même facilité de crédit) 6 mois pour les prêts à la consommation et 12 mois pour les prêts aux entreprises, selon la capacité de paiement du débiteur. Grâce à cette décision, les banques ont comptabilisé 490 412 clients avec des opérations de prêts modifiés en juin 2021, pour un solde de 15 968,76 millions d'USD.⁹¹

⁹¹ Autorité de contrôle des banques (2021). *Informe de Actividad Bancaria*, juin. Adresse consultée: https://www.superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/financiera_y_estadistica/reportes_estadisticos/2021/06/IAB-0621.pdf.

4.72. Le "Fonds spécial de soutien bancaire" a été créé par le Décret du Cabinet n° 23 du 19 août 2020; il vise à promouvoir la relance économique du système bancaire, à répondre aux besoins temporaires de liquidités que rencontrent les banques privées titulaires d'une licence générale, et à accorder des facilités de crédit aux secteurs productifs afin de stimuler la croissance économique du pays et d'atténuer les effets néfastes de la pandémie.⁹² Ce fonds fiduciaire, d'un montant total de 1 milliard de PAB, permet d'accorder des prêts sur 3 à 5 ans afin de fournir des liquidités supplémentaires aux banques titulaires d'une licence générale qui en ont besoin. La BNP, en consultation avec la SBP, administre les ressources du fonds, agissant comme une banque de second rang pour accorder des facilités de crédit aux banques, l'objectif étant que ces banques prêtent des fonds aux secteurs productifs pour les soutenir dans leur reprise économique et stimuler la croissance du pays (section 1.2.3).⁹³

4.73. Comme indiqué dans le rapport de l'examen précédent, il n'existe pas d'assurance des dépôts bancaires au Panama. Cela n'a pas changé pendant la période considérée. Néanmoins, des dispositions de la Loi bancaire prévoient que l'on remboursera de préférence les dépôts d'un montant maximal de 10 000 PAB par personne en cas de liquidation forcée d'un établissement bancaire.⁹⁴ En août 2021, 96% des dépôts dans les banques de la SBN correspondaient à des montants inférieurs à 10 000 PAB.

4.74. Le Panama possède un large éventail d'intermédiaires financiers non bancaires, notamment les sociétés fiduciaires (qui étaient au nombre de 44, en dehors des banques, en juillet 2021), dont les actifs en fiducie s'élevaient à 25 244 millions d'USD en mars 2021.⁹⁵

4.75. La Loi n° 4 du 17 mai 1994 et ses modifications, y compris la Loi n° 46 du 16 juin 2017, dont l'application est régie par le Décret exécutif n° 29 du 8 août 1996, dispose qu'aux taux d'intérêt des prêts locaux aux particuliers ou aux entreprises de plus de 5 000 PAB, octroyés par des banques et des établissements financiers, est ajoutée et retenue une somme équivalant à 1% par an sur le montant servant de base au calcul des intérêts. En vertu de la Loi, 50% de ces montants sont versés au Trésor public pour le paiement des tranches préférentielles prévues dans les prêts hypothécaires préférentiels, 12,5% sont versés à la Banque de développement agricole, 12,5% au Ministère du développement agricole, 5% à l'Institut d'assurance agricole et les 20% restants au Fonds spécial de compensation des intérêts (FECI) administré par la SBP, l'Autorité de contrôle des banques. Cette loi établit également le programme de taux d'intérêt préférentiels pour le secteur agricole et le secteur agro-industriel exportateur de produits non traditionnels, et prévoit que ces secteurs peuvent bénéficier d'une réduction du taux d'intérêt convenu avec la banque ou l'institution financière prêteuse pour les prêts allant jusqu'à 500 000 PAB.

4.76. Les banques sont tenues de payer, pour les services fournis par la SBP, une taxe pour la régulation et le contrôle bancaire. Les banques sont soumises au paiement annuel de cette taxe selon les taux suivants: a) banques titulaires d'une licence générale: 30 000 PAB plus une somme équivalente à 35 PAB pour chaque million de PAB ou fraction de million du total des actifs, pour un montant maximum de 100 000 PAB; b) banques titulaires d'une licence internationale: 15 000 PAB; c) banques titulaires d'une licence de représentation: 5 000 PAB. Le montant de la taxe doit être en rapport avec les coûts encourus par la SPB pour exercer ses fonctions conformément à son budget. La SPB a le pouvoir d'augmenter ou de diminuer le montant de la taxe applicable.

4.4.1.3 Assurance

4.4.1.3.1 Caractéristiques du marché

4.77. En juin 2021, le marché des assurances du Panama comptait 23 compagnies d'assurance.⁹⁶ Parmi celles-ci, 11 étaient des sociétés à capitaux nationaux et 12 des sociétés à capitaux étrangers. Il existait, en outre, 4 compagnies de réassurance, 3 gestionnaires de réassurance, 6 captives

⁹² Circulaire n° SBP-DR-0260-2020 du 19 août 2020. Adresse consultée: https://superbancos.gob.pa/superbancos/documentos/leyes_y_regulaciones/circulares/2020/circular_260-2020.pdf?v=1.02.

⁹³ BNP (2020), *Memoria Anual 2020*. Adresse consultée: https://www.banconal.com.pa/images/nuestro-banco/memorias/Memoria_Anual_2020.pdf.

⁹⁴ Articles 161 et 167 du Décret exécutif n° 52 du 30 avril 2008.

⁹⁵ Renseignements communiqués par la SBP. Adresse consultée: <https://www.superbancos.gob.pa/es/fiduciarias/estadisticas/otros>.

⁹⁶ Renseignements communiqués par l'Autorité de contrôle des assurances et réassurances du Panama (SSRP). Adresse consultée: <https://superseguros.gob.pa/sujetos-regulados/companias-de-seguros/>.

d'assurance, 6 sociétés de gestion de captives d'assurance, 29 sociétés d'expertise en assurance et 1 société de gestion de portefeuille de courtage en assurance. En juin 2021, 2 791 licences de courtage en assurance avaient été accordées à des personnes physiques, 393 autres avaient été accordées à des personnes morales, et 13 licences de courtage en réassurance avaient été délivrées. Le marché est dominé par deux sociétés à capitaux nationaux qui, ensemble, en détiennent 40,9%; viennent ensuite deux sociétés à capitaux étrangers et une succursale de société étrangère. Ensemble, ces cinq entités contrôlent 74,3% du marché. Ces cinq mêmes sociétés détenaient 57,1% du patrimoine en juin 2021.⁹⁷

4.78. La valeur totale des primes d'assurance souscrites en juin 2021 était de 761 millions de PAB. Par type d'assurance, les portefeuilles les plus importants sont ceux de l'assurance-automobile et de l'assurance santé qui, ensemble, représentent le tiers du total des primes. En juin 2021, le patrimoine des 23 sociétés d'assurance s'élevait à 1 481,8 millions de PAB. Les actifs des compagnies d'assurance totalisaient 3 535,6 millions de PAB en 2021, tandis que leurs passifs se chiffraient à 2 053,8 millions de PAB, ce qui correspond à un ratio de solvabilité générale de 1,7. L'activité d'assurance a généré un bénéfice net de 71,8 millions de PAB au 30 juin 2021.⁹⁸

4.4.1.3.2 Cadre juridique

4.79. L'Autorité de contrôle des assurances et réassurances du Panama (SSRP), une entité rattachée au Ministère du commerce et de l'industrie, a été créée par la Loi n° 55 du 20 décembre 1984. C'est l'organisme chargé de la réglementation, de la supervision, du contrôle et de la surveillance des entreprises, entités et personnes qui assurent la conduite des activités d'assurance et de réassurance dans le pays. La Loi n° 59 du 29 juillet 1996 a donné à la SSRP une plus grande autonomie pour assurer une supervision et une surveillance appropriées du secteur des assurances. La SSRP est chargée de réglementer les sociétés ou entités qui exercent des activités d'assurance (dans toutes les branches du secteur) et de réassurance; elle réglemente également les captives d'assurance au Panama ainsi que toutes les activités prévues par la Loi n° 12 de 2012 abrogeant la Loi n° 59 de 1996, réglementant les activités d'assurance et établissant d'autres dispositions, par la Loi n° 63 du 19 septembre 1996 portant réglementation des activités de la réassurance et des sociétés spécialisées dans ce domaine et par la Loi n° 60 du 29 juillet 1996 portant réglementation des activités des captives d'assurance.⁹⁹

4.80. Le principal texte législatif dans le domaine des assurances est la Loi n° 12 du 3 avril 2012, qui a abrogé l'ancienne Loi sur les assurances n° 59 du 29 juillet 1996; la Loi sur les captives d'assurance (Loi n° 60 du 29 juillet 1996) et d'autres dispositions sont également en vigueur. Durant la période à l'examen, le Panama a actualisé le cadre réglementaire qui régit les activités d'assurance en vue de renforcer le contrôle et la supervision du secteur. Les principales modifications juridiques concernent: la Loi n° 68-2016 du 13 décembre 2016, qui réglemente l'assurance obligatoire de base contre les accidents de la circulation; la Loi n° 65-2016 du 9 décembre 2016 portant modification d'un article de la Loi n° 12 de 2012; la Loi n° 68 du 13 décembre 2016, qui réglemente l'assurance obligatoire de base contre les accidents de la circulation; la Loi n° 21 du 10 mai 2017, qui établit les normes de réglementation et de surveillance des sociétés fiduciaires et des activités fiduciaires et énonce d'autres dispositions; la Loi n° 26 du 23 mai 2018 portant modification d'un article de la Loi n° 68 de 2016, qui réglemente l'assurance obligatoire de base contre les accidents de la circulation; la Loi n° 70 du 31 janvier 2019 sur l'évasion fiscale; et le Décret exécutif n° 578 du 13 novembre 2014, qui adopte le Cadre stratégique de gestion financière des risques de catastrophes.¹⁰⁰

4.81. L'activité d'assurance est régie par des lois, mais également par les résolutions et les Décisions du Conseil de direction de la SSRP sur les aspects tels que l'établissement des tarifs, les normes d'audit pour les compagnies d'assurance, la procédure de décision en matière de plaintes, le registre des réassureurs étrangers non établis au Panama, les sanctions administratives, ainsi que la réglementation de la profession de courtier en assurances et des sociétés de courtage. La SSRP publie aussi des circulaires, qui traitent principalement des aspects techniques de l'activité d'assurance.

⁹⁷ Renseignements communiqués par la SSRP. Adresse consultée: <https://supersegueros.gob.pa/wp-content/uploads/DES-R-TO-06-2021.pdf>.

⁹⁸ Renseignements communiqués par les autorités.

⁹⁹ Renseignements communiqués par la SSRP. Adresse consultée: <https://supersegueros.gob.pa/sobre-nosotros/>.

¹⁰⁰ Renseignements communiqués par la SSRP. Adresse consultée: <https://supersegueros.gob.pa/legal/leyes-y-decretos/#1601853734507-324770c3-0bcd>.

4.82. Les principales résolutions émises par la SSRP ces dernières années sont les suivantes: Résolution n° 007-2012 du 30 juillet 2012, par laquelle le Conseil de direction de l'Autorité de contrôle des assurances et réassurances adopte son règlement intérieur; Résolution n° 37-2014 du 27 novembre 2014, portant adoption des limites et des lignes directrices nécessaires à l'élaboration et à la présentation des rapports que doivent soumettre les sociétés d'assurance; Résolution n° 25-2016 du 22 juin 2016, par laquelle le Conseil de direction de l'Autorité de contrôle des assurances et réassurances expose la politique, les buts et les objectifs de l'Autorité; Résolution n° 58-2017 du 19 décembre 2017, qui établit les paramètres de présentation des rapports du Conseil de liquidation; Résolution n° 018-2020 du 23 mars 2020 qui examine les soldes impayés des primes nettes acquises à recevoir, générés par les accords et les modifications des modalités et conditions des polices d'assurance, qui seront pris en compte pour évaluer les marges de solvabilité, la liquidité et le solde des réserves d'investissement; et la Résolution n° JD-013-2021 du 7 avril 2021, qui prolonge les effets de la Résolution n° JD-018 du 23 mars 2020 jusqu'au 31 décembre 2021.

4.83. Pour exercer des activités d'assurance au Panama, il faut obtenir une licence délivrée par la SSRP. Une licence est exigée pour chacune des trois branches d'assurance existantes, à savoir: l'assurance de personnes (vie, accident, santé, etc.), l'assurance générale (automobile, incendie, transport, etc.) et les garanties (exécution de contrat, paiement et autres). Il faut également une autorisation pour ouvrir ou fermer des succursales dans le pays, ainsi que des succursales ou agences à l'étranger. Une société d'assurance peut s'établir en tant que société anonyme constituée au Panama ou en tant que succursale de société étrangère. Il n'existe pas de restrictions à la participation du capital étranger dans les sociétés d'assurance établies au Panama, ni au nombre de sociétés d'assurance étrangères ou de succursales de sociétés d'assurance étrangères qui peuvent mener des activités dans le pays.

4.84. Outre les prescriptions générales énoncées à l'article 40 de la Loi n° 12 du 3 avril 2012, pour obtenir une licence, les succursales de sociétés étrangères doivent présenter un document certifié autorisant la constitution de la succursale au Panama, ainsi qu'un certificat de l'autorité de contrôle du pays d'origine attestant que la société mère y est dûment constituée et y a mené des activités en toute solvabilité durant au moins cinq ans. La succursale n'est autorisée à exercer son activité au Panama que dans les branches auxquelles la société mère se consacre dans le pays d'origine.

4.85. Toutes les sociétés d'assurance sont tenues de disposer d'un capital minimum en espèces de 5 millions de PAB. De plus, elles doivent inscrire à leur passif des réserves techniques qui doivent être constamment adossées à des actifs admis et qui varient en fonction du type de risque, ainsi que des provisions pour écarts statistiques et pour risques catastrophiques. Elles doivent également maintenir au Panama une réserve légale équivalant à 20% de leur bénéfice net jusqu'à ce que le fonds ainsi constitué atteigne 2 millions de PAB, puis à 10% jusqu'à ce que ce fonds atteigne 50% du capital libéré.¹⁰¹ En outre, au moins 50% des réserves techniques et du capital doivent être investis au Panama dans des actifs admis, c'est-à-dire, entre autres, des titres émis ou garantis par l'État, des instruments de crédit émis par des banques qui ont reçu l'agrément de la SBP ou des instruments de crédit et de capital émis par des sociétés qui sont immatriculées auprès de la SMV, dans les limites fixées pour chaque type d'actif. Le solde (50%) des réserves peut être investi sur les marchés de capitaux internationaux, dans des instruments qui ont une cote d'au moins BBB- émanant d'une agence de notation de risques agréée par la SSRP.

4.86. Les modèles de police et de garantie doivent être approuvés par la SSRP avant d'être commercialisés. Les taux de prime sont présentés dans une note technique qui doit accompagner toute police soumise à l'approbation de la SSRP, et ils sont approuvés après avoir été validés par le service actuariel de celle-ci.

4.87. Les sociétés d'assurance doivent acquitter un impôt de 2% sur les primes encaissées, nettes d'annulations, au titre des polices souscrites dans le pays. Un impôt additionnel de 5% s'applique aux primes encaissées, nettes d'annulations, au titre des polices d'assurance incendie. Les personnes qui souscrivent ce type d'assurances sont soumises à cet impôt. En outre, les primes d'assurance sont frappées d'un impôt à la consommation pour les assurances de 5%, sauf dans le cas de l'assurance incendie, de l'assurance-vie avec valeur de rachat et des assurances agricoles.¹⁰² Les primes d'assurance automobile sont par ailleurs assujetties à un impôt de 1%. En 2020, 56,1 millions

¹⁰¹ Articles 206, 207, 208 et 213 de la Loi n° 12 du 3 avril 2012.

¹⁰² Articles 63 et 64 de la Loi n° 12 du 3 avril 2012.

de PAB ont été perçus au titre de l'impôt à la consommation sur les assurances, 26,6 millions de PAB au titre de l'impôt de 2% sur les primes, 7,5 millions de PAB au titre des primes sur l'assurance incendie et 2,6 millions de PAB au titre de l'impôt sur l'assurance automobile.¹⁰³

4.88. La SSRP réglemente et délivre les licences pour l'exercice d'autres activités supervisées, notamment: courtier en assurances, expert en assurance, gestionnaire d'assurances, agent ou agence de vente d'assurances et directeur des ventes d'assurance. Pour obtenir la licence de courtier en assurances, il faut être un citoyen panaméen domicilié au Panama ou un étranger naturalisé, trois ans après avoir obtenu son certificat de naturalisation. Les actions des personnes morales qui exercent comme courtiers en assurances doivent initialement appartenir à des courtiers en assurances qualifiés et au moins 49% des actions d'une personne morale détenant une licence de courtage en assurances doivent être aux mains de courtiers en assurances panaméens.¹⁰⁴ L'activité d'agent de vente d'assurances est réservée aux citoyens panaméens.¹⁰⁵ Ces activités sont également soumises au paiement de taxes annuelles. Les experts en assurance et/ou les inspecteurs de sinistres paient une taxe annuelle de 500 PAB s'ils sont des personnes physiques et de 1 000 PAB s'ils sont des personnes morales. Les agents de vente d'assurances paient une taxe annuelle de 0,25% des revenus provenant de commissions perçus l'année précédente, avec un minimum de 100 PAB et un maximum de 5 000 PAB. Les agences de vente d'assurances paient une taxe annuelle de 0,50% des revenus provenant de commissions perçus l'année précédente, avec un minimum de 500 PAB et un maximum de 5 000 PAB.

4.89. La Loi n° 12 de 2012 permet aux assureurs d'utiliser d'autres filières de commercialisation pour offrir leurs produits par l'entremise de banques, de sociétés financières et de sociétés de commercialisation. Dans cette optique, elle définit des paramètres minimums pour les contrats de commercialisation, ainsi que les catégories de risques qui peuvent faire l'objet d'une commercialisation par ces autres filières.¹⁰⁶

4.90. La SSRP réglemente et supervise également l'activité de réassurance, qui est régie par la Loi n° 63 du 19 septembre 1996 "portant réglementation des activités de la réassurance et des sociétés spécialisées dans ce domaine". Les réassureurs peuvent s'établir en tant que sociétés anonymes ou en tant que succursales de sociétés étrangères. Dans le cas d'une société étrangère, il faut présenter le document autorisant la constitution de la succursale au Panama, ainsi qu'un certificat de l'autorité de contrôle du pays d'origine attestant que la société étrangère y est dûment constituée et y a mené des activités en toute solvabilité durant au moins cinq ans.¹⁰⁷ Les sociétés autorisées à mener des activités de réassurance doivent désigner au moins deux fondés de pouvoir dotés d'un mandat général et tous deux résidents du Panama, l'un d'entre eux devant être de nationalité panaméenne. Une société qui demande l'autorisation de mener une activité de réassurance doit constituer au Panama un capital minimum en espèces de 1 million de PAB. Les succursales de sociétés étrangères doivent le déposer en espèces. Les réassureurs doivent maintenir des réserves techniques équivalant à au moins 35% des primes nettes souscrites. Il est exigé que 65% de ces réserves soient investis dans le pays.

4.91. Pour obtenir une licence de courtier en réassurance, il faut disposer d'un capital social versé d'au moins 100 000 PAB et apporter la preuve du versement d'un dépôt de garantie à la Banque nationale du Panama d'un montant de 150 000 PAB, en espèces, en obligations, en titres ou titres d'État, ou en garanties du même montant, émises par une compagnie d'assurance dûment autorisée à exercer au Panama.¹⁰⁸

4.92. Les primes de réassurance pour les risques situés au Panama sont frappées des mêmes impôts que les primes d'assurance. Les primes de réassurance pour les risques situés à l'étranger ne sont pas assujetties à l'impôt; il en est de même pour les bénéfices tirés de la réassurance des risques étrangers. Les courtiers en réassurance paient directement à la SSRP une taxe annuelle de 0,50% des revenus provenant des honoraires ou des commissions perçus l'année précédente, avec un minimum de 1 000 PAB et un maximum de 20 000 PAB. Les sociétés de réassurance étrangères

¹⁰³ Renseignements communiqués par la SSRP. Adresse consultée: <https://superseguros.gob.pa/estadistica-financiera/impuestos-sobre-primas-de-seguros/#1602165275188-40b7a13a-d7b0>.

¹⁰⁴ Article 181 de la Loi n° 12 du 3 avril 2012.

¹⁰⁵ Article 56 de la Loi n° 12 du 3 avril 2012.

¹⁰⁶ Articles 52 et 53 de la Loi n° 12 du 3 avril 2012.

¹⁰⁷ Article 18 (alinéas 2 et 10) de la Loi n° 63 du 19 septembre 1996.

¹⁰⁸ Loi n° 63 du 19 septembre 1996.

peuvent offrir des services de réassurance aux entreprises domiciliées au Panama, pourvu qu'elles soient inscrites au registre des réassureurs étrangers non établis au Panama, créé en vertu de la Décision n° 4 du 13 décembre 2012. Il en est de même pour les sociétés de courtage en réassurance étrangères. En juin 2021, 80 sociétés de réassurance étrangères et 26 courtiers en réassurance étrangers avaient demandé l'inscription au registre.

4.93. La SSRP régit aussi l'activité des captives d'assurance, qui sont des entreprises qui, à partir d'un bureau établi au Panama, se consacrent exclusivement à l'assurance ou la réassurance de risques étrangers particuliers ou spécifiques, avec l'autorisation préalable de l'Autorité. La Loi n° 60 du 29 juillet 1996, qui régit l'activité des captives d'assurance, leur impose de maintenir un bureau physique au Panama. Ces entreprises peuvent demander une licence pour offrir leurs services à des entreprises panaméennes et étrangères dans les branches biens et responsabilité et dans celle des risques à long terme. Les captives d'assurance doivent disposer d'un capital social autorisé et versé qui ne peut être inférieur à 150 000 PAB lorsqu'elles opèrent dans la branche des assurances générales; si l'entreprise exerce dans la branche des risques à long terme ou dans les deux branches, le seuil du capital social versé ne peut être inférieur à 250 000 PAB. Le capital versé doit être constitué d'actifs non grevés détenus en permanence au Panama. Les captives d'assurance doivent payer à la SSRP une taxe annuelle unique de 2 000 PAB pour les services d'analyse financière, les certifications et les évaluations de programmes d'assurance et de réassurance, et d'autres services connexes.¹⁰⁹ Les primes perçues par les captives d'assurance, ainsi que les bénéfices tirés de leur activité, ne sont pas imposables.

4.4.1.4 Marché des valeurs

4.94. En juillet 2021, le marché des valeurs panaméen comptait 444 entités juridiques, réglementées et supervisées par l'Autorité des marchés financiers du Panama (SMV), dont 249 émetteurs, 62 maisons de titres, 50 conseillers en investissement, 44 sociétés d'investissement et 3 gestionnaires de fonds de pension et de fonds de retraite privés.¹¹⁰ La SMV régit aussi la Bourse des valeurs du Panama, un dépositaire central de titres et neuf organismes de notation de risques. Les émetteurs intervenant sur le marché des valeurs sont principalement les banques, les sociétés d'assurance, les fonds d'investissement et les entreprises à capitaux privés. Les émissions concernent principalement les instruments de dette, tandis que les émissions d'actions sont limitées. En juillet 2021, le montant total des titres enregistrés auprès de la SMV s'établissait à 1 280 millions d'USD et 2 935 millions d'USD étaient en cours d'enregistrement.¹¹¹ Le montant des émissions enregistrées en 2020 s'est élevé à 6 804 millions d'USD.¹¹²

4.95. La SMV, créée par la Loi n° 67 du 1^{er} septembre 2011 publiée au Journal officiel n° 26.863-A du 2 septembre 2011, est l'organisme chargé de réglementer le marché des valeurs. C'est un organisme autonome de l'État, doté de la personnalité morale, d'un patrimoine propre et d'une indépendance administrative, budgétaire et financière, qui a compétence exclusive pour réglementer et superviser les émetteurs, les sociétés d'investissement, les intermédiaires et les autres participants du marché des valeurs. La mission de la SMV est de promouvoir, réguler et superviser les activités du marché des valeurs, en assurant la protection des investisseurs grâce à l'application de normes élevées en matière de réglementation et de surveillance.¹¹³

4.96. La principale loi réglementant le marché des valeurs panaméen est le Texte unique de la Loi sur le marché des valeurs mobilières, qui comprend le Décret-loi n° 1 du 8 juillet 1999 et ses modifications, ainsi que le titre II de la Loi n° 67 du 1^{er} septembre 2011 et les modifications introduites par la Loi n° 12 de 2012 et la Loi n° 56 de 2012. La Loi n° 67 de 2011 a modifié la structure de l'organisme de réglementation, qui est passé de la Commission nationale des valeurs mobilières à l'Autorité des marchés financiers, avec un Directeur général et un Conseil de direction; la fonction de fonctionnaire du marché des valeurs a été créée, et d'autres modifications ont été apportées aux dispositions du Décret-loi n° 1 de 1999, ce qui a donné lieu au Texte unique de la Loi sur le marché des valeurs mobilières. Par la suite, la Loi n° 23 du 27 avril 2015, qui énonce des

¹⁰⁹ Loi n° 60 du 29 juillet 1996.

¹¹⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

¹¹¹ Renseignements communiqués par les autorités et par la SMV (2021), *Boletín Trimestral*, avril-juin.

Adresse consultée: <https://supervalores.gob.pa/files/Boletin/2021/Boletin-Abril-Junio-2021.pdf>.

¹¹² SMV (2020), *Gestión 2020 y Proyecciones 2021*. Adresse consultée: <https://supervalores.gob.pa/wp-content/uploads/2021/03/Presentacion-Rendicion-de-Cuentas-SMV-2020.pdf>.

¹¹³ Renseignements communiqués par la SMV. Adresse consultée: <https://supervalores.gob.pa/quienes-somos/>.

mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, et la Loi n° 66 de 2016 ont apporté des modifications au Texte unique. Parmi les lois relatives au marché des valeurs figurent la Loi n° 10 du 16 avril 1993, qui prévoit des incitations à la création de fonds de retraite et de pension, ainsi qu'au versement de pensions et autres prestations, et la Loi n° 18 du 23 avril 2015, qui modifie la Loi n° 47 de 2013 et adopte un régime de garde applicable aux actions émises au porteur. La Loi n° 47 du 6 août 2013 porte création d'un régime de garde pour les actions émises au porteur.

4.97. La Loi n° 23 de 2015 a modifié les articles 14, 30 et 331 du Texte unique de la Loi sur le marché des valeurs mobilières afin d'octroyer à la Direction générale de l'Autorité des marchés financiers la faculté de demander à toute personne, physique ou morale, qu'elle fournisse des renseignements ou des documents nécessaires aux fins d'une surveillance efficace ou d'une enquête, ou pour partager lesdits renseignements ou documents avec des autorités ou des organismes de surveillance de marchés de valeurs étrangers avec lesquels la SMV a signé des accords de coopération réciproque ou qui sont parties à des mémorandums d'accord multilatéraux. Dans les cas où la SMV a besoin de renseignements bancaires, ceux-ci seront demandés par l'intermédiaire de l'Autorité de contrôle des banques. La Loi n° 66 de 2016 a modifié les frais d'enregistrement et de supervision, a inclus les notions de "contrepartie centrale" et de "fournisseur d'infrastructure", et a introduit des modifications au système de compensation et de règlement sur le marché des valeurs.

4.98. D'autres instruments juridiques encadrent le marché des valeurs, notamment: a) le Décret exécutif n° 126 du 16 mai 2017, modifié par le Décret exécutif n° 58 du 18 juin 2019, réglementant la procédure de sanction de la Loi sur le marché des valeurs mobilières et la procédure d'imposition de sanctions en cas de non-respect de la Loi n° 23 du 27 avril 2015, qui énonce des mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive; b) le Décret exécutif n° 408 du 16 décembre 2016 établissant les lignes directrices applicables à l'échange de renseignements entre l'Autorité de contrôle des banques et l'Autorité des marchés financiers; c) le Décret exécutif n° 76 du 17 juillet 2003 ajoutant le paragraphe 5 à l'article 2 du Décret exécutif n° 147 du 4 mai 1966 relatif à la démission des directeurs et des responsables des sociétés ayant des titres enregistrés auprès de la Commission nationale des valeurs mobilières et des sociétés qui ont obtenu une licence délivrée par cette Commission; d) le Décret exécutif n° 45 du 16 décembre 1977 régissant les sociétés anonymes enregistrées auprès de la Commission nationale des valeurs mobilières, qui sont constituées en vertu des lois de la République du Panama et qui ont mille actionnaires ou plus, des bureaux et des employés à plein temps en République du Panama, et des investissements dans la République du Panama dont les montants sont d'au moins 1 million de PAB.

4.99. En outre, le Texte unique de la Loi sur le marché des valeurs mobilières a été élaboré par l'intermédiaire de Décisions émises par la SMV de 2000 à ce jour. Parmi les principales décisions figurent la Décision 2-2010, qui réglemente l'enregistrement des valeurs mobilières; la Décision 2-2011, qui réglemente l'activité des maisons de titre; la Décision 1-2015, qui réglemente l'activité des conseillers en investissement; la Décision 5-2004, qui réglemente l'activité des sociétés d'investissement et des gestionnaires d'investissement; la Décision 7-2003, qui réglemente les organismes d'autoréglementation; et la Décision 6-2015, qui réglemente les questions liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.¹¹⁴

4.100. Pour pouvoir participer au marché des valeurs mobilières, il faut obtenir l'agrément de la SMV et être soumis à sa supervision et à son contrôle. Les agences de notation des risques sont soumises à une obligation d'enregistrement préalable. La SMV assure aussi l'agrément et l'enregistrement des courtiers en valeurs, des directeurs principaux et des analystes en investissement, qui doivent passer un examen pour obtenir leur agrément respectif. En outre, la SMV est chargée de réglementer les activités du marché des valeurs, de définir les exigences de capital applicables aux fonds d'investissement, de réglementer les régimes de pension et de retraite privés et d'appliquer des sanctions administratives en cas d'infraction à la loi. L'offre publique des titres émis par les sociétés privées et sociétés d'économie mixte requiert l'autorisation préalable de la SMV.

4.101. Les conditions requises pour être membre titulaire de la Bourse des valeurs sont les suivantes: être titulaire d'une licence de maison de titres et, entre autres, être une personne morale; représenter son capital social par des actions nominatives, qui doivent être émises en faveur de

¹¹⁴ Ces Décisions peuvent être consultées à l'adresse suivante:
<https://www.supervalores.gob.pa/reglamentacion/acuerdos>.

personnes physiques ou morales; disposer d'un capital social autorisé et versé dont le montant est fixé régulièrement par le Conseil de direction, et qui ne doit pas être inférieur au capital total minimum requis par la SMV pour les maisons de titres; se livrer exclusivement aux activités de maisons de titres et à d'autres activités connexes autorisées par la Loi sur les valeurs mobilières, à l'exception des activités bancaires; disposer d'un personnel qualifié dûment autorisé par la SMV à exercer ses fonctions; et disposer de l'infrastructure, de l'équipement, de la structure organisationnelle, des procédures internes et des systèmes technologiques et comptables nécessaires pour se satisfaire aux obligations et aux prescriptions opérationnelles d'une société de courtage en bourse.¹¹⁵

4.102. La Bourse des valeurs du Panama (Latinex) compte deux types de membres: a) les membres titulaires, qui sont les maisons de titres titulaires d'un siège en bourse; et b) les opérateurs à distance, qui sont des maisons de titres étrangères, dûment autorisées à exercer dans une juridiction reconnue par la SMV et qui ont l'autorisation d'exercer à distance depuis la juridiction reconnue dans les systèmes de négociation boursière au Panama. En décembre 2020, le volume cumulé des transactions de Latinex était de 8 125,7 millions d'USD, dont 5 673,1 millions d'USD sur le marché primaire, 2 058,7 millions d'USD sur le marché secondaire et 393,9 millions d'USD de rachats. En 2020, sur la totalité des transactions, seuls 193 millions d'USD concernaient des actions sur le marché secondaire; le reste concernait des obligations, des bons et d'autres titres.¹¹⁶ En juillet 2021, le volume cumulé des transactions était de 5 082 millions d'USD, dont 3 449 millions d'USD sur le marché primaire, 1 571 millions d'USD sur le marché secondaire et 62 millions d'USD de rachats. En juillet 2021, sur la totalité des transactions, 276 millions d'USD concernaient des actions sur le marché secondaire.¹¹⁷

4.103. L'enregistrement auprès de la SMV est obligatoire pour tous les titres cotés à la Bourse des valeurs, pour les offres publiques de titres de la part des émetteurs et pour les actions des émetteurs domiciliés au Panama dont 50 actionnaires au moins sont effectivement propriétaires d'au moins 10% du capital libéré. Les gains en capital tirés de l'aliénation de valeurs par suite de l'acceptation d'une offre publique d'achat sont soumis à un impôt de 10%.

4.104. La SMV met en œuvre divers mémorandums d'accord en matière de consultations et d'assistance technique qu'elle a conclus avec des organismes de réglementation étrangers.¹¹⁸

4.4.2 Télécommunications

4.105. Le marché des télécommunications revêt une grande importance pour le Panama. En tant que point de raccordement de sept câbles sous-marins, le pays est devenu un centre de connexion du réseau international de fibre optique. Le Panama participe également au développement du réseau régional de fibre optique.¹¹⁹ Ainsi, depuis 2014, l'utilisation d'Internet a augmenté, en particulier le service par ligne fixe (tableau 4.10). Entre 2014 et 2020, le nombre d'utilisateurs de la téléphonie mobile est tombé de 6,9 millions à 5,7 millions de personnes, ce qui a entraîné une diminution du taux de pénétration, qui a reculé de 176% à 133% (tableau 4.10). D'après les autorités, cette baisse est due à un réajustement du nombre d'utilisateurs réalisé par l'un des

¹¹⁵ Bourse des valeurs du Panama, *Reglamento Interno*. Adresse consultée: <https://www.latinexbolsa.com/es/wp-content/uploads/2013/05/Reglamento-BVP-TEXTO-FINAL-2018-2.pdf>.

¹¹⁶ Renseignements communiqués par Latinex. Adresse consultée: <https://www.latinexbolsa.com/biblioteca/Volumen%20Mensual%20de%20Negociacion/2021/21-07%20Volumen%20Mensual%20de%20Negociaci%C3%B3n.pdf>.

¹¹⁷ Renseignements communiqués par les autorités.

¹¹⁸ La SMV est actuellement signataire de mémorandums d'accord avec les entités suivantes au niveau international: Mémorandum d'accord multilatéral sur la consultation, la coopération et l'échange de renseignements de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV), Appendice A; Commission nationale du marché des valeurs mobilières et bourse de l'État ukrainien; Direction générale des finances de Colombie; Bureau du commissaire des institutions financières de l'État libre associé de Porto Rico; Commission nationale des banques et des valeurs mobilières du Mexique; Commission nationale des banques et assurances du Honduras; Commission nationale du marché des valeurs mobilières d'Espagne; Direction générale du secteur financier d'El Salvador; Direction générale des valeurs mobilières du Costa Rica; Autorité de réglementation du marché des valeurs de la Colombie; Commission nationale des marchés financiers du Chili; Autorité des Marchés Financiers du Québec, Canada; et Commission nationale des valeurs de l'Argentine.

¹¹⁹ Nouvelle de la Présidence de la République du 14 novembre 2019. Adresse consultée: <https://www.presidencia.gob.pa/Noticias/Con-inversion-millonaria-Google-ratifica-a-Panama-como-hub-digital-de-la-region>; et Réseau centraméricain de télécommunications (REDCA). Adresse consultée: <http://www.redcasiepac.com/>.

opérateurs, ainsi qu'à un moindre recours aux cartes prépayées qui, néanmoins, continuent d'être utilisées par 90% des usagers.

Tableau 4.10 Indicateurs du secteur des télécommunications, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Téléphonie fixe							
Nombre d'abonnements	600 722	630 029	652 816	662 588	728 379	649 156	616 698
Pour 100 habitants	15,4	16,2	16,2	16,1	17,5	15,4	14,4
Téléphonie mobile							
Nombre d'abonnements (en milliers)	6 906	5 742	5 142	5 280	5 722	5 826	5 709
Pour 100 habitants	176,5	144,4	127,4	128,8	137,6	138,1	133,1
Internet							
Nombre d'abonnements au haut débit fixe	310 065	316 168	429 931	441 163	540 220	535 631	562 413
Pour 100 habitants	7,9	8,0	10,7	10,7	12,9	12,7	13,3
Nombre d'abonnements au haut débit mobile (en milliers)	..	2 802	2 387	2 867	3 306	3 369	3 436
Autres indicateurs							
Recettes (en millions de PAB)	1 057,1	1 062,1	962,5	1 087,0	1 111,5	1 056,5	1 121,2
Investissements (en millions de PAB)	340,4	275,0	241,5	310,8	322,8	275,7	270,2

.. Non disponible.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.106. Le principal objectif de la politique du Panama en matière de télécommunications consiste toujours à garantir un accès universel aux services de télécommunication afin de favoriser l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC). Dans cette optique, et pour améliorer l'accès au haut débit aussi bien fixe que mobile, le pays finance et mène des projets dans les zones rurales et difficiles d'accès, par exemple le projet de Réseau national Internet (RNI), qui vise à installer des points d'accès gratuit à Internet dans tout le pays, ainsi que des antennes de téléphonie mobile et des réseaux de fibre optique. Ces projets sont financés par l'intermédiaire du Fonds pour le développement de projets sur le service et l'accès universel (FDPSA), auquel contribuent tous les opérateurs à hauteur de 1% de leurs recettes.¹²⁰ De la même manière, des partenariats public-privé ont été noués pour financer l'installation de télécentres communautaires ("Infoplazas"). Le pays a également numérisé les services publics, créant en 2020 le portail Panamá Digital. Le Secrétariat national à la science, la technologie et l'innovation (SENACYT) encourage la transformation numérique des MPME. Au cours de la période 2014-2021, il n'a financé que deux projets (choisis par voie d'appel d'offres), pour un montant total de quelque 70 000 PAB.¹²¹

4.107. Les recettes générées par l'économie numérique ont représenté 10,4% du PIB en 2019. Les activités qui ont le plus contribué à la valeur ajoutée ont été les technologies financières et le commerce électronique.¹²² Le commerce électronique est régi par la Loi n° 51 du 22 juillet 2008. Entre 2014 et 2019, le commerce électronique au Panama a enregistré une croissance annuelle moyenne de 12%.¹²³ En 2020, pendant la pandémie, les ventes en ligne ont augmenté de 18%.¹²⁴ La grande majorité des achats réalisés en ligne au Panama se font sur des plates-formes étrangères, étant donné qu'il n'existe pas encore de plate-forme nationale et que les détaillants n'ont

¹²⁰ Renseignements communiqués par les autorités; et article 9 de la Loi n° 59 du 11 août 2008.

¹²¹ L'un des projets a été financé intégralement par le SENACYT, l'autre à hauteur de 80% (renseignements communiqués par les autorités).

¹²² BID (2020), *A un clic de la transición: Economía Digital en Centroamérica y la República Dominicana*. Adresse consultée: <https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/A-un-clic-de-la-transicion-Economia-digital-en-Centroamerica-y-la-Republica-Dominicana.pdf><https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/A-un-clic-de-la-transicion-Economia-digital-en-Centroamerica-y-la-Republica-Dominicana.pdf><https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/A-un-clic-de-la-transicion-Economia-digital-en-Centroamerica-y-la-Republica-Dominicana.pdf><https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/A-un-clic-de-la-transicion-Economia-digital-en-Centroamerica-y-la-Republica-Dominicana.pdf>

¹²³ ICEX (2020), "Resumen", Informe e-País: el comercio electrónico en Panamá, juin.

¹²⁴ Renseignements communiqués par les autorités.

généralement pas de boutique en ligne.¹²⁵ Les raisons pour lesquelles les MPME n'ont toujours pas adopté le commerce électronique sont le plus souvent les coûts de mise en œuvre et le manque de financement et de services de conseil.¹²⁶ Toutefois, la pandémie a fait qu'elles se sont mises à la vente en ligne en 2020. Les entreprises établies dans la ZLC ont commencé à vendre en ligne en 2018, mais le montant des ventes est plafonné à 2 500 PAB par vente et à 10 000 PAB par mois pour un même client.¹²⁷ Les ventes transfrontières réalisées sur des plates-formes sont exonérées d'ITBMS.

4.108. La Loi n° 31 du 8 février 1996, son règlement d'application¹²⁸ et le Règlement relatif aux opérations du service de téléphonie mobile cellulaire régissent les services de télécommunication.¹²⁹ La Loi n° 81 du 29 mars 2019, entrée en vigueur en 2021, réglemente la protection des données personnelles. L'organisme de réglementation du marché des télécommunications est l'ASEP.

4.109. Les opérateurs privés étrangers peuvent avoir accès au marché des télécommunications et détenir une participation majoritaire dans le capital des entreprises du secteur.¹³⁰ Pour pouvoir intervenir sur le marché, ils doivent s'établir au Panama. En revanche, les entreprises publiques étrangères ne peuvent pas exercer d'activités au Panama.

4.110. Le Panama compte 22 types de services de télécommunication, classés en deux catégories : type A et type B (tableau 4.11). L'ASEP octroie des concessions (pour une période de 20 ans renouvelable) pour la fourniture de tout type de services. Les concessions relatives aux services de type A sont accordées dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouverte, à laquelle participent des soumissionnaires présélectionnés. La dernière en date a été accordée en 2008. Les concessions relatives aux services de type B sont octroyées à tout opérateur admissible, mais seules les demandes présentées dans les délais fixés par l'ASEP sont acceptées.

Tableau 4.11 Classification des services de télécommunications, 2014-2021

Type	Services
A	Communications personnelles; téléphonie mobile
B	Télécommunication de base locale; télécommunication de base nationale; télécommunication de base internationale; terminaux publics et semi-publics; transport des télécommunications; réseaux fédérateurs conventionnels à usage public ou privé; radiocommunication fixe et mobile; recherche de personnes; Internet à usage public; retransmission de télécopie; services mobiles de communication avec les navires; services mobiles de communication aéronautique; télécommunication par satellite en orbite basse; liaison et/ou transport pour stations de radio ou de télévision; transmissions radiophoniques et télévisées permanentes ou occasionnelles par satellite; télécommunications mobiles par satellite en orbite géostationnaire; centres d'appels à usage commercial (<i>call centers</i>); télévision interactive avec ou sans utilisation du spectre radioélectrique; valeur ajoutée des télécommunications; revente de services de télécommunication

Source: ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=13048.

4.111. L'ASEP accorde les concessions relatives à l'utilisation des bandes de fréquences du spectre radioélectrique au moyen d'une procédure de sélection comparative en vertu de laquelle la concession est octroyée à l'opérateur qui satisfait le mieux aux prescriptions établies par l'organisme de réglementation (ASEP).¹³¹ La concession est accordée pour une période de 20 ans (renouvelable).¹³² Pour pouvoir utiliser les fréquences, l'utilisateur paie une redevance annuelle calculée au moyen d'une formule. L'ASEP peut réaffecter les fréquences attribuées, sans indemnisation, afin de garantir l'intérêt public, la sécurité nationale, l'utilisation des nouvelles technologies ou la continuité du service.¹³³ En 2019, le Plan national d'attribution des fréquences (PNAF) a été révisé

¹²⁵ ICEX (2020), "Resumen", Informe e-País: el comercio electrónico en Panamá, juin.

¹²⁶ Romero Ramos N. (2019), "Análisis del e-commerce en la República de Panamá", *Revisas Académicas USMA*. Adresse consultée: <http://ipc.org.pa/ojs/index.php/ipc/article/view/111>.

¹²⁷ Résolution JD n° 006-2018 du 17 octobre 2018.

¹²⁸ Décret exécutif n° 73 du 9 avril 1997.

¹²⁹ Décret exécutif n° 21 du 12 janvier 1996.

¹³⁰ Les télécommunications sont un service d'utilité publique. Conformément à la Constitution, les étrangers ne peuvent pas détenir plus de 51% du capital d'une entreprise fournissant ce type de services, sauf si la loi en dispose autrement. La Loi n° 31 (article 21) autorise une participation étrangère majoritaire au capital des entreprises de télécommunications.

¹³¹ OCDE/BID (2016), *Políticas de banda ancha para América Latina y el Caribe: un manual para la economía digital*. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264259027-es>.

¹³² Article 19 de la Loi n° 31 du 8 février 1996.

¹³³ Article 13 de la Loi n° 31 du 8 février 1996.

pour utiliser le spectre de façon plus efficace et permettre l'application de nouvelles technologies.¹³⁴ Diverses études avaient auparavant montré que le nombre de fréquences du spectre radioélectrique attribué aux télécommunications mobiles au Panama était insuffisant.¹³⁵ Entre avril 2020 et juin 2021, l'ASEP a attribué gratuitement une part importante du spectre radioélectrique à chacun des opérateurs de services mobiles pour répondre à l'augmentation du trafic d'appels et de données occasionnée par la pandémie.¹³⁶

4.112. Le partage de l'infrastructure active et passive est autorisé.

4.113. La concurrence dans le secteur est régie par la Loi n° 45 du 31 octobre 2007 réglementant la concurrence dans tous les secteurs de l'économie, y compris dans celui des télécommunications, et par la Loi n° 36 du 5 juin 2018 réglementant les concentrations économiques sur le marché de la téléphonie mobile. La Loi n° 36 de 2018 autorise les fusions, mais seulement entre deux opérateurs, et, en cas de fusion, un maximum de trois opérateurs seulement est autorisé sur le marché de la téléphonie mobile.¹³⁷ En raison de la taille et de la saturation du marché de la téléphonie mobile, le Panama continue de limiter le nombre d'opérateurs.¹³⁸

4.114. En matière de concurrence, l'ACODECO conduit les enquêtes sur les allégations de pratiques monopolistiques, avec l'aide de l'ASEP. Toutefois, depuis 2014, aucune enquête sur ce type de pratiques n'a été menée dans le secteur. L'ASEP est chargée d'identifier les marchés concernés, d'établir les critères de détermination de la position dominante et, avec l'autorisation de l'ACODECO, d'établir les conditions applicables à l'activité des opérateurs occupant une position de force sur le marché.¹³⁹ Depuis l'examen précédent en 2014, le Panama n'a révisé ni le nombre de marchés concernés (22) ni les critères de détermination de la position dominante, qui sont les suivants dans le cas de la téléphonie mobile: détention d'une part dans les recettes du marché de plus de 15%; détention d'une part de 20% ou plus selon l'Indice Herfindahl-Hirshman (HHI) ou de 25% ou plus selon le coefficient CR4 (coefficient de part de marché des quatre plus grandes entreprises).¹⁴⁰

4.115. Il existe toujours quatre opérateurs de téléphonie mobile (América Móvil, CW, Digitel et Millicom) et deux de téléphonie fixe (CW et Millicom) sur le marché panaméen de la téléphonie. À l'heure actuelle, Millicom, qui est entré sur le marché en 2018 après avoir racheté un des anciens opérateurs de téléphonie fixe (Cable Onda), puis un opérateur de téléphonie mobile (Telefónica) en 2019, est le principal opérateur.¹⁴¹ L'État possède une participation (de 49%) dans le capital de Cable & Wireless (CW).

4.116. Les opérateurs négocient les conditions régissant l'interconnexion de leurs réseaux, notamment les tarifs, mais s'ils ne parviennent pas à s'entendre, c'est l'ASEP qui établit les modalités de l'interconnexion en se fondant sur les offres de référence présentées par les opérateurs ou sur une offre qu'elle élabore. Les opérateurs proposent des rabais, en fonction du volume du trafic, sur les tarifs d'interconnexion.¹⁴²

4.117. Au cours de la période considérée, l'ASEP n'a pas réglementé les tarifs des services de télécommunication, mais elle pourrait le faire en cas d'opérateur unique, de subventions croisées ou de pratiques anticoncurrentielles.¹⁴³ Pendant la pandémie, les opérateurs de téléphonie mobile ont offert des forfaits d'appels vocaux et SMS gratuits aux utilisateurs qui n'avaient pas les moyens de

¹³⁴ Résolution AN n° 15710-Telco du 10 avril 2019; et ASEP (2020), *Memoria 2019*. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=11770.

¹³⁵ BID (2017), *La Gobernanza de las Telecomunicaciones: Hacia la economía digital*. Adresse consultée: <https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/La-gobernanza-de-las-telecomunicaciones-Hacia-la-econom%C3%a9-para-centro-americana-digital.pdf>; 5G Américas (2019), *Estado de las Bandas del Espectro Radioeléctrico en América Latina*. Adresse consultée: <https://brechacero.com/wp-content/uploads/2019/07/WP-MULTIBANDA-30-jul-2019-ES.pdf>.

¹³⁶ Nouvelles de l'ASEP du 8 avril 2020. Adresse consultée: <https://www.asep.gob.pa/?p=194997>; et Résolutions du Conseil des ministres n° 72 du 13 octobre 2020 et n° 88 du 12 novembre 2020.

¹³⁷ Paragraphe 9 de l'article 47 de la Loi n° 31 du 8 février 1996, abrogé par la Loi n° 36 du 5 juin 2018.

¹³⁸ Renseignements communiqués par les autorités; Loi n° 17 du 9 juillet 1991; et Résolution n° JD-080 du 10 avril 1997.

¹³⁹ Article 7 du Décret exécutif n° 73 du 9 avril 1997; et article 15 du Décret exécutif n° 279 du 14 novembre 2006.

¹⁴⁰ Résolution n° JD-1334 du 12 avril 1999 de l'organisme de réglementation des services publics; et renseignements communiqués par les autorités.

¹⁴¹ Millicom. Adresse consultée: <https://www.millicom.com/our-company/markets/panama/>.

¹⁴² Articles 204 et 214 du Décret exécutif n° 73 du 9 avril 1997.

¹⁴³ Décret exécutif n° 73 du 9 avril 1997.

payer ce service.¹⁴⁴ De plus, en 2020, les délais de paiement des factures ont été allongés, une pratique qui a également été suivie en 2021.¹⁴⁵

4.118. Les tarifs des services de télécommunication sont fixés par l'ITBMS (7%), sauf les services de téléphonie mobile prépayés (la modalité la plus courante du pays), qui sont fixés par l'ISC (5%). En 2016, le Panama a supprimé la contribution représentant 0,5% du tarif, qui était utilisée pour financer l'enfouissement des câbles (les services de téléphonie mobile prépayés étaient exonérés de cette contribution).¹⁴⁶ Néanmoins, tous les usagers doivent payer une contribution de 1% pour financer le Système unique de gestion des urgences 911¹⁴⁷, ainsi qu'une contribution (0,02 PAB) permettant de couvrir les coûts générés par le service de portabilité.¹⁴⁸ La portabilité des numéros existe pour la téléphonie fixe et mobile.

4.4.3 Transports

4.119. Le système de transport du Panama comprend 16 000 km de routes, une ligne de train, six aéroports, 46 ports et le canal de Panama. Le réseau routier s'articule autour de la route panaméricaine, de la route transisthmique et de quatre autoroutes à péages. L'une des autoroutes est exploitée par un concessionnaire, tandis que le reste est géré par la Société nationale des autoroutes (ENA), une entreprise publique. L'ENA confie à des entreprises privées l'entretien des autoroutes qu'elle exploite.¹⁴⁹ À l'heure actuelle, 43% du réseau routier est revêtu. L'infrastructure routière demeure insuffisante dans certaines provinces, comme celle du Darién, mais elle s'est améliorée dans d'autres (par exemple dans celle de Bocas del Toro).¹⁵⁰

4.120. Le transport routier de marchandises est régi par la Loi n° 51 du 28 juin 2017, le règlement d'application¹⁵¹ y relatif, ainsi que la Loi n° 10 du 24 janvier 1989, et il est réglementé par la Direction du transit et des transports terrestres (ATTT). Le transport international repose sur le régime de "stricte" réciprocité.¹⁵² Les entreprises de transport de marchandises au Panama doivent être contrôlées par des Panaméens (60% du capital) et les marchandises ne peuvent être transportées que dans des véhicules immatriculés au Panama. Depuis 2017, il est interdit d'importer des véhicules de transport de marchandises de dix ans ou plus.¹⁵³

4.121. Le réseau ferroviaire ne compte qu'une seule ligne, utilisée aussi bien pour le transport de marchandises que pour le transport de passagers. Elle est exploitée par la *Panama Canal Railway Company* (PCRC), un concessionnaire privé. La ligne relie le port de Balboa, sur le littoral pacifique, au site portuaire de Colón, sur la façade atlantique. Cette ligne a la capacité de transporter jusqu'à 400 000 conteneurs par an, mais elle n'est pas utilisée dans son intégralité.¹⁵⁴

4.122. Le principal objectif du Panama consiste à renforcer son rôle de plaque tournante logistique pour le commerce international, en augmentant le nombre d'opérations de transbordement et en étendant la zone d'influence territoriale (*hinterland*) de ses ports dans la région. Pour atteindre cet objectif, le pays s'efforce d'offrir davantage de services à valeur ajoutée, d'accroître l'efficacité de

¹⁴⁴ Global System for Mobile Communications Association (GSMA, 2020), *La economía móvil en América Latina*. Adresse consultée: https://www.gsma.com/mobileeconomy/wp-content/uploads/2020/12/GSMA_MobileEconomy2020_LATAM_Esp.pdf.

¹⁴⁵ Résolutions AN. n° 16.096-Telco du 21 mai 2020 et AN n° 16.593-Elec du 21 janvier 2021.

¹⁴⁶ Résolution AN n° 5490-Telco du 1^{er} août 2012, abrogée par la Résolution AN n° 9585-Telco du 28 janvier 2016.

¹⁴⁷ Article 20 de la Loi n° 44 du 31 octobre 2007, modifié par l'article 31 de la Loi n° 120 du 19 décembre 2019.

¹⁴⁸ ASEP. Adresse consultée: https://www.asep.gob.pa/?page_id=14488 y https://www.asep.gob.pa/?page_id=14495.

¹⁴⁹ ENA (2020), *Memoria 2018-2019*. Adresse consultée: <https://www.enacorredores.com/wp-content/uploads/2020/01/Asamblea%20-%20Memoria%202019.pdf>.

¹⁵⁰ Banque latino-américaine de développement (2020), *Análisis de inversiones en el sector transporte terrestre interurbano latinoamericano a 2040: Panamá*. Adresse consultée: https://scioteca.caf.com/bitstream/handle/123456789/1537/Panama_Analisis_de_Inversiones_en_el_Sector_de_Transporte_Interurbano_Terrestre_Latinoamericano_al_2040.pdf?sequence=16&isAllowed=y.

¹⁵¹ Décret exécutif n° 226 du 17 octobre 2018.

¹⁵² Article 4 du Décret exécutif n° 226 du 17 octobre 2018.

¹⁵³ Articles 5 et 15 de la Loi n° 51 du 28 juin 2017.

¹⁵⁴ Banque latino-américaine de développement (2020), *Análisis de inversiones en el sector transporte terrestre interurbano latinoamericano a 2040: Panamá*; et Centre d'innovation et de recherche logistique Georgia Tech Panamá. Adresse consultée: <https://logistics.gatech.pa/es/assets/railroad>.

ses ports, d'améliorer le transport intermodal et d'intégrer les chaînes logistiques.¹⁵⁵ L'aéroport international de Tocumen est actuellement le centre régional de distribution de l'un des chefs de file mondiaux de la logistique.

4.4.3.1 Transport aérien

4.123. Le transport aérien est régi par les Lois n° 21 et 22, toutes deux du 29 janvier 2003, par le Décret exécutif n° 542 du 24 novembre 2005, par le Règlement de l'aviation civile du Panama et par les accords sur les services aériens. Le Panama est membre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de la Commission latino-américaine de l'aviation civile (CLAC) et fait partie du Système régional de coopération pour la surveillance de la sécurité opérationnelle (SRVSOP).

4.124. Le Panama a conclu une trentaine d'accords sur les services aériens (graphique 4.2). Depuis le précédent examen, il a signé sept nouveaux accords et révisé quelques-uns des accords en vigueur dans le but d'accroître la connectivité internationale du pays afin de rester le principal centre aéroportuaire de la région et de faciliter l'accès au tourisme sur différents marchés.

4.125. Le service de transport aérien international est régi par les accords sur les services aériens. De manière générale, le Panama octroie des droits de trafic de cinquième liberté pour le trafic de passagers et de fret. Le cabotage aérien n'est pas autorisé. Les accords signés avec la Colombie, l'Espagne, les États-Unis et le Guatemala sont des accords "ciel ouvert".¹⁵⁶ En cas d'absence d'accord, le service aérien est fourni conformément au principe de réciprocité.¹⁵⁷

Graphique 4.2 Accords sur les services aériens



Note: En 2017, des accords ont été signés avec les Pays-Bas pour réglementer le service aérien avec Aruba et Curaçao.

Source: Secrétariat de l'OMC et renseignements communiqués par les autorités.

¹⁵⁵ Plan stratégique du gouvernement pour 2019-2024; Plan stratégique de développement maritime et portuaire du Panama – Vision 2030; et résumé analytique de la Stratégie nationale en matière de logistique 2030.

¹⁵⁶ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁵⁷ Article 83 de la Loi n° 21 du 29 janvier 2003.

4.126. Le Panama continue de contrôler les compagnies aériennes nationales. S'agissant des compagnies qui assurent des liaisons internationales, 51% de leur capital doit être détenu par des Panaméens ; dans le cas des compagnies qui assurent des vols intérieurs ce pourcentage passe à 60%.¹⁵⁸ De plus, les compagnies nationales doivent recruter de préférence des employés locaux. L'embauche de pilotes étrangers (jusqu'à 15% des effectifs) est autorisée si l'entreprise s'engage à former du personnel panaméen.¹⁵⁹

4.127. La Direction de l'aviation civile (AAC) réglemente le transport aérien et fournit également les services de navigation aérienne.¹⁶⁰ Elle octroie des certificats d'exploitation (pour une période de trois ans renouvelable) aux compagnies aériennes nationales et étrangères qui assurent des liaisons internationales. Pour obtenir ce certificat, les compagnies aériennes étrangères doivent être domiciliées au Panama. On peut exiger d'elles une garantie d'un montant pouvant aller jusqu'à 30% de leurs recettes bimensuelles éventuelles.¹⁶¹ Les sociétés domiciliées au Panama doivent en outre demander un certificat d'exploitant aérien auprès de l'AAC si elles souhaitent fournir des services à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national. Trois compagnies aériennes panaméennes exploitent actuellement des vols commerciaux intérieurs et extérieurs: Copa Airlines, Wingo (filiale à bas coût de Copa Airlines, créée en 2016) et Air Panamá. De plus, la société TAECA fournit des services de transport aérien de marchandises au Panama.¹⁶²

4.128. Les aéroports sont exploités par l'AAC et l'entreprise d'État Aéroport international de Tocumen (AITSA). L'AITSA, en plus de gérer l'aéroport de Tocumen, exploite quatre des six aéroports internationaux¹⁶³ et finance également le Fonds spécial pour le développement de l'infrastructure aéronautique nationale (FEDIAN) pour réaliser des travaux et apporter des améliorations aux aéroports administrés par l'AAC. En 2017, le financement de l'AITSA est passé de 4,5 millions d'USD à 15 millions d'USD, compte tenu des projections en matière d'investissement présentées par l'AAC.¹⁶⁴ Les autorités ont fait savoir qu'entre 2017 et 2021, ce fonds a permis de financer l'acquisition d'équipement d'aide à la navigation aérienne et l'amélioration de l'infrastructure.

4.129. Entre 2013 et 2017, l'importation de machines, équipements et autres matériels nécessaires au fonctionnement des aéroports s'est effectuée en franchise de droits et autres impositions à l'importation. Les exploitants d'aéroports ont également été exonérés d'impôt foncier.¹⁶⁵ En 2018, ces exemptions ont été éliminées.

4.130. L'AAC émet les certificats d'exploitation (pour une période d'un an renouvelable) relatifs à la fourniture de services d'escale dans les aéroports.¹⁶⁶ Les autorités ont indiqué que le nombre de prestataires n'était pas limité et que les compagnies aériennes pouvaient se charger elles-mêmes de ces services. Elles peuvent également fournir ce service à des tiers à condition d'avoir obtenu le certificat d'exploitation correspondant.

4.131. L'aéroport international de Tocumen est le principal aéroport panaméen et il constitue un centre aéroportuaire important dans la région. Il est utilisé comme plate-forme de correspondance par différentes compagnies aériennes étrangères, c'est pourquoi le nombre de passagers qui y transitent chaque année est élevé (tableau 4.12).¹⁶⁷ Le terminal de fret de Tocumen (le seul du pays) est utilisé pour le transport de produits à valeur élevée, par exemple des équipements technologiques et des produits pharmaceutiques.¹⁶⁸ En 2021, le terminal de l'aéroport et le centre

¹⁵⁸ Article 79 de la Loi n° 21 du 29 janvier 2003.

¹⁵⁹ Article 3 de la Loi n° 89 du 1^{er} décembre 2010.

¹⁶⁰ Article 23 de la Loi n° 23 du 29 janvier 2003.

¹⁶¹ Article 86 de la Loi n° 21 du 29 janvier 2003.

¹⁶² Centre d'innovation et de recherche logistique Georgia Tech Panamá. Adresse consultée: <https://logistics.gatech.pa/es/assets/airports>.

¹⁶³ Centre d'innovation et de recherche logistique Georgia Tech Panamá. Adresse consultée: <https://logistics.gatech.pa/es/assets/airports>; et Tocumen. Adresse consultée: <http://www.tocumenpanama.aero/index.php/turismo/red-de-aeropuertos>.

¹⁶⁴ Renseignements communiqués par les autorités; article 30 de la Loi n° 23 du 29 janvier 2003 et Résolutions du Conseil des ministres n° 37 du 30 avril 2003 et n° 95 du 5 juillet 2016.

¹⁶⁵ Article 22-A de la Loi n° 23 du 29 janvier 2003, complété par la Loi n° 125 du 31 décembre 2013 et abrogé par la Loi n° 66 du 17 octobre 2017.

¹⁶⁶ AAC. Adresse consultée: https://www.aeronautica.gob.pa/recursos/index.php?c=direccion_de_finanzas.

¹⁶⁷ Tocumen. Adresse consultée: <http://www.tocumenpanama.aero/index.php/nosotros/historia>.

¹⁶⁸ Tocumen. Adresse consultée: <http://www.tocumenpanama.aero/index.php/presente>.

de fret aérien étaient en cours de rénovation, et un espace multimodal, comprenant une zone franche aéroportuaire, était en construction.¹⁶⁹ Pour contribuer au financement de ces améliorations, depuis 2016, les passagers internationaux passant par l'aéroport de Tocumen s'acquittent, en plus de la taxe de sortie (40 USD), d'une taxe pour le développement des aéroports (12 USD). L'AAC doit approuver les taxes acquittées pour les services aéronautiques fournis à Tocumen. En 2020, pour atténuer les effets de la pandémie sur le secteur, l'un des plus touchés, aucune taxe aéronautique n'a été perçue.

Tableau 4.12 Trafic aérien international à Tocumen, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de vols	130 209	137 650	140 953	141 038	144 417	143 400	47 459
Passagers (en milliers)	8 529	8 856	9 636	10 164	10 351	10 568	2 908
À destination du Panama (%)	48,7	47,9	46,7	44,7	42,0	44,4	45,1
En transit (%)	51,3	52,1	53,3	55,3	58,0	55,6	54,9
Marchandises (en t)	111 859	103 359	112 414	117 230	111 091	108 113	100 587

Source: INEC. Adresse consultée: <https://www.inec.gob.pa/publicaciones/Default.aspx>; et renseignements communiqués par les autorités.

4.4.3.2 Transport maritime

4.132. D'après les autorités, le transport maritime génère plus de 32% du PIB et près de 300 000 emplois, directs et indirects. Il est régi par diverses lois: la Loi sur le commerce maritime (Loi n° 55 du 6 août 2008), qui régit la propriété des navires, les contrats de commerce maritime et les prêts et hypothèques; la Loi générale sur la marine marchande (Loi n° 57 du 6 août 2008), qui régit l'attribution de pavillon aux navires, et le Décret-loi n° 8 du 26 février 1998, qui régit le recrutement des membres d'équipage.

4.133. La Direction nationale des affaires maritimes du Panama (AMP), par l'intermédiaire de la Direction générale de la marine marchande (DGMM), est chargée d'enregistrer les navires et de veiller à la sécurité du service.

4.134. Les étrangers n'ont pas besoin de s'établir au Panama ou d'y résider pour y immatriculer un navire.¹⁷⁰ Néanmoins, les propriétaires de navires doivent avoir un représentant qui réside dans le pays.¹⁷¹ Les navires doivent être inscrits dans l'un des registres de la DGMM (tableau 4.13).¹⁷² Le registre ordinaire est le type de registres le plus utilisé. Les inscriptions se font en fonction du type de service maritime, international ou intérieur (cabotage). Les étrangers peuvent enregistrer un navire destiné au transport international auprès de la DGMM ou des représentations panaméennes à l'étranger habilitées à traiter les dossiers relatifs à la marine marchande.¹⁷³ Les navires étrangers affrétés coque nue au Panama peuvent garder leur enregistrement à l'étranger, à condition que le contrat de transport ne dure pas plus de deux ans et que le pays/territoire dans lequel le navire est initialement enregistré accepte un double enregistrement.¹⁷⁴ Les navires étrangers affrétés coque nue peuvent fournir des services de transport maritime international et de cabotage.

¹⁶⁹ Règlement relatif à l'accès à la zone franche appelée zone logistique de l'aéroport de Tocumen (Résolution no 018-JD-17 du 20 juillet 2017); Adresse consultée: <http://tocumenlogisticshub.com/>; et AITSA (2018), *Memoria Anual 2017*. Adresse consultée: http://tocumenlogisticshub.com/site/templates/assets/docs/Memoria_Anual_2017_AITSA.pdf.

¹⁷⁰ Article 3 de la Loi n° 57 du 6 août 2008.

¹⁷¹ Article 102 de la Loi n° 57 du 6 août 2008.

¹⁷² En 2019, les formalités d'enregistrement ont commencé à être numérisées, avec la création du Système électronique d'enregistrement des navires (ESRS). D'après les autorités, la pandémie a accéléré le processus de numérisation.

¹⁷³ À l'heure actuelle, 53 consulats et 13 bureaux techniques spécialisés en sécurité maritime peuvent traiter les dossiers relatifs à la marine marchande à l'étranger.

¹⁷⁴ Article 70 de la Loi n° 57 du 6 août 2008 et Consulat panaméen à Marseille. Adresse consultée: <https://www.consulatgeneraldepanamamarseille.com/the-flagging/requirements-to-register-a-vessel-under-the-panamanian-flag/>.

Tableau 4.13 Registres de la marine marchande panaméenne

Registres	Type de navires
Registre ordinaire	Tous les navires, à l'exception de ceux devant être inscrits dans un registre spécial
Registre spécial pour les navires étrangers sous affrètement coque nue au Panama	Navires étrangers affrétés coque nue au Panama
Registre spécial pour la navigation temporaire	Navires ne faisant qu'un seul voyage international (par exemple pour être remis à leur propriétaire ou amenés dans un chantier naval afin d'être démantelés)
Registre spécial pour les navires panaméens affrétés coque nue à l'étranger	Navires panaméens affrétés coque nue à l'étranger
Registre spécial pour le désarmement	Navires qui ne sont plus exploités et sont amarrés dans des ports panaméens

Source: Loi n° 57 du 6 août 2008; Résolution n° 106-50-DGMM du 18 juin 2018; et AMP. Adresse consultée: <https://amp.gob.pa/servicios/marina-mercante/abanderamiento-de-naves/servicio-exterior/>.

4.135. L'enregistrement des navires au Panama est soumis à une taxe fixe qui dépend du tonnage. Les navires qui fournissent des services de transport international doivent en outre s'acquitter d'un impôt annuel par tonne nette, d'une taxe consulaire annuelle, d'une taxe d'inspection annuelle et d'une taxe annuelle pour les enquêtes sur les accidents et la participation de l'administration aux conférences et traités internationaux.¹⁷⁵ Pour encourager l'enregistrement des navires, la DGMM accorde des rabais sur la taxe d'enregistrement, qui sont généralement valables trois années consécutives. Par exemple, les compagnies maritimes qui enregistrent au moins trois navires bénéficient de rabais allant de 25% à 60%. Les navires neufs donnent droit à une réduction pouvant aller jusqu'à 100% pour la première année d'enregistrement et, depuis 2016, les navires respectant certaines normes environnementales bénéficient d'une remise de 50%.¹⁷⁶ La DGMM révisé régulièrement le pourcentage des différents rabais, qui ont initialement été fixés en 2008 par la Loi générale sur la marine marchande.¹⁷⁷

4.136. Le Panama a le plus grand registre maritime du monde en termes de nombre de navires, de capacité de charge et de valeur de la flotte enregistrés (tableau 4.14).

Tableau 4.14 Registre des navires, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de navires enregistrés	..	8 351	8 153	8 052	7 914	7 860	7 886
En % du nombre total de navires enregistrés dans le monde	..	9,3	9,0	8,6	8,4	8,2	8,0
Tonnage de port en lourd (milliers)	..	352 192	334 368	343 398	335 888	333 337	328 950
En % du tonnage de port en lourd de la flotte mondiale	..	20,1	18,5	18,4	17,5	17,0	16,0
Valeur de la flotte enregistrée au Panama (en millions d'USD)	128 501	129 648	127 765
En % de la valeur de la flotte mondiale	14,4	14,2	13,4

.. Non disponible.

Source: CNUCED (diverses années), *Étude sur les transports maritimes*. Adresse consultée: [https://unctad.org/en/pages/publications/Review-of-Maritime-Transport-\(Series\).aspx](https://unctad.org/en/pages/publications/Review-of-Maritime-Transport-(Series).aspx).

4.137. Depuis l'examen précédent réalisé en 2014, le Panama a continué d'offrir des incitations en vue de promouvoir le secteur naval et les activités de financement et d'assurance maritimes. Depuis 2013, les importations de matériel et d'équipement pour la construction de petits navires se font en franchise de droits d'importation et, depuis 2017, les droits de douane appliqués au matériel et à l'équipement servant pour la construction de navires à grand tirant d'eau sont de 3%.¹⁷⁸ Les recettes générées par les activités liées au commerce maritime international ne sont pas soumises à l'impôt

¹⁷⁵ Loi n° 4 du 24 février 1983.

¹⁷⁶ Ce rabais n'est pas accordé si le navire a déjà bénéficié d'autres remises.

¹⁷⁷ Articles 8 et 149 à 151 de la Loi n° 57 du 6 août 2008. Voir, par exemple, les Résolutions n° 106-65-DGMM du 17 septembre 2014, n° 106-64-DGMM du 25 août 2016 et n° 106-61-DGMM du 14 novembre 2019.

¹⁷⁸ Loi n° 41 du 14 juin 2013; article 3 de la Loi n° 50 du 28 juin 2017; et communiqué de presse de l'AMP du 29 décembre 2017. Adresse consultée: <https://amp.gob.pa/noticias/comunicado-de-prensa-hoy-entra-en-vigencia-la-ley-de-financiamiento-naval/>.

sur le revenu.¹⁷⁹ De plus, depuis 2017, les chantiers navals et les organismes de financement et d'assurance maritimes en sont également exonérés.¹⁸⁰ Auparavant, seuls les chantiers navals étaient exonérés de cet impôt, et ce, pour une période de 10 ans.¹⁸¹

4.138. Le Panama continue d'encourager l'embauche de membres d'équipage panaméens sur les navires de la marine marchande nationale. Pour pouvoir recruter des marins étrangers sur des navires de cabotage, il faut obtenir l'accord du Ministère du travail et du développement de l'emploi et offrir des cours de formation aux ressortissants du pays.¹⁸²

Ports

4.139. La Loi générale sur les ports (Loi n° 56 du 6 août 2008) régleme les ports. L'AMP, par l'intermédiaire de la Direction générale des ports et des industries de services maritimes auxiliaires (DGPIMA), est l'autorité portuaire.

4.140. Le Panama compte 47 ports: 25 ports d'État gérés par l'AMP et 22 ports privés (faisant l'objet d'une concession).¹⁸³ Les principaux ports (Manzanillo, Cristóbal, Colón, Balboa et Panama International Terminal) ont été mis en concession. L'État est actionnaire (10%) de la Panama Port Company (PPC), qui gère les ports de Balboa et de Cristóbal.

4.141. En 2019, deux nouveaux règlements relatifs au secteur portuaire ont été adoptés: le Règlement relatif à l'octroi de concessions portuaires¹⁸⁴ et le Règlement régissant l'octroi des licences d'exploitation pour la fourniture de services maritimes auxiliaires.¹⁸⁵ Selon les autorités, il était nécessaire de mettre à jour les dispositions réglementaires pour donner une plus grande prévisibilité aux exploitants du secteur, car les règlements précédents étaient en vigueur depuis 1976 et 2008, respectivement.

4.142. Selon le nouveau Règlement relatif à l'octroi de concessions portuaires, l'État reste propriétaire des zones et des biens donnés en concession.¹⁸⁶ En outre, un exploitant peut obtenir un permis provisoire pour une période n'excédant pas 18 mois afin de mener des études de faisabilité avant de demander une concession. Les demandes restent soumises au paiement de frais d'inspection, qui varient en fonction du montant de l'investissement. Lorsque plusieurs demandes sont présentées pour une même concession, la DGPIMA donne la préférence au projet présentant le "plus grand intérêt public". Le montant de la redevance de concession continue d'être calculé sur la base d'une formule. En outre, depuis 2019, les concessionnaires qui obtiennent ou renouvellent une concession doivent verser une contribution comprise entre 1% et 4% du montant de l'investissement pour financer des projets sociaux mis en œuvre par l'AMP. La durée des concessions (période de 20 ans renouvelable) n'a pas changé. L'AMP doit approuver le renouvellement, la modification ou la cession d'une concession et, depuis 2019, cette décision doit être entérinée par le Bureau du Contrôleur général de la République.¹⁸⁷

4.143. Conformément au nouveau Règlement régissant l'octroi des licences d'exploitation pour la fourniture de services maritimes auxiliaires, depuis 2019, les licences d'exploitation sont accordées par type de service (ou "groupe"); il existe actuellement neuf types de services.¹⁸⁸ Depuis 2019 également, le nombre de licences d'exploitation accordées pour un même service portuaire peut être

¹⁷⁹ Paragraphe e) de l'article 708 du Code fiscal (Loi n° 8 du 27 janvier 1956).

¹⁸⁰ Article 23 de la Loi n° 50 du 28 juin 2017.

¹⁸¹ Loi n° 41 du 14 juin 2013.

¹⁸² Articles 4 et 109 du Décret-loi n° 8 du 26 février 1998.

¹⁸³ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁸⁴ La Résolution J.D. n° 010-2019 du 27 mars 2019 a abrogé l'Accord n° 9 du 24 mars 1976.

¹⁸⁵ La Résolution J.D. n° 011-2019 du 27 mars 2019 a abrogé la Résolution J.D. n° 027-08 du 21 janvier 2008.

¹⁸⁶ Depuis 2019, les biens ci-après peuvent faire l'objet d'une concession: les fonds marins, les plages et les bords de mer, les lits et les berges des rivières; les estuaires; les lacs; les zones terrestres des ports et les biens immobiliers de l'AMP.

¹⁸⁷ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁸⁸ Approvisionnement; services d'agence maritime; inspection des navires et des installations portuaires; manœuvres maritimes et portuaires; construction, réparation et entretien des navires et des installations portuaires; gestion des déchets et fumigation; transport; service d'unités mobiles de forage en mer; sécurité et hygiène; et tourisme nautique (AMP. Adresse consultée: <https://amp.gob.pa/servicios/puertos-e-industrias-maritimas-auxiliares/licencia-de-operacion/>).

limité, à condition que de "nombreuses" licences aient été accordées ou que la limitation soit motivée par des raisons "d'intérêt public". Lorsqu'elle cherche à limiter le nombre de licences, la DGPIMA doit évaluer l'offre existante et le niveau de concentration du marché; la décision est annoncée par une résolution. Les autorités ont indiqué que depuis 2019, l'octroi de licences a été temporairement suspendu, notamment en ce qui concerne les services de mise à l'eau et d'approvisionnement.¹⁸⁹ La durée de validité des licences (période de 10 ans renouvelable) n'a pas changé. L'AMP fixe le tarif maximal pour chaque type de service; les tarifs maximaux n'ont pas été révisés depuis le dernier examen en 2014.¹⁹⁰

4.144. Jusqu'en 2015, le Panama limitait la participation des étrangers en ce qui concerne les services de mise à l'eau et d'approvisionnement; celle-ci ne pouvait pas dépasser 25% du capital des compagnies maritimes possédant ou affrétant des navires. En 2015, cette limitation a été levée et, depuis, les étrangers peuvent posséder et affréter des navires de ce type. Les pilotes de port, quant à eux, doivent être panaméens, tout comme 90% de l'équipage des navires fournissant des services portuaires.¹⁹¹

4.145. Depuis 2017, l'AMP gère le Guichet unique maritime du Panama (VUMPA) afin d'accélérer les mouvements portuaires.¹⁹² Le VUMPA sert à soumettre les informations nécessaires à l'arrivée, au séjour, au départ et au transit des navires (déclaration de fret, liste des membres d'équipage, etc.) et à effectuer les paiements correspondants. Selon les autorités, l'utilisation du VUMPA a permis d'automatiser les contrôles, de passer aux documents numériques (réduisant ainsi l'utilisation du papier) et d'effectuer une évaluation à 100% des risques avant l'arrivée des navires, ce qui permet de réduire au minimum les temps d'escale (selon les estimations, le gain de temps ainsi réalisé dans les terminaux portuaires s'élève à plus de 6 000 heures).

4.146. Les marchandises conteneurisées sont les marchandises les plus couramment traitées dans les ports panaméens; les opérations de transbordement sont celles qui prévalent (graphique 4.3). Les ports panaméens sont équipés de 82 grues sur portiques (soit le nombre de grues par pays le plus élevé de la région) et ont la capacité d'accueillir 10 porte-conteneurs de type neo-panamax.¹⁹³ Le site portuaire de Colón est l'un des plus importants pour le trafic de conteneurs dans la région.¹⁹⁴ En 2017, la construction d'un nouveau port à conteneurs a débuté dans la province de Colón. Outre le site portuaire de Colón, le port de Bocas Fruit Co. compte beaucoup pour le Panama, car il est utilisé pour l'exportation des bananes, un important produit d'exportation.

4.147. Les marchandises en vrac occupent la deuxième place des marchandises les plus importantes (graphique 4.3). Les combustibles destinés à approvisionner le marché intérieur et les services maritimes constituent les composantes principales de ce type de marchandises. La vente de combustible de soute est une activité importante dans les ports panaméens.¹⁹⁵ Le combustible de soute est traité dans le cadre d'un régime de zone franche (section 3.2.4).

4.148. En 2020, pendant la pandémie, 15 jours d'entreposage gratuit ont été offerts pour soutenir les exploitants des terminaux portuaires dans le secteur maritime et portuaire.¹⁹⁶

¹⁸⁹ Voir la Résolution ADM n° 107-2020 du 31 août 2020; la Résolution J. D. n° 075-2020 du 8 octobre 2020, prolongée par la Résolution ADM n° 026-2021 du 22 avril 2021.

¹⁹⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁹¹ Article 44 de la Résolution J. D. n° 020-2003 du 14 août 2003 modifiée par la Résolution J.D. n° 056-2010 du 1^{er} juillet 2010; et article 43 de la Loi n° 56 du 6 août 2008 modifiée par la Loi n° 41 du 14 juin 2011 et la Loi n° 4 du 11 février 2015.

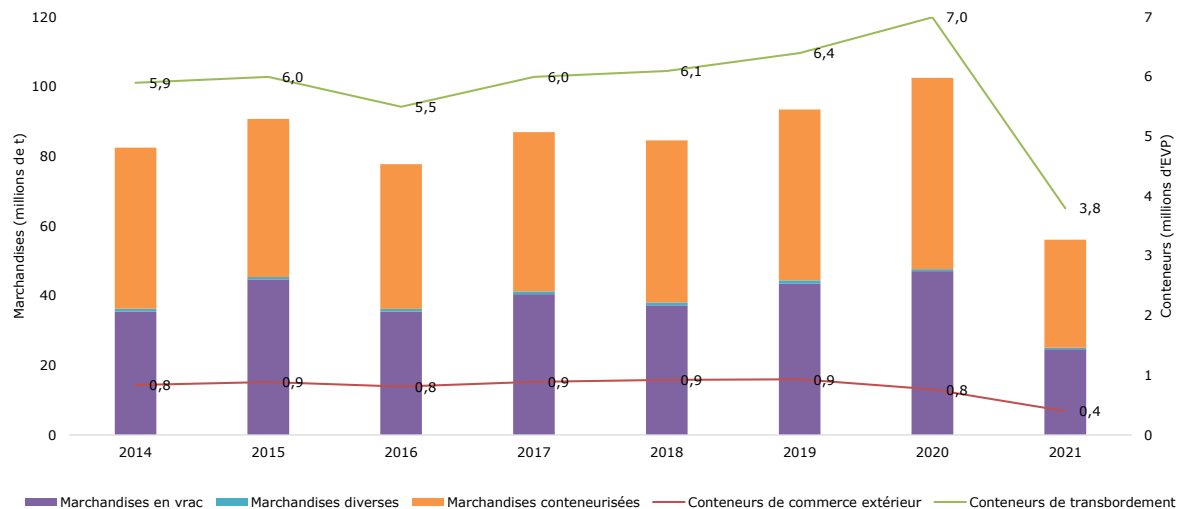
¹⁹² Décret exécutif n° 281 du 12 juin 2017.

¹⁹³ Centre d'innovation et de recherche logistique Georgia Tech Panamá. Adresse consultée: <https://logistics.gatech.pa/es/assets/seaports>.

¹⁹⁴ CEPAL. Adresse consultée: <https://www.cepal.org/es/notas/informe-la-actividad-portuaria-americas-latina-caribe-2018> et <https://www.cepal.org/es/notas/movimiento-portuario-2019>.

¹⁹⁵ AMP. Adresse consultée: <https://amp.gob.pa/transparencia/estadistica/>.

¹⁹⁶ Renseignements communiqués par les autorités.

Graphique 4.3 Opérations portuaires par type de fret, 2014-2021

Note: Les données pour 2021 concernent le premier semestre.

Source: AMP (diverses années), *Boletín Estadístico*. Adresse consultée: <https://amp.gob.pa/transparencia/estadistica/>; et renseignements communiqués par les autorités.

Canal de Panama

4.149. L'Autorité du canal de Panama (ACP), une entité publique, réglemente les activités du canal. Depuis le précédent examen de 2014, certains règlements émis par l'ACP ont été modifiés, comme le Règlement sur les marchés (section 3.3.6). En 2019, l'ACP a publié un nouveau règlement pour encadrer le processus d'octroi de concessions sur les sites portuaires et les zones qu'elle gère et exploite. Au moyen d'une concession, les entités privées peuvent exercer une activité commerciale ou industrielle ainsi que fournir des services à l'ACP ou à des tiers; le concessionnaire peut se voir accorder l'exclusivité pour une période n'excédant pas 10 ans. Une concession est généralement accordée pour 20 ans, bien que cette durée puisse être plus courte ou plus longue (jusqu'à 40 ans) selon le type d'investissement, le temps de retour sur investissement, son impact économique ou son potentiel de création d'emplois. Les concessions peuvent être renouvelées pour la même durée, mais une seule fois.¹⁹⁷

4.150. Quelque 2,3% du commerce maritime mondial transite par le canal de Panama.¹⁹⁸ L'utilisation du canal est soumise à un péage, dont le tarif est fixé en fonction du type de navire et d'écluses utilisés, de la capacité maximale du navire et du volume de la cargaison.¹⁹⁹ Depuis 2016, l'ACP met en œuvre un programme qui vise à promouvoir la fidélité des navires et à augmenter le volume de marchandises transportées en proposant un péage à tarif préférentiel basé sur le volume.²⁰⁰ En plus des péages, une taxe pour l'utilisation de l'eau douce est perçue depuis 2020. Cette taxe comporte une composante fixe (10 000 PAB) et une composante variable, à savoir un taux compris entre 1% et 10% de la valeur du péage et déterminé en fonction de la disponibilité de l'eau au moment du transit. Plus le niveau de l'eau est élevé au moment du transit, plus le taux facturé est faible et inversement.²⁰¹ Toutefois, les compagnies maritimes peuvent réserver le jour et l'heure du transit, moyennant le paiement d'une taxe de réservation (dont le montant est fixé en fonction du type de navire et d'écluse). En 2020, on a également introduit une taxe qui est perçue

¹⁹⁷ Les règlements sont disponibles à l'adresse suivante: <https://micanaldepanama.com/nosotros/sobre-la-acp/fundamentos-legales/>.

¹⁹⁸ Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁹⁹ Les tarifs sont disponibles à l'adresse suivante: <https://micanaldepanama.com/nosotros/servicios/servicios-maritimos/#1524717132584-01a6fd1e-753b>. Voir aussi: <https://tolls.panama-canal.com/>.

²⁰⁰ ACP. Adresse consultée: <http://www.pancanal.com/peajes/TablasPeajesAprobadas-v3.pdf> et <https://tolls.panama-canal.com/pdf/2020/AF2020-Peajes-Aprobados.pdf>.

²⁰¹ ACP (2021), *Informe anual 2020*. Adresse consultée: <https://micanaldepanama.com/nosotros/sobre-la-acp/rendicion-de-cuentas/informes-anuales/>.

lors de l'enregistrement de l'itinéraire de transit du navire et dont le montant (1 500 ou 5 000 PAB) dépend de la taille de celui-ci.²⁰² L'ACP réglemente les tarifs des services maritimes auxiliaires.²⁰³

4.151. Pendant la période à l'examen, le canal a été agrandi; les travaux se sont achevés en 2016 et ont permis d'augmenter le volume du trafic et donc les recettes (tableau 4.15). Après une période d'augmentation du trafic, au cours de la première partie de 2020, les activités du canal ont diminué de 10,2% en raison du ralentissement des flux commerciaux causé par la pandémie. En particulier, les mouvements de passagers (annulation de la saison des croisières), de navires rouliers (fermeture d'usines en Asie) et de marchandises réfrigérées, de pétrole et de produits pétroliers (baisse de la demande mondiale) ont diminué (tableau 4.16).²⁰⁴ Le transit par le canal a commencé à reprendre en octobre 2020.²⁰⁵

Tableau 4.15 Indicateurs du canal de Panama, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Navires (unités)	13 505	13 796	13 015	13 667	13 692	14 281	12 983
Tonnes de marchandises (milliers)	232 127	217 033	210 042	244 668	256 066	258 649	260 294
Recettes (millions d'USD)							
Péage	1 919	1 988	1 969	2 316	2 513	2 665	2 711
Taxe pour l'utilisation de l'eau douce	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	137 133
Frais d'enregistrement de l'itinéraire de transit	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	262 446
Services maritimes auxiliaires	414	447	431	469	485	485	676

s.o. Sans objet.

Source: ACP (diverses années), *Informes anuales*. Adresse consultée: <https://micanaldepanama.com/nosotros/sobre-la-acp/rendicion-de-cuentas/informes-anuales/>; et renseignements communiqués par les autorités.

Tableau 4.16 La pandémie et son impact sur les activités du canal de Panama, avril-juin 2019 et avril-juin 2020

(Nombre et %)

Type de navire	Avril-juin 2019	Avril-juin 2020	Variation (%)
Navires à passagers	35	6	-82,9
Navires rouliers	217	111	-48,8
Porte-conteneurs frigorifiques	163	126	-22,7
Bateaux-citernes	699	549	-21,5
Navires transporteurs de GNL	95	89	-6,3
Porte-conteneurs	629	611	-2,9
Vraquiers	643	630	-2,0
Affréteur	163	160	-1,8
Navires transporteurs de GPL	281	341	21,4
Autres	88	84	-4,5
Total	3 013	2 707	-10,2

Source: CNUCED (2020), *Review of Maritime Transport 2020*, adresse consultée: [https://unctad.org/en/pages/publications/Review-of-Maritime-Transport-\(Series\).aspx](https://unctad.org/en/pages/publications/Review-of-Maritime-Transport-(Series).aspx).

4.152. Conformément à la Constitution du Panama, l'ACP doit transférer à l'État les excédents économiques générés par l'activité du canal, une fois qu'elle a couvert les coûts d'exploitation et d'investissement du canal et constitué les réserves nécessaires²⁰⁶ pour faire face à des situations extraordinaires.²⁰⁷ Entre 2014 et 2020, le montant que l'ACP a transféré au Trésor national est passé

²⁰² ACP. Adresse consultée: https://micanaldepanama.com/canal-de-panama-adopta-medidas-para-garantizar-disponibilidad-de-agua-y-confiabilidad-de-la-ruta/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=canal-de-panama-adopta-medidas-para-garantizar-disponibilidad-de-agua-y-confiabilidad-de-la-ruta.

²⁰³ Les tarifs sont disponibles à l'adresse suivante: <https://micanaldepanama.com/nosotros/servicios/servicios-maritimos/#1524717132584-01a6fd1e-753b>.

²⁰⁴ CNUCED (2020), *Review of Maritime Transport 2020*, Adresse consultée: [https://unctad.org/en/pages/publications/Review-of-Maritime-Transport-\(Series\).aspx](https://unctad.org/en/pages/publications/Review-of-Maritime-Transport-(Series).aspx).

²⁰⁵ ACP (2021), *Informe anual 2020*. Adresse consultée: <https://micanaldepanama.com/nosotros/sobre-la-acp/rendicion-de-cuentas/informes-anuales/>.

²⁰⁶ Selon le Règlement sur les réserves de l'ACP, le montant des réserves doit être équivalent à 33% du montant total du Programme d'investissement de l'ACP pour les 10 années suivantes (Accord n° 631 du 18 février 2020 modifié par l'Accord n° 371 du 23 septembre 2020).

²⁰⁷ Articles 316 et 320 de la Constitution politique.

de 1 028 millions de PAB à 1 827 millions de PAB, soit l'équivalent de 52,9% et 75,1% du total des recettes non fiscales perçues par l'État (tableau 4.17). L'ACP verse également à l'État une redevance pour la fourniture de services publics et une redevance pour chaque tonne nette de marchandises transportées par le canal.²⁰⁸ Si les contributions de l'ACP dépassent un certain pourcentage du PIB (2,25% depuis 2020²⁰⁹), l'excédent est déposé dans le Fonds d'épargne du Panama.²¹⁰ Les transferts de l'ACP au Trésor en 2020 s'élevaient à 3,5% du PIB si l'on prend seulement en considération les contributions directes, mais si l'on tient compte des autres contributions (paiements de l'impôt sur le revenu et contributions à la sécurité sociale et à l'assurance éducationnelle, achats de biens et services locaux, et salaires nets), l'ACP a généré 5,2% des recettes du pays en 2020 (tableau 4.17).

Tableau 4.17 Contribution de l'ACP au Trésor national et à d'autres institutions de l'État, 2014-2020

(Millions de PAB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<i>PIB courant au prix d'acquisition</i> (millions de PAB)	49 166	54 092	57 908	62 203	64 928	66 788	52 938
<i>Recettes non fiscales</i>	1 942	1 932	1 915	2 798	2 908	2 739	2 448
Contributions au Trésor public	1 028	990	1 058	1 647	1 710	1 794	1 824
En % du total des recettes non fiscales	52,9	51,3	55,3	58,9	58,8	65,5	75,1
En % du PIB	2,1	1,8	1,8	2,6	2,6	2,7	3,5
Droit par tonne nette; et redevance pour la fourniture de services publics	374	380	388	454	511	576	543
Prélèvement sur les excédents	654	611	670	1 194	1 199	1 218	1 281
Contributions à d'autres entités de l'État	169	..	198	217	223	226	229
Impôt sur le revenu et cotisations à la sécurité sociale et à l'assurance éducationnelle	169	..	198	217	223	226	229
Contributions indirectes	1 518	..	1 200	897	847	877	712
Achats de biens et de services locaux	1 147	..	784	444	377	403	225
Salaires nets	371	..	416	453	470	474	487
Total	2 715	990	2 456	2 761	2 780	2 897	2 765
En % du PIB	5,5	1,8	4,2	4,4	4,3	4,3	5,2

.. Non disponible.

Source: Renseignements communiqués par les autorités; et ACP (diverses années), *Informes anuales*.

Adresse consultée:

<https://micanaldepanama.com/nosotros/sobre-la-acp/rendicion-de-cuentas/informes-anuales/>.

4.4.4 Tourisme

4.153. Le tourisme est l'une des activités qui génèrent le plus de devises et l'un des principaux secteurs d'exportation du Panama (tableau 4.18). Entre 2013 et 2019, la contribution du tourisme (services d'hôtellerie et de restauration) au PIB a oscillé entre 3,6% et 4,1% (section 1). Cependant, selon le Plan stratégique du gouvernement pour 2019-2024, le secteur possède un potentiel encore plus important.

Tableau 4.18 Indicateurs du tourisme international, 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (janvier-novembre)
Visiteurs (milliers)	2 143,9	2 145,5	2 204,7	2 225,8	2 487,4	2 240,9	610,6
Touristes	1 752,0	1 885,3	1 921,1	1 844,7	1 785,8	1 588,1	386,3
Visiteurs en excursion	188,3	205,0	240,5	308,7	332,6	338,0	87,2
Touristes de croisière	203,6	55,2	43,2	72,4	369,1	314,7	137,2
Dépenses touristiques entrantes (millions d'USD)	5 749	5 754	6 280	6 824	5 615	7 050	..
Voyages	3 729	3 948	4 231	4 419	3 093	4 519	..
Transport de voyageurs	2 020	1 806	2 049	2 405	2 522	2 531	..
Dépenses touristiques entrantes en % du PIB	11,7	11,0	10,9	11,0	8,6	11,0	..
Dépenses touristiques entrantes en % des exportations de services	50,3	48,5	51,2	51,2	45,8	51,0	..

²⁰⁸ Articles 316 et 321 de la Constitution politique.

²⁰⁹ Entre 2014 et 2017, ce pourcentage était de 3,5% du PIB; en 2018 et 2019, il était de 2,5% du PIB.

²¹⁰ Loi n° 38 du 5 juin 2012 et Loi n° 51 du 10 octobre 2018.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (janvier-novembre)
Dépenses touristiques entrantes en % des exportations de marchandises et de services	20,3	22,1	24,9	25,1	20,8	24,9	..

.. Non disponible.

Source: Institut national de la statistique et du recensement (INEC). Adresse consultée: <https://www.inec.gob.pa/publicaciones/Default.aspx>; statistiques du tourisme de l'OMT. Adresse consultée: <https://www.e-unwto.org/>; et renseignements communiqués par les autorités.

4.154. En 2020, le secteur a été touché par la crise sanitaire et sa contribution au PIB est tombée à 2,3%. Pour atténuer les effets économiques et sociaux de la pandémie et contribuer à la reprise du secteur, en 2020 et jusqu'à la fin de 2021, l'Autorité du tourisme du Panama (ATP) a mis en œuvre le Plan stratégique pour l'après-COVID-19, qui offre un soutien financier, des formations et des incitations pour stimuler la demande. Le soutien financier fourni dans le cadre du Plan comprend l'obligation à coupon zéro permettant de différer le paiement des intérêts; en outre, l'accès au financement a été facilité et un Programme de transfert du risque de crédit a été introduit.²¹¹

4.155. Le Panama n'a pas révisé la législation régissant le tourisme pendant la période à l'examen. Il s'agit des Lois n° 73 et n° 74, toutes deux du 22 décembre 1976, et du Décret exécutif n° 82 du 23 décembre 2008. Le Plan stratégique du gouvernement pour 2019-2024 reconnaît qu'il est nécessaire de mettre à jour la législation afin de réglementer les nouveaux produits touristiques.²¹²

4.156. L'ATP élabore et met en œuvre la politique sectorielle et réglemente le secteur. Elle possède et exploite également le Centre de congrès Atlantique-Pacifique (ATLAPA).²¹³

4.157. Au Panama, le tourisme est considéré comme un secteur présentant un intérêt national prioritaire.²¹⁴ Depuis le précédent examen en 2014, les objectifs de développement du secteur n'ont pas changé. Le Panama cherche à augmenter la contribution du secteur au PIB et à l'emploi en promouvant un modèle de tourisme inclusif et durable, en se positionnant comme une destination touristique de renommée mondiale²¹⁵ ainsi qu'en consolidant et en diversifiant son offre touristique internationale.²¹⁶ À la suite de la pandémie causée par la COVID-19, les stratégies ont été repensées afin de donner la priorité à la promotion du tourisme intérieur comme principal moteur de la reprise. À cette fin, on a introduit en 2021 le dispositif *Bono Turístico*, doté d'un budget d'un million de PAB, grâce auquel l'ATP subventionne les forfaits touristiques proposés par les agences de voyages.²¹⁷

4.158. Les activités touristiques de détail, y compris les services de guide touristique, sont réservées aux Panaméens, à quelques exceptions près. Les étrangers peuvent travailler en tant que guides touristiques pour autant qu'ils aient résidé pendant au moins cinq ans au Panama.²¹⁸ En outre, depuis 2007, ils peuvent exploiter des agences de voyages et fournir des services d'organisation de voyages (section 2.4). Toutefois, les autorités ont indiqué que la participation des étrangers aux activités touristiques de gros n'était pas limitée.

²¹¹ ATP. Adresse consultée: <https://www.atp.gob.pa/atp-pone-en-marcha-plan-estrategico-post-covid-19/>; et renseignements communiqués par les autorités.

²¹² Entre autres, le tourisme médical, rural, sportif, culturel, d'aventure, gastronomique, d'affaires et d'expositions ainsi que l'écotourisme.

²¹³ ATP. Adresse consultée: <https://www.atp.gob.pa/industrias/reuniones-incentivos-conferencias-y-exposiciones/>.

²¹⁴ Article premier de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012.

²¹⁵ Depuis 2019, la promotion internationale du tourisme est coordonnée avec le Fonds de promotion du tourisme (PROMTUR), un organisme public-privé (PROMTUR. Adresse consultée: <https://www.promturpanama.com/quienes-somos/historia/>).

²¹⁶ Plan-cadre du tourisme durable pour 2020-2025.

²¹⁷ Plan-cadre du tourisme durable pour 2020-2025; ATP. Adresse consultée: <https://www.atp.gob.pa/atp-logra-aprobacion-del-proyecto-bono-turistico/>; et renseignements communiqués par les autorités.

²¹⁸ Article 89 du Décret exécutif n° 82 du 23 décembre 2008.

4.159. Tous les fournisseurs de services touristiques doivent obtenir une licence d'exploitation et être inscrits au Registre national du tourisme (RNT).²¹⁹

4.160. L'ATP met en œuvre un Système de certification de la qualité du tourisme pour les hébergements touristiques. La certification est volontaire et gratuite. Le label de qualité est valable trois ans, sous réserve d'évaluations annuelles.²²⁰ Les établissements qui obtiennent le label de qualité et qui comptent moins de 50 chambres peuvent bénéficier d'avantages fiscaux et d'exemptions tarifaires (tableau 4.19).

4.161. Outre les incitations accordées à la suite de la pandémie, le Panama a continué, depuis le précédent examen de 2014, à encourager l'investissement dans le secteur (tableau 4.19). Dans certains cas, les exploitants doivent satisfaire à une condition en matière d'investissement pour pouvoir bénéficier des incitations, dont l'octroi dépend également de l'emplacement du projet. Quant aux exemptions tarifaires, elles ne sont accordées que si les matériaux et équipements ne sont pas produits au Panama en quantité ou qualité suffisantes ou à un prix équivalent à celui des produits importés. En outre, depuis 2019, le montant investi dans des entreprises du secteur du tourisme qui mènent des activités en dehors du district de Panama peut être utilisé comme crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur le revenu; auparavant, 50% de ce qui était investi pouvait être déduit du montant du revenu imposable.²²¹ Les entreprises du secteur du tourisme peuvent déduire du montant de leur revenu imposable les dépenses engagées pour participer à des événements organisés par l'ATP à l'étranger, à concurrence de 5 000 PAB.²²²

Tableau 4.19 Principales incitations accordées aux entreprises touristiques, 2014-2020

Cadre juridique: bénéficiaires et conditions	Incitations	Montant des exonérations 2014-2020 (PAB)
Article premier de la Loi n° 58 du 28 décembre 2006: construction, équipement et rénovation d'hôtels, de résidences hôtelières, d'auberges et de bungalows situés en dehors des zones de développement touristique d'intérêt national; Condition d'investissement: 3 millions de PAB dans les zones métropolitaines; 50 000 PAB dans le reste du pays.	Exemptions tarifaires: matériaux et équipements, y compris les véhicules (20 ans)	3 862 536
	Exemption de l'ISC: matériaux et équipements, y compris les véhicules (20 ans)	..
	Exemption de l'impôt foncier (20 ans)	..
Article 4 de la loi n° 80 du 8 novembre 2012 modifiée par la Loi n° 82 du 18 avril 2019: construction, équipement et rénovation de logements touristiques situés en dehors du district de Panama; Condition d'investissement: 250 000 PAB pour les nouvelles constructions; 100 000 PAB pour les nouvelles constructions dans les zones indigènes; 100 000 PAB pour la rénovation et l'équipement.	Exemptions tarifaires: matériaux de construction (5 ans); matériaux, accessoires, meubles et équipements, y compris les véhicules (10 ans).	1 748 987
	Exemption de l'impôt sur le revenu (15 ans); exemption de l'impôt foncier (15 ans).	..
Article 5 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012 modifiée par la Loi n° 82 du 18 avril 2019: les hébergements touristiques qui comptent jusqu'à 50 chambres et qui ont obtenu le label de qualité touristique accordé par l'ATP. Condition d'investissement: aucune	Exemptions tarifaires: matériaux, accessoires, meubles et équipements, y compris les véhicules; à partir de 2019, équipements permettant de faire des économies d'énergie (5 ans).	..
	Exemption de l'impôt sur le revenu (5 ans); et exemption de l'impôt foncier (10 ans).	..

²¹⁹ Loi n° 73 du 22 décembre 1976; Loi n° 74 du 22 décembre 1976; et Décret exécutif n° 82 du 23 décembre 2008.

²²⁰ *Panamá América* du 19 mars 2014. Adresse consultée: <https://www.panamaamerica.com.pa/economia/empresas-turisticas-poseen-sello-de-calidad-panameno-919352>.

²²¹ Article 9 de la loi n° 80 du 8 novembre 2012 modifiée par la Loi n° 82 du 18 avril 2019 et la Loi n° 122 du 31 décembre 2019.

²²² Article 11 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012.

Cadre juridique: bénéficiaires et conditions	Incitations	Montant des exonérations 2014-2020 (PAB)
Article 6 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012: hébergements touristiques qui étaient en construction en 2012 dans le district de Panama; Condition d'investissement: 8 millions de PAB	Exemptions tarifaires: matériaux de construction (5 ans); accessoires, meubles et équipements (10 ans).	547 757
	Exemption de l'ISC: certains biens (y compris les véhicules) et services (5 ans).	3 372
	Exemption de l'impôt foncier (10 ans)	..
Article 8 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012: construction et exploitation de centres de congrès Condition d'investissement: 30 millions de PAB	Exemptions tarifaires: matériaux, accessoires et équipements (10 ans).	..
Article 8 de la loi n° 80 du 8 novembre 2012: entreprises spécialisées dans l'organisation d'événements Conditions d'investissement: 50% des participants doivent être des étrangers	Exemption de l'impôt sur le revenu sur les bénéfices générés par l'événement.	..
Article 8 de la loi n° 80 du 8 novembre 2012: construction, équipement et administration des ports de croisière. Condition d'investissement: 10 millions de PAB	Exemptions tarifaires: matériaux, accessoires et équipements (5 ans).	..
	Exemption de l'impôt foncier: 15 ans, sauf dans le district de Panama (10 ans).	..
Article 8 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012: construction, équipement et administration des ports de plaisance. Condition d'investissement: aucune	Exemptions tarifaires: matériaux et équipements (5 ans).	..
	Exemption de l'impôt sur le revenu (15 ans) et de l'impôt foncier (15 ans, sauf dans le district de Panama (10 ans)).	..
Article 8 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012: entreprises commercialisant des produits en lien avec la nature, l'aventure, le soleil et la plage. Condition d'investissement: aucune	Exemptions tarifaires: matériaux et équipements, y compris les véhicules (5 ans)	..
	Exemption de l'impôt sur le revenu (15 ans) et de l'impôt foncier (15 ans, sauf dans le district de Panama (10 ans)).	..
Article 8 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012 modifié par la Loi n° 91 du 26 décembre 2017 et réglementé par le Décret exécutif n° 319 du 3 décembre 2020: entreprises qui commercialisent des "produits touristiques spéciaux": musées privés, agrotourisme, tourisme rural, écotourisme, tourisme sportif, tourisme médical, parcs de loisirs. Condition d'investissement: entre 5 000 et 300 000 PAB, selon le produit.	Exemptions tarifaires: matériaux de construction (5 ans; accessoires, meubles et équipements, y compris les véhicules, 10 ans).	..
	Exemption de l'ISC et de l'ITBMS: matériaux de construction (5 ans); accessoires, meubles et équipements, y compris les véhicules (10 ans).	..
	Exemption de l'impôt sur le revenu (15 ans).	..
Article 10 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012 modifiée par la Loi n° 82 du 18 avril 2019: agences de voyages. Condition d'investissement: aucune	Exemptions tarifaires: certains biens (y compris les véhicules neufs) et services (5 ans).	..
	Exemption de l'ISC: certains biens (y compris les véhicules neufs) et services (5 ans)	..
Article 10 de la Loi n° 80 du 8 novembre 2012 modifiée par la Loi n° 82 du 18 avril 2019: entreprises de transport touristique terrestre (service fourni aux hôtels). Condition d'investissement: aucune	Exemptions tarifaires: véhicules neufs (5 ans).	..
	Exemption de l'ISC: véhicules neufs (5 ans)	..
Décret du Cabinet du 30 décembre 1992: entreprises de transport touristique terrestre (transport collectif) Conditions d'investissement: aucune	Exemptions tarifaires: véhicules neufs, dont la valeur c.a.f. est inférieure ou égale à 7 000 PAB (exonération de 95%); véhicules de moins de 5 ans (75%); et pneumatiques (95%).	..

.. Non disponible.

Source: Secrétariat de l'OMC et renseignements communiqués par les autorités.

5 APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par section du SH, 2013-2020

(Millions d'USD et %)

Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	(Millions d'USD)							
Total des exportations	1 032	1 023	913	774	815	814	1 660	1 900
dont: réexportations	188	205	218	139	155	144	156	174
	(% du total des exportations)							
1 – Animaux vivants et produits du règne animal	19,2	21,5	22,5	23,7	22,1	19,2	8,6	7,0
03. Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	13,8	16,3	17,0	17,8	16,4	13,5	4,8	3,9
02. Viandes et abats comestibles	3,5	3,4	2,9	3,2	3,4	3,4	2,6	2,1
04. Lait et produits de la laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	1,4	1,5	1,8	2,2	2,0	1,9	0,8	0,9
2 – Produits du règne végétal	17,9	17,9	18,7	20,3	19,1	18,9	11,7	10,5
08. Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	15,6	14,7	15,4	16,2	15,6	16,0	9,8	9,0
09. Café, thé, maté et épices	1,5	2,4	2,6	3,2	2,9	2,3	1,6	1,3
07. Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	0,3	0,4	0,5	0,6	0,2	0,3	0,2	0,1
3 – Graisses et huiles animales ou végétales	2,8	2,7	1,8	2,4	2,9	4,0	3,1	2,7
4 – Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques et vinaigres; tabacs et succédanés de tabac fabriqués	11,7	12,6	10,7	13,9	13,0	13,9	6,8	5,3
23. Résidus et déchets des industries alimentaires	3,4	4,5	3,5	3,8	4,4	4,9	2,7	1,9
17. Sucres et sucreries	2,4	2,7	2,3	4,6	3,0	3,8	1,6	1,5
22. Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	2,7	2,3	2,4	2,7	3,0	2,8	1,4	1,1
5 – Produits minéraux	0,4	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	47,8	56,3
26. Minerais, scories et cendres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	47,8	56,1
6 – Produits des industries chimiques ou des industries connexes	5,2	4,2	4,7	4,3	3,9	4,5	3,2	4,1
30. Produits pharmaceutiques	2,3	2,1	2,1	1,6	1,1	1,6	1,9	1,6
38. Produits divers des industries chimiques	0,4	0,8	1,0	0,8	1,0	1,2	0,5	1,3
29. Produits chimiques organiques	0,7	0,3	0,3	0,5	0,6	0,5	0,3	0,5
7 – Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,4	0,6	0,7
8 – Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières; articles de bourrellerie ou de sellerie	2,2	2,4	2,0	1,4	0,9	0,6	0,3	0,2
9 – Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	3,8	5,2	4,1	4,5	6,0	6,6	2,9	1,9
44. Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	3,8	5,2	4,1	4,5	6,0	6,6	2,9	1,9
10 – Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulose; papier et ses applications	3,9	4,0	3,6	3,2	3,2	3,6	1,4	1,2
48. Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	3,0	3,1	2,9	2,5	2,4	2,6	1,0	1,0
11 – Matières textiles et ouvrages en ces matières	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	0,7	0,5
62. Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	0,5	0,3	0,3	0,5	0,6	0,5	0,2	0,2
63. Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie et chiffons	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
12 – Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1

Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
leurs parties; plumes apprêtées et articles en plumes								
13 – Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues; produits céramiques; verre et ouvrages en verre	0,5	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
14 – Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	9,6	3,8	2,2	2,1	4,3	4,6	3,4	1,8
15 – Métaux communs et ouvrages en ces métaux	11,0	11,0	9,9	11,7	14,0	13,7	6,2	4,2
76. Aluminium et ouvrages en aluminium	2,5	2,7	3,1	3,9	3,6	3,2	2,3	1,8
72. Fonte, fer et acier	4,7	4,8	3,5	3,7	5,6	6,2	1,9	1,2
73. Ouvrages en fonte, fer ou acier	0,7	0,7	0,9	1,7	2,2	1,6	1,0	0,5
16 – Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	6,5	7,6	12,9	6,0	4,1	3,0	1,9	1,8
84. Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils	5,0	5,5	10,6	4,5	2,6	1,4	0,8	1,1
85. Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son	1,6	2,1	2,3	1,6	1,5	1,6	1,1	0,7
17 – Matériel de transport	1,8	3,1	2,9	1,6	0,6	2,1	0,4	0,6
87. Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	1,8	3,1	2,8	1,5	0,5	1,8	0,3	0,5
18 – Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision	0,7	0,9	0,8	1,1	1,6	1,1	0,5	0,5
19 – Armes, munitions et leurs parties et accessoires	–	0,0	–	0,0	–	0,0	–	–
20 – Marchandises et produits divers	0,5	0,4	0,7	0,8	0,9	0,9	0,4	0,4
21 – Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0

Note: Comprend les exportations et les réexportations vers la Zone franche de Colón.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Tableau A1. 2 Importations totales de marchandises, par section du SH, 2013-2020

(Millions d'USD et %)

Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
(Millions d'USD)								
Total des importations	13 031	13 707	12 129	11 693	12 720	13 232	12 836	8 179
(% des importations)								
1 – Animaux vivants et produits du règne animal	1,5	1,6	1,8	2,1	2,1	2,1	2,2	3,0
04. Lait et produits de la laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,6
02. Viandes et abats comestibles	0,6	0,6	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	1,0
03. Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2 – Produits du règne végétal	2,6	2,5	2,8	3,1	2,7	3,1	2,9	5,0
10. Céréales	1,4	1,3	1,4	1,5	1,2	1,7	1,4	2,6
08. Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,8
07. Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5
3 – Graisses et huiles animales ou végétales	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	1,0
4 – Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques et vinaigres; tabacs et succédanés de tabac fabriqués	7,0	7,5	8,6	9,1	8,6	8,7	9,1	13,2
21. Préparations alimentaires diverses	1,3	1,4	1,7	1,8	1,7	1,7	1,8	2,7
19. Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait	1,2	1,3	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	2,3
22. Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	1,2	1,4	1,6	1,6	1,4	1,4	1,6	2,2
23. Résidus et déchets des industries alimentaires	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4	1,4	2,1
16. Préparations de viande, de poissons ou de crustacés	0,6	0,6	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	1,6
20. Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	0,9	0,9	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,5
5 – Produits minéraux	21,0	20,8	13,8	13,6	15,8	18,4	18,4	12,8
27. Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation	20,5	20,4	13,7	13,5	15,7	18,2	18,2	12,6
6 – Produits des industries chimiques ou des industries connexes	8,3	7,6	9,8	10,4	9,9	10,2	11,3	15,6
30. Produits pharmaceutiques	3,0	2,5	3,9	4,5	4,2	4,7	5,5	7,6
38. Produits divers des industries chimiques	1,5	1,4	1,6	1,8	1,6	1,5	1,5	2,7
33. Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	1,1	1,1	1,4	1,2	1,3	1,2	1,2	1,4
34. Savons, agents de surface organiques,	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,3

Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
préparations pour lessives, préparations lubrifiantes								
31. Engrais	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,7	0,9
32. Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7
7 – Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3,9	4,2	4,5	4,6	4,6	4,4	4,3	5,0
39. Matières plastiques et ouvrages en ces matières	2,9	3,2	3,4	3,6	3,6	3,3	3,2	3,9
40. Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
8 – Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières; articles de bourrellerie ou de sellerie	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4
9 – Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
10 – Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; papier et ses applications	2,2	2,1	2,2	2,3	2,2	2,1	2,1	2,7
48. Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	1,6	1,4	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	2,3
11 – Matières textiles et ouvrages en ces matières	4,6	4,6	5,2	5,2	4,8	4,7	4,6	4,1
62. Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	2,4	2,4	2,7	2,6	2,4	2,2	2,3	1,7
61. Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	1,2	1,2	1,5	1,5	1,5	1,6	1,4	1,1
63. Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie et chiffons	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,8
12 – Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties; plumes apprêtées et articles en plumes	1,8	1,8	2,1	2,1	1,9	1,7	1,7	1,2
64. Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets	1,7	1,6	1,9	1,9	1,8	1,6	1,5	1,1
13 – Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues; produits céramiques; verre et ouvrages en verre	1,5	1,5	1,8	1,8	1,8	1,6	1,5	1,3
68. Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues	0,5	0,5	0,6	0,7	0,8	0,6	0,5	0,5
69. Produits céramiques	0,7	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4
14 – Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1
15 – Métaux communs et ouvrages en ces métaux	8,0	9,9	8,9	7,2	7,8	7,6	6,7	5,3
73. Ouvrages en fonte, fer ou acier	3,2	5,2	4,4	3,0	3,7	3,4	3,1	2,4
72. Fonte, fer et acier	3,0	2,9	2,4	2,1	2,2	2,3	1,9	1,2
76. Aluminium et ouvrages en aluminium	0,8	0,9	1,1	1,1	0,9	0,9	0,8	0,7

Désignation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
16 – Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	19,1	18,7	18,8	18,9	20,1	18,2	17,1	16,7
84. Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils	11,1	11,6	10,8	11,2	11,5	11,3	9,6	9,6
85. Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son	8,0	7,2	8,0	7,6	8,5	6,9	7,6	7,1
17 – Matériel de transport	11,0	9,9	11,5	11,6	9,9	9,6	10,3	6,6
87. Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	9,4	8,7	10,5	11,3	9,7	8,8	8,5	6,2
18 – Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision	1,5	1,8	1,9	1,9	1,9	2,0	2,2	2,4
90. Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux	1,3	1,5	1,6	1,6	1,7	1,8	2,0	2,2
19 – Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20 – Marchandises et produits divers	3,7	3,5	3,9	3,8	3,7	3,5	3,6	3,2
94. Meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs	2,2	2,0	2,2	2,0	2,0	1,8	1,9	1,4
21 – Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

Note: Comprend les importations de la Zone franche de Colón et d'autres zones franches.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Tableau A1. 3 Exportations de marchandises, par partenaire commercial, 2013-2020

(Millions d'USD et %)

Description	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
(Millions d'USD)								
Total des exportations	1 032	1 023	913	774	815	814	1 660 ^b	1 900
dont: réexportations	188	205	218	139	155	144	156	174
(% des exportations)								
Amérique	51,4	47,4	50,7	47,1	42,5	41,8	38,1	25,7
États-Unis	18,4	19,6	18,3	20,3	17,6	16,6	14,5	7,0
Autres pays d'Amérique	33,0	27,9	32,3	26,7	24,9	25,2	23,5	18,6
Brésil	0,2	0,5	0,2	0,6	0,8	1,1	0,6	6,8
Costa Rica	6,8	7,4	8,1	7,0	5,9	5,9	5,4	2,7
Mexique	1,2	1,7	4,5	1,1	1,1	1,2	2,2	1,3
Cuba	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	0,8	1,1
Venezuela, République bolivarienne du	2,4	0,9	1,0	0,8	0,6	0,6	1,1	1,1
Guatemala	1,0	1,4	1,5	1,9	1,8	2,0	2,4	1,0
Nicaragua	1,7	2,5	3,4	2,9	2,0	2,1	1,3	0,8
Colombie	1,4	1,8	2,4	1,8	2,0	1,8	2,2	0,7
Équateur	1,7	1,7	1,3	1,4	0,9	1,2	1,2	0,6
Europe	22,4	24,2	23,0	25,8	26,1	27,4	31,0	27,4
UE-27	18,4	21,0	20,6	23,1	22,6	23,3	26,5	25,5
Espagne	1,9	2,5	2,1	2,2	3,5	2,6	1,6	11,5
Pays-Bas	4,0	4,3	3,3	12,6	13,8	14,2	16,6	7,5
Bulgarie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9
Allemagne	4,8	8,6	10,2	2,5	1,2	1,1	1,6	1,6
Danemark	0,8	1,4	0,8	1,7	1,3	1,4	2,7	0,6
AELE	0,9	1,3	0,4	0,5	2,0	2,6	3,0	0,9
Suisse	0,9	1,3	0,4	0,3	2,0	2,6	3,0	0,9
Autres pays d'Europe	3,0	1,9	2,0	2,2	1,5	1,5	1,5	1,0
Royaume-Uni	2,3	1,3	1,0	1,8	1,2	1,1	1,2	0,7
Turquie	0,7	0,5	0,9	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3
CEI ^a	0,7	0,4	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Afrique	0,1	0,2	0,8	0,3	0,4	0,3	0,1	0,1
Moyen-Orient	0,5	0,2	2,5	0,4	0,2	0,2	0,5	0,2
Asie	18,0	21,9	17,1	18,2	22,3	21,8	20,5	42,0
Chine	5,1	6,8	4,4	4,6	5,3	6,0	6,9	19,5
Japon	0,8	1,7	0,6	0,7	0,9	0,9	1,0	6,6
Autres pays d'Asie	12,2	13,3	12,0	12,9	16,1	14,9	12,6	15,9
Corée, République de	1,7	1,6	1,4	1,4	1,0	0,9	1,0	7,2
Inde	2,8	2,2	2,4	3,1	4,1	5,2	5,1	4,1
Philippines	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	2,1
Taïpei chinois	3,8	3,0	3,2	3,5	4,5	3,7	2,7	1,0
Thaïlande	1,0	0,8	0,8	0,9	1,5	2,2	1,7	0,8
Autres	6,9	5,7	5,9	8,1	8,2	8,4	9,8	4,6
Zone franche de Colón	6,9	5,7	5,9	8,1	8,2	8,4	9,8	4,6
Pour mémoire:								
UE-28	20,8	22,3	21,7	24,9	23,7	24,5	27,7	26,2

Note: Comprend les exportations et les réexportations vers la Zone franche de Colón.

a Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

b Ces pourcentages se fondent sur des exportations totales de 669 millions d'USD, qui excluent les exportations de cuivre, pour lesquelles il n'y a pas de ventilation par partenaire pour 2019.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Tableau A1. 4 Importations de marchandises, par partenaire commercial, 2013-2020

(Millions d'USD et %)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	(Millions d'USD)							
Total des importations	13 031	13 707	12 129	11 693	12 720	13 232	12 836	8 179
	(% des importations)							
Amérique	43,6	42,9	46,0	47,3	44,9	45,3	45,7	49,6
États-Unis	24,4	25,1	25,9	25,7	24,3	24,9	25,5	25,5
Autres pays d'Amérique	19,3	17,9	20,1	21,6	20,6	20,4	20,1	24,2
Mexique	4,1	4,2	5,1	5,3	4,9	4,8	4,8	5,6
Costa Rica	4,0	3,7	3,7	3,9	3,7	3,4	3,7	4,4
Colombie	3,0	2,8	3,0	3,1	2,6	2,5	2,8	3,6
Guatemala	1,4	1,4	1,5	1,5	1,4	1,5	1,6	2,2
Brésil	1,5	0,9	1,3	1,8	2,3	1,8	1,5	1,5
El Salvador	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	1,0
Argentine	0,7	0,5	0,5	0,5	0,7	0,9	1,0	1,0
Chili	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	1,0
Pérou	0,9	0,6	0,7	1,0	1,1	0,9	0,7	0,8
Canada	0,5	0,6	1,0	1,0	0,7	0,9	0,8	0,7
Europe	12,4	12,2	12,4	11,9	11,7	11,7	12,8	11,4
UE-27	10,3	10,7	10,9	10,4	9,9	9,5	10,5	9,8
Espagne	2,9	2,5	2,8	2,3	2,2	2,6	3,8	2,4
Allemagne	1,9	1,7	2,3	2,2	2,4	2,1	2,0	1,8
France	2,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2
Italie	1,2	3,3	2,2	1,5	1,3	1,1	1,1	1,1
Pays-Bas	0,8	0,4	0,5	1,0	0,6	0,5	0,4	0,6
AELE	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
Suisse	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Norvège	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Autres pays d'Europe	1,7	1,0	1,0	1,0	1,4	1,7	1,8	1,2
Turquie	0,9	0,3	0,2	0,4	0,9	1,1	1,2	0,7
Royaume-Uni	0,8	0,7	0,8	0,6	0,5	0,6	0,6	0,5
CEI ^a	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
Fédération de Russie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
Afrique	0,1	0,2	0,2	0,4	0,6	0,8	0,4	0,3
Afrique du Sud	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5	0,7	0,3	0,2
Moyen-Orient	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Israël	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Asie	16,1	18,8	20,6	19,8	20,8	18,4	17,6	17,7
Chine	7,9	9,6	9,6	9,2	9,8	10,1	10,1	10,4
Japon	2,1	2,0	2,4	2,7	2,2	2,0	2,0	1,7
Autres pays d'Asie	6,1	7,3	8,6	7,9	8,8	6,3	5,6	5,5
Corée, République de	2,8	3,4	3,5	2,7	3,7	1,5	1,5	1,3
Inde	0,5	0,6	0,9	1,0	0,9	0,8	0,8	0,9
Thaïlande	1,2	1,4	1,6	1,7	1,3	0,9	0,8	0,8
Taipei chinois	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Nouvelle-Zélande	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Autres	27,6	25,7	20,6	20,4	21,7	23,6	23,3	20,6
Zone franche de Colón (Panama)	9,8	9,0	8,7	8,3	7,3	7,1	7,5	7,4
Zones franches (Panama)	1,2	1,5	2,1	2,7	3,4	3,4	3,9	5,1
Zones franches pétrolières (Panama)	16,5	15,0	9,6	9,3	10,8	13,0	11,7	7,8
Dock-entrepôt (Panama)	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Pour mémoire:								
UE-28	11,1	11,5	11,7	11,0	10,4	10,1	11,2	10,2

Note: Comprend les importations de la Zone franche de Colón et d'autres zones franches.

a Communauté d'États indépendants, y compris certains États associés et anciens États membres.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Tableau A2. 1 Mesures commerciales notifiées à l'OMC, 1^{er} janvier 2014-30 septembre 2021

Accord/décision	Description	Périodicité	Documents de l'OMC (document le plus récent en cas de notification périodique)	Date
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce				
Article 63:2	Principales lois et réglementations	<i>Ad hoc</i>	IP/N/1/PAN/P/4 IP/N/1/PAN/P/3 IP/N/1/PAN/P/2 IP/N/1/PAN/P/1 IP/N/1/PAN/T/1 IP/N/1/PAN/2	11/07/2014 11/07/2014 11/07/2014 10/07/2014 10/07/2014 08/07/2014
Accord sur la facilitation des échanges (WT/L/911, remplacé par le document WT/L/931)				
Article 15	Engagements désignés comme relevant de la catégorie A	<i>Ad hoc</i>	WT/PCTF/N/PAN/1	06/08/2014
Articles 15 et 16	Délais pour la mise en œuvre des engagements relevant des catégories B et C	<i>Ad hoc</i>	G/TFA/N/PAN/1	08/05/2019
Article 10:6.2 Article 12:2.2	Courtiers en douane Point de contact pour l'échange de renseignements	<i>Ad hoc</i> <i>Ad hoc</i>	G/TFA/N/PAN/2 G/TFA/N/PAN/2	15/10/2019 15/10/2019
Accord sur l'agriculture				
Articles 10 et 18:2; ES.1	Subventions à l'exportation	Annuelle	G/AG/N/PAN/57	07/05/2021
Article 18:2; DS.1	Soutien interne	Annuelle	G/AG/N/PAN/58	27/05/2021
Article 18:2; MA.2	Accès aux marchés – Volume des importations soumises à des contingents tarifaires et autres	Annuelle	G/AG/N/PAN/59	02/06/2021
Article 18:3; DS.2	Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction	<i>Ad hoc</i>	G/AG/N/PAN/38 G/AG/N/PAN/33	13/04/2016 13/03/2015
Articles 5:7 et 18:2; MA.5	Accès aux marchés – mesures de sauvegarde spéciale	Annuelle	G/AG/N/PAN/56	17/05/2021
Accord général sur le commerce des services				
Article III:4 et/ou IV:2 Article V:7 a)	Points de contact et d'information notifiés Accord commercial régional	Une fois <i>Ad hoc</i>	S/ENQ/78/Rev.19 S/C/N/1054 S/C/N/864 S/C/N/774	29/08/2019 16/04/2021 07/06/2016 21/11/2014
Clause d'habilitation – Intégration				
Paragraphe 4 a)	Arrangements préférentiels entre pays en développement	<i>Ad hoc</i>	WT/COMTD/RTA15/N/1 WT/COMTD/N/49	03/03/2020 21/03/2016
Dérogation concernant les services pour les PMA				
	Traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés	Une fois; <i>ad hoc</i> (modifications)	S/C/N/890	05/05/2017
GATT de 1994				
Article XXVIII:5 Article XVII:4 a)	Modification des Listes Activités de commerce d'État	Triennal Annuel (triennal pour les notifications complètes et annuel en cas de modification)	G/MA/372 G/STR/N/15/PAN, G/STR/N/16/PAN, G/STR/N/17/PAN, G/STR/N/18/PAN	07/08/2020 10/06/2020

Accord/décision	Description	Périodicité	Documents de l'OMC (document le plus récent en cas de notification périodique)	Date
Article XXIV:7 a)	Création d'une zone de libre-échange	<i>Ad hoc</i>	WT/REG452/N/1 WT/REG422/N/1 WT/REG384/N/1 WT/REG374/N/1 WT/REG357/N/1	16/04/2021 08/01/2021 25/04/2017 07/06/2016 21/11/2014
Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT (antidumping)				
Article 16.4 – Rapports semestriels	Actions antidumping (adoptées au cours du semestre précédent)	Semestrielle	G/ADP/N/328	14/06/2019
Accord sur les procédures de licences d'importation				
Article 7:3	Réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation	Annuelle	G/LIC/N/3/PAN/12	27/05/2021
Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires				
Article 7, Annexe B	Réglementations sanitaires/phytosanitaires	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/PAN/71- G/SPS/N/PAN/56	20/04/2021- 29/01/2014
Accord sur les règles d'origine				
Article 5 et Annexe II.4 – Première fois	Règles d'origine préférentielles et non préférentielles en vigueur	Une fois	G/RO/N/225 G/RO/N/222 G/RO/N/208 G/RO/N/161 G/RO/N/145	29/04/2021 29/04/2021 11/01/2021 21/07/2017 12/09/2016
Accord sur les obstacles techniques au commerce				
Article 2.9	Règlements techniques	<i>Ad hoc</i>	G/TBT/N/PAN/115- G/TBT/N/PAN/42	26/05/2021- 12/03/2014
Article 2.10	Règlements techniques (urgents)	<i>Ad hoc</i>	G/TBT/N/PAN/109	29/06/2020
Accord sur les sauvegardes				
Article 12:1 a) – Ouverture	Clôture d'une enquête en matière de sauvegardes sans qu'une mesure soit imposée	<i>Ad hoc</i>	G/SG/N/9/PAN/1	19/11/2019
	Mesures de sauvegarde – ouverture d'une enquête concernant l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave et raisons de cette action	<i>Ad hoc</i>	G/SG/N/6/PAN/2	14/05/2019
Accord sur les subventions et les mesures compensatoires				
Article 25.11 – Rapports semestriels	Mesures compensatoires	Semestrielle	G/SCM/N/349	14/06/2019

Source: Secrétariat de l'OMC.

Tableau A3. 1 Analyse récapitulative des taux NPF, 2021

Désignation des marchandises	NPF				Droit consolidé (fourchette) ^a (%)
	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Coefficient de variation (CV)	
Total	9 370	6,8	0-260	1,9	0-260
SH 01-24	1 760	15,1	0-260	1,7	0-260
SH 25-97	7 610	4,9	0-81	1,2	0-81
Par catégorie de l'OMC					
Produits agricoles	1 484	15,2	0-260	1,8	0-260
- Animaux vivants et produits du règne animal	206	30,1	0-260	1,8	0-260
- Produits laitiers	75	43,0	0-155	1,0	4-155,7
- Fruits et légumes	414	11,8	0-81	0,9	0-81
- Café et thé	39	21,8	0-81	0,9	5-81
- Céréales et préparations	214	13,0	0-90	1,4	3-90
- Graines oléagineuses, graisses et huiles, et leurs produits	124	8,1	0-30	0,9	5-30
- Sucre et sucreries	39	23,4	0-144	1,5	15-144
- Boissons, liquides alcooliques et tabac	145	11,3	0-30	0,5	10-90
- Coton	5	0,0	0-0	s.o.	10-10
- Autres produits agricoles n.c.a.	223	5,0	0-15	1,2	0-30
Produits non agricoles (y compris le pétrole)	7 886	5,3	0-81	1,2	0-81
- Produits non agricoles (non compris le pétrole)	7 853	5,3	0-81	1,2	0-81
- - Poissons et produits de la pêche	383	11,1	0-15	0,5	5-60
- - Produits minéraux et métaux	1 466	5,7	0-81	1,2	0-81
- - Produits chimiques et produits photographiques	1 610	2,0	0-15	1,7	0-30
- - Bois, pâte de bois, papier et meubles	748	8,1	0-15	0,8	0-30
- - Textiles	848	3,8	0-15	1,5	0-32,5
- - Vêtements	422	10,7	0-15	0,3	5-36
- - Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	354	8,0	0-15	0,6	5-30
- - Machines non électriques	697	1,8	0-15	2,1	0-30
- - Machines électriques	401	3,2	0-15	1,5	0-30
- - Matériel de transport	262	3,9	0-15	1,4	5-30
- - Produits autres qu'agricoles n.c.a.	662	7,9	0-15	0,8	0-30
- Pétrole	33	4,2	0-30	1,8	5-30
Par section du SH					
01 Animaux vivants et produits du règne animal	605	20,6	0-260	1,8	0-260
02 Produits du règne végétal	493	10,7	0-90	1,3	0-90
03 Graisses et huiles	72	10,6	0-30	0,8	10-30
04 Préparations alimentaires, etc.	590	13,5	0-144	1,1	5-144
05 Produits minéraux	208	4,7	0-81	2,4	3-81
06 Produits des industries chimiques et industries connexes	1 419	1,8	0-15	1,9	0-30
07 Matières plastiques et caoutchouc	425	3,9	0-15	1,2	5-30
08 Peaux, cuirs et pelleteries	141	9,2	0-15	0,6	30-30
09 Bois et ouvrages en bois	208	6,8	0-15	0,9	7,5-30
10 Pâtes de bois, papier, etc.	480	8,4	0-15	0,8	0-30
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 222	5,8	0-15	1,0	5-36
12 Chaussures, coiffures, etc.	177	9,8	0-15	0,4	5-30
13 Ouvrages en pierres	272	8,1	0-15	0,8	0-35
14 Pierres gemmes, etc.	67	8,1	0-15	0,7	5-30
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	954	5,2	0-15	1,1	5-30
16 Machines et appareils	1 145	2,5	0-15	1,8	0-30

Désignation des marchandises	NPF				Droit consolidé (fourchette) ^a (%)
	Nombre de lignes	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Coefficient de variation (CV)	
17 Matériel de transport	277	4,1	0-15	1,4	5-30
18 Instruments de précision	276	5,0	0-15	1,2	0-30
19 Armes et munitions	25	14,6	10-15	0,1	30-30
20 Ouvrages divers	305	10,8	0-15	0,4	5-30
21 Objets d'art, etc.	9	7,2	0-10	0,5	25-30

a Les taux consolidés sont indiqués suivant la classification du SH2012, et les taux appliqués suivant celle du SH2017; le nombre des lignes peut donc varier.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

Tableau A3. 2 Importations soumises à des contingents tarifaires, 2019 et 2020

Produit	Code du SH	Droit contingentaire, 2021 (%)	Droit hors contingent, 2021 (%)	Montant du contingent tarifaire (t)	Importations dans les limites du contingent, 2019 (t)	Taux d'utilisation, 2019 (%)	Importations totales, 2019 (t)	Importations dans les limites du contingent, 2020 (t)	Taux d'utilisation, 2020 (%)	Importations totales, 2020 (t)
Viande de porc				880,0	822,7	93,5	12 088,2	645,0	73,3	10 558,7
	0203.11.00.00	3	60		39,5		207,5	0,0		118,8
	0203.12.00.00	3	70		0,0		72,8	0,0		44,8
	0203.19.00.00	3	70		40,0		170,8	0,0		233,1
	0203.21.00.00	3	70		0,0		98,9	0,0		290,6
	0203.22.00.00	3	70		42,0		1 687,2	171,0		2 517,1
	0203.29.00.00	3	70		664,0		5 947,4	436,5		4 928,1
	0210.11.11.00	15	15		0,0		43,2	0,0		24,9
	0210.11.19.00	15	70		0,0		367,5	0,0		5,5
	0210.11.90.00	15	70		0,0		24,2	0,0		2,2
	0210.19.10.00	15	70		0,0		144,5	0,0		170,7
	0210.19.21.00	15	15		0,0		75,7	0,0		72,3
	0210.19.29.00	15	70		0,0		7,0	0,0		2,9
	0210.19.90.00	15	70		0,0		781,1	0,0		506,1
	1602.41.11.00	15	70		0,0		1 218,0	0,0		682,7
	1602.41.19.00	15	30		0,0		467,7	0,0		97,9
	1602.42.10.00	15	70		37,1		735,4	37,5		818,5
	1602.42.90.00	15	70		0,0		3,6	0,0		17,6
	1602.49.13.00	15	70		0,0		0,0	0,0		5,7
	1602.49.19.00	15	70		0,0		35,8	0,0		19,1
Viande de volailles (coqs et poules)^a				756,0	0,0	0,0	1 439,5	0,0	0,0	781,8
	0207.13.13.00	3/15	260		0,0		0,0	0,0		22,3
	0207.13.14.00	3/15	260		0,0		0,0	0,0		0,00
	0207.13.19.00	3/15	260		0,0		301,2	0,0		124,3
	0207.14.13.00	3/15	260		0,0		1 138,3	0,0		635,3
	0207.14.14.00	3/15	260		0,0		0,0	0,0		0,00
	0207.14.19.00	3/15	260		0,0		0,0	0,0		0,00
Produits laitiers				12 074,0	3 973,6	32,9	27 276,9	5 747,3	47,6	24 471,7
	0401.10.00.00	15	60	1 500,0	778,1	51,9	2 343,6	0,0		1 179,7
	0401.20.00.00	15	60	1 897,0	0,0	0,0	0,0	0,0		3 220,2
	0404.90.92.00	15	60	181,0	165,0	91,2	10 762,6	0,0		3 774,2
				1 282,0	920,3	71,8	3 362,8	1 056,1	82,4	3 846,8
	0402.10.91.00	15	50		0,0		11,8	27,3		33,9
	0402.10.92.00	15	50		14,2		47,8	0,0		0,2
	0402.10.93.00	3	50		906,1		3 284,2	1 028,7		3 812,2
	0402.10.99.00	15	50		0,0		19,0	0,0		0,5
	0403.90.22.00	3	50		0,0		0,0	0,0		0,00
				2 548,0	823,0	32,3	3 586,8	2 465,9	96,8	5 095,2
	0402.21.91.00	15	50		0,0		66,1	0,0		35,9
	0402.21.92.00	3	50		0,0		282,2	79,1		659,1
	0402.21.99.00	15	50		90,1		428,4	0,0		597,1
	0402.29.91.00	15	50		0,0		0,0	0,0		1,1
	0402.29.92.00	3	50		732,9		2 808,8	2 386,7		3 801,7
	0402.29.99.00	15	50		0,0		1,4	0,0		0,2

Produit	Code du SH	Droit contingentaire, 2021 (%)	Droit hors contingent, 2021 (%)	Montant du contingent tarifaire (t)	Importations dans les limites du contingent, 2019 (t)	Taux d'utilisation, 2019 (%)	Importations totales, 2019 (t)	Importations dans les limites du contingent, 2020 (t)	Taux d'utilisation, 2020 (%)	Importations totales, 2020 (t)
	0403.90.23.00	3	50		0,0		0,0	0,0		0,0
				849,0	301,2	35,5	506,1	0,0	0,0	375,9
	0402.91.91.00	15	155		0,0		51,3	0,0		18,7
	0402.91.92.00	15	155		301,2		302,7	0,0		253,3
	0402.91.99.00	15	155		0,0		152,1	0,0		104,0
				34,0	34,0	99,9	176,4	0,0	0,0	229,6
	0402.99.91.00	15	155		0,0		1,5	0,0		2,8
	0402.99.92.00	15	155		0,0		0,0	0,0		0,0
	0402.99.93.00	15	155		34,0		171,9	0,0		217,8
	0402.99.99.00	15	155		0,0		3,1	0,0		9,0
				3 326,0	782,7	23,5	4 425,7	2 122,8	63,8	5 074,6
	0403.90.13.00	3	30		0,0		0,0	0,0		0,0
	0406.90.11.00	3	30		782,7		4 425,7	2 122,8		5 074,6
				230,0	0,0	0,0	47,8	0,0	0,0	22,6
	0403.90.90.00	3	120		0,0		0,0	0,0		0,0
	0404.90.10.00	3	120		0,0		43,5	0,0		20,5
	0404.90.99.00	3	120		0,0		4,3	0,0		2,1
	0406.10.90.00	15	30	53,0	29,2	55,0	525,6	53,0	100,0	515,7
	0406.30.00.00	15	30	174,0	140,2	80,6	1 539,6	49,6	28,5	1 137,3
Pommes de terre	0701.90.00.00	15	81	618,0	289,1	46,8	1 473,2	505,1	81,7	2 406,1
Tomates				1 650,0	1 578,0	95,6	5 371,4	1 640,2	99,4	6 007,1
	2002.90.11.00	0	81		0,0		1,5	0,0		11,4
	2002.90.12.00	0	81		1 578,0		3 484,2	1 568,4		3 814,3
	2002.90.13.00	0	30		0,0		39,6	0,0		54,3
	2002.90.14.00	0	30		0,0		19,7	0,0		30,2
	2002.90.15.00	0	30		0,0		1 508,4	71,8		1 964,6
	2002.90.19.00	0	81		0,0		318,0	0,0		132,3
Haricots	0713.33.30.00	15	15	500,0	0,0	0,0	2 972,3	0,0	0,0	3 772,4
Riz				9 711,6	9 711,6	100,0	82 534,8	9 711,6	100,0	143 184,8
	1006.10.90.00	3	90		9 711,6		22 735,6	9 711,6		131 423,8
	1006.20.10.00	15	90		0,0		81,7	0,0		0,0
	1006.20.90.00	15	90		0,0		154,5	0,0		0,0
	1006.30.10.00	15	90		0,0		949,7	0,0		0,0
	1006.30.90.00	15	90		0,0		58 613,3	0,0		11 485,7
	1006.40.00.00	3	90		0,0		0,0	0,0		275,2

a Pour la viande de volaille, le droit est de 3% s'il s'agit d'une matière première et de 15% s'il s'agit d'un produit fini.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités et des documents de l'OMC G/AG/N/PAN/55 du 11 juin 2020 et G/AG/N/PAN/59 du 2 juin 2021.

Tableau A3. 3 Marchandises et services exemptés de l'impôt sur la cession de biens meubles et la fourniture de services (ITBMS), 2021

Marchandises exemptées de l'ITBMS	Services exemptés de l'ITBMS
Produits agricoles à l'état naturel	Services en rapport avec la santé humaine
Boissons gazeuses	Location et sous-location de biens immeubles exclusivement destinés à la maison ou à l'appartement du locataire (contrats de plus de 6 mois)
Pétrole brut, diesel, diesel léger, diesel marin, essences, essence d'aviation, essence naturelle, fuel oil de faible viscosité, fuel oil intermédiaire, mazout ou combustible de soute C, gaz de pétrole liquéfié, carburateur ou turbocompresseur, kérosène, asphalte, à l'exception des lubrifiants, huiles et graisses lubrifiantes	Services relatifs à l'enseignement lorsqu'ils sont fournis par des personnes physiques ou morales habilitées par le Ministère de l'éducation
Produits alimentaires	Prêts à l'État
Engrais manufacturés	Fret et transport de fret aérien, maritime et terrestre, et transport maritime et terrestre de passagers
Insecticides, fongicides, herbicides, désinfectants et assimilés utilisés dans l'agriculture et l'élevage	Production, transport et distribution d'énergie électrique
Toutes les semences utilisées dans l'agriculture	Communication sociale, comme les services de la presse orale, écrite et télévisuelle, à l'exception de la cession d'espaces publicitaires
Fil de fer barbelé	Services de courrier fournis par l'État
Outils à main utilisés dans l'agriculture	Jeux de paris dans les casinos et hippodromes publics et privés ou mis en concession par l'État
Quotidiens, périodiques, revues, supports magnétiques à caractère éducatif, cahiers, crayons, crayons à bille et autres articles à usage exclusivement scolaire, ainsi que les textes, livres et publications en général, exception faite des publications pornographiques	Assurance et réassurance
Produits médicaux et pharmaceutiques, et instruments nécessaires à leur application, couches, biberons, landaus, poussettes et voitures similaires, sièges pour le transport des enfants en voiture, baignoires pour bébés, et chaises et sièges en matières plastiques artificielles pour enfants	Opérations de chargement, de déchargement et de transfert dans les ports ou entre les ports, services logistiques et auxiliaires fournis au moment du chargement dans les ports et les zones franches ou les zones économiques spéciales, ainsi que les services de réparation, de maintenance et de nettoyage fournis aux navires en transit dans les eaux territoriales
Eau potable fournie par l'Institut national des aqueducs et des égouts (IDAAN) et les autres organismes de services publics	Service d'accès à Internet à caractère résidentiel et destiné aux organismes qui fournissent des services d'éducation reconnus comme tels par l'État
Monnaie étrangère, actions et valeurs publiques et privées	Services d'égouts et d'assainissement fournis par des organismes publics ou concessionnaires
	Spectacles publics à caractère culturels, tels que définis par l'Institut national de la culture
	Activités des bourses de valeurs, des bourses agricoles et activités financières des coopératives
	Vente de produits alimentaires dans des locaux commerciaux dans lesquels on ne vend ni ne consomme de boissons alcooliques
	Commissions rapportées par les agences de voyages

Source: Paragraphe 8 de l'article 1057-V du Code fiscal du Panama (texte unique).